



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

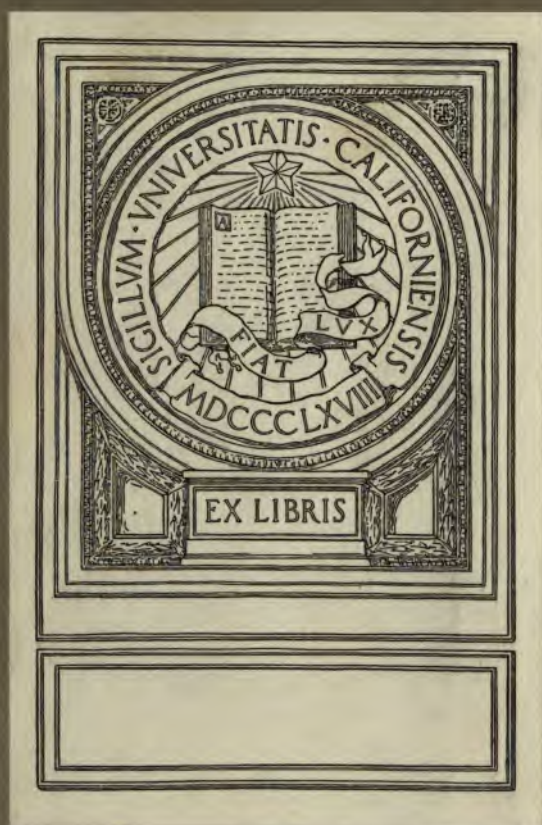
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>







LA
POLITIQUE FRANÇAISE
EN 1866

IMPRIMERIE CENTRALE DES CHEMINS DE FER. — A. CHAIX ET C^{ie},
RUE BRAGÈRE, 20, A PARIS. — 21138-8.

ma-t.

LES ORIGINES DE LA GUERRE DE 1870

LA

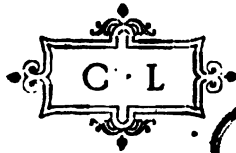
POLITIQUE FRANÇAISE

EN 1866

PAR

G. ROTHAN

ANCIEN MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE
ANCIEN MEMBRE DU CONSEIL GÉNÉRAL DU BAS-RHIN



PARIS

CALMANN LÉVY, ÉDITEUR
ANCIENNE MAISON MICHEL LÉVY FRÈRES
RUE AUBER, 3, ET BOULEVARD DES ITALIENS, 45
À LA LIBRAIRIE NOUVELLE

1879

Droits de reproduction et de traduction réservés.

DC292
R6

REESE

I

LA QUESTION DANOISE. — L'ENTREVUE DE BIARRITZ.



Autrefois la vérité historique était lente à se produire ; mais du jour où les hommes politiques, les souverains même, ont cru devoir s'adresser directement à leurs contemporains et livrer à la curiosité comme aux appréciations du public ce qu'on se plaisait jadis à appeler des secrets d'État, le rôle de l'historien s'est simplifié. Les révélations hâtives rendent sa tâche plus facile ; cependant elles ont aussi leurs inconvénients, elles ne donnent pas toujours « le pourquoi du pourquoi », comme disait Leibnitz, et il est sage de ne les accepter que sous bénéfice d'inventaire.

On peut dire qu'à aucune époque l'indiscrétion diplomatique n'a été poussée aussi loin qu'aujourd'hui. Tous ceux qui, à un titre quelconque,

de 1866 à 1870, ont été mêlés aux événements qui ont changé la carte de l'Europe, ont cru de leur devoir, soit d'accuser, soit de se justifier. L'exemple est parti de haut : il a été donné par M. de Bismarck tout le premier, qui, aussitôt la guerre de 1870 déclarée, s'est servi, comme d'une arme, de documents imprudemment livrés, qu'il avait eu soin de classer dans ses cartons. Après lui, le général de La Marmora, dont la politique suffisamment heureuse, et j'ajouterai suffisamment correcte, aurait pu à la rigueur se passer de commentaires, est venu de la façon la plus inopinée jeter à profusion la lumière sur des actes et des négociations qu'il importait beaucoup à son ancien allié de laisser dans l'ombre ¹.

Le livre du général de La Marmora parut en 1873 dans d'étranges conditions, en quelque sorte comme une protestation, à l'heure même où le roi Victor-Emmanuel arrivait à Berlin. Ce fut un véritable coup de théâtre; l'émotion qu'il causa fut d'autant plus vive que cette publication n'était provoquée par aucune raison apparente. On disait que le général, dans un sentiment che-

1. « Un peu plus de lumière. »

valeresque, avait voulu s'acquitter envers la France d'une dette de cœur, en venant avec des documents officiels irréfutables se constituer le défenseur de sa politique contre les cruelles et implacables attaques de M. de Bismarck. On prétendait aussi qu'il ne s'agissait que d'un acte de ressentiment contre le ministre qui avait affecté un silence dédaigneux pour l'Italie, dont il méconnaissait le concours et la fidélité lorsque devant le parlement il glorifiait les victoires de l'armée prussienne et les succès de sa diplomatie. Toujours est-il que, sans souci des tiers, le général a cru devoir ériger en principe dans ses « secrets d'État », le droit et le devoir pour les gouvernements constitutionnels de rendre compte publiquement de leurs actes et de justifier la loyauté et la sagesse de leur politique, serait-ce au détriment de leurs alliés de la veille. Cette théorie, je me hâte de le dire, n'a pas été consacrée par le gouvernement italien ; sur des réclamations parties de Berlin, il a su arrêter en temps utile, en invoquant la raison d'État, l'apparition d'un nouveau volume qui devait projeter un jour encore plus piquant sur la seconde phase de la guerre de 1866. Il a fait plus, il a voulu donner des garanties à

la sécurité des rapports internationaux en demandant aux Chambres des dispositions pénales contre la divulgation diplomatique.

Le livre du général de La Marmora n'en a pas moins porté coup et je ne voudrais pas garantir que les termes et les arguments dont s'est servi le prince chancelier devant le parlement allemand, pour qualifier les procédés de l'ancien chef du cabinet italien, et démentir ses allégations, aient effacé l'impression produite par ces surprenantes révélations. Le général a eu soin d'ailleurs de mettre sa loyauté à l'abri de tout soupçon, en déposant les minutes de ses documents chez un notaire de Florence, où il a été permis à tout le monde de les collationner avec les textes publiés et d'en constater l'authenticité.

M. Drouyn de Lhuys, dont les confidences eussent été du plus haut intérêt, n'est pas entré ouvertement en lice ; mais on a publié, sans grand retentissement, il est vrai, différentes pièces, entre autres des notes et des lettres à l'empereur, qui pourraient bien être sorties de son portefeuille, dans l'unique pensée de dégager sa responsabilité personnelle. Quant à M. Benedetti, qui s'est vu, après la guerre, attaqué de tous les côtés, les uns

lui reprochant d'avoir insuffisamment éclairé le gouvernement de l'empereur, et les autres l'accusant de lui avoir inspiré des résolutions téméraires, il n'a parlé que parce qu'il se considérait en quelque sorte dans un cas de légitime défense. Il a eu à cœur de démontrer, par la publication de ses dépêches et de ses lettres particulières, qu'il n'avait pas manqué à ses devoirs d'informateur, et que, s'il méritait un reproche, ce n'est pas celui assurément de s'être écarté de ses instructions. Il n'a du reste publié sa correspondance qu'autorisé par l'empereur qui n'a vu aucun inconvénient à ce que la vérité sur les événements de 1866 et de 1870 fût révélée tout entière.

M. de Bismarck a opposé au livre de notre ambassadeur « les papiers d'État » que M. Rouher, au moment où éclatait la guerre de 1870, avait envoyés à Cerçay, pensant qu'ils seraient dans sa propriété plus en sûreté qu'aux archives du ministère des affaires étrangères. L'événement ne devait pas justifier cet excès de prévoyance. Le hasard, si c'est vraiment à lui qu'il faut s'en prendre, a permis aux soldats prussiens de mettre la main sur des caisses contenant les documents et les correspondances concentrés pendant de longues

années au ministère d'État¹. Le cabinet de Berlin se trouvait ainsi, par ce coup de filet, pour ne pas dire par ce rapt, car il s'agissait de papiers enlevés dans une propriété privée, détenteur des dépêches et des lettres particulières les plus confidentielles, dont les ministres des affaires étrangères ne pouvaient refuser la communication au collègue chargé de défendre devant les Chambres les actes et la politique du gouvernement. M. de Bismarck n'a pas manqué d'en faire usage pour réfuter « les explications » données par M. Benedetti « sur les négociations entamées avec le cabinet de Berlin depuis la signature des préliminaires de Nikolsbourg² ». Dans quelle mesure le gouvernement prussien a-t-il réussi à rectifier « les fausses inter-

1. M. Wachenhusen a raconté dans la *Gazette de Cologne* que l'enlèvement des caisses a eu lieu le 8 novembre 1870.

2. « Le comte Benedetti, a dit le *Reichsanzeiger* du 21 octobre 1871, ignorait évidemment quelle partie des archives secrètes françaises était tombée pendant la guerre entre les mains des troupes allemandes, autrement il eût été plus circonspect dans ses publications. Le Moniteur impérial ajoutait sous forme comminatoire, faisant allusion sans doute à nos pourparlers avec l'Autriche et les États du Midi et peut-être aussi aux papiers de M. Thouvenel qui sont tous à Berlin, qu'il ne dépendrait que du gouvernement prussien de faire usage de matériaux aussi abondants qu'instructifs dont il disposait. Mais, disait-il, à moins d'y être provoqués, nos révélations se borneront aux besoins de notre politique, car il ne saurait entrer dans nos intentions d'excéder, dans une pensée personnelle, le but de la défense. »

prétations » qu'il reprochait au comte Benedetti d'avoir émises sur la politique allemande? — Ce sera une question à élucider dans le cours de cette étude. La tâche s'est simplifiée par les publications italiennes. Les dépêches du général Govone sont venues fort à propos éclaircir le débat ; il est permis désormais de se prononcer entre deux adversaires préoccupés pour le moins autant de leur défense personnelle que de la vérité historique.

M. de Bismarck ne s'est pas contenté d'accuser et de réfuter, il a laissé publier, pour sa plus grande gloire, tout un volume de correspondances inédites, qui mériteraient une étude spéciale, car elles résument toute la politique allemande et nous montrent l'importance qu'il attachait au conflit des duchés de l'Elbe et la peine qu'il s'était donnée, de longue date, pour diviser et pour paralyser les puissances les plus directement intéressées au maintien de l'intégrité de la monarchie danoise. « Si les Danois, trouvent une assistance, écrivait-il de Pétersbourg en 1858, ils nous échapperont et resteront blottis dans leur tanière. » M. de Bismarck n'a pas voulu laisser à la pitié de ses héritiers ou à ses historiographes futurs le soin

de nous initier à ses pensées intimes et à ses conceptions politiques ; il a préféré devancer la postérité et se présenter à elle de son vivant, éclairé sous toutes ses faces par une lumière habilement ménagée. Il a composé son portrait tel qu'il le comprend et qu'il voudrait définitivement le faire accepter par l'histoire. Remontant jusqu'au point de départ de son existence politique, il a cherché à établir par les révélations les plus familières, qui nous font pénétrer dans le cercle étroit de son existence privée, qu'à toutes les heures et dans toutes les circonstances de sa vie il n'a jamais été préoccupé que d'une seule pensée, la grandeur de son pays. Il a voulu prouver surtout, au risque de froisser un amour-propre auguste que tout lui commande de ménager, que bien avant d'être appelé dans les conseils de son souverain il avait déjà conçu et préparé les événements qui ont assuré à l'Allemagne son unité. C'est, en effet, l'impression qui se dégage de ces publications anticipées, et, bien qu'il n'ait pas été le seul à poursuivre le rêve de l'agrandissement de la Prusse et de la prépondérance germanique, on est forcé de reconnaître que personne n'a consacré à la réalisation de ce rêve plus de persévérance et de saga-

cité. Partout où le conduisent les hasards de sa fortune, il ne voit, il ne poursuit que le relèvement de son pays. C'est à Pétersbourg surtout, au milieu d'une existence frivole et désœuvrée, que son esprit, fort de l'expérience acquise à Francfort, s'attache à la solution du problème germanique. Il médite et arrête le programme que son souverain, lorsque l'heure fut venue, devait l'autoriser à mettre à exécution. Il est telle de ses dépêches, celle qu'il adressait le 12 mai 1859 au baron de Schleinitz, alors ministre des affaires étrangères, qu'on dirait écrite après la guerre de Bohême ; il y prévoyait jusqu'à l'abstention de la Russie et de la France.

Il ne faudrait pas cependant induire de ces lettres triées sur le volet, que dès son entrée dans la vie politique M. de Bismarck ait conçu et poursuivi les grandes choses que la fortune lui a permis de réaliser. Il a traversé bien des phases avant d'incarner en lui l'idée allemande et de la personnifier, et ce serait une erreur de croire qu'une unité absolue d'action et de pensée ait présidé à cette existence si remplie. Elle a eu, comme tout ce qui est humain, ses heures d'irrésolution et d'inconséquence.

Dans ses lettres de Pétersbourg, M. de Bismarck se défendait avec amertume contre les journaux qui lui reprochaient de trafiquer des provinces rhénanes, et il offrait mille frédéric d'or à celui qui pourrait en administrer la preuve. « Si je me suis vendu à un diable, disait-il, ce diable est teuton et non pas gaulois. » Et cependant bientôt, sous le coup des événements et des nécessités de sa politique, nous le verrons entrer en pourparlers sur des rectifications de frontières et ne pas craindre de se déclarer, dans ses épanchements avec le général Govone, plus prussien qu'allemand.

Depuis, en face de révélations compromettantes, il a cherché à concilier ses principes avec ses actes, et, afin de ne laisser planer aucun doute sur la pureté de ses sentiments germaniques, il s'est efforcé en face du parlement de se faire plus machiavélique qu'il ne l'avait été en réalité. Il a appelé négociations « dilatoires » les moyens dont il se serait servi pour nous bercer d'illusions et exciter nos appétitions territoriales. C'était le patriote allemand, frais sorti des événements, qui tâchait d'atténuer aux yeux de l'Allemagne les considérations plus étroites dont s'inspirait le diplomate prussien.

En dehors de ces publications de haute provenance, il s'est produit toute une littérature, soit en France, soit à l'étranger, d'écrits et de brochures qui, pour être utilement consultés, exigent l'examen le plus sévère. Comment ne pas se méfier, quand on voit l'esprit de parti pousser des hommes comme M. Vitet jusqu'à dire, sans qu'il en ait coûté à leur patriotisme, que la France n'a pas payé trop cher la chute de l'empire par la perte de l'Alsace et de la Lorraine ! L'empereur, qui aurait pu récriminer contre ceux qui, au lendemain de ses infortunes, se sont réfugiés derrière sa responsabilité, seul ne s'est pas défendu. Il s'est borné, dans une brochure qui a paru sous le nom du marquis de Gricourt, à émettre, dans un esprit élevé, quelques appréciations générales sur sa politique, sans un mot de blâme pour ceux qui l'ont déçu, mal conseillé ou mal servi.

Les lettres et dépêches qui ont été de la sorte données en pâture au public, il est superflu de le dire, n'ont qu'une valeur relative. Triées avec discernement, elles ne livrent qu'une partie de la vérité ; elles ont besoin d'être contrôlées et commentées, car encore faut-il savoir, pour les accepter comme preuves certaines, dans quelles circon-

stances elles ont été écrites et quels mobiles les ont inspirées. Il en est autrement des papiers trouvés aux Tuileries; ceux-là nous donnent, bien qu'à bâtons rompus, la vérité prise sur le fait, car il est permis de croire que ces épaves abandonnées dans les tiroirs de l'empereur n'ont été ni revues ni corrigées.

Ce qui a manqué jusqu'à présent à ces publications, écloses de tous côtés sous des inspirations si opposées, c'est d'être coordonnées et vérifiées. Il peut donc être aussi intéressant qu'utile de les apprécier dans leur ensemble, à un point de vue essentiellement français, en recherchant et en précisant les causes, ainsi que les origines de nos désastres. « Il n'arrive pas de changement, a dit Bossuet, qui n'ait eu ses causes dans le passé, et, dans toutes les affaires, il y a ce qui les prépare, ce qui détermine à les entreprendre, et ce qui les fait réussir. »

Cette étude nous mettra à même de comprendre nos perplexités et nos contradictions au lendemain de Sadowa. Elle jettera aussi, je me plais à le croire, une lumière nouvelle sur les négociations si délicates, pour ne pas dire scabreuses, que nous avons engagées avec la Prusse

avant la guerre et que nous avons si malheureusement poursuivies après ses succès. J'espère ne pas manquer d'impartialité, bien que la politique dont je vais essayer de raconter les erreurs ait préparé les catastrophes qui m'ont atteint dans mon foyer natal.

LA QUESTION DANOISE.

Il serait difficile d'apprécier les événements de 1866 sans dire un mot de la question danoise, qui a été le gros souci de l'Europe pendant plus de quinze années, l'origine de tout le développement militaire et politique de la Prusse, la cause occasionnelle de trois guerres, la cause première du démembrement de la France, et, comme l'a justement remarqué M. Valfrey, le théâtre en raccourci sur lequel la politique française a commis le plus de fautes. Dans ce conflit que l'histoire signalera toujours « comme un monument d'artifices, de mauvaise foi et de confusion », tous les gouvernements ont plus ou moins joué le jeu de la

Prusse, la Russie par sa réserve préméditée, l'Autriche par ses inconséquences, les cours allemandes par leur aveuglement, le Danemark par son obstination. Mais le gouvernement français, par ses compromis avec le principe des nationalités, est celui qui a le plus volontairement méconnu ses intérêts et le plus contribué au démembrement de la monarchie danoise. Il a laissé, de propos délibéré, échapper toutes les occasions qui lui auraient permis d'arrêter la marche des événements¹. Il a résisté aux instances

1. D'accord avec l'Angleterre notre action pouvait s'exercer avec sécurité et avec efficacité, soit en 1862, lorsque le cabinet de Londres poursuivait une intervention collective des puissances pour amener l'Allemagne à formuler ses griefs et mettre le Danemark à l'abri des réclamations iniques; — soit en 1863, au moment où la Diète de Francfort divisée se préparait à décréter l'exécution fédérale, — soit, enfin, dans les premiers jours de janvier 1864, lorsque lord John Russel proposait de déférer l'affaire du Schleswig à une médiation. Dans toutes ces phases de la question danoise, le cabinet des Tuileries se montra irrésolu sinon équivoque. Dans sa dépêche du 13 janvier 1864, M. Drouyn de Lhuys déclinait la médiation que déjà le Danemark avait acceptée, en s'appuyant sur les dispositions des cours secondaires de l'Allemagne, qui, disait-il, repoussaient l'idée d'une intervention étrangère, et, à la conférence de Londres, il invoquait le principe des nationalités et déclarait qu'il n'était plus possible de maintenir intact le traité de 1852, en face des sentiments de répulsion qu'il inspirait. Il est vrai que le ministre des affaires étrangères recommandait la sagesse et la modération à Berlin, à Vienne et à Francfort, mais ces conseils ne pouvaient impressionner, car il leur manquait la volonté de les imposer. On savait que l'affaire de Pologne et le refus brutal opposé par lord John Russel à la demande du congrès avaient éveillé à

de l'Angleterre, qui cherchait à l'associer à la défense d'une cause où se trouvait engagé l'intérêt de l'équilibre européen. C'est ainsi qu'en 1864, lorsqu'il ne restait plus au Danemark d'autre chance de salut que l'accord des puissances et leur intervention résolue, au lieu de céder aux sollicitations du cabinet de Londres et de procéder à une action commune, le gouvernement français ne voulut voir que les inconvénients de l'alliance. « L'Angleterre se bornerait-elle à l'envoi d'une flotte dans la Baltique, réduisant ainsi son rôle à une tâche facile, tandis que la France

Paris de vives défiances et laissé de profonds ressentiments, et que, dès lors, l'action décidée et concertée que poursuivait l'Angleterre n'avait aucune chance d'aboutir. M. Drouyn de Lhuys ne parla haut et ferme qu'au lendemain de Gastein sous le coup de la déception que lui causa l'entente austro-prussienne. Mais il devait suffire à M. de Bismarck de protester de son désir de s'entendre avec nous pour l'amener aussitôt à atténuer, par une circulaire, l'impression produite par sa dépêche du 27 août 1864.

M. Hansen qui s'entremettait fréquemment auprès de M. de Bismarck, soit comme délégué des Duchés, soit comme l'interprète de la pensée de M. Drouyn de Lhuys, a raconté qu'en 1864, à Biarritz, le ministre prussien lui disait qu'il était convaincu que ni la Russie, ni la France ne s'opposeraient à l'incorporation des Duchés à la Prusse jusqu'à Flensbourg. M. Hansen put se convaincre bientôt après, au mois de février 1865, que les espérances du cabinet de Berlin étaient pleinement autorisées, car notre ministre des affaires étrangères lui disait que la Prusse serait mieux en état vis-à-vis de l'opinion publique allemande que le prétendant (le duc d'Augustenbourg) de restituer la partie du Schleswig qui demandait à rester danoise.

aurait à subir une guerre continentale, à lutter contre les forces combinées de l'Autriche et de l'Allemagne? Quel serait en un mot le rôle de chacune des puissances alliées? » Tel était le thème que développait M. Drouyn de Lhuys avec une grande force d'argumentation, dans un document célèbre, la dépêche du 10 juin 1864. Ce que le ministre semblait ignorer, c'est que, dès la première heure, lord Cowley nous avait proposé spontanément une alliance offensive et défensive, et que lord Clarendon était venu à Paris avec un plan détaillé d'intervention déterminant le rôle de chacune des puissances et nous assurant toutes les sécurités. L'empereur au lieu d'accepter avait hésité; il avait demandé du temps pour réfléchir, et lorsqu'il se ravisa l'occasion était passée, les dispositions anglaises s'étaient modifiées dans l'intervalle. La reine Victoria avait réfléchi à son tour, elle avait réagi contre les tendances belliqueuses de lord Palmerston, sous l'influence du roi Léopold qui appréhendait, avec raison peut-être, que la Belgique pourrait bien être appelée à faire les frais de la guerre. Mais si, bien inspirés, nous avions, en temps utile, accepté les propositions anglaises, l'Allemagne eût reculé.

Elle avait 90,000 hommes de ses meilleures troupes engagées dans les Duchés, et l'armée prussienne, sans prestige encore, était loin d'avoir acquis le développement que lui donnait, après la guerre de 1866, l'assimilation de toutes les forces militaires du Nord; quant aux armées méridionales, l'événement devait le justifier deux ans plus tard, elles étaient entièrement désorganisées. L'Angleterre et la France alliées, en face de la plus inique des agressions, se seraient acquis les sympathies de l'Europe; elles auraient entraîné l'Italie et permis à l'Autriche, qui se sentait mal embarquée, de se dégager d'une solidarité dangereuse. La guerre de 1866 devenait impossible et la France, au lieu d'être démembrée en 1870, aurait conservé sa grande situation en Europe.

Mais, au lieu d'étouffer les complications dans leur germe, on se refusait à comprendre la force que la simple manifestation de notre autorité morale aurait donnée aux résistances naturelles que les projets ambitieux de la Prusse ne pouvaient manquer de rencontrer en Allemagne. On laissait prendre à M. de Bismarck, qu'aucun obstacle ne devait plus arrêter, l'élan impétueux qu'on acquiert lorsqu'on marche de succès en succès.

Que signifiaient cette politique expectante et ces refus persistants opposés à l'Angleterre, en face de complications dont on ne pouvait se dissimuler ni la gravité, ni la portée? Nourrissait-on réellement les convoitises que M. de Bismarck a dénoncées à l'Europe dans sa circulaire du 27 juillet 1870, et comptions-nous, pour les satisfaire, sur les complaisances de la Prusse, comme il l'affirmait en invoquant à titre de preuve morale notre attitude pendant le conflit danois? Si ces accusations étaient fondées, les fins de non-recevoir que déjà M. Thouvenel, en 1862, opposait à l'Angleterre, s'expliqueraient d'elles-mêmes. Nous serions fixés sur les manifestations officielles de notre politique et notamment sur la valeur des déclarations contenues dans la remarquable dépêche que M. Drouyn de Lhuys adressait, le 10 juin 1864, à notre ambassadeur à Londres. Les duchés de l'Elbe n'eussent plus été dans les combinaisons de l'empereur, dès le lendemain de la guerre d'Italie, qu'un moyen d'amener l'affranchissement de la Vénétie et d'arriver à un remaniement de la carte de l'Europe.

Ces conclusions paraîtront excessives. La politique d'un grand pays, alors même qu'elle est concentrée dans une main unique et qu'elle man-

que de contrôle et de contre-poids, n'arrive pas du premier coup, sans transitions et sans des nécessités impérieuses, à des solutions aussi radicales.

La politique impériale n'a commencé véritablement à dévier au profit de la Prusse qu'en 1864. A ce moment, elle avait déjà essuyé de nombreux déboires. L'affaire de Pologne et la question du congrès avaient altéré nos rapports avec la Russie et avec l'Angleterre, et l'empereur, qui tenait à dégager sa parole de Milan, ne pouvait oublier que, en 1859, il avait suffi de l'attitude équivoque du cabinet de Berlin pour lui imposer en pleine victoire une paix précipitée qui laissait son programme inachevé ¹. Il avait donc un intérêt véritable à consolider ses rapports avec la Prusse et il ne pouvait réussir à l'associer à sa politique qu'en se montrant disposé à faire quelques concessions aux aspirations allemandes. Il se flattait qu'en se prêtant à des modifications, en

1. Les impressions et les renseignements qu'un de nos diplomates, M. Bourée, chargé d'une mission en Allemagne, recueillit dans nos différentes légations furent une des causes déterminantes de la paix de Villafranca. Le rapport qu'il adressa au gouvernement de l'empereur sur les dispositions de l'opinion publique allemande et sur les armements de la Prusse était si peu rassurant qu'on l'expédia d'urgence sur une locomotive qui fit en neuf heures le trajet de Paris à Marseille. De Marseille le rapport fut envoyé à Gênes sur un bateau spécial qui l'attendait sous vapeur.

permettant non pas d'annexer, mais de rattacher d'une manière plus étroite les duchés à la confédération, il obtiendrait de l'Allemagne que, le cas échéant, elle laissât appliquer sur le Mincio les principes qu'elle invoquait sur l'Elbe.

Ces concessions, même réduites à ces termes, pouvaient ne pas être entièrement conformes aux intérêts français, ni aux convenances de l'Europe ; mais elles n'avaient pas à coup sûr le caractère que leur prêtait la circulaire prussienne du mois de juillet 1870, et surtout elles n'impliquaient pas l'initiative de pourparlers ténébreux que les communications officieuses faites au *Times*, dès le début de la guerre, signalaient à la conscience de l'Europe. L'histoire ne saurait admettre une interversion de rôles qui laisserait à la France l'odieux des propositions équivoques et assurerait à la Prusse le bénéfice des refus indignés.

Lorsque la mort du roi Frédéric VII fournit aux rivalités allemandes l'occasion de se mesurer en champ clos, après que la Prusse et l'Autriche eurent demembré le Danemark, l'empereur crut sans doute qu'en facilitant au cabinet de Berlin, par une attitude sympathique, les moyens de satisfaire son ambition au nord il s'assurerait son con-

cours au midi. Tout permet de supposer que c'est à ce moment que notre politique cessa d'être hésitante et rompit définitivement avec les traditions de notre diplomatie. Elle se trouvait en face d'un fait accompli, irrévocable, qu'elle n'avait pas su prévenir, et elle ne s'y résignait qu'avec la pensée d'en tirer parti. L'empereur isolé, en Europe, ne voyait donc pas avec déplaisir des complications dont le développement pouvait ménager à la France plus d'une chance heureuse, à la condition qu'elle n'y fût pas directement mêlée. Les rapports de l'Autriche et de la Prusse étaient tendus à l'extrême, les correspondances d'Allemagne et le langage du comte de Goltz laissaient pressentir une rupture imminente, lorsqu'il se produisit un de ces incidents qui parfois déroutent toutes les prévisions. On apprenait subitement que les deux souverains, assistés de leurs ministres, s'étaient réunis à Gastein, animés des sentiments les plus conciliants, pour concerter un *modus vivendi* dans le pays de l'Elbe, se mettre d'accord en Allemagne et s'entendre sur la politique générale¹. Le revirement était des plus

1. Le traité fut signé le 14 août.

inattendus. Toutes les combinaisons imaginées et suscitées par M. de Bismarck se trouvaient déjouées du coup. On s'en émut à des points de vue différents à Paris, à Florence et surtout dans les cours allemandes, qui déjà se voyaient sacrifiées au dualisme. Le général de La Marmora se méprit comme tout le monde sur la portée de la convention ; encore sous l'impression d'une démarche toute récente du comte d'Usedom, qui était venu solliciter l'alliance de l'Italie en vue d'une guerre qu'il disait imminente, il ne ménagea pas au cabinet de Berlin le témoignage de son étonnement.

Quant au cabinet des Tuileries, il avait déjà fait trop de concessions à la politique prussienne pour n'être pas en droit de se plaindre et de s'inquiéter d'une alliance austro-prussienne, dont la première conséquence était de l'isoler en Europe. Son irritation était d'autant plus naturelle que peu de jours auparavant, à l'heure même où M. d'Usedom interpellait le général de La Marmora, M. de Goltz était venu pressentir notre attitude en cas d'une rupture avec l'Autriche et nous proposer en quelque sorte un traité de neutralité. Au lieu de dissimuler sa déconvenue, le gouvernement français donna libre cours à sa

mauvaise humeur. — « Qu'ont voulu les deux puissances allemandes ? disait M. Drouyn de Lhuys dans sa circulaire du 29 août 1865. Ont-elles entendu consacrer le droit des anciens traités ? Assurément non ! Les traités de Vienne réglant les conditions de la monarchie danoise sont méconnus, le traité de Londres est déchiré, les intérêts de l'Allemagne et de son prétendant sont sacrifiés, les duchés, séparés au lieu d'être unis, passent sous deux dominations différentes, et la ligne de séparation, ne tenant aucun compte de la distinction des races, laisse confondus les Danois avec les Allemands, sans se préoccuper du vœu des populations. Sur quels principes repose donc la combinaison austro-prussienne ? Nous regrettons de n'y trouver d'autre fondement que la force, d'autre justification que la convention réciproque des deux copartageants. C'est là une pratique dont l'Europe actuelle est déshabituée, et il faut en chercher les précédents aux âges les plus funestes de l'histoire. »

Caractériser en ces termes la spoliation du Danemark, n'était-ce pas faire amende honorable et reconnaître, bien que tardivement, ses erreurs et ses inconséquences ? On put croire un instant,

en face de cette éloquente manifestation, que la France, désenchantée, ferait un retour énergique vers les saines traditions de sa politique; l'illusion fut de courte durée. Il devait suffire au cabinet de Berlin de protester contre l'interprétation donnée à ses arrangements avec l'Autriche pour dissiper le nuage et calmer nos ressentiments.

Le cabinet de Berlin avait été touché au vif par la circulaire du 29 août. M. de Bismarck en était déconcerté, elle portait atteinte à son crédit, et renversait ses combinaisons. Il en fit ses plaintes, en homme sincèrement affligé d'une méprise inconcevable, qu'il avait, disait-il, cherché à prévenir. Il s'en prenait à son ambassadeur, qu'il tenait pour un compétiteur équivoque plutôt que pour un auxiliaire dévoué; il lui reprochait de s'être renfermé dans un silence coupable alors qu'il lui prescrivait d'atténuer la portée et la signification des engagements ratifiés à Salzbourg. M. de Bismarck s'expliquait d'autant moins notre surprise que, dans deux lettres datées de Gastein, il avait chargé M. de Goltz de nous assurer qu'il saurait tenir compte du principe des nationalités et qu'il n'attendait qu'une circonstance favorable pour restituer les districts dont les

populations étaient d'origine danoise. D'après lui, la convention de Gastein n'était qu'une revanche d'Olmütz, et il allait jusqu'à démontrer qu'indirectement elle était un succès pour le gouvernement de l'empereur, car la Prusse n'en pourrait retirer des avantages sérieux qu'à la condition de pouvoir compter sur la bonne volonté du cabinet des Tuileries. Sans l'assistance sympathique de la France, disait-il, la Prusse serait forcée de revenir sur ses pas pour retomber dans l'impuissance, sous la pesante tutelle de la Russie et de l'Autriche. Il ajoutait que, si dans une crise européenne elle devait obtenir une extension de territoire, le gouvernement du roi serait le premier à reconnaître que l'empereur ne saurait se renfermer dans une neutralité absolue sans compromettre le rang qu'il entendait conserver à juste titre, et il déclarait que les accroissements de la France et de l'Italie n'inspireraient à la Prusse aucun ombrage.

Ce qu'il déplorait le plus, c'était la publicité donnée à notre dépêche et la polémique irritante qu'elle soulevait dans la presse, car cette polémique rendait impossible le voyage qu'il comptait faire à Biarritz et dont il s'était promis des résultats considérables. Le roi n'en voulait plus entendre

parler ; il se sentait atteint dans sa dignité par des admonestations si peu conformes aux convenances internationales. L'incident était regrettable à tous les points de vue, et M. de Bismarck n'aurait pu s'en consoler, s'il ne lui fût resté l'espoir de ramener l'empereur, par de nouvelles explications, à une appréciation plus équitable des arrangements concertés à Gastein. Ce n'étaient, au demeurant, que des concessions de circonstance, faites à des influences de cour, le principe de l'homéopathie appliquée à la politique, le roi soumis au régime de l'alliance autrichienne pour l'en guérir à toujours.

M. de Bismarck n'avait jamais senti aussi impérieusement la nécessité de rétablir ses bons rapports avec le gouvernement de l'empereur. Ce n'est qu'à cette condition qu'il pouvait espérer reprendre son influence sur le roi, qui, froissé par le ton hautain de notre langage, avait cru voir dans notre attitude la justification des attaques dont la politique de son ministre était l'objet dans son entourage.

Un des moyens dont le ministre se servait avec le plus d'habileté et d'avantage pour s'assurer la liberté de ses mouvements était de persuader

au pays, en commençant par le parti de la Croix et la famille royale, que la France était entièrement acquise à ses combinaisons. Il opposait aux craintes qui se manifestaient au sujet de nos arrière-pensées dans les cercles de la cour, et que les chefs du parlement exprimaient tout haut, une quiétude absolue. Il exaltait la générosité, le désintéressement de l'empereur et affirmait que toutes ses précautions étaient prises pour que l'Allemagne n'eût pas à faire les frais de l'alliance. Ses journaux, tenus à moins de réserve, parlaient librement de conventions secrètes, et, pour prouver qu'il n'en coûterait rien à la Prusse, ils importaient de l'étranger des correspondances rédigées à Berlin, où l'on agitait l'annexion de la Belgique et du Luxembourg à la France. S'ils parlaient de la cession de Trèves ou du bassin de la Sarre, ce n'était que pour avoir occasion de la démentir et pour indiquer que la France n'aspirait pas à des conquêtes en Allemagne.

On voit combien M. de Bismarck était intéressé à corriger l'impression que nous avait laissée l'entrevue de Gastein et à reconquérir un appui sérieusement compromis, sans lequel, il ne s'en cachait pas, ses conceptions auraient misérablement avorté.

M. de Goltz avait à se relever de l'échec qu'on lui reprochait d'avoir trop philosophiquement subi. Il prit sa revanche rapide et inespérée. Eut-il de grands efforts à faire pour convaincre un souverain qui ne demandait qu'à être convaincu ? Il est permis d'en douter. Toujours est-il que M. de Bismarck éprouva un véritable soulagement lorsqu'il sut que l'empereur avait accueilli ses explications avec la plus extrême bienveillance, et que M. Drouyn de Lhuys, fort aux regrets de s'être si fâcheusement mépris sur ses intentions, se mettait en mesure de corriger, par une nouvelle circulaire, la pénible impression produite par sa dépêche du 29 août. Il comprit ce que signifiait ce retour si prompt et si démonstratif ; il y vit une avance, il en inféra qu'il était attendu et qu'on écouterait sans répugnance les éclaircissements qu'il lui plairait de donner au sujet de sa politique.

Le voyage de Biarritz ne devait plus rencontrer d'obstacles. Ainsi que l'empereur, le roi ne demandait pas mieux que d'être convaincu.

II

L'ENTREVUE DE BIARRITZ.

Lorsque M. de Bismarck quittait Berlin vers la fin du mois de septembre 1865, il laissait derrière lui une situation fort troublée. — « Sera-t-il Richelieu ou sera-t-il Alberoni? » s'était demandé dès son avènement au pouvoir un diplomate d'une rare sagacité, accrédité auprès de la cour de Prusse¹, et cette question, deux ans après, notre ambassadeur la posait à son tour, en voyant le gouvernement prussien aux prises de tous côtés avec les plus grandes difficultés. « Au point où en sont les choses, écrivait-il, M. de Bismarck

1. Le baron Nothomb.

est voué à laisser le souvenir de l'empreinte d'un grand ministre, ou à terminer misérablement sa carrière de monomane obstiné, suivant la manière dont se résoudreont les problèmes qu'il a posés. »

Il est de fait qu'il commençait à être atteint dans son autorité et dans son prestige. La confiance qu'il inspirait au roi subissait des intermittences, et souvent, sous l'influence du parti autrichien, alors très-nombreux à la cour, il trouvait Sa Majesté rebelle à ses conseils. On critiquait ses procédés, ses combinaisons étaient taxées de téméraires. On représentait la convention de Gastein comme un mécompte, on disait qu'il s'était pris lui-même dans le piège qu'il avait cru tendre à l'Autriche. C'était le contraire de la vérité. La convention était libellée de telle façon que la Prusse n'avait que l'embarras du choix des moyens pour exaspérer et provoquer le cabinet de Vienne, suivant l'interprétation qu'il lui plairait de donner à certaines clauses habilement ménagées. — « Il est des chiens, disait dans son langage imagé M. de Bismarck, qui restent inoffensifs et tranquilles tant qu'ils sont en liberté, il suffit de les attacher pour les rendre hargneux et les faire aboyer. »

Mais les combinaisons du président du conseil étaient trop compliquées pour être accessibles au public, et elles avaient un caractère trop dangereux pour ne pas fournir à ses adversaires matière à récrimination. Aussi, dans les entours du roi, en était-on déjà à discuter les avantages et les inconvénients d'un changement de ministère. On parlait du général de Manteuffel, le partisan et le défenseur le plus autorisé de l'alliance autrichienne, et même du comte de Goltz, qui semblait prendre alors à Paris le contre-pied des tendances de la politique officielle. Le conflit parlementaire allait d'ailleurs s'aggravant et s'aigrissant, et on pouvait prévoir qu'à la rentrée des Chambres les actes du Gouvernement seraient l'objet de violentes attaques.

C'est dans ces conditions, peu rassurantes, on en conviendra, que M. de Bismarck devait entreprendre ce qu'il appelait le pèlerinage de Biarritz. « Je voudrais, disait-il avant de partir, voir la France donner une impulsion plus active à sa politique d'expansion, préparer des agrandissements de territoire et d'influence, et, sous prétexte de similitude de langue et de race, englober, par tout un réseau de conventions économiques et

militaires, les pays qui gravitent dans sa sphère d'action. » Il disait aussi, en parlant de la situation de l'Europe, qu'il n'avait pas la prétention de faire l'office du bon Dieu, mais qu'il était de ceux qui savaient attendre l'heure de la marée et en profiter.

M. de Bismarck, esprit libre et novateur intrépide, avait introduit dans la diplomatie un artifice nouveau : c'était de dire très-haut ce qu'il entendait faire, et de s'adresser directement et parfois à brûle-pourpoint aux convoitises de ceux qui auraient pu l'entraver dans ses desseins. Il avait inauguré les propos, c'est-à-dire les mots à l'emporte-pièce, qu'il semait à tous les vents, et qui, émis sous une forme sarcastique, devaient lui permettre de faire accepter insensiblement par l'Europe des combinaisons qui ne tendaient à rien moins qu'au renversement de ses vieilles assises. Ses propos, ou pour me servir d'une expression plus poétique, ses « paroles ailées », qui « résumaient avec une concision et une justesse saisissantes toute une situation et qui couraient l'Europe comme des avertissements et des prophéties », ont été longtemps un sujet de scandale pour les chancelleries, qui s'étonnaient

que la Prusse, si circonspecte dans ses allures, pût tolérer de la part d'un de ses agents un langage si compromettant. Notre diplomatie écoutait ces boutades, en admirait le tour humoristique, et si elle en défrayait ses correspondances, elle se gardait bien de céder aux incitations dont elle était l'objet, et de s'associer à des combinaisons qu'elle traitait de chimériques. Ce n'est pas elle assurément qui a recommandé les conceptions de cet homme d'État.

Il a fallu de longues années et des circonstances indépendantes de la volonté du ministre dirigeant de Prusse, telles que l'expédition du Mexique et le réveil de l'opposition à l'intérieur, pour lui permettre de se faire écouter. Cela est si vrai que, si en 1862, lors de sa courte mission à la cour des Tuileries, il trouva auprès de l'empereur un accueil courtois et même sympathique, il n'en reçut aucun encouragement direct.

Paris n'en fut pas moins pour M. de Bismarck un poste d'observation et d'étude ¹. Il préparait

1. M. de Bismarck fut nommé président intérimaire du conseil des ministres le 23 septembre 1862. Le Moniteur français, en annonçant sa nomination, disait : « Il a déployé à Francfort beaucoup de zèle et d'activité en donnant plus d'une fois preuve d'une grande fermeté de caractère. Il jouit d'ailleurs de la réputation d'un homme d'esprit et d'honneur. »

son terrain et il jetait par ses discours, qu'on taxait d'extravagants, des germes qui ne devaient que trop vite fructifier¹. On l'écoutait avec plaisir, car il était difficile de se montrer plus amusant, plus affranchi de préjugés et plus volontairement indiscret. On se divertissait du tableau qu'il faisait des cours allemandes, raillant l'étroitesse de vues qui y régnait, et l'on ne protestait pas lorsqu'il démontrait la nécessité de les supprimer comme un rouage embarrassant pour le développement des idées modernes. Il rappelait ses luttes au sein de la diète et insinuait que nous n'avions rien à attendre de la politique mesquine et pleine de préjugés de la cour de Vienne, tandis que la Prusse rendue à elle-même ne pourrait voir qu'avec satisfaction la France s'étendre partout où l'on parle français. Il émettait des théories, créait des systèmes, imaginait des principes et des doctrines suivant les besoins du moment. Il protestait surtout en toute occasion de ses sympathies pour la France et de son admiration pour l'empereur; il

1. M. Scherer, *le Temps*, 19 janvier 1872. Des récits auxquels il est impossible de ne pas ajouter foi, le montrent dès 1862, pendant son ambassade à Paris, étonnant le salon de M. Thiers de la confiance de ses projets et répondant aux objections tirées des intérêts de la France en disant: «Eh bien! vous prendrez la Belgique.»

rappelait qu'à Pétersbourg, lors de la guerre d'Italie, on lui faisait l'honneur de le qualifier dans les cours allemandes de *calamité européenne*, parce qu'il s'était consacré de toutes ses forces à maintenir le gouvernement prussien dans sa neutralité à notre égard. « Plutôt mes armes tourneront contre moi-même que contre la France, » écrivait, en 1742, Frédéric le Grand au cardinal de Fleury. Tandis qu'il flattait nos manies, il étudiait nos procédés, tâtait le pouls à l'empire et s'assurait que, lorsque sonnerait l'heure psychologique pour l'exécution de ses projets, il nous trouverait défaillants. S'il ne parvint pas, comme d'autres diplomates étrangers, à se constituer à la cour une véritable clientèle, il sut du moins gagner à ses idées, dans le monde politique, des personnages influents qui ne voyaient que dans des dérivatifs au dehors le moyen de conjurer les embarras croissants à l'intérieur. Comme M. de Cavour, dont les procédés ne lui étaient pas inconnus, il s'occupa de la presse. Il trouva des journaux qui se constituèrent les défenseurs des aspirations germaniques, tout comme le ministre du roi Victor-Emmanuel avait trouvé des apologistes pour l'unité italienne.

En 1865, M. de Bismarck jugea que ce travail de préparation, que j'appellerai le travail de l'incubation, était suffisamment avancé pour lui permettre de sortir des équivoques et de tenter une démarche auprès de la cour des Tuileries. La réorganisation de l'armée était terminée, et M. de Moltke attendait avec impatience que la diplomatie voulût bien lui fournir l'occasion de la mettre à l'épreuve. M. de Bismarck envoya à M. de Goltz des instructions d'autant plus pressantes qu'il savait par sa correspondance de Florence que le gouvernement italien ne se prêterait à aucun arrangement sans l'assentiment formel de l'empereur. Mais on persistait à se renfermer aux Tuileries dans une réserve énigmatique; il en faisait retomber la faute sur son ambassadeur, qu'il accusait de maladresse sinon de perfidie. Il ne devait plus hésiter après les explications provoquées par l'incident de Gastein. Il prit le parti de se mettre en contact direct avec l'empereur.

Il avait déjà fait une tentative malheureuse; en 1864, la réception avait été si froide qu'en revenant de Biarritz il disait dédaigneusement à qui voulait l'entendre : « Il n'y a rien à faire avec ces gens-là ! » Il est de fait que l'empereur,

prémuni par M. Drouyn de Lhuys, qui tenait le futur Richelieu allemand pour un personnage *moquable* et compromettant, n'avait écouté qu'avec une extrême réserve l'étrange exposé de ses doctrines. Il se méfiait de lui instinctivement comme d'un hôte dangereux, et il avait dit à un de ses familiers : « M. de Bismarck est venu m'offrir tout ce qui ne lui appartenait pas. »

En 1865, le ministre prussien devait trouver à Biarritz un accueil plus empressé pour sa personne et une oreille plus attentive pour ses combinaisons politiques. La saison était déjà fort avancée; on touchait à la fin d'octobre; la plage était déserte; M. de Bismarck s'y promenait tantôt avec le prince Orlof, tantôt solitaire et méditatif, attendant l'occasion d'exposer ses idées à l'empereur. Prosper Mérimée, qui reflétait les impressions intimes de la cour, écrivait à son « inconnue » à la date du 13 octobre... : « Un autre personnage, M. de Bismarck m'a plu davantage. C'est un grand Allemand très-poli, qui n'est pas naïf. Il a l'air absolument dépourvu de sentimentalisme (*Gemüth*), mais il est plein d'esprit. Il a fait ma conquête¹. »

1. Des esprits superstitieux, vivement impressionnés par nos malheurs, se sont rappelé depuis, que le mois d'octobre 1865

M. de Bismarck eut l'honneur de déjeuner plusieurs fois à la villa impériale. C'est en sortant de table, sur la terrasse d'où la vue s'étend au loin sur l'Océan et sur la chaîne des Pyrénées, que s'engageait l'entretien, qui se prolongeait plus ou moins suivant l'état de santé de l'empereur.

Le mal, déjà en germe, dont souffrait Napoléon III lorsqu'il allait à Plombières, commençait à prendre un caractère aigu et réagissait peu à peu sur la liberté de son esprit. Il éprouvait le besoin de se distraire de la politique. Ce qui l'intéressait particulièrement alors, c'était le défrichement des landes, et quand il était libre de ses mouvements, il passait des journées entières à présider aux travaux qu'il faisait exécuter dans ses domaines. Jamais souverain ne s'est intéressé plus que lui au perfectionnement de l'agriculture et n'a eu pour le progrès de la science une prédilection plus marquée. Sa porte n'était jamais fermée à ceux qui avaient une découverte nouvelle à lui soumettre. On raconte que souvent

a été marqué à Biarritz par d'effroyables tempêtes et des sinistres exceptionnels. Ils racontent, entre autres, qu'en présence de M. de Bismarck une personne attachée au service impérial, contemplativement assise sur un rocher surplombant la mer de vingt mètres, fut enlevée sous les yeux de l'empereur par une vague gigantesque et engloutie dans les flots.

ses ministres étaient forcés de céder le pas à des inventeurs. L'année 1865 marque une transformation dans son règne. A ce moment, il commençait à ressentir les fatigues du pouvoir, d'autant plus vivement que toutes les responsabilités venaient s'abriter dans son cabinet; il éprouvait aussi la lassitude, sinon le dégoût des hommes.

Il avait fait en quinze années tant de douloureuses expériences, qu'il ne savait plus au juste à quels dévouements ni à quels conseils il pouvait se fier. Il sentait qu'il n'était pas secondé et que son gouvernement était en voie de se discréditer. Les pages désolées trouvées aux Tuileries montrent qu'il avait la conscience des fautes commises et que faible et timide en face des hommes, il cherchait à réagir par des moyens indirects contre le mal dont il constatait avec douleur les désolants progrès¹. Plus que jamais il s'en remettait

1. *Papiers des Tuileries*. — Note écrite de la main de l'empereur et destinée à être développée dans les journaux subventionnés par la liste civile.

« Comment se fait-il que l'empereur soit resté populaire alors que son gouvernement a cessé de l'être ? — C'est que les agents du pouvoir sont infatués au lieu d'imiter la bienveillance extrême du chef de l'État, sa modestie, sa simplicité. Ils négligent de suivre les aspirations des populations et de s'occuper de leurs intérêts. Les administrations sont restées comme sous

au destin ; mais, sans qu'il s'en doutât, son fatalisme changeait de caractère, d'actif il devenait passif : au lieu de diriger les événements, il les subissait. Il avait eu d'ailleurs bien des mécomptes depuis la guerre de 1859. Les libertés qu'il avait spontanément concédées n'avaient servi qu'à fournir des armes aux partis hostiles. Le traité de Zurich était violé ; la convention du 15 septembre, loin de régler la question romaine, ne l'avait rendue que plus menaçante ; l'insurrection polonaise, que nous avions encouragée sur les instigations de l'Angleterre, jalouse de la cordialité de nos rapports avec la Russie, nous avait valu une riposte diplomatique fort désobligeante, et avait compromis à jamais le bénéfice de l'entrevue de Stuttgart. Nos relations avec les États-Unis n'étaient rien moins qu'amicales ; là aussi, l'idée

Louis-Philippe, hautaines et routinières. Les préfets ont voulu faire les pachas et imposer leur volonté. Le gouvernement est le plus honnête qui ait existé, mais il s'est laissé contaminer par des hommes qui, sans être au pouvoir, étaient en relations avec le gouvernement et le compromettaient par leurs spéculations. La presse, au lieu de contrôler les actes de tous les agents du pouvoir, a été ou servile ou rebelle. — Le devoir est de servir l'empereur, non en aveugles, mais avec les yeux ouverts, blâmant tout ce qui est blâmable, osant dire résolument son opinion sur les hommes et sur les choses, de ne donner d'éloges qu'à ce qui est bon et d'éclairer le gouvernement sur ce qu'il doit savoir. »

chimérique des nationalités et de la prépondérance française sur la race latine, nous avait attiré les plus amères déceptions. L'expédition du Mexique, par le fait de notre drapeau malencontreusement compromis devant Puebla, avait pris des proportions imprévues. Non-seulement elle permettait à l'opposition de battre le gouvernement en brèche à l'intérieur, mais elle allait devenir, en absorbant nos finances et nos ressources militaires les plus précieuses, la cause de notre impuissance en 1866 et de nos revers en 1870.

Nous étions loin des beaux jours du congrès de Paris ¹ : dix années s'étaient écoulées à peine, et déjà il n'y avait plus de fautes à commettre. Le

1. Les trois années qui suivirent le congrès de Paris furent l'époque glorieuse de l'Empire ; il faut avoir représenté notre politique à l'étranger de 1856 à 1859 pour se rendre compte de son prestige. Tous les regards se reportaient vers Paris, tout le monde recherchait notre bon vouloir. « C'est la raison cristallisée » *die cristallisirte Vernunft*, disait le vieux prince de Metternich au baron de Hügel, le ministre des affaires étrangères de Wurtemberg en parlant de l'empereur et de sa haute fortune. Il est vrai qu'en 1858 le prince, désabusé, disait à M. Deschamps en voyant notre politique s'engager avec M. de Cavour : « Il réussit, il a encore de belles cartes dans son jeu, mais il périra comme empereur révolutionnaire sur l'écueil italien. » Au lendemain du congrès de Paris, il était à l'apogée de la puissance et peut-être son règne se serait-il terminé glorieux, s'il avait pu renoncer à des idées préconçues, résister aux entraînements d'une opinion publique faussée, plus généreuse que réfléchie, et appeler, en plein succès, le pays au partage du pouvoir et de la responsabilité.

principe des nationalités nous poursuivait comme un spectre. Nous devons le retrouver partout, en attendant qu'il se retournât contre nous, même en Danemark, où il nous condamnait au sacrifice de notre alliance la plus vieille et la plus fidèle. L'étoile de l'empereur commençait évidemment à pâlir ; une malechance décidée semblait se jeter à la traverse de toutes ses entreprises, soit que, sous l'impression d'une santé chancelante, il eût perdu la foi qui l'inspirait à ses débuts, soit qu'il manquât aux hommes d'État investis de sa confiance la qualité préférée de Mazarin, le bonheur.

Dans la situation d'esprit où se trouvait Napoléon III, il devait être plus accessible que jadis à des conceptions qui lui ouvraient des perspectives nouvelles et le flattaient de l'espérance d'un retour de fortune. C'est dans ces conditions physiques et morales qu'il permit au ministre dirigeant de Prusse de développer devant lui son programme tentateur.

M. de Bismarck se trouvait lui-même à une heure décisive pour ses destinées. Il pouvait, en se promenant sur la plage déserte de Biarritz, répéter le mot de Hamlet : *To be or not to be.*

Au point où il en était arrivé, il y allait de son existence politique ; il suffisait d'un mot, et l'œuvre qu'il échafaudait si laborieusement risquait de s'écrouler comme un château de cartes. Ce mot ne fut pas dit. Aux préventions défavorables avait succédé une curiosité bienveillante et attentive, et notre ministre des affaires étrangères lui-même, moins dédaigneux, devait se mettre en frais lorsque M. de Bismarck revint à Paris. Notre politique était décidément en progrès ; elle ne redoutait plus les complications, et si elle ne les encourageait pas, elle se croyait assez sûre d'elle-même pour pouvoir dominer et diriger les événements lorsqu'ils se produiraient.

Que se dirent M. de Bismarck et Napoléon III ? C'est un secret que l'empereur a emporté dans la tombe, et que M. de Bismarck, qui a déjà soulevé tant de voiles, n'a pas jugé à propos de révéler. Le récit de leurs entretiens se retrouvera sans doute un jour aux archives de Berlin dans les rapports que le ministre prussien adressait à son roi. A défaut de documents certains, nous en sommes donc réduits à des conjectures plus ou moins autorisées. Cependant les confidences que M. de Bismarck laissa échapper à son retour

à Paris et dont quelques-unes ont été recueillies par la diplomatie italienne, aussi bien que nos déclarations officielles avant la guerre et les négociations que nous avons poursuivies à Nikolsbourg, forment un faisceau d'éléments assez importants pour nous permettre de reconstituer la pensée qui présida aux entrevues de la villa Eugénie.

M. de Bismarck, pour nous intéresser à ses projets, avait plus d'un avantage. Non-seulement il savait ce qu'il voulait, mais il avait la connaissance exacte de notre situation et de nos aspirations les plus secrètes. La qualité qui nous fait essentiellement défaut et que j'appellerai volontiers le *bon sens européen*, il la possédait au suprême degré; c'est le don le plus précieux pour un diplomate, et pour l'acquérir il n'est pas seulement nécessaire de parler la langue des autres pays, il importe encore d'être initié à leurs affaires et à leurs mœurs, de s'assimiler leurs qualités et jusqu'à leurs travers.

Nous aurons beau instituer des commissions pour le recrutement du personnel du ministère des affaires étrangères, nous n'arriverons jamais à mettre au service de la France une bonne

diplomatie, si, au lieu de laisser prendre racine à nos agents, nous continuons à subordonner nos ambassades et nos légations aux exigences si variables de notre politique intérieure. La diplomatie, on l'a dit maintes fois, est une science qui ne s'improvise pas; il ne suffit pas d'être bien élevé, bien doué, de manier la plume avec dextérité, d'avoir du jugement et de l'à-propos, on est incomplet si, à tous ces mérites, on ne joint pas celui de l'expérience. On débute jeune; dans chaque poste qu'on occupe, on a l'occasion d'étudier un pays nouveau, hommes et choses, et lorsqu'au bout d'une vingtaine d'années de stage, — je parle des carrières bien remplies, — on arrive à la charge et à l'honneur de représenter son gouvernement, on a derrière soi vingt années d'expérience accumulée. On a, de plus, dans une aussi longue carrière, contracté des amitiés, noué de nombreuses relations, qui, un jour donné, constituent autant d'éléments d'information et de succès. On a acquis enfin le tact que demandent les affaires, on est arrivé à comprendre la portée exacte des choses au lieu d'en exagérer ou d'en amoindrir l'importance.

Ce laborieux apprentissage, M. de Bismarck

l'avait fait à Francfort, à Saint-Pétersbourg et à Paris. Il connaissait le terrain sur lequel il allait s'engager. Il savait quels étaient nos endroits sensibles et quelles cordes il avait à faire vibrer pour se faire écouter. Les idées qu'il allait émettre ne devaient plus nous surprendre, il les avait développées de longue date, sous toutes les latitudes et sous toutes les formes. Aussi avaient-elles fait leur chemin. Les salons officiels de Paris en avaient gardé le souvenir, et l'impression qui en était restée n'était déjà plus le dédain ; on s'était peu à peu familiarisé avec elles, il semblait que si jamais elles venaient à se réaliser, ce ne serait que pour nous ménager gloire et profit. L'incubation s'était produite, l'heure psychologique avait sonné, M. de Bismarck pouvait parler.

Il ne pouvait être certain de nous gagner à sa politique que s'il parvenait à nous démontrer que la solution vénitienne serait la conséquence forcée de la solution germanique ; que le règlement de l'affaire des duchés de l'Elbe, conformément à nos désirs, nous permettrait de soutenir et de sanctionner le principe des nationalités à la fois au nord, au midi et au centre de

l'Europe, et qu'enfin nos frontières seraient rectifiées si les événements de la guerre devaient entraîner une modification territoriale en Allemagne.

Il en avait si bien le sentiment, qu'il s'était fait précéder à Biarritz par une profession de foi entièrement conforme à ces idées. Quelques jours avant son départ de Berlin, il exposait à grands traits les lignes principales de son programme, dans l'espoir que ses paroles seraient fidèlement transmises à l'empereur. Il tenait à préparer son entrevue en indiquant à l'avance les combinaisons dont la Prusse et la France pourraient poursuivre de compte à demi l'accomplissement. — « Aucune des questions que l'empereur s'était proposé de soumettre au congrès en 1863 n'a été résolue, disait-il. De nouvelles difficultés ont surgi depuis, les intérêts scandinaves s'agitent, rien de stable n'est édifié dans les Principautés-Unies. Une parole auguste est restée engagée sur les bords du Mincio, et il s'est posé, par la volonté calculée de la Prusse, une question allemande. » Prenant un atlas, il traçait une ligne de démarcation dans le Sleswig; puis il montrait la Valachie, vers laquelle l'Autriche, si elle avait conscience

de ses destinées, devait se laisser entraîner à vau-l'eau par le courant du Danube. Il examinait ensuite avec un soin particulier la configuration de la péninsule italienne; il trouvait que la ligne de l'Isonzo serait une frontière naturelle, mais il craignait qu'en entamant le territoire fédéral on ne soulevât des protestations en Allemagne. Il préférait la ligne du Tagliamento, et même celle de la Piave, à la condition toutefois qu'aucun coin du quadrilatère ne resterait au pouvoir des Autrichiens. Quant à la Prusse, il reconnaissait, suivant son thème habituel, qu'elle n'était pas en état de modifier seule, sans l'appui de la France, ses conditions d'existence, elle avait besoin de compter sur notre bon vouloir. Son ambition, d'ailleurs, était limitée : elle ne demandait qu'à se dégager d'une union mal assortie, qui l'obsédait depuis 1815. Avec une légère rectification de frontières, permettant de combler les solutions de continuité de son territoire, elle se constituerait au nord de l'Allemagne, à ses frais, une confédération à son image, qui aurait le mérite de n'inquiéter personne et de rester l'obligée reconnaissante de la France. La Prusse, rendue forte et homogène, servirait de boulevard

contre les progrès menaçants de la Russie, et rien ne l'empêcherait de nous prêter en Orient un concours diplomatique sans réserves. Quant à l'Autriche, notre ennemie séculaire, elle se débattrait comme elle le pourrait avec « les *Calabres allemandes* », c'est ainsi qu'il appelait les États du midi. L'Allemagne serait divisée en deux parties bien distinctes ; il n'était question alors que de deux tronçons, d'autant plus faciles à manier que leurs intérêts seraient désormais séparés.

» La France, en tout cas, ne pourrait que se féliciter de ce résultat ; elle n'aurait plus à sa porte une confédération compacte de plus de 40 millions d'habitants, toujours prête, sous l'inspiration d'une puissance militaire de premier ordre, comme l'Autriche, à la rappeler au respect des traités et à entraver sa légitime expansion. Il nous suffirait de rester spectateurs attentifs et bienveillants pour nous assurer d'aussi grands résultats ; on ne nous demanderait rien en échange, sauf une chose délicate, à la vérité, mais fort naturelle, puisqu'il s'agissait de l'affranchissement de Venise, à savoir l'alliance italienne. Bref, on nous réservait la belle part, nous n'aurions qu'à pêcher, M. de Bismarck serait

le brochet qui mettrait les poissons en mouvement¹. »

D'autres arguments vinrent-ils en aide au ministre prussien en présence de l'empereur ? Sans nous promettre les provinces rhénanes, nous a-t-il laissé entrevoir cette annexion ? Nous a-t-il offert la Belgique, le Luxembourg et la Suisse française ? Nous a-t-il proposé une alliance offensive et défensive pour se prémunir contre le mécontentement de la Russie, sans nous imposer d'autre obligation que celle de tenir les armées secondaires en respect et d'occuper le Palatinat bavarois à titre de gage provisoire ou définitif, suivant les conséquences de la guerre² ? Les propos lui coûtaient peu ; politique réaliste, il appropriait son langage aux circonstances.

La diplomatie italienne lui parlait-elle des scrupules de l'Autriche à nous assurer la rive gauche

1. « Il est prêt, écrivait un de nos agents en résumant l'impression que lui avait laissée un entretien avec M. de Bismarck, *non pas à nous offrir, mais à laisser prendre des dédommagements*. La perspective d'une crise grave survenant en Europe, ajoutai cet agent, le préoccupe constamment ; il la désire, y voyant un moyen d'assurer à son pays des bénéfices qu'il ne croirait pas trop chèrement payer en facilitant à l'Italie et à la France des avantages et des compensations considérables. »

2. « Je ne puis vous offrir le Palatinat, disait-il aussi à un membre de la famille impériale, mais rien ne vous empêchera de l'occuper et d'y rester. »

du Rhin, il haussait les épaules et laissait entendre, — sachant bien que l'écho de ses paroles irait de Florence à Paris, — qu'il n'hésiterait pas, pour sa part, si l'empereur se décidait à s'expliquer avec lui. Il est vrai qu'à ce moment il pouvait craindre que le cabinet de Vienne, à nos sollicitations, ne fût disposé à désintéresser l'Italie. Ses inquiétudes s'étaient-elles dissipées, il n'entendait plus nous offrir que le territoire compris entre la Moselle et le Rhin et encore demandait-il en retour notre coopération armée. D'autres fois, dans les rares entretiens qu'il eut avec notre ambassadeur avant la guerre sur la question des compensations, il maugréait contre les répugnances du roi à sacrifier un pouce de territoire allemand. Ces scrupules, il ne les partageait pas; le grand Frédéric n'avait-il pas écrit un jour qu'il ne serait content que lorsque le Rhin servirait de lisière à la monarchie française?

Bien que certain de vaincre, M. de Bismarck, en homme prudent, prévoyait la défaite; il réservait les sacrifices sérieux pour les cas désespérés, lorsqu'il s'agirait du sort de la monarchie prussienne. Il se flattait qu'en graduant ses con-

cessions d'après la marche des événements et les résultats de la guerre, il pourrait les concilier avec le sentiment national et régler nos avantages suivant l'assistance que nous lui aurions prêtée¹.

De toutes les combinaisons, notre extension au nord était celle qui lui agréait le plus. Elle devait nous compromettre aux yeux de l'Europe, nous susciter l'inimitié de l'Angleterre et servir à la Prusse de prime d'assurances, la garantissant, aux dépens des autres, contre toutes les surprises. En tout cas, il ne craignait pas d'entrer dans le vif des questions; il les abordait avec une virilité peu commune, les envisageant sous toutes leurs faces, et, s'il différait sur les moyens de nous satisfaire, il ne variait pas sur la nécessité de s'entendre avec nous. Il eut la rare fortune de n'être pas pris au mot dans les moments où les sacrifices s'imposaient, et, lorsqu'après ses victoires on vint lui rap-

1. « Dans un moment de crise après un désastre, — disait M. de Bismarck au général Govone, qui lui demandait s'il n'y aurait pas moyen d'offrir les provinces rhénanes tout bas à l'oreille de l'empereur, — il serait facile de faire de telles propositions et de telles concessions à la France, afin d'obtenir son alliance armée. »
« L'impression qui m'est restée, ajoutait l'envoyé italien, c'est que les résistances de M. de Bismarck, engagé comme il l'est actuellement dans des événements d'où dépend le sort de son pays, ne seraient ni invincibles ni peut-être même difficiles à surmonter. »
(Dép. du général Govone, 22 mai 1866.)

peler intempestivement que l'heure des échéances avait sonné, il se trouvait libre de tout engagement contractuel, sinon de toute obligation morale.

Nous étions, à la fin de 1865, les arbitres de la guerre, et il n'aurait dépendu que de notre prévoyance et de notre habileté de l'être également de la paix. Rien ne nous empêchait de nous prémunir contre toute équivoque et tout mécompte; nous étions en situation de dicter nos conditions, nous pouvions nous assurer notre liberté d'action, tout en mettant M. de Bismarck en demeure de résumer ses déclarations par écrit sous la forme d'une note diplomatique, en échange de notre neutralité et de l'alliance italienne. Mais, tandis qu'à Plombières on avait concerté une entente prévoyant toutes les éventualités et poursuivant un but commun, on négligeait, à Biarritz, de parti pris, tout ce qui, même à titre de précautions, aurait pu s'interpréter dans le sens d'un accord secret. Aussi, M. de Bismarck, en rentrant à Berlin, n'eut-il pas, comme M. de Cavour après l'entrevue de Plombières, à soumettre à la sanction de son souverain un projet d'alliance offensive et défensive, ni même un projet de note résumant les déclarations qu'il avait faites à l'em-

pereur, en échange de sa neutralité et de l'alliance italienne. Il ne rapportait au roi que des assurances verbales, mais qui, sorties de la bouche de l'empereur, étaient l'équivalent d'une convention écrite, et qui en outre avaient l'avantage de lui laisser sa liberté d'action et de lui réserver toutes les chances de la guerre.

Le comte Walewski, qu'on appelait « le garde-frein de la politique impériale » et dont le franc parler à la cour était autorisé autant par ses origines que par la loyauté de son caractère et la sincérité de son dévouement ¹, ne cachait pas l'inquiétude que lui causaient les pourparlers de l'empereur avec M. de Bismarck, et le rapprochement qui, sous notre influence, s'opérait entre Berlin et Florence. Il trouvait que ces pourparlers, dont le bruit se répandait en Europe, étaient compromettants pour notre politique, qu'ils inspiraient des défiances générales et nous aliénaient le bon vouloir de l'Angleterre et de la Russie. — « Eh quoi ! lui dit l'empereur à son retour de Biarritz, vous vous alarmez en voyant les rivalités

1. Il était fils de Napoléon I^{er}. — Lord Clarendon disait que jamais, dans le courant de leurs relations, lors de son ambassade à Londres, il ne lui avait dit un mensonge. Th. Martins, *La Vie du Prince Consort*.

s'accroître en Allemagne, et votre esprit, si sagace, se refuse à en saisir la portée! Croyez-moi, la guerre entre l'Autriche et la Prusse est une de ces éventualités inespérées qui semblaient ne devoir se produire jamais, et ce n'est pas à nous de contrarier des velléités belliqueuses qui réservent à notre politique plus d'un avantage¹. »

Toute la politique de l'empereur, on le voit, était basée alors sur les complications allemandes : elles devaient absoudre l'expédition du Mexique, conjurer les difficultés intérieures et couronner l'œuvre de 1859. La délivrance de Venise avait pris chez lui le caractère d'une idée fixe, il la voulait à tout prix. Il croyait que le seul moyen d'asseoir l'Italie, de la délivrer des mains des révolutionnaires et en même temps de sauver la papauté, c'était d'obtenir l'abandon de Venise : Venise, à ses yeux, devait sauver Rome. Il avait tenté maintes fois des négociations pour décider l'Autriche à une cession à l'amiable, soit par la voie du rachat, soit par d'autres combinaisons.

1. M. de Bismarck ne se méprenait pas sur nos arrière-pensées. « L'empereur, disait-il au général Govone, désire une grande guerre allemande parce que, à la tête d'une armée comme l'armée française, on peut toujours trouver sa part de profit et se faire payer sa bienveillance. »

Mais, ses efforts n'ayant rencontré que des refus obstinés et parfois déplaisants, et la France ne se souciant pas de recommencer la guerre pour un but aussi contestable au point de vue de nos intérêts, l'alliance de la Prusse et de l'Italie s'imposait en quelque sorte à notre politique. Elle pouvait avoir des inconvénients, ne fût-ce que celui d'établir une confraternité d'armes entre deux puissances militaires et de laisser prendre un pli fâcheux au cabinet de Florence en lui permettant de se soustraire même momentanément à notre influence exclusive ; mais on se flattait que l'Italie n'en resterait pas moins un instrument docile entre nos mains. On croyait, d'ailleurs, tant on redoutait les succès trop faciles de l'Autriche, que ce ne serait pas trop de l'obliger à diviser ses forces. Des victoires décisives pouvaient assurer sa prépondérance de l'Adriatique à la Baltique, et menacer même notre œuvre inachevée en Italie.

L'empereur s'inclinait devant l'opinion de ses généraux les plus expérimentés, qui, frappés de la valeureuse résistance qu'ils avaient rencontrée dans la campagne improvisée de 1859, proclamaient la supériorité incontestable des armées

autrichiennes sur l'armée prussienne, laquelle, disaient-ils, manquait de consistance ¹. Il était permis du moins de s'attendre à une lutte longue, meurtrière, qui nous laisserait, sans grands efforts, maîtres de la situation et libres d'exercer notre médiation entre deux belligérants à bout de forces, au gré de nos désirs.

L'alliance prussienne entraînait toutefois dans nos prévisions, mais dans de certaines éventualités seulement. Elle ne devait se produire que le jour où le roi de Prusse, sous le coup d'une défaite, serait venu réclamer notre assistance, en échange de sacrifices sur le Rhin. Les dépêches du général Govone montrent que M. de Bismarck, sans illusions sur nos arrière-pensées, s'était résolument préparé à subir nos exigences en cas de revers, et que dans ses rares accès de pessimisme il allait jusqu'à prévoir l'abandon des provinces rhénanes ².

Du moment que les complications allemandes

1. Le général Devaux, un de nos officiers supérieurs les plus renommés pour la sûreté de ses appréciations, était revenu d'une mission en Allemagne convaincu que l'armée prussienne serait battue haut la main par l'armée autrichienne.

2. « M. de Bismarck voudrait connaître les intentions et les désirs de l'empereur, « tâchez de savoir quelque chose par le » commandeur Nigra, » a-t-il dit à M. de Barral; il a même donné lieu de croire qu'il serait disposé à abandonner à la France les rives du Rhin. » — Mémoire du général Govoné.

entraient dans les convenances de notre politique, il importait de se montrer désintéressés et de maintenir la balance égale entre les futurs belligérants. Des préférences trop marquées n'auraient pas manqué de couper court aux velléités belliqueuses. Il n'aurait pu convenir ni à la Prusse ni à l'Autriche de se jeter dans la lutte sans être certaines au préalable d'une neutralité bienveillante. S'engager avec M. de Bismarck, c'était paralyser le cabinet de Vienne, et se constituer l'allié de l'Autriche, c'était rejeter la Prusse dans l'inaction. Aussi, tandis que secrètement l'on concédait l'alliance italienne au cabinet de Berlin, notre politique officielle prodiguait les témoignages de sympathie au gouvernement autrichien et cherchait à escompter à l'avance ses victoires éventuelles. On insinuait à Vienne et à Berlin qu'on resterait spectateur impassible et désintéressé des événements; l'attitude de la France était toute tracée, elle ne prendrait aucune mesure militaire, ses frontières resteraient dégarnies, elle se contenterait du rôle glorieux de médiateur, et, sauf quelques rectifications de frontières à débattre d'un commun accord si la guerre devait amener une modification territoriale, elle

se tiendrait pour amplement dédommée par la conquête de la Vénétie annexée à l'Italie.

Dans ces savantes combinaisons, l'Italie seule devait gagner à coup sûr : victorieuse ou vaincue, Venise ne pouvait plus lui échapper. Jamais il n'était arrivé à un pays de s'engager dans une guerre, prémuni contre toutes les mauvaises chances, avec la perspective d'un agrandissement certain. Tous les risques étaient pour l'Autriche et la Prusse, et la France elle-même s'en rapportait aux événements pour savoir, au juste, si elle aurait lieu de se féliciter du contre-coup de la guerre ou de le regretter. L'Autriche faisait par anticipation et en tout état de cause le sacrifice de sa province italienne, sans compter ceux qui devaient lui être imposés à Prague. Quant à l'ambition de la Prusse, — l'hégémonie des États du nord et l'annexion des duchés de l'Elbe, — elle n'était réellement pas en proportion avec l'enjeu énorme qu'elle risquait : c'était la perte de la Silésie, l'agrandissement à ses dépens de la Saxe, du Hanovre et de la Bavière, son amoindrissement sinon son effacement définitif en Allemagne, sans parler des frais de l'alliance ou de la médiation française, qui pouvait lui coûter toute la rive gauche du Rhin.

Il faut en convenir, c'eût été pour M. de Bismarck jouer gros jeu que de se jeter dans une guerre où les chances se trouvaient si inégales sans autres garanties que les assurances verbales rapportées de Biarritz. Heureusement pour lui, il en avait de plus sérieuses, il avait des intelligences dans toutes les cours allemandes, et il n'ignorait pas que leur langage officiel cachait de doutes et de perplexités. Il était renseigné à merveille sur les ressources de ses adversaires, il se flattait avec raison que les contingents méridionaux ne prêteraient à l'armée autrichienne qu'un concours lent et insuffisant, il était sûr d'avoir pour lui la supériorité du nombre et de l'armement, et ses dispositions pour être renseigné étaient si bien prises que ses états-majors pouvaient procéder en quelque sorte mathématiquement sur des données positives¹. Il avait mieux encore pour lancer son pays dans une aventure aussi redoutable : il tenait l'alliance sans laquelle on ne pouvait rien et avec laquelle on pouvait tout. Il

1. L'historiographe de la campagne de Bohême, M. Vilbord, a raconté qu'il avait pu se convaincre que M. de Bismarck et le général de Moltke étaient au courant de tout ce qui se passait à Vienne comme s'ils avaient été, l'un le premier ministre de l'empereur François-Joseph, et l'autre le général en chef de ses armées. — *L'Œuvre du comte de Bismarck*.

connaissait l'influence irrésistible de l'Italie à la cour des Tuileries et il savait qu'elle lui vaudrait la neutralité certaine de la France. C'était pour sa politique la garantie la plus précieuse, et, bien qu'il n'ignorât pas les vœux qu'on formait pour le succès des armes autrichiennes et qu'il se doutât des pourparlers qui se poursuivaient avec Vienne, il prévoyait que la France serait paralysée par les liens qui l'unissaient à son alliée, et que son intervention ne se produirait que lorsque les coups décisifs seraient portés. Il entrait donc dans la lutte avec toutes les apparences de la plus audacieuse témérité, mais ayant en réalité des cartes maîtresses dans son jeu. Il était garanti du côté de la Russie, sinon par un traité, du moins par l'intimité des deux souverains, et il avait une alliée qui lui assurait la sécurité absolue du côté de l'ouest. N'ayant pris aucun engagement, il pouvait, suivant les chances de la guerre, régler le prix de notre complaisance.

II

L'ALLIANCE DE LA PRUSSE ET DE L'ITALIE.

LES NÉGOCIATIONS ENTRE BERLIN,

FLORENCE ET PARIS.

Il est des alliances que des analogies de situation et la poursuite d'un but identique rendent aisées; celle de la Prusse et de l'Italie était de ce nombre. Rien ne les divisait, elles pouvaient grandir et s'étendre sans se rencontrer; elles n'avaient de point de contact ni à Constantinople, ni en Égypte, ni en Palestine, et encore moins sur le littoral de la Méditerranée; leur sphère d'action était entièrement distincte; elles n'avaient ni récriminations ni ingratitude à redouter; leurs revendications ne portaient ni sur les mêmes provinces, ni sur des populations de même origine; leurs haines et leurs dangers étaient communs

tout les rapprochait, la question romaine aussi bien que leurs intérêts économiques.

Le comte de Cavour avait saisi de longue date « les remarquables analogies qui existaient entre le rôle historique de la Prusse et celui de l'Italie ». Il se rendait compte, mieux que le cabinet de Berlin lui-même, des aspirations latentes de la Prusse, et il n'attendait que des conjonctures heureuses pour aider à leur éclosion et les faire tourner au profit de ses intérêts. Déjà, lors du congrès de Paris, il s'était appliqué, dans ses entretiens avec le baron de Manteuffel, à ouvrir à la politique prussienne de nouvelles perspectives¹. Mais M. de Manteuffel, bien que flatté de ces avances, n'avait pas les visées assez hautes et l'autorité suffisante pour combattre les préven-

1. Le baron de Manteuffel en revenant de Paris en 1856 me parlait de M. de Cavour avec admiration; j'en fus d'autant plus frappé que les rapports entre les cabinets de Turin et de Berlin étaient alors fort tendus. Il me disait que M. de Cavour avait été la personnalité la plus remarquable du congrès, et qu'il poursuivait de vastes projets. C'est sous l'impression non effacée de ses entretiens avec le ministre italien, que M. de Manteuffel envoya bientôt après une personne de sa confiance à Plombières. — On peut dire que cette mission occulte, qui remonte à 1857, a été le point de départ des pourparlers secrets qui ont pu s'engager depuis lors entre Berlin et Paris. A partir de ce moment aussi un courant plus sympathique s'établit entre Berlin et Turin. La diplomatie prussienne flairait l'alliance italienne.

tions de sa cour contre un ministre qu'elle considérait avec horreur comme le représentant de la révolution italienne. En 1860, dans sa réponse à la note du baron de Schleinitz, qui protestait en termes ambigus, bien qu'acerbés, contre les menées révolutionnaires du Piémont, M. de Cavour, loin de céder à de légitimes susceptibilités, exprimait la conviction que si les Italiens en étaient déjà à considérer la Prusse comme une alliée naturelle, les Prussiens ne tarderaient pas à partager à l'égard de l'Italie les mêmes sentiments. Il allait plus loin ; avec l'intuition qui caractérise les grands politiques, il semblait prévoir que l'œuvre italienne achevée, la France pourrait bien faire un retour sur elle-même, s'apercevoir qu'elle avait sacrifié à de faux dieux les conditions de sa sécurité et de sa grandeur, et qu'alors, « la Prusse et l'Italie seraient nécessairement amenées à défendre en commun leurs principes et leur indépendance, *quel que fût le côté d'où surgiraient le danger et les complications* ». Il était réservé à M. de Bismarck de reprendre en sous-œuvre, quelques années plus tard, la pensée du comte de Cavour et de lui donner les plus larges développements. Mais il fut lent à se l'assimiler, soit

qu'il se méprit sur la politique italienne, soit qu'il se refusât à croire que l'empereur pût jamais l'admettre en tiers dans son alliance. Il ne comprit véritablement la portée « des analogies historiques » que le ministre italien s'appliquait dès 1856 à signaler à l'ambition de la Prusse, qu'au mois d'octobre 1864, lorsque la question vénitienne se posa subitement et audacieusement au parlement de Florence. Ce fut pour lui un trait de lumière. Il vit l'inspiration de l'empereur dans le discours du général de La Marmora, déclarant du haut de la tribune, aux acclamations de la Chambre, que l'Italie entendait tirer parti des rivalités que la guerre danoise avait ravivées entre les deux grandes puissances allemandes et ajoutant que, si l'Autriche était bien inspirée, elle se débarrasserait en temps utile d'une province qui, dans une lutte éventuelle, ne serait pour elle qu'une cause d'affaiblissement¹. Il comprit qu'on lui entr'ouvrait la porte de l'alliance, que sa politique allemande était indirectement encouragée et que l'Italie

1. Le discours de M. de La Marmora avait été provoqué par une interpellation du marquis de Pepoli, parent de l'empereur.

dans son jeu serait la neutralité certaine de la France.

Goethe disait : « L'homme est celui qui sait saisir l'occasion. » M. de Bismarck était de ceux qui ne la laissaient pas échapper; il avait un mérite en plus : il savait la provoquer.

L'impression des déclarations italiennes n'était pas encore effacée que déjà il témoignait au cabinet de Florence le désir de reprendre le traité de commerce, qu'il envoyait au roi Victor-Emmanuel le collier de l'Aigle noir et qu'il accentuait tout haut et en toute occasion, sans souci de l'Autriche, la communauté d'intérêts entre l'Italie et la Prusse et la nécessité d'une entente intime entre les deux pays.

En 1865, les choses, en Allemagne, étaient arrivées à maturité et la question des alliances ne comportait plus de retards; aussi le général de La Marmora n'eut-il pas lieu d'être surpris, lorsque, le 4 août, le comte Usedom vint l'interpeller sur l'attitude que prendrait l'Italie dans le cas probable d'une guerre entre la Prusse et l'Autriche.

Le général de La Marmora a raconté qu'en face de cette interpellation qu'il attendait avec impatience, il eut peine à contenir les battements de

son cœur, et qu'au lieu de se livrer, il simula le doute et la méfiance. L'homme d'État sut réprimer les entraînements du patriote.

« Que la Prusse, dit-il dédaigneusement, nous fasse des propositions sérieuses, et nous les examinerons, mais si elle s'imagine obtenir de nous des déclarations dont elle se prévaudrait à Vienne, elle se trompe. D'ailleurs, ajouta-t-il, l'Italie ne fera rien sans l'assentiment de l'empereur, et la Prusse est pour le moins aussi intéressée que l'Italie à s'assurer des dispositions de la France et à s'enquérir si, le cas échéant, elle serait favorable ou opposée à la guerre. »

Le dialogue en resta là et le ministre du roi Victor-Emmanuel n'eut qu'à se féliciter de sa réserve et de la correction de son langage, car, peu de jours après, le roi Guillaume et l'empereur François-Joseph, assistés de leurs ministres, signaient inopinément la convention de Gastein.

A cette époque, le cabinet de Florence mettait toute son habileté à nous témoigner une franchise et une soumission à toute épreuve. On avait beau l'inciter et le représenter comme un instrument docile et pusillanime de notre politique, il n'en continuait pas moins à solliciter nos con-

seils et à nous tenir scrupuleusement au courant de toutes ses démarches. Son chef, le général de La Marmora n'était pas un homme d'État dans la haute acception du mot, mais il avait une grande rectitude de jugement et de conduite, et, comme tous les Piémontais, il était aveuglément dévoué à son roi et à l'idée nationale. Il était entré dans le sillon tracé par le comte de Cavour, dont il se plaisait à reconnaître la supériorité, avec la ferme volonté de le suivre jusqu'au bout, pas à pas, sans se laisser arrêter par aucun obstacle. L'œuvre était plus qu'ébauchée ; pour la compléter, il suffisait d'être prudent et persévérant. Ces deux qualités, il les réunissait à un haut degré. Il y joignait l'amour de la vérité, — ses révélations nous montrent qu'il la poussait jusqu'à la divulgation. Il avait en outre un sentiment très-net de la transformation que la presse et les communications rapides ont opérées dans les rapports internationaux. Il croyait qu'en face des exigences de l'opinion publique, il fallait des résolutions droites et suivies, arrêtées avec rapidité, exprimées au grand jour. Il pensait en un mot que la loyauté était la meilleure garantie d'une aine politique, mais, comme il l'avoue, s'il

avait à cœur de dire la vérité, il n'était pas « assez naïf » pour croire qu'on dût dire toute la vérité.

Aussi, à peine le comte Usedom était-il sorti de son cabinet, que déjà l'envoyé de l'empereur était informé de sa démarche. Le général de La Marmora ne nous cachait rien des ouvertures dont il venait d'être l'objet ni des réserves qu'il avait faites au sujet de la France. Mais comme il savait qu'à ce moment notre politique était hésitante et craignait de s'engager ¹, il ne nous laissa pas ignorer que, si la guerre venait à éclater en Allemagne, il serait impossible à l'Italie de n'y pas participer et à son gouvernement de l'en empêcher. Il conciliait ainsi les intérêts de sa politique avec les exigences de sa loyauté. Le général de La Marmora a pu décevoir l'empereur, mais il n'est pas de ceux qui l'ont joué.

La mise en demeure de sacrifier la Vénétie, que le ministre italien avait adressée à l'Autriche du haut de la tribune, n'était pas restée sans effet. Le cabinet de Vienne s'en était ému, mais moins clairvoyant que celui de Berlin, et « toujours en retard

1. « L'empereur, écrivait M. Nigra le 8 août 1865, a cessé d'ambitionner le Rhin et a de la guerre une horreur profonde. »

d'une année, d'une armée et d'une idée », il n'en saisit la moralité qu'imparfaitement et tardivement. Il ne comprit pas que l'empereur, plus impatient que jamais de résoudre la question vénitienne et las des refus persistants opposés à toutes ses combinaisons, soit de rachat ¹, soit d'échange, en arrivait insensiblement aux solutions violentes. La cour d'Autriche se flattait que la reconnaissance sans restriction du royaume d'Italie et l'offre d'un traité de commerce, témoignages incontestables de son bon vouloir, suffiraient pour nous faire patienter et nous réconcilier avec ses fins de non-recevoir. Elle s'en remettait d'ailleurs à l'intervention de notre politique officielle pour aplanir les difficultés et calmer les impatiences italiennes. Elle insinuait que son dernier mot n'était pas dit et que, ses relations avec la cour de Florence une fois rétablies, le reste pourrait bien ne plus être qu'une question de temps et d'opportunité. Sa quiétude était d'autant plus grande que notre ministre des affaires étrangères, en possession de la confiance de l'empereur, ne

1. Accepter le principe du rachat, c'était permettre à toutes les nationalités dont se compose la monarchie de revendiquer le même droit et l'Autriche n'eût plus été, comme on le disait, qu'une « expression monétaire ».

lui faisait pas mystère de ses sympathies. Sa diplomatie, trop sûre d'elle-même et sous le charme des attentions dont elle était l'objet, ne semblait pas se douter des tendances secrètes que masquait le langage officiel.

L'Italie se trouvait donc en 1865 dans une situation de tous points excellente, sollicitée à la fois par la Prusse et par l'Autriche, et toujours certaine de l'appui de la France, soit qu'elle répondît aux avances venues de Berlin, soit qu'elle exécutât les ouvertures qui lui arrivaient de Vienne par notre intermédiaire. Au fond, c'est vers la Prusse qu'elle inclinait, malgré les efforts de notre diplomatie à la pousser vers l'Autriche, persuadée que ses tendances ne seraient pas contrariées par l'empereur. Les prétextes pour donner le change à notre politique officielle et pour gagner du temps, ne lui manquaient pas. Lorsque notre ministre à Florence pressait le général de La Marmora et lui demandait de se prêter au prompt rétablissement de ses rapports avec la cour de Vienne, il avait un *non possumus* tout prêt : la convention du 15 septembre.

« Déjà, pour vous être agréables, disait-il, nous nous sommes donné les apparences de sacrifier

Rome en transférant notre capitale à Florence; que serait-ce si, en traitant avec l'Autriche, on venait à dire que nous sacrifions la Vénétie! » La vérité est que le général de La Marmora ne se souciait pas d'engager prématurément sa liberté d'action; il avait les yeux fixés sur l'Allemagne, et il était convaincu, en voyant les rivalités s'accroître entre la Prusse et l'Autriche, qu'elles aboutiraient à des complications dont l'Italie, par la force des choses, saurait tirer parti, sans qu'il fût nécessaire de recourir à l'assistance effective de la France.

Tout en maintenant à son attitude officielle la plus parfaite correction, il laissait à sa diplomatie le soin d'encourager sous le manteau de la cheminée les ambitions prussiennes. M. Nigra consacrait toute sa dextérité à calmer les méfiances que manifestait son collègue, le comte de Goltz, au sujet de la dépendance de l'Italie vis-à-vis de la France.

« Il faut enlever aux Prussiens, écrivait-il cavalièrement, la fausse idée que l'Italie n'a d'autre volonté que celle de l'empereur; la France peut nous donner des conseils, mais elle ne saurait nous imposer un *veto*, que nous ne serions pas disposés à accepter. »

Ces affirmations ne suffisaient pas à une politique aussi réaliste que celle de la Prusse; elle voulait avoir la certitude de la neutralité de la France et ne pas être exposée, « une fois la guerre déclarée et commencée, à la voir arriver comme le Neptune de Virgile, dicter la paix, poser des conditions ou convoquer un congrès à Paris ». La difficulté était donc d'obtenir l'assentiment de la France et, de plus, une promesse de neutralité absolue. Pressé par M. de Goltz, qui ne se payait pas de mots, le chevalier Nigra en arrivait à reconnaître qu'il n'était pas aussi aisé qu'il se l'était imaginé de se passer de notre volonté. Il se demandait si l'empereur pourrait ou voudrait faire une promesse de neutralité, et, surtout, s'il consentirait à la donner par écrit, comme le désirait la Prusse.

C'étaient de graves questions qui ne pouvaient rester en suspens, et les résoudre n'était pas facile. L'envoyé italien procéda par voie d'interrogation. Il sut, avec sa souplesse, amener le ministre des affaires étrangères par une série de questions adroitement posées à s'expliquer sur notre attitude éventuelle. « Nous n'avons pas caché à la Prusse, disait-il, qu'il était de son

intérêt, autant que ~~de~~ nôtre, de ne rien entreprendre sans connaître les intentions de l'empereur et de savoir si la France était favorable ou opposée à la guerre.

— J'approuve la réponse que M. de La Marmora a faite au comte Usedom, répliqua M. Drouyn de Lhuys, touché de cette marque de condescendance; votre position est excellente, sachez attendre.

— Mais, interrompit M. Nigra, si le gouvernement italien ne pouvait pas, ou dans son intérêt ne croyait pas pouvoir agir avec toute cette réserve, en d'autres termes, s'il croyait devoir entrer dans une phase d'action, je pense bien que la France ne s'y opposerait pas?

— Certainement non, répondit M. Drouyn de Lhuys; seulement, dans ce cas, l'Italie ferait la guerre à ses risques et périls.

— Mais, ajouta M. Nigra, réservant pour la fin la question brûlante, si par aventure l'Autriche, par le fait des événements, était amenée sur le Tessin, voire même sur les Alpes!!!

— Alors, dit M. Drouyn de Lhuys, interrompant à son tour, la France pourvoirait à ses intérêts, et l'intérêt de la France est que l'Autriche

ne reprenne pas en Italie le terrain perdu. Mais ne vous hâtez pas de vous engager; qui sait! l'Autriche s'arrangera peut-être avec vous. Déjà Metternich m'a fait quelques ouvertures au sujet d'un arrangement commercial dont l'objet principal serait de faciliter et de mieux régler les rapports entre la Vénétie et la frontière italienne; j'espère qu'on ne s'arrêtera pas en si bon chemin. »

Les choses en étaient là, lorsque M. de Bismarck, qui avait compris que l'obstacle ne pouvait être tourné et qu'il perdait son temps en s'engageant avec le cabinet de Florence dans des pourparlers inutiles et compromettants, revint de Biarritz, disant joyeusement : « Si l'Italie n'existait pas, il faudrait l'inventer ! »

Il n'avait coûté, en somme, au cabinet italien et au cabinet de Berlin, dont l'action allait désormais s'exercer simultanément et conjointement, ni grande habileté, ni grands efforts pour obtenir l'assentiment qui les préoccupait à juste titre au début de leurs pourparlers.

Toutefois les promesses rapportées de Biarritz ne rassuraient qu'imparfaitement la politique avisée de l'Italie. Elle voulait être garantie contre tous les risques et ne s'engager définitivement

avec la Prusse qu'après avoir dissipé les doutes et obtenu directement de l'empereur un consentement formel. Elle voyait à l'horizon des points noirs qu'elle avait à cœur de dissiper. Elle allait bien jusqu'à admettre que l'Autriche victorieuse respecterait l'œuvre de la France et qu'elle ne resterait pas en Lombardie, si elle devait y être portée par les entraînements de la guerre. Mais ce qui l'inquiétait véritablement, c'était Benedeck, vainqueur des Prussiens, arrivant de la Bohême avec une armée de 100,000 hommes, se jetant sur les Italiens, passant le Pô, enlevant les Légations et les Marches pour les restituer au pape. Que ferait dans ce cas le cabinet des Tuileries? Ne lui serait-il pas difficile, sinon impossible de déclarer la guerre à l'Autriche pour reprendre à la cour de Rome les provinces qui lui auraient été restituées?

Elle avait d'autres préoccupations encore : le sort des volontaires garibaldiens, en cas de défaite, et l'évacuation de Rome par les troupes françaises en cas de succès. Le gouvernement italien tenait, avant de rien entreprendre, à être au net sur toutes ces questions; il voulait, avant de s'engager, être prémuni contre toutes les

éventualités. Aussi, le général Govone n'était pas encore arrivé à Berlin, que le comte Arese partait pour Paris. Le comte Arese était l'ami personnel de l'empereur, qui avait su, dans ses jeunes années, apprécier dans de communes épreuves les qualités de son esprit et le désintéressement de son cœur. C'est à lui qu'on avait recours dans les occurrences graves, c'est lui qu'on chargeait des missions délicates, certain qu'il serait écouté et qu'il obtiendrait de l'ami cè que le souverain serait peut-être tenté de refuser. Jamais politique n'a eu dans aucun pays, à aucune époque, auprès d'un gouvernement étranger, au service de ses intérêts, autant de moyens d'action que la politique italienne à Paris. Elle avait ses grandes et ses petites entrées à la cour des Tuileries ; elle y disposait d'influences multiples : elle était de la maison. Le prince Napoléon et le chevalier Nigra étaient là, toujours en mesure de lui prêter main forte. Les papiers secrets, livrés à la publicité après le 4 septembre, attestent que le prince Napoléon ne méconnaissait pas la grande pensée qui avait présidé à son mariage, et qu'il était pour la cause italienne un auxiliaire convaincu et souvent passionné.

Quant à M. Nigra, il pouvait ne pas répondre à toutes les exigences de son ministre, mais à part les imperfections que le général de La Marmora a si complaisamment relevées dans son livre, que de qualités essentielles n'a-t-il pas mises au service de son gouvernement ! Que de charme, de souplesse, de dextérité ne lui a-t-il pas fallu pour rester pendant de si longues années en faveur soutenue, toujours en équilibre entre le Palais-Royal, dont il était le familier, et les Tuileries, dont il était le confident !

Et lorsque, dans les moments critiques, ces deux grandes influences, fortifiées par une presse bien organisée et par l'appui de quelques-uns de nos diplomates, sans parler de la clientèle subalterne, qui s'agitait autour du souverain, paraissaient insuffisantes pour vaincre des résistances accidentelles, c'est alors qu'accouraient le marquis de Pepoli et le comte Arese avec l'autorité que donnent les liens de l'amitié et ceux de la parenté.

Le général de La Marmora regrette dans une annotation de son livre de n'avoir pas retrouvé les lettres du comte Arese, qui développaient ses indications télégraphiques. Nous ne pouvons que

le regretter avec lui, car sa correspondance nous eût probablement révélé tout entière la pensée de l'empereur au sujet des événements qui se préparaient et que nous laissions se développer, sans prévoir que nous en serions débordés.

Le télégramme que le comte Arese adressait à son gouvernement, dès le jour de son arrivée à Paris, résumant ses premiers entretiens, disait que l'empereur recommandait la signature d'un traité avec la Prusse, mais à titre d'ami seulement, sans qu'il voulût assumer aucune responsabilité, et que ce conseil était inspiré par le peu de chances qui, pour le moment, s'offraient à un arrangement entre l'Autriche et l'Italie.

Le lendemain, 31 mars, le comte Arese ajoutait que l'empereur avait tenu un langage plus belliqueux que la veille, mais qu'il se refusait toujours à prendre aucun engagement.

Le rapport que M. Nigra a adressé dans le courant du mois de juin 1866 au prince de Carignan et qu'il a publié depuis pour sa défense, en réponse aux insinuations des *Secrets d'État*, les dernières confidences du général de La Marmora nous révèlent les motifs déterminants, sinon le point de départ primordial, de l'alliance italo-

prussienne. Ce serait une petite cause, comme il arrive souvent, la chute du prince Couza, qui aurait indirectement engendré ce gros événement dont la portée nous échappait et dont les conséquences nous ont été si funestes.

Nous étions alors en quête de combinaisons pour régler la question vénitienne qui nous pesait toujours, et dont la solution devait à la fois prémunir la papauté contre les entraînements révolutionnaires de l'Italie et permettre à notre politique de s'unir plus étroitement avec l'Autriche. La révolution de Bucharest arrivait donc fort à propos, car elle nous offrait, on s'en flattait du moins, un excellent moyen de transaction avec l'Autriche, qui se serait débarrassée de la Vénétie contre l'échange des principautés roumaines. C'était un mirage! La combinaison, malgré l'accueil sympathique que lui fit le cabinet de Londres, n'était pas née viable. Elle échoua, moins encore par le fait du mauvais vouloir de la Russie, que par « la défiance », voire même la « répugnance » qu'elle inspirait au cabinet de Vienne.

Il ne restait plus dès lors qu'un moyen de vaincre une résistance aussi obstinée : c'était de procéder par voie de contrainte indirecte. L'alliance

de l'Italie avec la Prusse s'imposait, la violence se substituait à la persuasion ! On comptait toutefois rester maître des événements et les diriger à sa guise. On pouvait se flatter que le gouvernement autrichien, en face d'une alliance qui l'obligerait à diviser ses forces, se hâterait d'en conjurer les effets, en désintéressant le cabinet de Florence.

Aussi l'empereur ne ménageait-il pas ses encouragements. « Ne vous faites pas d'illusions, disait-il à M. Nigra, l'Autriche ne cédera pas la Vénétie, si elle n'y est pas forcée par la guerre. C'est me proposer en pleine paix, m'a-t-elle toujours répondu avec humeur, ce que l'on pourrait à peine me demander après une guerre désastreuse. Acceptez les propositions de la Prusse, poussez-la à conclure une alliance offensive et défensive et je me chargerai, moi, d'agir confidentiellement à Vienne pour faire accepter la combinaison que vous caressez. »

« L'empereur, écrivait M. Nigra, en résumant ses entretiens, désire :

1° Que la guerre éclate ;

2° Il ne veut s'engager ni avec la Prusse, ni avec l'Autriche, ni avec l'Italie ;

3° Il conseille le traité d'alliance avec la Prusse, mais à titre d'ami seulement ;

4° Son but est d'obtenir les frontières du Rhin, sans tirer l'épée ; — il la tirera, s'il est nécessaire, lorsque la guerre sera engagée ;

5° Si l'Autriche la première attaque l'Italie, il la défendra. »

C'est sur ce programme, nous dit le ministre italien, qu'on accueillit les ouvertures de la Prusse, et que le général Govone fut envoyé à Berlin¹.

Mais la Prusse n'en était pas encore arrivée à désirer un traité d'alliance offensive et défensive ; plus modeste, elle ne demandait qu'un traité de paix et d'amitié éternelle, ce qui avait pour l'Italie toutes sortes d'inconvénients, ne serait-ce que celui de la lier au sort d'une alliée qui se réservait la liberté de ses mouvements, et qui pouvait ainsi, à son gré, faire avorter la solution vénitienne, en s'entendant directement avec l'Autriche.

L'empereur n'attachait qu'une médiocre importance à ces inconvénients.

— « Signez au besoin, disait-il, un traité avec la Prusse, serait-il éventuel et générique, car il

1. Rapport de M. Nigra au prince de Carignan.

est grandement désirable de fournir à M. de Bismarck des moyens efficaces pour lui permettre de pousser le roi à la guerre. »

On était convaincu à Florence, en face d'une insistance aussi caractérisée, — c'était du reste le sentiment de toutes les chancelleries européennes, — qu'il existait des arrangements entre l'empereur et le comte de Bismarck. Les chancelleries se trompaient.

On apprit bientôt que l'idée de la Belgique émise par M. de Bismarck, avait été formellement repoussée et que tout se bornait à une légère allusion faite par l'empereur au comte de Goltz au sujet des frontières du Rhin¹.

Le cabinet de Florence s'expliquait difficilement un pareil désintéressement; il allait jusqu'à s'en inquiéter. Il aurait voulu, surtout après notre refus absolu de nous engager avec lui, sous n'importe quelle forme, nous voir, sinon entrer dans son alliance avec la Prusse, du moins liés et compromis avec M. de Bismarck par des arrange-

1. Dépêche de M. Nigra, 17 mars 1866 : « L'ambassadeur prussien demanda à l'empereur de formuler des propositions, mais l'empereur ne fit aucune demande précise; il dit seulement qu'on pouvait examiner sur la carte la différence qui existe entre la frontière actuelle de la France et celle qu'elle avait en 1814. »

ments secrets. C'est dans cette pensée que le général Govone, sans mission de notre part, interrogeait fréquemment M. de Bismarck, et s'évertuait à lui indiquer des combinaisons territoriales, qu'il croyait devoir nous satisfaire. C'est dans ce sentiment aussi que M. Nigra, conjointement avec le prince Napoléon, émettait et appuyait l'idée d'une triple alliance, avec la perspective d'agrandissements considérables.

Mais l'empereur fondait la grandeur de la France, moins sur sa puissance militaire et sur des agrandissements de territoire, que sur son ascendant moral¹. « Pour succéder à César, disait M. de Persigny, il n'est pas nécessaire d'être César, il suffit d'être Octave². » Il poursuivait le rêve d'une fédération des peuples, croyant que l'Europe satisfaite et subjuguée par sa modération et sa sagesse, ne contesterait plus sa suprématie. Il se berçait de l'illusion qu'en face de la solidarité croissante des intérêts économiques, les contestations internatio-

1. « L'empereur se contenterait d'une solution pacifique qui ne lui rapporterait aucune acquisition territoriale, mais qui aurait pour résultat de délivrer Venise et d'augmenter l'influence morale de la France dans le monde. » — (Dépêche de M. Nigra, 28 mai 1866.)

2. *Deutsche Rundschau* : Histoire de la Guerre d'Orient.

nales se régleraient par voie d'arbitrages dans des congrès, et que, par de sages compromis, conciliant les droits légitimes des souverains avec les aspirations des peuples, on arriverait à la pacification générale¹.

Il avait aussi parfois, il est vrai, des ambitions plus positives, plutôt inspirées par le sentiment dynastique qu'empreintes de *chauvinisme*. Il avait à cœur, par moments, d'effacer les tristes souvenirs de 1815 et de rendre à la France les frontières du Rhin. Mais ce n'étaient que des désirs intermittents. « L'empereur désire obtenir les frontières du Rhin, » mandait M. Nigra à son gouvernement, et le lendemain, il écrivait : « L'empereur a renoncé à tout agrandissement, il ne se soucie pas d'une Vénétie rhénane. »

1. L'invitation au Congrès (*Moniteur* du 11 novembre 1863) : « Je viens vous proposer de régler le présent et d'assurer l'avenir dans un congrès. Appelé au trône par la volonté du peuple français, mais élevé à l'école de l'adversité, il m'est peut-être moins permis qu'à un autre d'ignorer et les droits des souverains et les légitimes aspirations des peuples. Aussi, je suis prêt, sans système préconçu, à porter dans un conseil international l'esprit de modération et de justice, partage ordinaire de ceux qui ont subi tant d'épreuves diverses. Si je prends l'initiative d'une semblable ouverture, je ne cède pas à un mouvement de vanité, mais comme je suis le souverain auquel on prête le plus de projets ambitieux, j'ai à cœur de prouver par cette démarche franche et loyale, que mon unique but est d'arriver sans secousse à la pacification de l'Europe. »

Le livre du général de La Marmora et toutes les publications italiennes nous montrent que la pensée persistante de l'empereur, la seule de son règne, qui se soit réalisée dans toute sa plénitude et bien au delà de ses vœux, c'était l'affranchissement de l'Italie. Il avait fait du rêve de sa jeunesse le pivot de sa politique¹. Toutefois ce serait méconnaître ses desseins que de les réduire à une question de sympathie et d'engouement pour la cause italienne. Ils étaient inspirés par des considérations d'un ordre plus élevé qui peuvent justifier dans une certaine mesure le concours si ardent parfois, qu'ont prêté quelques-uns de nos ministres et de nos diplomates à une création qui a été l'objet des sympathies les plus vives, comme aussi des critiques les plus amères, et dont l'influence sur nos propres destinées, on ne saurait le nier, a été considérable.

L'Italie conçue à Plombières devait être un contrepoids dans la Péninsule à l'action de l'Autriche, que l'empereur, sous l'influence des idées napoléoniennes, considérait comme l'ennemie

1. « On m'a dit en confidence que la grande préoccupation de l'empereur en toute cette affaire n'était que de vider la question de Venise. » — (Dépêche du comte de Barral. Berlin, 23 mai 1866.)

séculaire de la France, l'âme de toutes les coalitions, bien qu'en 1849 après la chute du prince de Metternich et de son système, l'intervention russe en Hongrie eût révélé son impuissance. Cette méprise, il n'était pas seul à la partager.

En signant le traité de Plombières, l'empereur croyait satisfaire aux vœux de l'opinion prédominante en France, et rester fidèle aux traditions de notre histoire. Il le signa avec l'intention formelle de n'en pas dépasser les limites, convaincu qu'en se prêtant à la confédération de l'Italie septentrionale, il assurait à son pays une alliée fidèle et reconnaissante, toujours disposée à l'assister militairement et diplomatiquement. Il songeait à Richelieu et à Napoléon I^{er}, oubliant M. de Cavour et la révolution ¹.

Le comte de Cavour, est-il besoin de le dire, ne signa le pacte qu'avec l'arrière-pensée, légitime au point de vue italien, de le faire avorter à la première occasion, soit par les moyens révolutionnaires, soit par l'alliance qu'il méditait déjà, et

1. Ce n'est pas l'Autriche que Richelieu combattait en Italie, mais la maison de Habsbourg. Il poursuivait la ligue des princes, placée sous le protectorat de la France, l'idée que le cardinal de Mazarin devait réaliser en Allemagne par la création de la confédération du Rhin en 1658.

qui devait assurer un jour le couronnement de son œuvre. « Je comptais faire l'Italie par le Nord, disait-il au lendemain de Villafranca ¹, je suis forcé maintenant de la faire par le Midi. »

Dans les combinaisons de l'empereur, le rôle de l'Italie s'expliquait naturellement. Elle devenait l'auxiliaire obligée de notre politique, et devait, dans les questions continentales, dans les conférences ou sur les champs de bataille, nous servir d'appoint décisif, suivant les circonstances, soit

1. La paix de Villafranca, véritable coup de théâtre, exaspéra l'Italie dont elle laissait l'œuvre inachevée et elle déçut la France qui ne vit dans ce dénouement imprévu, mais forcé, qu'une atteinte à son amour-propre. Le roi Victor-Emmanuel et son premier ministre avaient des motifs d'indignation plus autorisés. Ce n'est pas qu'ils ignorassent notre situation militaire; ils savaient qu'en dehors de nos 150,000 hommes, nous n'avions aucune réserve à mettre en ligne, que, dans ces conditions, avec la perspective d'une intervention éventuelle de la Prusse, la continuation de la guerre devenait périlleuse, et que les résultats acquis pouvaient être remis en question, surtout si la France devait être amenée à ne plus songer qu'à sa propre sécurité. Mais ce qui irritait à juste titre le comte de Cavour, c'était moins le fait de l'armistice conclu sans sa participation que les conditions qu'il consacrait en violation formelle des stipulations de Plombières, qui assuraient les duchés au Piémont. L'empereur, à Villafranca, n'avait pu résister aux larmes de l'empereur François-Joseph, qui le suppliait de ménager ses parents le duc de Modène et le grand-duc de Toscane. Il se laissa attendrir et, pour dédommager l'Italie de ce sacrifice, il renonça spontanément à la cession de Nice et de la Savoie. C'était la France qui faisait les frais d'une émotion passagère. L'empereur ne revendiqua Nice et la Savoie que lorsque l'Italie, en violation avec ses engagements, eut recours aux moyens révolutionnaires pour s'emparer de Naples, de Modène et de la Toscane.

contre l'Autriche, soit contre l'Allemagne. Mais nous ne pouvions réaliser ces espérances qu'à la condition de rester puissants, incontestés au dehors et à l'intérieur, et d'être assez résolus pour ne permettre à l'Italie aucune infidélité, avec la Prusse moins qu'avec toute autre puissance. L'infidélité malheureusement ne tarda pas. Elle ne fut pas clandestine, elle se consumma portes ouvertes, avec notre plein assentiment, et l'Italie, au lieu d'être pour nous, comme le croyait l'empereur, un élément de force et de sécurité, devenait sous de funestes influences, faute de prévoyance et de volonté, un sujet d'inquiétude et d'affaiblissement. Arrivée au rang de grande puissance, le sentiment de sa conservation l'autorisait et la condamnait, en quelque sorte, à ne plus tenir compte que de ses aspirations et de ses intérêts propres. Ce n'est pas qu'elle restât insensible aux jours de nos épreuves. Elle ne nous mesura ni l'expression de ses regrets, ni les témoignages de sa sympathie. Elle sentait qu'elle était la cause indirecte, bien qu'involontaire, de nos malheurs; elle se préoccupait des sévérités de l'histoire. Mais la politique a de dures exigences! Réprimant les élans de sa re-

connaissance, elle paralysait notre action en 1866, elle se déclarait neutre et s'emparait de Rome en 1870, nous laissait démembrer en 1871, et, en 1873, le roi Victor-Emmanuel lui-même, bien qu'il dût lui en coûter de subordonner ses sentiments personnels à la raison d'État, témoignait, par sa présence à Berlin, que suivant les prévisions du comte de Cavour, l'entente avec la Prusse s'était substituée à l'alliance avec la France. « Soyons nobles, avait dit un ministre de Louis XV à ceux qui lui demandaient de sacrifier l'intérêt français à l'intérêt autrichien, mais ne soyons pas dupes, soyons généreux ; mais songeons avant tout à notre propre grandeur et à la sécurité du royaume ¹. »

1. Un discours récent autorise à croire que le parti libéral, déçu par les épreuves de 1870, tend à rompre avec les traditions de Lafayette qui depuis 1789 ont porté tous nos gouvernements à dépenser les forces vives de la France, à relever des trônes et à constituer des nationalités. « Restons fidèles à nos traditions nationales, a dit M. Gambetta, ayons l'aversion et l'antipathie de la propagande, laissons aux autres le soin d'aviser au gouvernement qui leur plait ; nous ne sommes pas chargés d'agir et de penser pour le reste du globe. »

III

LES DERNIÈRES NÉGOCIATIONS AVANT LA GUERRE.

I

LES PRÉLIMINAIRES DE LA GUERRE ET L'OPINION PUBLIQUE EN FRANCE.

M. de Bismarck rentrait à Berlin dans les derniers jours d'octobre 1865. Il avait tout lieu d'être satisfait de son voyage. Biarritz n'avait pas été seulement pour lui un lieu de pèlerinage, il l'appelait aussi « sa fontaine de Jouvence ». Ses vœux étaient en partie exaucés. Contrairement aux prévisions de ses adversaires à la cour, il rapportait les plus précieuses des garanties, la neutralité de la France et un laissez-passer sans réserve pour l'Italie. Sa satisfaction eût été sans mélange, si, au lieu de se borner à des promesses verbales, l'empereur, dont il appréciait du reste

la loyauté, avait voulu s'engager par écrit. En traversant Paris, il s'était abouché avec M. Nigra, qui devenait pour sa politique un précieux auxiliaire. Il se montra plein d'expansion. Tout à la joie de ses entretiens avec l'empereur, il considérait désormais la guerre comme inévitable et exprimait avec une absolue confiance l'espoir que la France ne lui serait pas hostile ¹.

Dès son retour, il se mettait à l'œuvre, il posait ses jalons, brouillait les cartes et s'arrangeait de façon à s'assurer les atouts. Laissant au but le soin de justifier les moyens : « Je voudrais, disait-il, ramener l'Allemagne à l'état de complications où elle se trouvait à la veille de la convention d'Olmütz. »

Au commencement de 1866, la confusion qu'il rêvait ne laissait plus rien à désirer. La confédération germanique, de mœurs si paisibles, ressemblait à un champ clos où tous les intérêts étaient aux prises et toutes les passions en ébullition. Les séances de la diète se succédaient orageuses et irritantes, les notes et les protocoles s'entre-croisaient, les ministres des petits États conféraient. Ce

1. La Marmora.

fut pour l'activité et l'importance des cours de second et de troisième ordre un moment d'éclat qui ne devait pas avoir de lendemain. Ce furent aussi de beaux jours pour la diplomatie française. De quelles sollicitations n'était-elle pas l'objet ! Quelles confidences n'a-t-elle pas recueillies ! Si ses portefeuilles devaient s'ouvrir, on verrait quelles conversions le succès opère dans le langage et l'attitude des hommes. « Combien la postérité serait trompée, disait le cardinal de Bernis dans ses mémoires, si elle jugeait par la grandeur des événements de la grandeur des hommes qui les ont préparés ¹. »

Pour faire surgir l'occasion d'où dépendait le gain de la partie, il restait deux conditions à remplir : rompre avec l'Autriche et conclure avec l'Italie. La rupture étant la conséquence logique de l'alliance, tous les efforts de la politique prussienne se portèrent sur Florence, pour vaincre les préventions que l'intermède de Gastein avait laissées dans l'esprit soupçonneux d'un ministre résolu à jouer serré, et à ne plus se payer de mots. Venir solliciter une alliance, affirmer la guerre et s'ar-

1. M. F. Masson, *Mémoires et lettres du cardinal de Bernis*.

ranger avec le cabinet de Vienne, ce sont de ces procédés qu'on n'oublie pas aisément. Il importait donc à M. de Bismarck de dissiper les préventions qu'il avait inspirées, et d'administrer au cabinet de Florence les preuves les moins équivoques de ses intentions belliqueuses. Aussi le voit-on bientôt prendre des allures plus décidées, accentuer sa politique, serrer l'Autriche de près, encourager toutes les aspirations allemandes et entreprendre une véritable campagne contre l'organisation de la confédération germanique.

Ce serait une étude de stratégie diplomatique bien curieuse que de le suivre à la fois dans toutes ses manifestations à Vienne, à Florence et en Allemagne, de relever ses procédés, de le montrer aux prises avec les obstacles, soulevant des incidents, suscitant des défiances, exploitant les faiblesses, et faisant tout converger à la réalisation d'une pensée unique avec une persévérance et une audace qui n'ont jamais été surpassées. Mais ce serait trop élargir mon cadre ; je ne saurais oublier le titre que j'ai donné à ce travail, il ne s'agit que d'une étude spécialement consacrée à la politique de mon pays.

« Avec un tempérament tel que celui de M. de

Bismarck, écrivait M. Benedetti dans une lettre particulière du 11 février, il serait de la dernière imprudence de dire même approximativement ce qui sortira de cette situation ; mais on peut croire sans trop se méprendre que, du pas dont marchent les choses, on pourrait bien se trouver pris plus tôt qu'on ne pense entre une témérité et une défaillance. »

C'est sur le thème de la violation du traité de Gastein que le cabinet de Berlin entreprit sa campagne diplomatique. Il prétendait qu'après les explications et les paroles si cordiales échangées pendant l'entrevue, tout devait l'autoriser à croire que l'Autriche était résignée et acquise à ses vues, qu'elle lui céderait sa part de souveraineté dans les duchés, et qu'au lieu d'encourager les partisans du duc d'Augustenbourg, elle administrerait le Holstein de manière à en faciliter l'annexion à la Prusse. M. de Bismarck accusait la cour d'Autriche de manquer à un engagement d'honneur. Il relevait dans les duchés tous les actes des agents autrichiens et s'obstinait à y voir des signes certains d'hostilité. Les griefs s'accumulaient de jour en jour et se traduisaient en plaintes périodiques dont le ministre de Prusse à Vienne se rendait l'interprète indigné.

Discuté dans l'entourage du roi, méconnu dans le pays, attaqué dans la presse et dans les chambres, M. de Bismarck ne pouvait plus détenir le pouvoir qu'à la condition de satisfaire l'amour-propre national. La réunion des duchés de l'Elbe à la monarchie devenait une nécessité impérieuse. Aussi, comme l'écrivait M. Benedetti, voulait-il à tout prix cette réunion soit par la paix, soit par la guerre. La guerre souriait davantage à son ambition ; elle lui ouvrait de nouvelles perspectives, la chance d'expulser l'Autriche de la confédération, de réaliser à la fois le double objet qu'il avait assigné à la politique prussienne, avant même d'en être l'organe officiel : la grandeur de la Prusse et sa prépondérance sur les autres États germaniques.

La cour de Vienne ne tirait aucun enseignement sérieux de ces menées, qui chaque jour devenaient plus significatives ; hautaine et formaliste, elle ne vivait que sur les souvenirs de son ancienne prépotence, oubliant que depuis Olmutz la Prusse avait changé de souverain et de ministre, et qu'elle-même avait subi Solferino et perdu son seul homme d'État, le prince de Schwartzenberg qui comptait « étonner le monde par son ingratitude » et « *démolir* la Prusse,

après l'avoir *avilie* ». On peut dire que, si l'Autriche a été surprise par les événements, c'est qu'elle l'a bien voulu.

Quant au gouvernement de l'empereur, il assistait impassible et impénétrable au développement de cette crise, dont les péripéties lui étaient signalées par sa correspondance officielle avec une vigilance et une activité remarquables. Mais, laissé sans direction, notre ambassadeur à Berlin en était réduit à un rôle d'informateur souvent ingrat, car la plupart du temps il se voyait forcé de rompre ses conversations avec le président du conseil dès qu'elles menaçaient d'engager notre politique. C'est ainsi qu'un jour M. de Bismarck lui ayant témoigné son désir de mander auprès de lui M. de Goltz pour être définitivement fixé sur les intentions de l'empereur, dans le cas de complications sérieuses, il crut devoir couper court à l'entretien. « Je n'ai pas voulu, écrivait-il, provoquer des confidences ou des ouvertures auxquelles je n'aurais eu rien à répondre. Il m'a suffi de pouvoir vous apprendre d'avance le motif pour lequel l'ambassadeur du roi serait appelé à Berlin. »

En lisant les rapports si nombreux de M. Benedetti, véritables monologues, qu'obstinément, mal-

gré leur intérêt, on laissait sans réplique, on est nécessairement amené à se demander si notre ambassadeur et notre ministre des affaires étrangères ne se trouvaient pas l'un vis-à-vis de l'autre dans des conditions psychologiques particulières. Abandonné à ses propres inspirations, M. Benedetti poussait dans ses entretiens avec M. de Bismarck la circonspection jusqu'à ses limites extrêmes et s'étudiait à ne donner aucune prise au ministre dont il relevait, mais dont il ne possédait pas la confiance ; tandis que M. Drouyn de Lhuys, visiblement préoccupé des attaches de son agent avec ses adversaires au sein du conseil, s'appliquait à le laisser en dehors des négociations, qu'il préférait poursuivre à Paris avec le représentant du cabinet de Berlin. Il manquait, on le voit, à notre politique une condition essentielle de succès, la communauté de vues et de sentiments entre celui qui la dirigeait et celui qui devait l'interpréter.

A la fin de février, M. de Goltz arrivait en effet à Berlin pour assister chez le roi à un conseil extraordinaire auquel on avait convoqué le prince royal, le comte de Moltke et le général de Manteuffel. M. de Bismarck apprit à M. Benedetti

qu'il n'avait été arrêté dans ce conseil aucune mesure d'une exécution immédiate, mais que sa politique y avait prévalu, et que le langage de M. de Goltz avait convaincu tous les assistants de la cordialité des sentiments de l'empereur et de leur sincérité. Le conseil avait été unanime à admettre que l'on devait poursuivre l'annexion des duchés, tout en procédant avec une extrême prudence; il avait reconnu toutefois que, cette politique pouvant soulever les plus grosses difficultés, il était urgent de s'y préparer financièrement et militairement, et qu'avant de marquer davantage l'attitude qu'on voulait prendre il importait de laisser au général Manteuffel le soin de préparer le terrain dans les duchés, c'est-à-dire d'aviser aux meilleurs moyens de provoquer le conflit avec l'Autriche, et à M. de Goltz celui de s'assurer les dispositions sympathiques du gouvernement de l'empereur.

Peu de jours après, M. Benedetti écrivait à notre ambassadeur de Vienne : « Je sais que Goltz nous a de nouveau, en retournant à Paris, tâté le poulx et, suivant ce qu'il mande, il ne l'a trouvé ni plus lent ni plus rapide. Je ne présume pas que ce qu'il avait à dire fût de nature à en accélérer les

battements. Je dois ajouter cependant qu'on n'est nullement mécontent des informations qu'il a consignées dans ses dépêches. On sait donc ce qu'on doit penser de nos intentions et de notre attitude, dont je ne puis rien vous dire n'ayant pas été mis dans le secret, et M. Drouyn de Lhuys se bornant, en m'en remerciant de la meilleure grâce du monde, à m'accuser réception de ma correspondance¹. »

Tandis qu'à Berlin le roi s'entourait de tous ses conseillers, que ses généraux, ses ministres, ses diplomates et les princes de sa famille, tous animés d'un même sentiment, discutaient en commun, sur un programme nettement défini, les moyens d'assurer la grandeur du pays et de le prémunir contre toutes les mauvaises chances, à Paris, les ministres divisés laissaient les plus graves événements se développer au hasard sans procéder à aucune mesure de prévoyance, s'en remettant, pour sauvegarder les intérêts de la France, aux inspirations et à la fortune du souverain.

1. « Je suis confus de ne pas répondre à vos lettres particulières. Elles sont fort intéressantes, mais vous n'en pourriez pas dire autant de mes réponses officielles. » — Lettre particulière du 7 mars 1866. M. Drouyn de Lhuys.

Vers le milieu du mois de mars, le général de Moltke était sur le point de partir en mission secrète pour Florence ; déjà ses préparatifs étaient faits, son passeport visé, lorsqu'un officier supérieur italien arrivait inopinément à Berlin. C'était le général Govone, qui, parti mystérieusement de Suisse pour ne pas donner l'éveil, venait, sous le prétexte futile d'étudier l'organisation militaire prussienne, pressentir les dispositions du gouvernement du roi, et entrer en arrangement avec lui. Il proposait un traité stipulant la guerre à date fixe et d'une exécution très prochaine. C'était plus que n'ambitionnait le cabinet de Berlin ; il voulait bien, au point où en étaient les choses, s'engager éventuellement, mais il jugeait que ses rapports avec l'Autriche n'étaient pas encore suffisamment altérés, et que son travail préparatoire en Allemagne n'était pas assez avancé pour adopter des résolutions définitives impliquant l'emploi immédiat de la force. « Le plan de M. de Bismarck, écrivait le général Govone, à la date du 14 mars, serait de remettre sur le tapis, d'ici trois ou quatre mois, la question de l'Allemagne assaisonnée d'un parlement et de soulever à l'aide de cette question des complications qui ne tarderaient pas à placer la Prusse en face de

l'Autriche. La Prusse se déciderait alors à en arriver à la guerre et l'Europe ne pourrait faire d'opposition puisqu'il s'agirait d'une question importante et nationale. Ce plan ne manque pas de complications, » faisait observer l'envoyé italien ; il lui trouvait un autre défaut : celui de mettre le cabinet de Florence à la discrétion du cabinet de Berlin. « M. de Bismarck, disait-il, demande à l'Italie de suivre la Prusse, pour lui permettre de mieux « mener » le roi Guillaume, et en échange de cette subordination il ne lui offre qu'une garantie aléatoire : « l'engagement de ré- » soudre la question vénitienne à la suite de la » guerre. »

Au fond les méfiances étaient réciproques ; à Berlin, on soupçonnait les Italiens de poursuivre plus d'un but à la fois, et les Italiens craignaient que la Prusse ne voulût se servir d'eux pour se faire céder les duchés par la cour de Vienne. Le général de La Marmora prétendait savoir qu'à Gastein M. de Bismarck n'avait pas craint de dénoncer et de compromettre l'Italie, et le ministre dirigeant de Prusse reprochait de son côté au cabinet de Florence d'avoir, par l'entremise de M. Landau, le correspondant de la maison Roth-

schild, révélé au gouvernement autrichien ses ouvertures confidentielles pour obtenir la cession amiable de la Vénétie. Le général Govone croyait que M. de Bismarck voulait lier l'Italie sans être résolu à la guerre. Il était convaincu qu'on lui tendait un piège en lui proposant un traité générique « mal défini à dessein » et il se promettait de ne pas demeurer en reste de duplicité. Il entendait traîner les pourparlers en longueur, afin de permettre à son gouvernement d'arracher entre temps la Vénétie à l'Autriche, par la crainte d'une alliance italo-prussienne. Les deux négociateurs rivalisaient de ruses et d'artifices. C'était la finesse italienne aux prises avec les équivoques prussiennes. « La vipère mordra le charlatan (*La vipera avrà morsicato il ciarlatano*), » écrivait le général Govone au général de La Marmora, oubliant l'épigramme de Voltaire ¹.

Les cours allemandes, et particulièrement celle de Dresde, n'avaient pas attendu l'apparition de l'envoyé italien pour s'alarmer. Le ministre de

1. L'autre jour au fond d'un bois
Un serpent piqua Jean Fréron,
Que pensez-vous qu'il arriva ?
Ce fut le serpent qui creva.

Saxe à Berlin m'a raconté que, dès les premiers jours de mars, il n'avait plus de doutes sur les intentions agressives du cabinet de Berlin ; M. de Bismarck n'avait pas craint, dans les épanchements d'un dîner, de confirmer de la façon la plus singulière et la plus audacieuse les informations de plus en plus inquiétantes qui lui arrivaient de toutes parts. « Il est donc vrai, lui avait demandé anxieusement madame la comtesse de Hohenthal, que vous voulez nous faire la guerre, expulser l'Autriche de l'Allemagne, et vous emparer de la Saxe? — N'en doutez pas, chère comtesse, lui avait répondu M. de Bismarck, je n'ai jamais eu d'autre pensée et je n'ai pas cessé de m'y préparer depuis que je suis entré au ministère. Le moment ne tardera pas ; nos canons sont tous fondus aujourd'hui, et bientôt vous aurez l'occasion de vous assurer si notre artillerie transformée n'est pas de beaucoup supérieure à l'artillerie autrichienne. — Vous me faites frémir, en vérité, et, puisque vous êtes en veine de franchise, donnez-moi un conseil d'ami ; dites-moi ce que j'aurai de mieux à faire si vos sinistres prévisions venaient à se réaliser. J'ai deux propriétés. Où devrai-je chercher un refuge? Est-ce dans mon domaine de Bohême ou dans le

château que je possède près de Leipzig? — Si vous voulez m'en croire, répliqua M. de Bismarck, n'allez pas en Bohême, vous y seriez exposée à de terribles aventures ; c'est là, si je ne me trompe, c'est même dans les environs de votre domaine, que nous battons les Autrichiens. Allez tranquillement en Saxe, rien ne se passera du côté de Leipzig, vous y serez à l'abri des événements, et vous n'aurez pas l'ennui des garnisaires, car votre château de Knautheim n'est pas sur une route d'étapes. »

C'est cette confidence, sans doute calculée, à en juger par la gravité de ses conséquences, qui donna sérieusement l'éveil au gouvernement saxon. Elle jetait en effet une vive lumière sur les renseignements militaires recueillis par le comte Hohenthal, et elle ne laissait plus guère de doutes sur les intentions secrètes de la Prusse. Les chancelleries européennes s'en émurent, M. de Bismarck fut interpellé. Un démenti n'eût pas été courtois ; il se tira d'affaire en donnant à l'incident un tour plaisant.

M. de Beust n'en crut pas moins devoir prendre quelques mesures préventives, et la cour de Vienne, sur ses instances, ordonna de son côté quelques

mouvements de troupes. C'est ce qu'on attendait à Berlin. Le prologue de la guerre était trouvé ; on allait pouvoir, avec une presse savamment organisée, ouvrir la campagne sur les armements de façon à rejeter la responsabilité de l'initiative tout entière sur l'Autriche¹. Aussitôt les régiments qu'elle avait concentrés sur ses frontières se transformèrent en divisions, et les divisions en corps d'armée. Chaque jour il devenait plus évident, disait-on, que, si elle armait, c'était moins en vue de la défense que de l'attaque ; on prétendait qu'elle appelait sous les drapeaux les hommes de la réserve, qu'elle avait fait des achats éventuels de chevaux et de grains, et qu'avec soixante bataillons échelonnés sur la frontière, pouvant avec une cavalerie nombreuse se réunir en vingt-quatre heures à l'armée saxonne, elle menaçait déjà Berlin. On en concluait naturellement que la Prusse, qui n'avait encore remué ni un homme ni un canon, allait se trouver malgré elle dans la nécessité de pourvoir à sa défense, et qu'il lui incombait de s'y préparer sous le triple rapport des mesures financières,

1. Frédéric II, à la veille d'envahir la Saxe, ne cessait de parler de noirs complots avec les affirmations les plus énergiques et les colères les plus vives.

des précautions militaires et des combinaisons politiques ¹.

En même temps que M. de Bismarck dénonçait aux cours allemandes les armements de l'Autriche et les mettait en demeure de se prononcer, il élargissait le débat et donnait à ses projets leur véritable caractère en posant la question fédérale. Il ne s'agissait plus des duchés dont la conquête était escomptée, mais bien du programme que M. de Bismarck traçait à ses amis dès 1856 dans ses correspondances de Saint-Pétersbourg.

L'affaire des duchés n'était pas de nature à passionner les masses. Il fallait, pour justifier les sacrifices d'une grande guerre, une question d'un ordre plus élevé touchant aux intérêts généraux et suprêmes de l'Allemagne ². D'après M. de Bis-

1. « M. de Bismarck, a dit M. Vilbort, faisait publier des notes où toutes les dispositions militaires prises à Vienne se trouvaient signalées dans les moindres détails. Des renseignements aussi précis ne pouvaient être fournis que par la trahison. Les notes indiquaient la marche de chaque régiment, de chaque bataillon. On ne pouvait faire ni un pas ni un geste à Vienne sans qu'on en fût immédiatement averti à Berlin. » — *L'Œuvre du comte de Bismarck*.

2. Dépêche du général Govone, 17 mars 1866. — « M. de Bismarck répète qu'il y aurait beaucoup d'inconvénients à faire la guerre pour les duchés de l'Elbe; l'Angleterre la désapprouve, tandis qu'elle ne pourrait faire d'objections sérieuses à une guerre pour la nationalité allemande. »

marck, le désaccord entre les deux grandes puissances tenait moins à leurs prétentions respectives sur les duchés qu'à leur situation au sein de la confédération germanique et aux avantages abusifs qui en ressortaient pour l'Autriche. Il réclamait donc la révision du pacte fédéral en prenant pour base la constitution de 1849, c'est-à-dire un pouvoir central chargé de la direction militaire et de la représentation diplomatique avec une représentation nationale élue par le suffrage universel. C'était un expédient destiné à réduire l'Autriche aux dernières résolutions. Il n'avait plus de ménagements à garder, il était d'accord avec l'Italie, le traité d'alliance allait être signé, et la France restait silencieuse. Aussi disait-il, dans un langage fier et convaincu, à notre ambassadeur, qui le questionnait avec une véritable anxiété sur ses projets : « J'ai déterminé un roi de Prusse à rompre les relations intimes de sa maison avec la maison impériale d'Autriche, à conclure un traité d'alliance avec l'Italie révolutionnaire, à accepter éventuellement des arrangements avec la France impériale, et à proposer à Francfort le remaniement du pacte fédéral avec le concours d'une assemblée populaire. Je suis

fier d'un pareil résultat ; j'ignore s'il me sera permis d'en recueillir les fruits, mais, si le roi m'abandonne, j'aurai préparé le terrain en creusant un abîme entre l'Autriche et la Prusse, et le parti libéral, montant au pouvoir, achèvera la tâche que je m'étais imposée. »

Peu de jours après que le cabinet de Berlin eut placé la controverse sur le terrain fédéral arrivèrent de l'Autriche des propositions de désarmement. Le président du conseil les reçut avec une certaine hauteur, mais il ne jugea pas opportun d'en décliner la discussion. Les renseignements qui lui venaient de Paris et de Florence n'étaient pas précisément de nature à l'encourager dans la politique à outrance. Il aurait voulu nous lier par des arrangements, pour prémunir le roi contre une défaillance et pour lui inspirer au sujet de notre attitude éventuelle une entière sécurité. Mais le gouvernement de l'empereur, tout en l'écoutant avec une attention bienveillante, restait insensible à ses incitations, et il savait que l'idée d'amener le cabinet autrichien à une cession à l'amiable de la Vénétie était loin d'être abandonnée.

Il prit donc acte des déclarations du cabinet

de Vienne en assurant que, de son côté, il n'avait jamais eu la pensée d'entrer le premier dans la voie des mesures agressives. Ce n'était pas la paix assurément, mais du moins c'était l'espoir de voir la discussion se substituer aux menaces. Tandis que l'Allemagne et l'Italie se couvraient de soldats, on vit alors les gouvernements démentir à l'envi leurs armements et protester contre toute pensée d'agression. L'Italie, qui avait déjà plus de 100,000 hommes massés sur ses frontières, déclarait qu'elle ne devancerait pas l'explosion de la guerre en Allemagne ; l'Autriche prétendait qu'elle ne commettrait pas la folie d'attaquer les Italiens ; la Prusse soutenait qu'elle ne songeait qu'à sa défense, et les États moyens, qu'ils ne réunissaient leurs contingents que pour faire respecter la loi fédérale.

En réalité, on n'était prêt d'aucun côté pour une entrée en campagne immédiate, il fallait quelques semaines encore pour ouvrir les hostilités, et « savoir qui le premier mettrait le feu aux poudres¹ ».

1. Dépêche du général Govone. « M. de Bismarck m'a dit : « Il s'agit de savoir maintenant qui mettra le feu aux poudres ; » sera-ce la Prusse ou l'Italie ? »

L'inquiétude se répandait en Europe ; on sentait qu'il se préparait de grands événements. Peu attentive jusqu'alors aux querelles de l'Autriche et de la Prusse, qui semblaient être le fond naturel et constant de l'histoire intérieure de l'Allemagne, la France commençait à s'en préoccuper sérieusement et à redouter un choc militaire dont elle pouvait craindre le contre-coup. Des notes acerbes étaient échangées, des conseils de cabinet, où étaient appelés avec ostentation les personnages les plus considérables, se succédaient à Berlin, à Vienne et à Florence. On parlait de conférences militaires, on disait que l'empereur François-Joseph élaborait des plans de campagne avec l'archiduc Albert et le général Benedeck ; on signalait les reconnaissances faites sur les frontières de Bohême par le général de Moltke et ses officiers d'état-major ; les envoyés italiens, comme à la veille de la guerre de 1859, passaient et repassaient les Alpes, et l'on attribuait aux apparitions fréquentes du prince Napoléon à Turin une importance qu'elles n'avaient pas, s'il faut en croire les révélations rétrospectives du général La Marmora.

Ce qui est certain, c'est que les gouvernements

se reprochaient réciproquement leurs armements et que le monde des affaires, dont l'inquiétude allait croissant, avait fini par céder à de véritables paniques. Les esprits émus s'agitaient au hasard; les transactions étaient suspendues; les désastres financiers se multipliaient. C'était le moment où M. de Bismarck laissait percer sa véritable pensée et montrait que ses visées dépassaient l'annexion litigieuse des duchés de l'Elbe. La concentration de toutes les forces militaires de l'Allemagne sous l'hégémonie de la Prusse, tel paraissait être son véritable programme. Les masques commençaient d'ailleurs à tomber. La Prusse et l'Italie laissaient, par leur attitude de plus en plus menaçante, entrevoir les liens qu'elles avaient contractés. Déjà la présence du général Govone à Berlin avait éveillé les défiances de la diplomatie et donné lieu aux commentaires les plus inquiétants; mais en face d'augustes et de solennelles dénégations, on s'était peu à peu rassuré à Vienne et dans les cours allemandes. Comment aussi aurait-on pu croire qu'un traité était signé depuis le 8 avril, alors que dans les premiers jours de mai le roi de Prusse poussait encore le souci des secrets d'État jusqu'à écrire à une cour amie, celle de Saint-

Pétersbourg, par l'entremise de son aide de camp le colonel de Schweinitz, qu'on l'importunait avec de prétendus arrangements italiens, qu'il n'y en avait pas et qu'il n'existait pas de traités¹?

L'émotion de l'Europe ne fut que plus vive lorsque la vérité se révéla tout entière. On disait avec raison que, sans notre assentiment, cette alliance n'aurait jamais pu se consommer, et que si l'empereur s'y était prêté, c'est qu'il voulait la guerre et poursuivait un remaniement territorial.

Cependant la pensée du souverain restait impénétrable. La presse officieuse se bornait à répéter que la France, avec 600,000 hommes sous la main, jouirait d'autant mieux de son repos et de sa prospérité qu'elle assisterait avec plus d'impassibilité aux luttes de ses voisins: qu'on les laisserait s'affaiblir sans rien risquer, avec le bénéfice

1. Papiers des Tuileries. — Lettre de M. Clermont-Tonnerre, en date de Berlin, le 7 mai 1866.

La Marmora. Florence, 12 juin 1866. — « La reine douairière de Prusse aurait donné à l'empereur d'Autriche l'assurance que le roi, sur sa parole, affirmait qu'il n'existait pas de véritable traité entre la Prusse et l'Italie, et que si les Italiens attaquaient l'Autriche, la Prusse ne serait pas tenue de les secourir. »

assuré des occasions qui pourraient s'offrir. Mais qui pouvait au juste prévoir les développements de la guerre, ses vicissitudes et ses péripéties? Notre liberté d'action ne serait-elle pas compromise au lieu d'être sauvegardée? Ne serions-nous pas forcés d'agir au moment que nous n'aurions ni prévu, ni choisi, sur un terrain qu'il ne dépendrait plus de nous de circonscrire?

Ces craintes se manifestaient ouvertement et se traduisaient en protestations énergiques. Le corps législatif s'en émut à son tour. Il n'avait certes pas le désir de créer des embarras au gouvernement de l'empereur; mais en face des souffrances du commerce et de l'industrie, et de l'atteinte portée à la prospérité générale par la perspective de la guerre, il crut devoir faire un pas de plus dans la voie des libertés nécessaires et empiéter sur le terrain de la politique extérieure. « Il ne faut pas se dissimuler, écrivait M. Nigra le 23 avril au général La Marmora, que la Prusse est en ce moment très-impopulaire en France. Le comte Walewski m'a dit hier qu'il craignait des discussions violentes au corps législatif; les hommes d'affaires, les banquiers, les commerçants, les spéculateurs de tous genres

sont très-hostiles à la guerre... Il en résulte que le gouvernement français se renferme de plus en plus dans l'attitude de neutralité et de liberté d'action qu'il a prise. » Dans une dépêche du 1^{er} mai, il revenait sur les préoccupations que l'opinion publique causait à l'empereur. « Le gouvernement français, disait-il, est préoccupé des interpellations qui seront faites jeudi au corps législatif. Nos armements rendent la situation plus difficile. On exigera de lui une déclaration explicite au sujet de l'attitude qu'il prendra relativement à l'Italie... Telle est la raison pour laquelle il a désapprouvé nos armements immédiats ¹. »

M. Rouher voulut prendre les devants. Il crut écarter les interpellations ou du moins en atténuer les effets en prononçant une courte allocution dont chaque mot était pesé, et dans laquelle il affirmait que la politique de l'empereur avait été constamment pacifique, que partout la France n'avait jamais donné que des conseils de sagesse

1. Dépêche de M. Nigra, 1^{er} mai. « L'empereur en me voyant m'acosta et me dit : « C'était bien la peine de me demander conseil, » pour faire tout le contraire de ce que je conseillais ! » Il me recommanda d'être prudent et de ne rien précipiter. »

et de modération. Il ajoutait que la France resterait neutre, mais qu'elle se réservait toute sa liberté d'action. Parlant de l'Italie, il disait qu'on laisserait à sa charge les risques et les périls de toute agression dirigée contre l'Autriche.

- Le programme du gouvernement de l'empereur se résumait en trois mots : neutralité loyale, politique pacifique, entière liberté d'action, et les intentions dont témoignait ce programme étaient sincères ; il suffit de lire les dépêches italiennes pour s'en convaincre. M. Rouher était pleinement autorisé, par la vérité des choses, à se prévaloir de la modération de notre politique, et à affirmer notre ferme volonté de conserver notre liberté d'action. Mais ces déclarations avaient le
- tort de ne répondre qu'incomplètement aux exigences du sentiment public, et de ne pas indiquer dans quelle mesure nous participerions aux événements. Une neutralité formulée en termes aussi vagues ne pouvait être, comme on le disait alors, qu'un mot servant à couvrir un système inavoué, ou l'absence de tout système.

C'est sous ces impressions que M. Thiers, dans un discours d'une merveilleuse lucidité, prit à partie la politique impériale et la montra en

rupture ouverte avec les traditions qui avaient assuré à la France sa grandeur¹. Il fit une critique amère de la condescendance excessive qu'on avait eue envers l'Italie, flétrit tout ce qui s'était passé en Allemagne, se prononça énergiquement pour la conservation de ce qui restait de l'ordre des choses établi par les traités de Vienne, et somma le gouvernement de l'empereur d'empêcher à tout prix l'alliance italo-prussienne. Le traité était signé depuis le 8 avril. M. Thiers, qui avait tant d'attaches dans la diplomatie, pouvait-il l'ignorer?

Son éloquente protestation en faveur de la paix provoqua au sein du corps législatif une véritable manifestation, et elle eut dans le pays, qui la considérait comme l'expression du patriotisme le plus élevé et le plus éclairé, un énorme retentissement. Dans les sphères gouvernementales, on ne voulut y voir qu'une manœuvre perfide ayant pour but de contrarier et de paralyser l'empereur dans l'exécution de ses desseins. Elle eut pour conséquence immédiate la protestation d'Auxerre contre les traités de 1815 qui ne fit

1. Voir à l'appendice.

que précipiter les événements, et plus tard, par l'action qu'elle avait exercée sur l'opinion publique, elle gêna les résolutions du gouvernement. « La perspective d'agrandissements considérables, écrivait M. Nigra, ne parvient pas à décider l'empereur à entrer en guerre contre le vœu du pays, après les manifestations du corps législatif. »

LES NÉGOCIATIONS RELATIVES AU CONGRÈS.

La réponse de l'empereur au maire d'Auxerre ¹,
que les uns appelaient un coup de canon tiré en
pleine Europe, et que les autres tenaient pour

1. *Moniteur universel* du 7 mai 1866. « Je vois avec bonheur que les souvenirs du premier Empire ne sont pas effacés de votre mémoire. Croyez que, de mon côté, j'ai hérité du sentiment du chef de ma famille pour ces populations énergiques et patriotes qui ont soutenu l'Empire dans la bonne comme dans la mauvaise fortune. J'ai d'ailleurs envers le département de l'Yonne une dette de reconnaissance à acquitter, il a été un des premiers à me donner ses suffrages en 1848; c'est qu'il savait, comme la grande majorité du peuple français, que ses intérêts étaient les miens et que je détestais, comme lui, les traités de 1815 dont on veut faire aujourd'hui l'unique base de notre politique extérieure. Je vous remercie de vos sentiments. Au milieu de vous, je respire à l'aise, car c'est parmi les populations laborieuses des villes et des campagnes que je retrouve le vrai génie de la France. »

une réplique personnelle au discours de M. Thiers, produisit à Berlin des impressions diverses. Cette réponse vint à point nommé fortifier le parti de la guerre et raviver les espérances de la cour, qui se plut à la considérer comme un encouragement formel donné à la politique de M. de Bismarck. On s'en réjouit d'autant plus vivement qu'on avait pu craindre, après les manifestations significatives du corps législatif et en face du langage hostile de nos journaux, que le souverain, sous la pression de l'opinion publique, ne se vît forcé malgré lui de s'inspirer des sentiments pacifiques qui prévalaient dans le pays. Aussi les organes officieux donnaient-ils un libre cours à leur satisfaction. Ils trouvaient que les paroles de l'empereur étaient en parfaite conformité avec ses déclarations antérieures et ses sentiments bien connus. Ils allaient même jusqu'à prétendre que le gouvernement français avait adhéré au programme du cabinet de Berlin, qu'une convention secrète liait les deux cours, et ils n'éprouvaient aucune répugnance à admettre notre participation éventuelle au remaniement des traités de Vienne, qui, disaient-ils, entravaient l'essor de la monarchie prussienne.

Mais en général, les paroles d'Auxerre avaient laissé l'opinion publique inquiète et perplexe ¹. « Que donnerez-vous à la France? » avait dit M. de Benningsen à M. de Bismarck, qui lui exposait les plans ambitieux qu'il poursuivait en Allemagne. C'était en effet la grosse préoccupation du parti national, qui trouvait que la haine que l'empereur portait aux traités de 1815 était une arme à deux tranchants, qu'elle s'appliquait tout aussi bien, sinon davantage, aux frontières assignées à la France par le congrès de Vienne qu'à l'organisation de l'Allemagne.

On se demandait avec angoisse si les garanties invoquées seraient assez fortes pour conjurer le danger d'une intervention étrangère, une fois la lutte engagée, et l'on reprochait au premier ministre de se constituer, en faisant acte de sécession, le promoteur de la guerre civile, en opposition ouverte avec les tendances germaniques. « C'est jouer la fortune de la Prusse, disait-on, sur

1. « On traduit ainsi la phrase d'Auxerre, écrivait M. de Clermont-Tonnerre, notre attaché militaire à Berlin : Battez-vous si vous le voulez absolument, mais je vous préviens à l'avance que vous n'arriverez pas à un arrangement nouveau sans que j'aie fait disparaître tout ce qui froisse depuis cinquante ans le patriotisme de tous les Français. »

un coup de dé. » Aussi les entreprises du gouvernement prussien et les procédés violents et arbitraires qu'il employait pour faire éclater le conflit, étaient-ils jugés sévèrement. On ne mettait pas en doute que, sous le coup d'une défaite, non-seulement M. de Bismarck serait renversé du pouvoir, mais que le roi serait contraint d'abdiquer ¹. « Je sais, disait le ministre, qu'on me déteste en Prusse, en Allemagne, en France, partout, mais la fortune est changeante, et les hommes aussi. »

Ce n'était pas assez d'être porté par la fortune, il fallait encore à M. de Bismarck une âme exceptionnellement trempée pour réussir dans de pareilles conditions. Il lui fallait surtout une confiance sans bornes dans la supériorité de l'armée prussienne. « L'armée est superbe, disait-il à M. Benedetti; à aucune époque elle n'a été plus nombreuse, plus solidement organisée, ni

1. Le roi était assailli par des pétitions et des députations qui lui demandaient le maintien de la paix. On redoutait à Berlin un soulèvement populaire, au premier échec. La *Gazette de Cologne* prêchait la paix à tout prix et demandait le renvoi du premier ministre; à Cologne, on refusait d'accepter les billets de la banque de Prusse; les hommes de la landwehr maltrai taient leurs officiers, et l'on racontait sérieusement que M. de Bismarck avait vendu la rive gauche du Rhin à la France, pour 90 millions de thalers. L'impopularité de la guerre n'avait d'égale que l'impopularité du ministre.

mieux armée, j'ai la confiance qu'elle triomphera de ses ennemis, ou qu'elle remportera du moins des succès assez éclatants pour nous permettre d'obtenir une paix honorable. » Il est de fait que l'armée était prête jusque dans ses plus minutieux détails. Jamais études plus patientes, volonté plus persévérante n'avaient préparé la victoire. M. de Bismarck avait trop compté toutefois sur les paroles d'Auxerre; loin d'effacer l'impression du discours de M. Thiers, elles avaient éveillé en France les plus vives inquiétudes. On comprenait instinctivement que les encouragements donnés au cabinet de Berlin pouvaient amener un changement d'équilibre politique des plus menaçants pour notre sécurité. L'agrandissement de la monarchie prussienne, disait-on, ferait rétrograder la France et l'Allemagne aux plus mauvais jours de leurs anciennes rivalités, et aucune extension de territoire qu'on nous offrirait comme une compensation passagère, ne serait une indemnité et un gage suffisants pour justifier une aussi périlleuse transformation.

Il eût été difficile au gouvernement de rester insensible à des avertissements partant à la fois de la presse et de la tribune, pour lui signaler le danger et montrer tout ce que notre situation

avait d'illogique en face de l'alliance de la Prusse et de l'Italie.

L'empereur sentait bien que sa politique manquait de netteté, mais la France ayant proclamé le principe des nationalités, il ne pouvait pas, sous peine d'inconséquence, s'opposer ouvertement aux aspirations de l'Allemagne bien que le soin de sa sécurité lui imposât le devoir de ne pas laisser absorber dans l'action militaire de la Prusse toute la confédération germanique. Il essaya néanmoins de réagir contre la marche des événements ; inquiet des interpellations annoncées au corps législatif, il avait redoublé d'efforts pour obtenir du cabinet de Vienne la cession amiable de la Vénétie, et un instant il put croire au succès de ses pressantes démarches. Le 4 mai, le lendemain même de la séance de la Chambre, il faisait appeler M. Nigra¹, pour lui annoncer qu'enfin l'Autriche se montrait disposée à céder la Vénétie, à la condition que l'Italie et la France, restant neutres, la laisseraient s'indemniser sur la Prusse par la conquête de la Silésie. La cession de Venise devait être faite à la France, qui la rétrocé-

1. Rapport du chevalier Nigra au prince de Carignan.

derait à l'Italie; il y avait une réserve toutefois: les deux faits de la cession et de la conquête devaient être simultanés, l'une étant la condition *sine qua non* de l'autre. L'empereur ajoutait que la proposition était formelle, et il demandait au ministre du roi Victor-Emmanuel s'il croyait son gouvernement en mesure de se délier des engagements pris avec la Prusse. L'offre était séduisante, mais tardive. Si elle s'était produite quelques jours plus tôt, elle aurait eu bien des chances d'être agréée, car les rapports entre Berlin et Florence étaient alors profondément altérés. Le traité du 8 avril, à peine signé, avait soulevé de graves dissentiments.

L'alliance, limitée à trois mois, était offensive et défensive, et les deux parties s'étaient engagées à se défendre mutuellement si l'une d'elles était attaquée avant l'expiration du délai. Le gouvernement prussien, qui ne prenait conseil que de ses intérêts et de ses convenances, n'en prétendait pas moins, bien que l'Italie se fût toujours refusée à la signature d'un traité générique, que la convention, n'étant pas un acte bilatéral, n'obligeait pas au même degré les deux contractants; il disait s'être réservé sans réciprocité l'initiative des hostilités et ne pas vouloir se laisser entraîner

dans la guerre au gré du cabinet de Florence¹. Il allait même jusqu'à trouver que les armements de l'Italie étaient trop précipités. « Nous ne sommes pas tenus de vous défendre, disait le comte Ussedom au général de La Marmora, car le traité ne prévoit pas une agression de l'Autriche contre l'Italie. » Cette attitude étrange, au moment où l'Italie, inquiétée par les mesures que l'Autriche prenait dans le quadrilatère, invoquait l'assistance de la Prusse, cachait une défaillance. On avait reçu de Paris des appréciations alarmantes sur le sentiment public, et, en prévision d'un revirement dans la politique impériale, on tenait à conserver son entière liberté d'action, tout en maintenant l'Italie dans les liens de l'alliance. « C'est sur nous-mêmes et sur la France, écrivait M. de Barral, qu'il faut compter, bien plus que sur la Prusse. » Le cabinet de Florence aurait donc pu à la rigueur, sans manquer à la

1. On a prétendu que, pour amener le roi à signer le traité, M. de Bismarck n'avait mentionné les mots d'alliance offensive et défensive que dans le titre et non pas dans le corps même de l'acte. On tirait de cette circonstance, qui n'avait rien de fortuit, la conclusion que la cour de Berlin était libre de tous ses mouvements, qu'elle pouvait faire la guerre ou ne pas la faire, en se servant de l'alliance au gré de sa politique, tandis que l'Italie, tenue de répondre à la première sommation, aurait perdu la faculté d'entrer en arrangements sur Venise.

stricte loyauté, se considérer comme dégagé de toute obligation, en s'appuyant sur les déclarations du roi de Prusse. On y songea un instant, car il fut question d'envoyer le général Govone à Paris pour s'entendre avec l'empereur sur l'interprétation qu'il conviendrait de donner au traité ¹. « Il ne dépendrait que de nous, écrivait le général, de nous dégager de la Prusse, il nous suffirait de lui opposer les arguments qu'elle invoque et de recourir aux mêmes subtilités. »

Mais la diplomatie prussienne était vigilante ; le cabinet de Berlin fut avisé sans retard, de tous côtés, des trames qui s'ourdissaient entre Paris et Vienne. « On est extrêmement préoccupé, télégraphiait M. de Barral le 6 mai, des négociations très actives, assure-t-on, qui se poursuivent entre l'Autriche et le cabinet des Tuileries, pour désintéresser l'Italie, et qui seraient allées jusqu'à l'offre de la ligne du Rhin à la France. »

M. de Bismarck s'en ouvrit avec notre ambassadeur en termes émus ; il reconnaissait avec une certaine amertume qu'il ne nous coûterait pas de grands efforts pour déterminer les Italiens, dont

1. Le général Govone vint à Paris, mais il ne conféra qu'avec M. Nigra ; l'empereur refusa de le voir.

il parlait avec dédain, à méconnaître leurs engagements; mais il croyait que, si l'Italie lui refusait son concours, il serait encore temps pour la Prusse, en changeant de ministère, d'entrer en arrangements avec l'Autriche. Il est vrai que quelques jours après il se montrait moins rassuré à cet égard; il était convaincu, plus que jamais, que le but du cabinet de Vienne était de faire payer à la Prusse le sacrifice de ses possessions italiennes, et, sous cette impression, il ajoutait : « Si l'empereur nous abandonne en refusant de se concerter avec nous, et s'il facilite la cession de la Vénétie aux Italiens, il ne restera plus à la Prusse en face de ses adversaires que de désarmer l'Autriche par sa soumission, ou de soutenir une lutte formidable qui assurerait peut-être la prépondérance de la maison de Habsbourg en Allemagne. » M. de Bismarck, malgré cette alternative, n'en restait pas moins résolu : « Si le roi m'écoute, disait-il, nous combattons et nous proclamerons au besoin la constitution allemande de 1849. »

C'est donc de l'attitude du cabinet de Florence qu'allait désormais dépendre le cours des événements.

Abandonnée par l'Italie, il ne restait plus à la

Prusse, malgré l'énergie audacieuse de son premier ministre, qu'à invoquer l'assistance des puissances neutres et à chercher un refuge dans un congrès, et c'est pour se soustraire à cette douloureuse éventualité que M. de Bismarck, avec une entière bonne foi, nous suppliait en quelque sorte de nous entendre avec lui. « Le président du conseil, écrivait le 8 avril 1866 M. Benedetti, me rappelant les ouvertures que M. de Goltz a été chargé de vous faire, a ajouté que le moment était venu pour lui de les renouveler, et, pour nous, de nous expliquer sur les garanties que nous espérions devoir stipuler. Je lui ai répondu que j'étais demeuré étranger à ces pourparlers ¹. »

M. de Bismarck conférait alors journellement avec notre ambassadeur, et, s'il en faut juger par la nature de ses communications, aucune arrière-pensée ne se mêlait à ses épanchements.

L'occasion était bonne, et malheureusement elle ne devait plus se représenter, pour obtenir de la

1. « Il y a six mois, disait M. de Bismarck au général Govone, quand je parlai à l'empereur des événements actuels, il parut satisfait de certaines combinaisons qui convenaient également à la Prusse; maintenant que nous sommes à la veille du dénouement et qu'il y aurait lieu de conclure des conventions plus positives, il se refuse absolument à toute explication. »

Prusse, perplexe et découragée, sinon un traité dont on ne se souciait pas à Paris, du moins des engagements éventuels, sous forme de note, proportionnés aux résultats qu'amènerait la guerre. M. de Bismarck exprimait le regret de ne pouvoir se rendre à Paris ; il aurait voulu, inquiet de nos intentions, conférer avec l'empereur et son ministre et les pressentir avant l'ouverture de la guerre, pour le cas surtout où la Prusse, comme il en manifestait la confiance, remporterait de grands succès. Il s'expliquait librement sur le chapitre des compensations, tout en ne cachant pas que le roi se refuserait à céder du territoire prussien, et que lui-même préférerait disparaître de la scène politique plutôt que de consentir à la revendication de Cologne, de Bonn ou même de Mayence. Mais notre ambassadeur, n'ayant pas d'instructions, ne pouvait accepter la discussion sur ces éventualités, ni même laisser supposer à M. de Bismarck que ses combinaisons eussent quelque chance d'être examinées. Il croyait d'ailleurs que le roi n'était pas encore suffisamment préparé à l'idée de nous faire de véritables sacrifices. « Si j'ai décliné les insinuations du Président du Conseil, écrivait-il, c'est que je crois

qu'il se méprend en présumant Sa Majesté disposée dès à présent à nous faire les sacrifices que nous aurions à lui demander ¹. » Le gouvernement de l'empereur était dûment renseigné; il connaissait les concessions qu'on pouvait nous offrir et celles que nous devons nous abstenir de réclamer. Les dépêches de M. Benedetti ne permettent aucun doute à cet égard. Il y a dans ce refus d'entrer en discussion avec le cabinet de Berlin, qui nous offrait spontanément de débattre et de régler le prix de notre neutralité, une énigme qu'il n'est pas aisé de résoudre, surtout après nos revendications au lendemain de la guerre. Il était difficile, on le reconnaîtra, de poursuivre deux alliances à la fois; mais ce qui ne l'était pas, c'était, en se prêtant à d'aussi grosses complications, de se prémunir des deux côtés sous une forme et dans une mesure quelconque contre les hasards de la guerre et surtout

1. Dépêche de M. Benedetti, 3 avril 1866 : « M. de Bismarck voudrait, en nous liant par des arrangements, rendre au roi, à notre égard, une entière confiance. Mais, à mon sens, il se méprend en présumant que le roi serait dès à présent disposé à nous faire les sacrifices que nous aurions à lui demander. Pour ma part, je ne suppose pas que les circonstances y aient suffisamment préparé Sa Majesté et c'est dans cette conviction que j'ai décliné les insinuations du président du Conseil. »

contre l'ingratitude du vainqueur. On craignait sans doute que la cour de Prusse, mise prématurément en demeure de nous assurer des compensations sur le Rhin, ne reculât et ne préférât, sous l'influence du parti autrichien, s'arranger, à tout prix, avec la cour de Vienne. M. de Bismarck, dans un accès de découragement, n'avait-il pas dit au général Govone « que s'il s'agissait de céder toute la rive gauche du Rhin, ces vastes provinces desangallemand, mieux vaudrait renoncer à tout, même aux duchés de l'Elbe. » Aussi, M. Drouyn de Lhuys préférait-il s'en remettre « à l'extension que prendrait la guerre et aux questions qu'elle soulèverait pour déterminer les éléments d'une entente avec la Prusse ¹ ». Il était convaincu que la France sortirait, par la force des choses, agrandie des événements, et il ne se souciait pas de poser à l'avance des limites à son ambition. « La faute que nous avons commise, a dit M. Benedetti, dans le livre consacré à la défense de sa mission, c'est d'avoir décliné toutes les suggestions du comte de Bismarck, car de deux choses l'une : ou elles étaient de nature à être

1. Lettre de M. Drouyn de Lhuys à M. Benedetti, 31 mars 1866.

agréées, et l'Allemagne n'était plus un danger pour nous, ou elles étaient inacceptables, et la rupture des négociations aurait fait surgir entre les deux gouvernements une défiance qui aurait forcément paralysé les convoitises de la Prusse. »

Bientôt les entretiens du président du conseil avec notre ambassadeur, dans l'origine si fréquents, si expansifs, devinrent plus rares et surtout plus réservés ¹. M. de Bismarck, ayant échoué dans ses tentatives, avait perdu toutes ses illusions. « Des inquiétudes réelles nous viennent de l'attitude de la France, disait-il au général Govone, elle garde le silence vis-à-vis de la Prusse et cependant ses représentants auprès des cours secondaires agissent tous dans le sens de l'Autriche. On dit, il est vrai, que ces agents suivent la politique de M. Drouyn de Lhuys, peut-être même l'exagèrent-ils, et que la politique de l'empereur est différente. Mais il n'est pas tranquillisant pour nous de commencer la guerre avec la menace de 300,000 hommes qui peuvent nous prendre à revers quand nous

1. « Je constate que depuis quelques jours M. de Bismarck affecte une réserve excessive à laquelle il ne m'avait pas habitué. Est-ce bien, comme il me l'a fait entendre, au peu d'empressement que nous aurions mis à entrer en communication avec lui, qu'il faut attribuer ce changement? » — *Dépêche Benedetti*, 22 mai 1866.

serons sérieusement engagés¹. » Toutefois M. de Bismarck restait convaincu que nous ne sortirions pas de notre neutralité², mais il tenait pour démontré que nous avions placé notre enjeu sur la carte adverse et que nous escomptions sur le Rhin les victoires que l'Autriche remporterait en Bohême. Il estimait que nos calculs étaient faux et que nous pourrions bien le regretter un jour.

La Prusse s'était exagéré l'étendue et la portée de notre action à Florence. La condescendance du cabinet italien à l'égard de l'empereur n'allait pas jusqu'à lui « faire lâcher la proie pour l'ombre ». Il était trop avisé pour sacrifier les bénéfices certains qu'il attendait du traité de Berlin à une cession conditionnelle de la Vénétie

1. Dépêche du général Govone, 22 mai 1866.

2. M. de Bismarck disait à M. Benedetti : « Notre confiance en l'empereur est si grande que nous ne laissons pas un soldat sur la rive gauche du Rhin », et M. de Loë, envoyé en courrier à Berlin, confiait à un de ses amis qu'il apportait au roi des assurances qui lui permettraient de dégarnir les provinces rhénanes et de jeter quatre-vingt mille hommes de plus en Bohême. Du reste la quiétude du gouvernement prussien ne se basait pas uniquement sur nos assurances de neutralité. Des notes envoyées par les préfets au ministre de l'intérieur constataient que des agents et des officiers prussiens, la plupart partis de Genève, parcouraient la France en tous sens pour se rendre compte de l'état de l'opinion publique au sujet des affaires allemandes et s'assurer si l'on procédait à des armements. On en signalait même dans le midi, à Toulouse, Marseille et Bordeaux.

basée sur les victoires éventuelles de l'Autriche.

L'Italie d'ailleurs, indépendamment de la question de loyauté, ne se souciait pas d'ajouter un nouveau titre à sa dette de reconnaissance envers nous. Elle préférait la guerre qui s'offrait à elle, dans des conditions exceptionnelles, avec le concours d'une grande puissance militaire et avec une garantie de premier ordre, certaine qu'en cas de revers nous ne permettrions pas à l'Autriche de revenir sur les conséquences de la campagne de 1859. Aussi, M. Nigra, au lieu de céder au désir de l'empereur et d'appuyer ses demandes auprès de son gouvernement, se révoltait à l'idée que l'Italie pût contracter une nouvelle obligation envers nous. « La France, écrivait-il, nous le ferait sentir d'une manière intolérable. » Et il ajoutait, ne s'inspirant que de son patriotisme : « Il ne serait pas de bonne politique de laisser s'accroître l'Autriche au préjudice de la Prusse, alors même que cet arrangement nous assurerait la Vénétie. Le bénéfice de notre victoire sera d'autant plus grand que nous l'aurons obtenu sans l'aide des canons français. »

Il n'est pas aisé de se consacrer à la délivrance des peuples sans porter atteinte à leurs suscep-

●

tibilités et sans se trouver tôt ou tard en opposition avec leurs intérêts. L'empereur devait en faire la pénible expérience. Il avait beau n'intervenir dans les affaires de l'Italie qu'avec le sentiment le plus généreux, uniquement pour lui donner de bons conseils et guider son inexpérience, il n'en froissait pas moins son amour-propre et ses aspirations. Déjà ses intérêts n'étaient plus conformes aux nôtres, notre tutelle commençait à lui peser, elle tenait à s'affirmer, et sa politique, contrairement à nos désirs, lui commandait de ne pas s'aliéner, par une conduite, sinon équivoque, du moins discutable, une puissance dont l'appui était à ménager pour les éventualités de l'avenir.

M. de Bismarck n'eut donc pas grand effort à faire pour déjouer les combinaisons autrichiennes. Il obtint du roi une interprétation plus conforme à l'esprit du traité, c'est-à-dire la promesse de déclarer la guerre à l'Autriche si l'Italie était attaquée¹, et cela lui suffit pour se réconcilier

1. La Marmora. — « Le roi de Prusse écrivit immédiatement après le discours d'Auxerre une lettre chaleureuse destinée à effacer la fâcheuse impression de l'incident du 2 mai et de l'étrange interprétation qu'on avait donnée au traité d'alliance, sous la crainte des interpellations au corps législatif. Il exprimait la conviction que rien ne pourrait briser les liens qui unissaient l'Italie et la Prusse. »

avec le cabinet de Florence et permettre au général de La Marmora de nous démontrer qu'il n'était plus en mesure de rompre l'alliance avec la Prusse et de dénoncer le traité. « L'empereur n'oubliera pas, écrivait-il à M. Nigra pour colorer son refus, qu'il nous a conseillé le traité avec la Prusse ¹. » Ce refus fut le premier symptôme d'émancipation. On le ressentit d'autant plus vivement que déjà on était moins avide de complications.

Il ne restait plus dès lors qu'une seule chance au maintien de la paix, dont l'opinion publique faisait en quelque sorte un devoir au gouvernement de l'empereur, c'était de permettre à l'Italie, on s'en flattait du moins, de recouvrer la liberté de ses mouvements au moyen d'un congrès, en faisant traîner les négociations jusqu'au 8 juillet, délai fixé à l'expiration de l'alliance. « Le vrai motif caché, écrivait le marquis d'Azeglio, c'est de gagner du temps. » Mais il eût fallu qu'à Paris, à Saint-Pétersbourg et à Londres, les intérêts

1. La Marmora. — « Malgré les torts de la Prusse, je pris sa défense pour justifier ma conduite et je me fis pour ainsi dire son avocat à Paris. Mais pour ne pas indisposer l'empereur, je me retranchai derrière l'idée du congrès. »

fussent identiques pour arrêter un programme, et l'imposer au besoin aux futurs belligérants. Le cabinet anglais avait pris l'initiative d'une demande de désarmement; M. Drouyn de Lhuys jugea que la démarche, réduite à ces termes, resterait inefficace. Il pensait qu'il convenait d'aborder les questions de front et de rechercher dans un conseil international les éléments d'une entente.

« La crise présente, disait-il, a trois causes : l'affaire des duchés, la réforme fédérale et la Vénétie. Il importe de régler ces trois difficultés, si l'on veut sincèrement préserver la paix ¹. » La convocation au congrès portait la date du 24 mai; elle ne trouva nulle part un accueil convaincu, car si la situation était la même pour la France, l'Angleterre et la Russie, ces trois puissances n'avaient ni les mêmes intérêts ni les mêmes res-

1. Dépêche de M. Nigra, 11 mai : « Voici quelles sont les idées de l'empereur : union de la Vénétie à l'Italie, de la Silésie à l'Autriche; la Prusse recevrait les duchés de l'Elbe et quelques principautés allemandes qu'elle choisirait elle-même; sur le Rhin on établirait trois ou quatre petits duchés qui relèveraient de la confédération germanique. Les princes allemands dépossédés par la Prusse iraient dans les principautés danubiennes. Il serait question aussi d'assurer à l'Autriche, au lieu de la Silésie, un dédommagement territorial sur le Danube; pour beaucoup d'hommes politiques français, leur ambition se borne à la création d'un royaume neutralisé qui s'étendrait de la Lauter à la Hollande. »

ponsabilités. La Russie, à part une lettre que, sur les instances pressantes des princes allemands, ses parents, et de la reine Olga, sa sœur, l'empereur Alexandre avait écrite dans le courant du mois de mai au roi Guillaume pour lui recommander de prendre conseil de ses sentiments de modération, envisageait avec une indifférence symptomatique les prétentions de la Prusse et l'éventualité d'un conflit. Si, comme la France, elle se renfermait dans une neutralité attentive, ce n'était pas assurément pour veiller au maintien du traité de Paris : il était à ses yeux pour le moins aussi dépourvu d'existence que l'étaient à notre dire les traités de 1815, et elle ne pouvait voir qu'avec satisfaction les événements suivre leur cours en Allemagne, et soulever des complications générales. L'Angleterre n'avait pour l'Italie que des sympathies platoniques, et, tant qu'on ne toucherait pas au royaume belge, elle n'avait pas de motifs suffisants pour engager sa politique, et se lier, contrairement à l'esprit de sa constitution, à des combinaisons futures¹.

1. Dépêche du marquis d'Azeglio, Londres, 11 mai 1866. « L'Angleterre accepte en principe, mais refuse catégoriquement de s'engager à imposer des décisions, autrement que par la persuasion. »

Quant à l'Autriche, le congrès ne pouvait avoir pour elle qu'une signification, le sacrifice de sa province italienne. C'était une idée incompatible avec sa dignité souveraine, bien qu'elle eût une portée pratique indiscutable, car elle devait lui permettre de retourner toutes ses forces contre la Prusse. Mais exiger d'elle une de ses provinces, en pleine paix, uniquement parce que l'Italie en avait besoin pour l'accomplissement de son unité, c'était lui demander un acte de suicide. L'Italie était évidemment la puissance qui pouvait accepter le congrès avec le plus de philosophie, la cession de la Vénétie étant marquée à l'avance comme une des solutions essentielles. « Vous pouvez être certain, écrivait M. Nigra, que si le congrès a un résultat, ce sera celui de la cession de la Vénétie¹. »

Il n'en était pas de même pour le cabinet de Berlin ; la réforme fédérale et les duchés de l'Elbe figuraient, il est vrai, au programme, mais il ne pouvait se faire d'illusions ; il savait que l'Autriche n'abdiquerait pas en Allemagne, et que s'il devait obtenir l'incorporation du Slesvig et du Holstein,

1. Dépêche de M. Nigra, 31 mai 1866.

ce ne serait pas sans sacrifices. Aussi aurait-il voulu échanger préalablement des explications avec le gouvernement de l'empereur, afin de concerter une conduite commune pendant les délibérations, ou leur action au cas où elles resteraient sans résultat. Adhérer au congrès, c'était pour M. de Bismarck démentir toutes les espérances qu'il avait autorisées. Il soupçonnait nos intentions; il nous accusait secrètement de préparer sa défaite, de vouloir l'acculer dans une impasse et le forcer, en sortant des conférences, éconduit et mortifié, à implorer notre alliance et à la préparer au gré de nos convoitises. Il n'en accepta pas moins notre invitation, tout en nous représentant avec humeur que la Prusse était de toutes les puissances celle à laquelle nous mesurions notre confiance avec le plus de parcimonie.

Rien de plus instructif et de plus attachant que la lecture des dépêches qui s'échangeaient à ce moment entre Paris, Florence et Berlin. Elles forment un véritable drame plein de ruses et d'équivoques, de craintes et d'espérances; l'heure des déceptions n'a pas encore sonné, mais elle ne tardera pas, et alors Paris, qui est encore le centre vers lequel tout converge, sera délaissé; il ne

sera plus ni interrogé, ni consulté, ni sollicité, et, au lieu de conseils et d'ordres, il n'en partira plus que des plaintes et des récriminations.

Ce qui frappe dans ces correspondances si dramatiques, écrites au jour le jour, c'est qu'on y rencontre à chaque page le nom de l'empereur, celui de Victor-Emmanuel ne s'y trouve jamais, bien que ce souverain ne reste pas étranger aux affaires de son pays et qu'il ait hérité de toutes les qualités de la maison de Savoie; quant au nom du roi de Prusse, il n'apparaît que lorsque M. de Bismarck, pour les besoins de sa politique, se croit obligé d'invoquer un obstacle insurmontable. C'est à peine si, à de rares intervalles, on entrevoit le ministre français; mais l'empereur est toujours en scène. Il est entouré, questionné, circonvenu par des diplomates insinuants qui protestent de leur dévouement à sa personne et de leur sympathie pour la France, mais qui n'ont en réalité qu'un souci, celui d'obtenir le sacrifice de nos intérêts à l'ambition de leur politique.

Le général de La Marmora ne peut s'empêcher de s'émouvoir à ce souvenir, et dans une page attendrie, se rappelant les injustices et les « fureurs » dont l'empereur fut l'objet en Italie,

après Villafranca, il s'écrie : « On ne connaîtra probablement jamais, et je ne veux pas m'y arrêter, les propositions, les cajoleries et les offres avec lesquelles les ministres d'Autriche et de Prusse montaient chaque jour les escaliers des Tuileries. Que n'offraient-ils pas ! Ce qu'ils avaient et surtout ce qu'ils espéraient prendre, au mépris des préceptes de La Fontaine, que l'empereur dut leur rappeler plus d'une fois pour maîtriser les élans de leur générosité. »

A la fin du mois de mai, toutes les adhésions étaient arrivées à Paris. Le cabinet de Vienne seul n'avait pas donné de réponse explicite. L'ouverture du congrès était fixée au 12 juin. M. de Bismarck protesta contre un délai aussi éloigné. Il trouvait que chaque jour changeait la situation militaire au préjudice de la Prusse et il donnait à entendre qu'il serait difficile au gouvernement du roi d'accepter des ajournements tout à l'avantage de ses adversaires. Il ajoutait que les généraux s'irritaient des lenteurs de la diplomatie, qu'ils déclaraient ne plus répondre du succès de la campagne si l'on devait permettre à l'Autriche et à ses alliés de compléter leurs armements et d'obtenir la supériorité numérique.

Le congrès était pour lui une redoutable épreuve; il essayait par tous les moyens de s'y soustraire. Il sentait qu'il suffirait d'une sage inspiration du cabinet de Vienne pour renverser ses calculs ¹. En cédant aux instances de l'empereur, l'Autriche se rapprochait de la France, déchirait le traité italien; elle se conciliait les sympathies de l'Europe, ébranlait les résolutions de la cour de Prusse et rendait imminente la chute d'un ministre impopulaire, réduit au rôle d'agresseur. Mais il était dit que la fortune si souvent changeante resterait fidèle à l'audace et à la violence. Le 4 juin, l'ambassadeur de France conférait avec le président du conseil sur les chances de la paix; on parlait des perplexités de la cour de Vienne et le ministre semblait craindre qu'elle n'adhérât au congrès à la dernière heure, lorsqu'on vint apporter une dépêche télégraphique. C'était la dépêche annonçant que les trois puissances renonçaient à la conférence, l'Autriche ayant subordonné sa participation à la double

1. Dépêche de M. Benedetti, 29 mai. « Le congrès et la paix renverseraient tous ses projets au moment où il se croit à la veille de les réaliser. Il est persuadé que devant les puissances réunies en conférence, sa politique ambitieuse serait tenue en échec et réduite à abdiquer. »

condition qu'on n'y débattrait aucune question territoriale et que les puissances renonceraient d'avance à tout agrandissement. « *Vive le roi!* » s'écria M. de Bismarck à pleins poumons. C'est la guerre », ajouta-t-il en laissant déborder sa joie.

C'était la guerre en effet que de rejeter le programme de la conférence et de convoquer les états du Holstein en violation du traité de Vienne et de la convention de Gastein, et c'était précipiter les hostilités que de déférer à la diète le règlement de la question des duchés. Le 7 juin, le *Moniteur* français annonçait que les négociations étaient rompues. On allait être à la merci des faits après cet avortement des efforts tardifs de la diplomatie.

Ces graves résolutions avaient été prises le 1^{er} juin, sous l'influence du parti militaire, dans un grand conseil présidé par l'empereur François-Joseph ¹. « Vous voulez que nous cédions la Vé-

1. L'Autriche se trouvait alors dans une situation intérieure des plus critiques, dont les gouvernements étrangers, et la France en particulier, ne se rendaient pas un compte exact. M. de Bismarck, qui avait la main dans les agitations hongroises, seul pouvait en mesurer toute la gravité. La propagande des nationalités s'était ravivée depuis la campagne malheureuse de 1859 et l'on passait d'un système gouvernemental à un autre, sans parvenir à concilier l'antagonisme de plus en plus inquiétant des

nétié, disait inopinément M. de Mensdorf qu'on croyait résigné au congrès ? mais à quel prix ? A prix d'or ? C'est un marché honteux. Pour une compensation territoriale ? Où la prendre ? dans des provinces à demi barbares ? C'est m'affaiblir. En Silésie ? Je ne m'en soucie que si je la conquiers ; il me faut une victoire même pour consentir à un échange. Vous invoquez un droit que je ne reconnais pas, le droit nouveau des nationalités ; je lui oppose le droit des traités et je le défendrai les armes à la main. »

Et il ajoutait : « Ce que nous désirons avant tout, c'est que chacun garde ce qui lui appartient légitimement... Si des remaniements territoriaux à la suite d'une guerre devaient s'effectuer à son avantage, alors seulement l'Autriche, sans froisser les sentiments de son armée, pourrait consentir à la cession de l'une de ses anciennes provinces. Cette concession, elle ne saurait la faire à des menaces. »

provinces. On en était arrivé à la phase des résolutions héroïques et à ne plus voir de salut que dans la guerre. On se flattait qu'elle rallierait sous l'autorité de l'empereur les éléments divers de la monarchie, et qu'une victoire permettrait de s'assurer le concours et les sympathies de la France par le sacrifice de Venise fait dans des conditions à la fois honorables et avantageuses.

On eût dit que les adversaires de M. de Bismarck s'étaient donné le mot pour écarter eux-mêmes les obstacles qui pouvaient arrêter son audace et sa fortune. La réponse déclinatoire du cabinet de Vienne non-seulement consolidait sa position près du roi, mais elle lui permettait de rejeter sur le gouvernement autrichien la responsabilité de la guerre. On touchait à la fin du prologue ; encore quelques jours, et l'Autriche mal inspirée, avec des états-majors irrésolus et imprévoyants, devait se jeter tête baissée dans les pièges qui lui étaient tendus, sans attendre la mobilisation de ses alliés du sud et sans avoir voulu céder à nos instances en désintéressant l'Italie. M. de Bismarck était parvenu, comme le *torero*, à exaspérer froidement et implacablement son ennemi et à le forcer à se jeter sur son épée.

Tout le monde à Paris avait cru à la conférence ; le gouvernement la mettait si peu en doute, que, le 4 juin, à Montereau, dans une fête agricole, M. Drouyn de Lhuys, inspiré par le désir sincère de sauver la paix, annonçait d'une manière affirmative l'adhésion de l'Autriche et buvait à l'heureuse issue du congrès. L'empereur, qui vou-

lait la paix à tout prix ¹, partageait la confiance de son ministre. « Sa Majesté, écrivait M. Nigra, m'a dit à différentes reprises qu'elle attendait une réponse affirmative du cabinet de Vienne et M. de Gramont, qui se trouve à Paris, m'affirme que l'Autriche ne cherche qu'un moyen de se débarrasser de la Vénétie et qu'elle acceptera le congrès. »

Surpris et déconcerté par le refus du gouvernement autrichien, le cabinet des Tuileries ne songea plus qu'à se précautionner contre les éventualités de la guerre; mais, convaincu de la supériorité des armées autrichiennes, au lieu de se couvrir des deux côtés, il ne se préoccupa que de Venise et du sort de l'Italie.

Tout nous conviait cependant à exiger des garanties en retour de notre neutralité; la Prusse n'aurait pu s'y refuser, car si elle n'avait pas été assurée des dispositions de la France, elle aurait dû garder ses frontières occidentales. Notre neutralité équivalait pour elle à la disponibilité d'une armée.

1. Dépêche de M. de Barral, Berlin, 29 mai 1866. « M. de Bismarck soucieux m'a dit, avec un accent de profond mécontentement, que l'empereur voulait maintenant la paix. »

Dépêche de M. Nigra, 31 mai : « L'empereur m'a dit sérieusement qu'il préférerait une solution pacifique. »

Cette imprévoyance, involontaire ou préméditée, a été sans contredit de toutes nos fautes la plus irrémédiable. Ce n'était pas qu'on fût exempt d'inquiétude; on avait bien le sentiment du péril, mais, au lieu de l'envisager virilement et d'admettre toutes les hypothèses, la défaite de l'Autriche aussi bien que celle de la Prusse, on ne sut prendre aucun parti.

M. Drouyn de Lhuys jugea nécessaire néanmoins de faire renouveler à la Prusse les déclarations qu'elle nous avait faites en toutes circonstances, sur la politique qu'elle poursuivait en Allemagne. M. de Bismarck exposa longuement ses vues de façon à nous démontrer qu'il ne poursuivait aucun plan dont la France aurait à s'alarmer. Ses projets se réduisaient à un parlement économique, à deux armées placées, l'une sous le commandement de la Prusse, l'autre sous celui de la Bavière, — « et à l'expulsion de l'Autriche de la Confédération ». Cette dernière prétention constituait un nouveau programme dépassant singulièrement les combinaisons qu'il nous développait tant qu'il ne s'était pas assuré l'alliance italienne et tant qu'il put craindre la cession de Venise: Il ajoutait qu'il ne songeait

nullement à des remaniements territoriaux, bien que, dans le traité conclu avec le cabinet de Florence, il eût stipulé une compensation équivalente à la Vénétie. Comment la France aurait-elle pu s'inquiéter en face de pareilles assurances !

Après des oscillations dont il serait difficile de suivre les mouvements, on crut avoir fait tout ce que comportaient les circonstances, en s'assurant en tout état de cause la cession de la Vénétie. Les divergences d'opinion s'accroissaient d'ailleurs de plus en plus dans les conseils de l'empereur ; deux politiques se trouvaient en présence : celle de M. Drouyn de Lhuys, qui penchait vers l'Autriche, et celle du prince Napoléon, qui inclinait vers la Prusse. Quant à l'empereur, tiraillé en tous sens et paralysé par l'opinion publique, que le discours de M. Thiers avait soulevée contre la Prusse, il laissait les événements suivre leur cours, s'en remettant à son autorité morale pour les diriger. La guerre allait éclater, et il croyait encore que tout n'était pas irrévocablement décidé à Berlin ; il se figurait que le roi était en proie aux plus cruelles perplexités, et que M. de Bismarck n'était plus maître de son souverain, tandis que tous les deux s'employaient à préci-

piter le dénouement ¹. Que le roi ait eu des hésitations, on n'en saurait douter. Quelles n'eussent pas été les conséquences d'un échec ! En cas de revers, ne risquait-il pas l'existence de la monarchie, d'une monarchie d'autant plus facile à démembrer qu'elle n'était faite que de pièces rapportées ? Mais ses défaillances n'ont pas été aussi grandes qu'on l'a prétendu. N'était-il pas avantageux de laisser, en cas de mauvaises conjonctures, une porte ouverte pour renouer avec l'Autriche, et n'était-ce pas une tactique habile de faire craindre à la France, si désireuse de complications, que le roi, si on l'inquiétait ou si on lui demandait des sacrifices de territoire, ne se décidât à se réconcilier avec la cour de Vienne ? J'ajouterai qu'il était de bonne politique, en engageant une partie aussi redoutable, de laisser autant que possible au ministre dirigeant la responsabilité de la guerre, et d'avoir tout prêt, en cas de désastre, un bouc émissaire assumant les

1. « Croyez-vous sérieusement, écrivait le prince Napoléon à la reine des Pays-Bas, que la Prusse et l'Autriche se brouillent ? Je crois bien que Bismarck le veut ; mais que représente le ministre ! — quelle force a-t-il ? Détesté par les libéraux, peu soutenu par le parti de la Croix auquel les officiers de l'armée appartiennent, il sera lâché par le roi, qui aura peur ; je ne crois donc pas qu'il faille faire fond sur M. de Bismarck. »

fautes commises et payant pour tout le monde. « En 1804, a dit M. Thiers dans son *Histoire de l'Empire*, la Prusse avait un roi fort jeune, fort sage, qui mettait beaucoup de prix à passer pour honnête, qui l'était en effet, et qui aimait infiniment les acquisitions de territoire... On possédait un singulier moyen de tout expliquer d'une manière honorable : les actes équivoques étaient attribués à M. d'Haugwitz, qui se laissait immoler de bonne grâce à la réputation de son roi. »

En appelant M. de Bismarck, qui était un bien autre homme que M. d'Haugwitz, pour lui confier la direction de sa politique extérieure, le roi n'ignorait ni ses vues, ni la nature de son caractère. Il savait qu'il était partisan résolu de la réforme militaire, adversaire déclaré des institutions fédérales, et que tout son programme tendait à expulser l'Autriche de l'Allemagne. Il le connaissait pour un patriote ardent, rempli d'admiration pour la politique du grand Frédéric, dont il s'était assimilé la pensée et les procédés, et il était convaincu que cette politique, qu'il résumait en deux formules : l'Autriche sans la France d'abord, la France ensuite sans l'Autriche, pratiquée avec suite et persévérance, pro-

duirait tous ses effets¹. Il ne l'appela qu'en plein conflit parlementaire, lorsque sa tâche était assez avancée pour permettre à la diplomatie de commencer son œuvre, lente et tortueuse, parallèlement avec celle de ses généraux. « Il lui fallait alors, comme l'a dit M. V. Cherbuliez dans les belles pages, parfois prophétiques, qu'il a consacrées à l'Allemagne nouvelle, un de ces hommes indispensables qui, suivant l'expression de Gil Blas, possèdent l'outil universel. » Il lui fallait un ministre assez habile pour créer l'occasion et assez audacieux pour ne se laisser arrêter ni par les prétentions des partis, ni par les liens qui unissent entre elles les cours d'Allemagne. M. de Bismarck fut cet homme. Il mit au service de son maître toutes les ressources de son esprit et son indomptable énergie pour amener la guerre et l'imposer à l'opinion publique. Sa diplomatie sut préparer des alliances et neutraliser les gouvernements les plus intéressés à

1. La pensée d'une guerre avec la France dès cette époque s'imposait tellement à la politique de la Prusse qu'au moment de partir pour la campagne de Bohême, le roi disait à un attaché militaire allemand: « Nous nous faisons la guerre maintenant, mais soyez sans crainte, nous nous réconcilierons pour faire plus tard une autre guerre en commun. » (*Papiers des Tuileries*, Clermont Tonnerre.)

combattre son ambition. Il réussit enfin, par les manœuvres les plus savantes, à faire tomber l'Autriche dans les pièges qu'il lui tendait. Mais l'ambition du roi mit à sa disposition les éléments essentiels et indispensables au succès, une grande et vaillante armée qu'il avait réorganisée en lutte ouverte avec le sentiment du pays, et dont M. de Moltke était le chef d'état-major général. Il ne marchanda pas sa confiance à son ministre, il ne prit aucun ombrage de ses propos et de ses agissements, et s'il eut des défaillances, elles furent plus apparentes que réelles. « Le dernier venu, me disait un diplomate prussien, a toujours raison auprès du roi ; mais ce dernier venu est toujours M. de Bismarck. »

On peut dire que, si le roi Guillaume est arrivé à réaliser le rêve de sa vie, la reconstitution de l'empire germanique, ce n'est qu'au prix d'un labeur incessant, sacrifiant ses fantaisies, ses plaisirs et jusqu'à son amour-propre au bien de l'État, dont il se considérait comme le premier fonctionnaire, ne ménageant pas sa personne, toujours en mouvement, surveillant l'armée, contrôlant sa diplomatie, et s'appliquant à faire oublier l'égoïsme et les équivoques de sa politique

par le charme de sa personne et la bienveillance de son accueil¹. En tout cas, on chercherait vainement dans l'histoire un ministre et un souverain se complétant aussi merveilleusement; il n'y a pas, que je sache, d'exemple de deux volontés et de deux ambitions identifiées à ce point. Sully s'efface devant Henri IV, pour lui laisser tout l'honneur de sa grande politique, et Louis XIII disparaît devant Richelieu, tandis qu'on sera toujours embarrassé pour déterminer et pour préciser la part exacte qui revient au roi Guillaume et à son ministre dans l'œuvre qu'ils ont accomplie en commun.

1. *Dépêche de M. Rothan*. Francfort 24 juillet 1867. — « Le roi de Prusse vient d'arriver à Ems. Il a l'habitude, lorsqu'il s'éloigne de sa capitale, d'emmener avec lui une partie de son cabinet militaire et de son cabinet politique. Il tient aussi à s'entourer, dans les stations thermales qu'il fait si volontiers, de ses agents à l'étranger. C'est en causant avec eux et en les mettant à leur aise qu'il cherche à se renseigner, mieux encore que par les dépêches qu'ils envoient à son ministre et par les rapports qu'ils lui adressent directement, sur l'opinion des pays où ils résident et sur les sentiments des cours auprès desquelles ils sont accrédités. C'est chez lui un précepte d'État de se consacrer en quelque sorte exclusivement, sans permettre à son activité de s'éparpiller, aux soins de sa politique extérieure et à l'organisation de son armée. Aussi, tient-il sa diplomatie et ses généraux constamment en haleine, et le voit-on arriver à l'improviste, sans appareil officiel, accompagné d'un seul aide de camp, voyageant dans un compartiment de première classe, dans les centres militaires, pour s'assurer par lui-même de la bonne tenue de ses régiments et du bon état de ses arsenaux. »

Le caractère et la volonté du roi eurent à subir de rudes épreuves pendant les semaines qui précédèrent la guerre. Sa correspondance de Paris lui donnait sur tous les sujets les plus vives inquiétudes. Son ambassadeur lui signalait les efforts continus tentés par les adversaires de la Prusse pour déterminer l'Autriche à s'entendre avec l'Italie, et il modifiait d'heure en heure ses impressions touchant les dispositions personnelles de l'empereur, de telle façon qu'il ne savait plus que penser de la valeur et de l'exactitude des informations qu'il recevait.

III

LE MANIFESTE DU 13 JUIN.

Déjà le général Manteuffel avait reçu ses dernières instructions. Il devait, au premier signal, entrer dans le Holstein, procéder à la dispersion des états et à l'arrestation du commissaire autrichien. C'est au moment où partaient ces ordres que M. de Bismarck, dans la presse et dans ses circulaires, protestait contre toute pensée de faire valoir par la force ses prétentions sur les duchés, et, prenant l'Europe à témoin, lui demandait de quel côté étaient l'esprit de conciliation et l'amour de la paix ! En même temps, suivant un procédé renouvelé du grand Frédéric, et dont plus tard nous devons être à notre tour les victimes,

le moniteur prussien accablait l'Autriche, en révélant les causes secrètes de la convention de Gastein ¹.

Il ne restait plus, pour provoquer l'ouverture des hostilités, qu'à transmettre au général de Mansteuffel l'ordre d'entrer dans le Holstein, lorsque le prince de Saxe-Cobourg, qui voulait à tout prix empêcher la guerre, arriva à Berlin avec la preuve qu'un traité venait d'être signé entre l'empereur Napoléon et l'empereur François-Joseph assurant la Vénétie à la France et la Silésie à l'Autriche. Il disait qu'une lettre du comte de Mensdorff, dont il avait eu connaissance, ne pouvait laisser aucun doute sur cette entente si menaçante pour la Prusse. On peut admettre qu'ému de cette révélation, qui venait confirmer d'une manière aussi précise les renseignements inquiétants qu'il recevait de tous côtés, M. de Bismarck eut aussi ses angoisses patriotiques. Non content

1. Le *Staats Anzeiger* du 6 juin contenait la convention secrète signée le 16 janvier 1864, par laquelle l'Autriche et la Prusse s'engageaient à ne fixer que d'un commun accord, en dehors de la diète germanique, le sort futur des duchés et la question de succession. Le journal officiel démontrait, en face de cette révélation, que l'Autriche ne respectait aucun de ses engagements et que par là elle provoquait une rupture dont elle assumait toute la responsabilité.

de spéculer sur les désastres de la Prusse, le cabinet des Tuileries les préparait en quelque sorte en lui enlevant l'alliée qui était sa garantie la plus précieuse vis-à-vis de la France et dont la défection permettrait à l'Autriche de jeter toutes ses forces en Bohême.

On négociait, en effet, entre Vienne et Paris. Le duc de Gramont, après avoir conféré avec l'empereur et M. Drouyn de Lhuys, était reparti précipitamment pour son poste, le 4 juin, chargé, disait-on, de propositions formelles. Mais de quelle nature étaient ces propositions? C'est ce que le comte de Goltz et le chevalier Nigra cherchaient à savoir par tous les moyens, mettant en mouvement les nombreuses influences dont ils disposaient pour contrecarrer l'action autrichienne qui, à ce moment, paraissait prépondérante.

Les esprits n'étaient pas moins émus à Florence qu'à Berlin. Le roi Victor-Emmanuel, inquiet et froissé du silence où l'on se renfermait à son égard, se plaignait au prince Napoléon de voir les affaires de l'Italie traitées en dehors de lui sans qu'il en fût informé, et le prince se rendait aux Tuileries l'interprète véhément de ses

doléances ¹. — « Le langage des personnes influentes de votre gouvernement, écrivait-il à l'empereur, n'est pas fait pour rassurer l'Italie, étant tout à fait favorable à l'Autriche. M. de Goltz m'en a parlé hier au soir. Le roi d'Italie, ne sachant rien, doit craindre que la France ne veuille lui faire abandonner l'alliance prussienne pour un mirage vénitien, garanti par rien; votre silence sur la réponse de l'Autriche surtout l'inquiète. Je ne puis l'éclairer, ne sachant rien moi-même sur cette réponse. Je le lui ai écrit en transmettant textuellement la réponse confidentielle de Votre Majesté, qui en contient pas un mot de ce qu'elle traite sur l'Italie à Vienne. Nigra écrit au général de La Marmora qu'il est dans la même ignorance. Ces ténèbres ne peuvent qu'agiter le gouvernement italien et avoir de graves conséquences. »

La lettre du prince Napoléon est datée du 12 juin. Est-il besoin de le dire? l'empereur ne nourrissait pas les noirs desseins qu'on lui prêtait à Berlin et à Florence, et que lui reprochait le prince Napoléon. Il ne songeait nullement à

¹, Papiers des Tuileries.

se départir de sa neutralité et à poursuivre une alliance offensive et défensive, dans la pensée de consommer la ruine de la Prusse. Il n'avait en vue que la délivrance de Venise, qui lui était garantie par le traité de Berlin et qui pouvait être compromise par les victoires autrichiennes. Le traité secret que le duc de Saxe-Cobourg était venu révéler à la cour de Prusse comme devant procurer à l'Autriche, aussitôt les hostilités ouvertes, en échange de toute la rive gauche du Rhin, le concours d'une armée française de 300,000 hommes, se réduisait en réalité à une simple convention de neutralité.

Le gouvernement français prenait l'engagement vis-à-vis du gouvernement autrichien de conserver une neutralité absolue et de faire tous ses efforts pour maintenir le gouvernement italien dans la même attitude. L'Autriche s'engageait à respecter dans toutes les éventualités le *statu quo ante bellum* en Italie. Elle consentait à la rétrocession de la Vénétie, quels que fussent être les résultats de la guerre. Elle renonçait en outre à l'établissement d'une hégémonie qui aurait placé l'Allemagne sous une même autorité et elle s'engageait à n'opérer aucun remaniement territorial qui

serait de nature à déranger l'équilibre en Europe, sans l'assentiment de la France. C'étaient, au demeurant, les propositions du mois de mai, moins la clause qui faisait dépendre la cession de Venise de la conquête de la Silésie, et sans la participation de l'Italie, qui conservait toute sa liberté d'action. L'empereur n'avait pris d'engagement que pour lui-même. Il devait, en rétrocedant la province autrichienne à l'Italie, stipuler : 1° le maintien de la souveraineté temporelle du Pape et l'inviolabilité du territoire encore soumis à son autorité, sans préjudice des réserves faites en faveur des droits du Saint-Siège ¹; 2° la reconnaissance et l'inviolabilité des nouvelles frontières de l'Autriche du côté de l'Italie; 3° une indemnité pour les forteresses de la Vénétie et les dépenses que le gouvernement autrichien aurait à faire pour assurer la sécurité de ses nouvelles frontières; 4° l'engagement de l'Italie à prendre à sa charge

1. C'est cette clause qui fit échouer en 1869 la mission du général de Ménabrea. Le gouvernement italien demandait comme condition *sine qua non* d'une alliance offensive et défensive la faculté d'occuper et de s'incorporer tout le territoire pontifical, sauf Rome et ses environs immédiats. L'empereur s'y refusa et le comte de Ménabrea lui dit en partant : « Puisse Votre Majesté ne pas regretter un jour les quatre cent mille baïonnettes que j'étais venu mettre à sa disposition ».

une part de la dette publique de l'empire d'Autriche au *prorata* de la population vénitienne ; 5^o des clauses restrictives au port de Venise pour l'empêcher de devenir une menace pour les côtes autrichiennes. L'empereur s'engageait, enfin, à laisser les populations maîtresses de leurs mouvements, s'il devait se produire un jour dans la péninsule une réaction contre l'unité italienne, et l'Autriche se réservait, en cas de remaniements territoriaux, le droit de réclamer pour les princes dépossédés de la maison impériale des compensations partout ailleurs qu'en Italie. Le traité paraphé le 9 avait été signé le 12 juin.

Telles étaient les conditions que nous avions stipulées comme prix de notre neutralité, et qui, débattues et acceptées en temps utile, n'eussent pas manqué de changer le cours des événements.

On a dit que, si l'empereur avait voulu renoncer à la vaine gloriole de rétrocéder Venise à l'Italie et laisser aux populations le soin de se prononcer, le cabinet de Florence se serait volontiers désintéressé de la lutte. Rien n'est moins certain, malgré les hésitations, plus apparentes que réelles, manifestées par le général de La Marmora. Le gouvernement italien avait à compter avec l'em-

pereur, il n'eût pas été sage de le heurter de front. Mais convaincu que l'Autriche ne consentirait jamais à substituer à la rétrocession le principe du suffrage universel, il pouvait sans craindre d'être pris au mot nous donner des marques de son bon vouloir. Au fond il voulait la guerre. Que risquait-il ? Prémuni contre toutes les mauvaises chances, il avait tout intérêt à refuser une transaction onéreuse pour son trésor et fâcheuse pour l'honneur de sa politique. Aussi était-il de l'avis de M. de Bismarck, qui disait un jour au général Govone : « Ce serait une duperie d'accepter de telles propositions ; ce serait fournir à l'Autriche l'argent qu'elle emploierait à reprendre la Vénétie et la Lombardie ; mieux vaut l'employer à la guerre, avec la Prusse comme alliée. »

Le prince Napoléon, à ce moment, ne se bornait pas à critiquer les tendances autrichiennes de notre politique extérieure et à prêter au cabinet de Vienne les arrière-pensées les plus perfides ; il exerçait toute son influence sur l'empereur pour l'entraîner vers le cabinet de Berlin et lui faire accepter l'idée d'une triple alliance avec la Prusse et l'Italie. M. Nigra s'associait à

ces démarches, que M. de Goltz, qui exploitait avec une rare habileté les divisions de la cour, encourageait sous main. « Une dernière tentative fut faite, nous dit M. Nigra dans son rapport au prince de Carignan, d'accord avec le prince Napoléon, pour décider l'empereur à conclure d'ores et déjà une triple alliance contre l'Autriche. »

C'est cette tentative que M. de Bismarck incriminait dans sa circulaire de 1870. « Avant la guerre, disait-il, des parents de l'empereur sont venus me proposer une série de transactions ayant pour objet des agrandissements réciproques. Il s'agissait tantôt du Luxembourg, des frontières de 1814 avec Landau et Saarbruck, tantôt de projets plus étendus, embrassant même la Suisse française et le Piémont, où il était question de tracer la ligne frontière des deux langues. Ces demandes se traduisirent sous la forme d'un projet d'alliance offensive et défensive dont les points principaux étaient résumés dans un sommaire qui est resté entre mes mains ¹. »

1. Circulaire prussienne du 29 juillet 1870.

1° En cas de congrès, poursuivre d'abord la réunion de la Vénétie à l'Italie et l'annexion des duchés à la Prusse.

Nous savons aujourd'hui à quoi nous en tenir sur les propositions aventureuses dont le gouvernement de l'empereur aurait obsédé le cabinet de Berlin. M. Nigra, avec une franchise qui l'honore, a revendiqué, pour lui et pour le prince Napoléon, l'initiative et la responsabilité de ces pourparlers confidentiels que le comte de Goltz, tout autorise à le croire, inspirait et encourageait secrètement. Le prince Napoléon, en conseillant à l'empereur, qui avait proclamé la neutralité de la France, de conclure une alliance offensive et défensive avec la Prusse, demandait l'impossible. Mais il

2° Si le congrès n'aboutit pas, alliance offensive et défensive.

3° Le roi de Prusse commencera les hostilités dans les dix jours après la séparation du congrès.

4° Si le congrès ne se réunit pas, la Prusse attaquera dans trente jours après la signature du présent traité.

5° L'empereur des Français déclarera la guerre à l'Autriche dès que les hostilités seront commencées entre l'Autriche et la Prusse (en trente jours 300,000 hommes).

6° On ne fera pas de paix séparée avec l'Autriche.

7° La paix se fera sous les conditions suivantes : la Vénétie à l'Italie ; à la Prusse, les territoires allemands ci-dessous (7 à 8 millions d'âmes au choix), plus la réforme fédérale dans le sens prussien.

Pour la France, le territoire entre Moselle et Rhin, sans Colblentz ni Mayence, comprenant 500,000 âmes de Prusse ; la Bavière rive gauche du Rhin, Birkenfeld, Hombourg, Darmstadt (213,000 âmes).

8° Convention militaire et maritime entre France et Prusse dès la signature.

9° Adhésion du roi d'Italie.

était dans la logique de la situation. Il craignait qu'une politique expectante, se réservant sa liberté d'action, ne nous réduisît à une inaction absolue au moment opportun, et il pensait qu'il était plus prudent de formuler ses exigences pendant qu'il en était temps, et de s'unir franchement à la Prusse et à l'Italie pour s'assurer le fruit d'une victoire commune.

A qui faut-il attribuer l'insuccès de ces tentatives? Est-ce au patriotisme de M. de Bismarck ou à la loyauté de l'empereur, qui, fidèle à ses déclarations, ne voulait prendre parti ni contre l'un ni contre l'autre des belligérants? « L'empereur, écrivait M. Nigra au prince de Carignan, préfère, comme je l'ai déjà dit, ne pas s'engager et attendre l'issue des premières batailles. Du reste, il lui répugne de s'annexer de nouvelles provinces allemandes et de se créer une Vénétie rhénane. Mais reste à savoir si cette répugnance sera invincible. »

Cette crise se dénoua en somme à l'avantage de la Prusse. Le prince Napoléon avait réussi à paralyser l'action de M. Drouyn de Lhuys, et son intervention avait puissamment servi au cabinet de Berlin pour obtenir du roi Victor-Em-

manuel et de son gouvernement les déclarations les plus formelles au sujet de l'inébranlable exécution du traité du 8 avril. Rassuré sur la portée de la convention autrichienne, et certain que l'empereur n'aurait ni la volonté ni le pouvoir d'arrêter l'Italie, M. de Bismarck pouvait désormais, sans souci du cabinet des Tuileries, s'en remettre aux états-majors du roi pour l'exécution de ses desseins.

En présence de la guerre qui ne pouvait plus être détournée, l'empereur comprit que son gouvernement devait éclairer le pays sur les vues et la direction de sa politique. Le 13 juin, le ministre d'État donnait lecture à la tribune d'un important document. L'empereur exposait, dans une lettre adressée à son ministre des affaires étrangères, les idées que son gouvernement s'était proposé d'apporter dans la conférence et la ligne de conduite qu'il entendait suivre. « Nous aurions désiré, disait la lettre, pour les États secondaires de la confédération, un rôle plus important; pour la Prusse, plus d'homogénéité et de force dans le nord; pour l'Autriche, le maintien de sa grande position en Allemagne. Nous aurions voulu en outre que, moyennant

une compensation équitable, l'Autriche pût céder la Vénétie à l'Italie¹. »

Se reportant vers l'avenir, l'empereur constatait que la France n'avait à se préoccuper que de deux intérêts : l'équilibre européen et l'œuvre qu'elle avait édifiée en Italie ; comptant que notre seule force morale suffirait pour sauvegarder ces intérêts, il ajoutait que nous étions assurés par la déclaration des cours engagées dans le conflit, que, quel que fût le résultat de la guerre, aucune des questions qui nous toucheraient ne serait résolue sans notre assentiment. La France repoussait toute idée d'agrandissement territorial tant que l'équilibre européen ne serait pas rompu. Elle ne sortirait de sa neutralité attentive et ne songerait à l'extension de ses frontières que si la carte de l'Europe venait à être modifiée au profit exclusif d'une grande puissance. « On invoquait pour l'Italie, a dit spirituellement M. Klaczko, le droit nouveau, et pour la Prusse, qui se plai-

1. En scrutant la lettre impériale, on reconnaissait qu'elle avait été écrite sous l'impression de la convention qui cédait la Vénétie à la France et qui venait d'être signée avec l'Autriche. On pouvait admettre aussi que l'homogénéité souhaitée à la Prusse indiquait qu'on désirait l'éloigner du Rhin en lui permettant de s'arrondir avec les duchés de l'Elbe et quelques petits États du Nord.

gnait d'avoir un corps trop petit pour sa longue armure, et qui allongeait toujours son armure afin d'y ajuster sa taille, un droit plus ancien, celui qu'inventa Frédéric II, le droit de s'arrondir. »

Il sembla qu'une manifestation aussi solennelle n'était pas sans inconvénient ; qu'il était dangereux de réunir dans une déclaration sous forme concise des affirmations qui pouvaient engager l'avenir. On se mettait en garde contre un effacement qui, au moment le plus inattendu, pourrait préparer des mécomptes. Tout en approuvant les revendications italiennes, on reprochait au gouvernement de s'être constitué le parrain d'une alliance qui autorisait les revendications prussiennes. On trouvait que la situation mal définie de la Prusse n'était pas un titre justificatif suffisant pour légitimer une entreprise contre le Danemark et la Confédération germanique. C'est une ironie amère, disait-on, de regretter une configuration qui n'était en somme que le résultat de spoliations heureuses dont la France avait dû faire les frais en 1815. Il y avait bien d'autres anomalies encore dans la lettre impériale. Comment concilier le désir de maintenir à l'Autriche sa grande situation en Allemagne, alors que nous

savions par les déclarations les plus récentes de M. de Bismarck que son expulsion de la Confédération germanique était le motif réel de la guerre!

Et cependant il était difficile de refuser à cette manifestation le caractère de la grandeur. Elle résumait dans un langage élevé, dans un moment où retentissaient les menaces de la force et du hasard, les aspirations dont se nourrissait la politique impériale. Malheureusement, les déclarations de l'empereur subordonnaient les intérêts exclusifs de la France à des principes, généreux sans doute et que l'avenir consacrera peut-être un jour, mais dont l'application, prématurée dans les conditions où se trouvait l'Europe, était menaçante pour notre sécurité. Ce n'est pas que le programme du 11 juin fût dégagé de toute arrière-pensée; si notre politique laissait faire et regardait faire, c'était avec l'espoir d'intervenir au dernier moment. Mais ses prétentions, tant que notre système défensif ne serait pas sérieusement compromis, se bornaient, on le savait à Vienne aussi bien qu'à Berlin, à de légères rectifications de frontières du côté de la Sarre et du Palatinat. Le Rhin proprement dit serait resté allemand, nous n'aurions demandé tout au plus que la formation d'un

État secondaire neutre à l'instar de la Belgique.

La lettre de l'empereur ne fut pas mieux accueillie à Berlin qu'à Paris, elle éveilla dans toute l'Allemagne un véritable sentiment d'appréhensions, car elle semblait réserver à la France le bénéfice de toutes les éventualités. On en conclut que les rapports entre la cour des Tuileries et le cabinet de Berlin n'avaient pas le caractère qu'on leur prêtait, et que nous pourrions bien intervenir et nous opposer à l'agrandissement de la Prusse, contrairement aux assertions de M. de Bismarck.

Dans les cercles de la cour, on ne se cachait pas pour s'attaquer à la politique du premier ministre. — « On nous a indignement trompés, s'écriait le prince Lichnowski, on a trompé le roi. Je connais l'empereur, il ne se payera pas de mots. Nous n'aurons rien en Allemagne, ou bien il nous faudra acheter nos conquêtes au prix d'énormes sacrifices. S'il n'y a pas de traité, nous perdrons comme Allemands plus que nous ne gagnerons comme Prussiens, et nous n'aurons servi qu'à tirer les marrons du feu pour les Italiens. » Ce dont tout le monde était certain, c'est que les revendications que nous entendions exercer, dans le cas d'un agrandissement de la Prusse, porteraient

nécessairement sur des provinces allemandes et non pas sur des pays limitrophes étrangers à la lutte.

M. de Bismarck demeura impassible au milieu de ces récriminations. Loin de faire des objections, il reconnut, en s'entretenant de la lettre avec notre ambassadeur, que les opinions qui s'y trouvaient exprimées étaient parfaitement conformes aux sentiments que l'empereur lui avait invariablement témoignés, toutes les fois qu'il avait eu l'honneur de l'approcher. Il lui donna en outre l'assurance que telle était également l'impression du roi, bien que les dernières lettres de son ambassadeur à Paris fussent de nature à lui causer de nouvelles inquiétudes sur notre attitude éventuelle.

Le général de Manteuffel avait envahi, sur ces entrefaites, le Holstein, il avait dispersé les États, procédé à des arrestations et forcé le général Gablentz à se replier en toute hâte sur Hambourg et Cassel. L'envoyé autrichien à la diète protesta contre ces violences et réclama la mobilisation des corps fédéraux n'appartenant pas à la Prusse. Le lendemain les relations diplomatiques étaient rompues entre les deux puissances par le rappel des ambassadeurs.

Le 16 juin, après une brusque sommation, M. de Bismarck mettait la main sur le Hanovre,

la Hesse et la Saxe, qui avaient refusé de revenir sur leurs votes à la diète et de désarmer. « Nous sommes à la veille de grands événements, disait alors M. de Bismarck à M. Hansen, le dénouement approche et ne saurait être ajourné. Nous ferons de l'histoire, et chacun y aura sa part. En attendant nous ignorons les vues et les intentions de l'empereur. Quelles sont ses conditions? Pourriez-vous me les indiquer? Tandis que tout le monde sait ce que la Prusse veut, nul ne peut dire encore ce que veut la France. »

Le roi Guillaume, avant de se jeter dans une lutte qui pouvait être fatale à son pays et à sa couronne, s'adressa une dernière fois à l'empereur. Il aurait voulu lui faire renouveler par écrit ses promesses de neutralité et ne pas laisser aux hasards de la guerre le soin d'en régler les conditions. L'empereur répondit au roi qu'il était difficile de prévoir les résultats du conflit qui allait s'engager, et que les deux souverains devaient compter réciproquement sur leur bonne foi, et sur le désir de maintenir entre eux, quoi qu'il arrivât, les rapports les plus amicaux ¹.

1. Marquis de Gricourt.

Plus convaincu que jamais qu'il serait par la force des choses l'arbitre de la paix, l'empereur persistait à ne vouloir prendre aucun engagement.

Trois semaines après son entrée en campagne, l'Autriche était réduite à réclamer l'intervention militaire et diplomatique de la France, qui, surprise elle-même par les événements, ne put répondre à cet appel désespéré qu'en s'interposant entre elle et les exigences du vainqueur. Les assises de l'empire germanique étaient jetées, et la France en avait scellé la première pierre. La cour des Tuileries eut de douloureuses journées à traverser après le coup si inattendu que la bataille de Sadowa porta à sa fortune. Elle sentait, et la France avec elle, que sa prépondérance en Europe lui serait désormais disputée ¹.

1. La Marmora, *Un peu plus de lumière*, p. 130 : « Sadowa rompit dans les mains de l'empereur les fils d'une trame ourdie à grand effort. Cette éclatante victoire, bien qu'elle n'ait pas été remportée sur la France, lui sembla une menace et un avertissement ; elle se sentit presque ébranlée et précipitée de la situation élevée que jusqu'alors elle avait occupée dans le monde, d'autant plus que la délivrance de Venise fut le seul résultat obtenu par la politique française. C'est ce que la France n'a jamais pardonné à l'empereur ; une des accusations qui ont le plus contribué à hâter la catastrophe, c'est d'avoir sacrifié à l'Italie les intérêts français. »

IV

**LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS
AU LENDEMAIN DE SADOWA.**

LES EMBARRAS DE LA POLITIQUE IMPÉRIALE.

La dépêche annonçant la victoire de Kœniggrætz était parvenue à l'ambassade de Prusse à Paris, le 3 juillet, à onze heures du soir, elle ne fut connue à Saint-Cloud que le lendemain¹. Personne n'était préparé à un aussi rapide anéantissement de l'Autriche, à une telle victoire de la Prusse. Cette nouvelle inattendue frappait

1. Dépêche de M. de Werther à l'ambassadeur de Prusse à Paris, Berlin, 3 juillet : « Le service des postes de campagne d'Horwitz annonce officiellement, à 8 heures du soir, victoire éclatante à Sadowa, à deux milles au N.-O. de Kœnigskærtz. » La nouvelle fut confirmée par M. Benedetti le lendemain 4 juillet. — « Cent un coups de canon, télégraphiait-il, annoncent que l'armée a remporté une grande victoire. Les Autrichiens sont en pleine déroute, poursuivis par la cavalerie prussienne. »

d'une égale stupéfaction ceux qui s'étaient endormis dans une sécurité sans précédent et ceux qui n'avaient vu qu'avec crainte la guerre s'engager sans que nous eussions une armée d'observation sur nos frontières, capable de prévenir et de réprimer des actes compromettants pour nos intérêts. On ne se méprit pas sur la portée de l'événement. On sentait en quelque sorte instinctivement qu'un changement subit et profond s'était accompli dans notre situation, qu'on allait se trouver en face d'une Allemagne nouvelle, militairement et politiquement concentrée entre les mains d'une puissance ambitieuse et agressive.

Toutes les prévisions de la politique impériale étaient renversées ; on cherchait en vain à quoi se reprendre. On avait cru à la supériorité des armées autrichiennes, et en tout cas à une lutte marquée d'alternatives exigeant des deux parts de grands efforts, de grands sacrifices, et d'où le vainqueur, quel qu'il fût, ne sortirait qu'éprouvé et incapable de s'exposer à une lutte nouvelle en provoquant par une ambition exagérée les justes griefs de la France. Il avait suffi à la Prusse de deux semaines d'opérations actives pour changer les destinées de l'Allemagne et

abattre en quelque sorte du premier coup une des plus grandes puissances de l'Europe. Il ne pouvait plus être question de neutralité attentive; réveillé en sursaut, on arrivait à l'heure des résolutions suprêmes. A quel parti s'arrêterait-on ? Fallait-il parlementer avec le vainqueur pour modérer ses conditions, ou réclamer une part dans les dépouilles ? Jamais décisions plus graves ne s'étaient imposées à un gouvernement. Il y allait du prestige de l'empire et de la sécurité de la France. Le conseil des ministres fut convoqué sans retard; le lendemain matin, avant sa réunion, M. Drouyn de Lhuys représentait à l'empereur la gravité des événements sans lui dissimuler qu'ils pourraient avoir des conséquences aussi désastreuses que les défaites du premier empire, si l'on reculait devant les mesures énergiques. Le programme qu'il lui soumettait et qui, d'ailleurs, était conforme à ses idées, devait parer à toutes les éventualités. Il s'agissait de convoquer les Chambres, de demander des subsides au corps législatif, d'enjoindre à notre ambassadeur à Berlin de se rendre sans délai au quartier général pour imposer notre médiation, pour arrêter l'armée prussienne et faire pres-

sentir notre intervention et au besoin l'occupation de la rive gauche du Rhin, si le roi, méconnaissant les assurances qu'on nous avait données en retour de notre neutralité, ne se montrait pas modéré dans ses exigences vis-à-vis de l'Autriche, et s'il procédait à des conquêtes territoriales de nature à troubler l'équilibre de l'Europe¹. M. Drouyn de Lhuys demandait en outre, pour appuyer l'action de notre diplomatie, une démonstration militaire d'autant plus facile que les provinces rhénanes étaient absolument dépourvues de troupes, et que le maréchal Randon, consulté, se déclarait prêt à mettre immédiatement 80,000 hommes au service de notre politique.

Le prince de Metternich, qu'un télégramme de Vienne avait muni de pleins pouvoirs pour négocier, s'était de son côté rendu à Saint-Cloud après s'être concerté avec le ministre; il avait vu l'empereur avant l'ouverture du conseil, et il avait obtenu qu'il intervint comme médiateur auprès du cabinet de Florence, et qu'il déclarât publiquement qu'il acceptait la cession de la Vénétie, prévue dans la convention du 9 juin.

1. Confidences de M. de Chaudordy, chef du cabinet de M. Drouyn de Lhuys, faites à M. Hansen.

L'ambassadeur autrichien avait demandé en outre que la France exigeât du cabinet de Florence la garantie d'un armistice et qu'elle occupât sans retard Venise, ne fût-ce qu'avec quelques bataillons, de manière à constituer une barrière contre tout retour hostile de la part de l'Italie. Ses derrières assurés, l'Autriche aurait pu disposer d'une armée de 130,000 hommes, qu'elle eût jetés en Bohême, et la face des événements pouvait changer aisément si une armée française devait se porter sur le Rhin.

L'empereur, entièrement d'accord avec son ministre sur la nécessité d'une démonstration militaire, se hâta de faire part au roi Victor-Emmanuel des communications autrichiennes. Il était convaincu que l'Italie, satisfaite de la cession de la Vénétie, se prêterait sans difficultés à un armistice. Il écrivit en même temps au roi de Prusse¹ pour lui

1. « Au roi de Prusse, à son quartier général. — Paris, 4 juillet 1866. — Sire, les succès si prompts et si éclatants de Votre Majesté ont amené des résultats qui me forcent à sortir de mon rôle de complète abstention. L'empereur d'Autriche m'annonce qu'il me cède la Vénétie et qu'il est prêt à accepter ma médiation pour mettre un terme au conflit qui s'est élevé entre l'Autriche, la Prusse et l'Italie. Je connais trop les sentiments magnanimes de Votre Majesté comme son affectueuse confiance envers moi pour ne pas croire que, de son côté, après avoir élevé si haut l'honneur de ses armes, elle n'accueille avec satisfaction

annoncer qu'il acceptait le rôle de médiateur dont l'empereur François-Joseph l'invitait à se charger. Ces deux lettres différaient quant au fond sur un point essentiel : l'une rappelait le manifeste du 11 juin, tandis que la seconde n'en faisait pas mention. La Prusse avait remporté de telles victoires, elle avait fait de telles conquêtes, et ses armées étaient si menaçantes, qu'il était difficile d'invoquer ce document sans être prêt à le défendre l'épée à la main.

Que se passa-t-il au sein du conseil ? On a parlé de scènes violentes. On a prétendu que le maréchal Randon, forcé de s'expliquer, avait reconnu qu'en réalité il ne pouvait disposer immédiatement que d'une quarantaine de mille hommes, y compris le camp de Châlons, sans être sûr de pouvoir les munitionner au delà des frontières. Est-il vrai que ces aveux imprévus soulevèrent les réclamations indignées de quelques-uns des ministres et que le maréchal, se retournant vers l'empereur, invoqua le Mexique pour

les efforts que je suis disposé à faire pour l'aider à rendre à ses États et à l'Europe le précieux avantage de la paix.

» Si Votre Majesté agréa ma proposition, elle jugera sans doute convenable qu'un armistice conclu pour l'Allemagne et pour l'Italie ouvre immédiatement la voie à des négociations.

» De Votre Majesté, le bon frère, NAPOLEON. »

justifier le fâcheux état de nos arsenaux et l'impuissance de nos effectifs?

Deux versions se trouvent en présence, et jusqu'à présent il est difficile de se prononcer entre des affirmations contradictoires. Ce qu'il est permis d'en conclure, c'est qu'il existait au sein du cabinet un profond désaccord, et que l'empereur, surpris par une crise redoutable qui aurait exigé une communauté de sentiments absolue, se trouva soumis aux influences les plus opposées, les unes l'entraînant du côté de l'Autriche, les autres préconisant une entente avec la Prusse. On finit néanmoins par se rallier au programme d'action, mais la victoire remportée par M. Drouyn de Lhuys fut de courte durée. Le lendemain il cherchait en vain dans le *Moniteur* le décret de convocation des Chambres, arrêté la veille dans la séance du conseil. Il n'y trouvait que les lignes suivantes : « Un fait important vient de se produire ; après avoir sauvegardé l'honneur de ses armes en Italie, l'empereur d'Autriche, accédant aux idées émises par l'empereur Napoléon dans sa lettre adressée le 11 juin à son ministre des affaires étrangères, cède la Vénétie à l'empereur des Français et accepte sa médiation pour amener

la paix entre les belligérants. L'empereur Napoléon s'est empressé de répondre à cet appel et s'est immédiatement adressé aux rois de Prusse et d'Italie pour amener un armistice. »

Pour le public, cette déclaration semblait être le couronnement victorieux de notre neutralité. Paris salua ce succès apparent en se pavoisant et s'illuminant ; il ne se doutait pas de l'émoi qui régnait à la cour, ni de la lutte violente, passionnée qui s'était engagée entre l'influence autrichienne et l'influence italienne autour du souverain perplexe et déconcerté. Les adversaires du ministre des affaires étrangères étaient revenus à la charge dans la soirée ; leurs conseils avaient prévalu d'autant plus aisément qu'il répugnait à l'empereur, affaibli par la maladie, de se réduire par une attitude trop énergique à la nécessité immédiate de faire la guerre. M. Rouher, qui dans le mécanisme gouvernemental créé par Napoléon III exerçait une influence prépondérante, s'était rallié, dit-on, à l'idée de la neutralité, convaincu de l'insuffisance de nos forces, et persuadé que les 80,000 hommes promis par le maréchal Randon, dont une partie seulement était disponible, ne serviraient qu'à compromettre la

France. — « Vous ne pouvez, disait-on à l'empereur, vous prononcer contre la Prusse, après avoir jeté l'Italie dans ses bras. Ce serait trahir le roi Victor-Emmanuel ! Il fallait refuser le consentement au traité si vous vouliez suivre les conseils de M. Drouyn de Lhuys. Tout au plus nous est-il permis de rester neutres ¹. »

C'était exagérer à coup sûr nos devoirs envers l'Italie, car nous n'étions liés avec elle par aucun traité, et nous nous trouvions dégagés de toute obligation morale par le fait de la cession de Venise. Les adversaires de la politique d'action n'en prétendaient pas moins qu'en cédant brusquement la Vénétie, l'Autriche n'avait voulu qu'arrêter l'offensive de l'armée italienne, humilier son adversaire en refusant de traiter directement avec lui et jeter entre la France et l'Italie un germe de discorde. A les entendre, c'était moins un triomphe moral pour notre politique qu'un piège tendu à notre légitime influence dans la Péninsule ; c'était le trait du Parthe que décochait l'Autriche en abandonnant une province qu'elle n'était plus en état de défendre.

1. M. Hansen.

Il est de fait que cette cession sans exemple dans les fastes de la diplomatie avait plus d'un inconvénient. En nous prêtant à la fiction autrichienne, nous annihilions l'action commune de la Prusse et de l'Italie et nous nous exposions à violer la neutralité moralement et même matériellement, car il suffisait d'un factionnaire français pour empêcher les Italiens de passer et pour rendre au général Benedek la disposition des troupes qui tenaient les forteresses.

Une lettre, trouvée aux Tuileries, nous montre qu'à l'heure où le programme de M. Drouyn de Lhuys se discutait à Saint-Cloud, le prince Napoléon s'employait de son côté à battre en brèche la politique d'intervention et à faire ressortir les inconvénients d'une rupture avec la Prusse. « Rompre avec l'Italie, disait-il, ce serait la négation de toute la politique impériale; ce serait défaire l'œuvre de 1859, rejeter l'Italie mutilée et exaspérée aux pieds de l'Autriche. Ce serait une politique désastreuse qui ne mérite pas d'être discutée. Vis-à-vis de la Prusse, la question serait sans doute plus délicate, on entraînerait une partie de l'opinion publique, mais M. de Bismarck, menacé sur ses derrières, ferait appel aux passions ger-

maniques et proclamerait la constitution révolutionnaire de 1849.

« Quelles conséquences terribles entraînerait un tel acte, et dans quelle position il nous mettrait ! Ce serait au nom de l'équilibre européen que nous marcherions contre un peuple qui ne veut rien nous prendre, qui ne veut que s'organiser à l'intérieur comme il l'entend... Que ceux qui rêvent pour l'empereur le rôle de représentant de la réaction et du cléricalisme à faire triompher par la force le poussent à une alliance avec le cadavre autrichien et à une guerre contre la Prusse et l'Italie ! »

Ces considérations invoquées par le prince Napoléon en termes si véhéments devaient frapper l'empereur d'autant plus qu'elles répondaient à l'ensemble de ses idées, et qu'elles ajoutaient aux préoccupations pénibles que lui causait l'attitude imprévue de l'Italie.

La grande nouvelle qui, à Paris avait fait pavoiser les fenêtres, avait éclaté dans la Péninsule comme un coup de foudre. Les Italiens considéraient comme une insulte à leur dignité la détermination prise par l'Autriche. Elle les croyait donc capables de déposer les armes pour permettre à l'armée que leurs attaques retenaient dans le

quadrilatère de se tourner contre leur alliée victorieuse ! Bien que battus, ils prétendaient qu'on leur dérobait l'occasion de gagner leurs éperons. Il leur semblait que l'ennemi avait à cœur de leur marquer son mépris en ne leur faisant pas l'honneur de traiter avec eux. « Donner la Vénétie à la France, qui n'a pas participé à la guerre, disait la *Gazette de Turin*, c'est vouloir l'arracher des mains de nos soldats en mesure de la conquérir. » — « Nous n'accepterons l'armistice, s'écriait le *Movimento*, qu'un gage en main ; l'annexion de la Vénétie ne doit être que le triomphe du principe unitaire et non le résultat d'accommodements diplomatiques. »

On élevait d'autant plus la voix que la Prusse était victorieuse et que la Vénétie était garantie au cabinet de Florence par le traité de Berlin. Les Italiens déclaraient que Venise ne devait être pour eux que le prix de l'action décisive qu'ils avaient exercée sur le résultat de la guerre, en tenant en échec par leurs efforts et leur bravoure la moitié des forces autrichiennes. Ils trouvaient d'ailleurs la cession insuffisante, ils se croyaient en droit de revendiquer, non-seulement la Vénétie sans indemnité, mais aussi ce qu'ils appelaient la terre

italienne, Trieste, l'Istrie et surtout le pays de Trente, qui était la clef du passage des Alpes et par conséquent leur frontière naturelle. Vainqueurs à Custozza, leur ambition n'aurait pu se montrer plus exigeante. Aussi, pour s'épargner toute obligation de gratitude, ils se hâtaient de prendre possession des territoires que la France ne leur avait pas livrés et que l'Autriche ne se croyait plus en droit de défendre. Ils entendaient en appeler au suffrage des populations et publiaient par anticipation des décrets sans souci de nos droits, ni de nos ressentiments.

Si quelques rares hommes d'État rappelaient les égards dus à la France, les généraux étaient unanimes à demander la continuation de la guerre, et ils se faisaient forts de conquérir Venise à la pointe de l'épée. Malheureusement pour leur courage, il n'était plus possible de l'enlever à l'empereur François-Joseph, ils ne pouvaient plus que la prendre à l'empereur Napoléon, ce qui n'était pas bien difficile, puisqu'il ne demandait qu'à la leur donner.

C'est sous l'empire de ces impressions et de ces sentiments que le roi Victor-Emmanuel répondit à la dépêche de l'empereur qui lui annonçait

les arrangements pris avec l'Autriche. Il le remerciait en termes chaleureux de l'intérêt qu'il portait à l'Italie, mais il ne lui cachait pas que, dans une occurrence aussi grave, il se croyait tenu de consulter au préalable son gouvernement et de ne pas oublier qu'il avait signé un traité avec la Prusse. Il ajoutait peu généreusement qu'il ne s'était engagé que sur nos conseils et avec notre approbation. M. Nigra recevait en même temps une dépêche du général de La Marmora qui ne pouvait laisser aucune illusion sur l'intention bien arrêtée du cabinet de Florence de continuer les hostilités et de ne pas séparer sa cause de celle de la Prusse, au risque de rompre avec la France.

« L'empereur, disait-il, a télégraphié au roi que l'Autriche lui cède la Vénétie et qu'il s'arrangera facilement avec nous. La chose est d'autant plus grave qu'elle est publiée dans le *Moniteur*. Je comprends que l'empereur cherche à arrêter la Prusse, mais c'est extrêmement douloureux qu'il le fasse au détriment de l'honneur italien. Recevoir la Vénétie en cadeau de la France est humiliant pour nous, et tout le monde croira que nous avons trahi la Prusse. On ne pourra plus gouverner en Italie, l'armée n'aura plus de prestige.

Tâchez de nous épargner la dure alternative d'une humiliation insupportable, ou de nous brouiller avec la France. »

En concertant avec le cabinet de Vienne les arrangements du 12 juin, nous n'avions prévu que les succès de l'Autriche. On s'était flatté que, victorieuse en Allemagne, elle ne se défendrait sur le Mincio que pour satisfaire l'honneur militaire, et, dans cette hypothèse, il était permis d'admettre que le cabinet de Florence, n'ayant plus rien à espérer ni à redouter de la Prusse, se désintéresserait d'autant plus volontiers de la lutte que son ambition serait satisfaite. Mais après la défaite sanglante de Custozza et les victoires terrifiantes de son allié en Bohême, c'était compter sur une abnégation peu commune que de demander au roi d'Italie de désertir l'alliance prussienne, c'est-à-dire le succès, et d'accepter Venise de nos mains, à titre gracieux, comme prix de sa défection. Et cependant la résistance obstinée qu'il nous opposait, en ne tenant conseil que de ses intérêts, risquait de nous faire perdre tous les avantages que nous comptions retirer des événements, elle nous mettait dans une situation fausse et paralysait l'action de notre politique. L'empereur en était vive-

ment affecté. Partagé entre ses sympathies pour l'œuvre qu'il avait contribué à fonder dans la Péninsule et le besoin de s'opposer aux agrandissements de la Prusse, il était comme garrotté, car il ne pouvait se prononcer contre la Prusse sans être du même coup forcé de se prononcer contre une alliée dont la cause lui était chère. Aussi hésitait-il à dire son dernier mot, espérant toujours que le roi se raviserait, que la reconnaissance l'emporterait sur les calculs de la diplomatie, et qu'après tant de services reçus, il saurait à son tour subordonner ses intérêts à ceux de la France. Il n'en fut rien. Le cabinet de Florence ne résistait pas seulement à nos instances, mais il donnait l'ordre au comte de Barral de se rendre au quartier général pour supplier le roi Guillaume de décliner l'armistice ¹. Il était dit que les prévisions de M. de Bismarck se réaliseraient à la lettre et qu'à l'heure décisive pour la France, l'intérêt italien ferait taire l'intérêt français.

1. Dépêche de M. Benedetti, 9 juillet 1866. « Le comte Barrat a reçu l'ordre de se rendre auprès de M. de Bismarck. Il lui est prescrit de ne rien négliger pour déterminer le gouvernement prussien à décliner l'armistice. M. de Werther lui a communiqué l'accueil fait par le roi de Prusse aux propositions de l'empereur et il l'a engagé à demander de nouvelles instructions. »

On avait cru d'abord que l'annonce de la cession de la Vénétie à la France et la demande de médiation, insérée au *Moniteur* le 5 juillet, étaient le résultat d'une seule et même détermination, et que l'Autriche, foudroyée par le désastre de Sadowa, s'était jetée dans nos bras pour obtenir la paix à tout prix. Il n'en était rien. L'Autriche, en s'adressant à l'empereur, dont elle sollicitait l'intervention en échange de sa donation, s'était proposé seulement de mettre le drapeau français entre elle et l'Italie. Elle espérait obtenir directement de la Prusse un armistice qui aurait pu changer la face de la guerre. Il aurait suffi de peu de jours pour permettre à l'armée du sud de rallier l'armée du nord. Peut-être aussi se flattait-elle, qu'en face de la défection italienne, la cour de Prusse se montrerait accommodante et lui offrirait des conditions acceptables. Tout porte à croire que c'est dans cette double pensée qu'on avait fait partir le général de Gablentz pour le quartier général du roi Guillaume, tandis qu'on chargeait le prince de Metternich de réclamer notre intervention au quartier général du roi Victor-Emmanuel.

Les adversaires de l'Autriche à la cour des Tuileries n'avaient pas manqué, nous l'avons vu,

de relever les arrière-pensées de cette politique. L'empereur, frappé des raisons qu'ils faisaient valoir, n'osait passer outre et croyait ne pouvoir agir utilement en Italie qu'en étendant sa médiation à la Prusse. Il s'en expliqua avec le prince de Metternich, et le cabinet de Vienne, dans sa détresse, n'eut plus qu'à s'incliner devant une résolution qui paraissait irrévocable. La cession restait dès lors provisoirement suspendue et en quelque sorte subordonnée aux exigences que manifesterait le cabinet de Berlin. On comptait secrètement sur un excès de prétentions de sa part, peut-être même à de mauvais procédés envers son alliée pour amener l'Italie à se dégager légitimement du traité du 8 avril. Après s'être si bénévolement prêté à cette alliance, on n'avait plus qu'un souci, celui de la défaire !

C'était se méprendre étrangement sur la prévoyance et l'habileté de M. de Bismarck que de croire qu'il fournirait au cabinet de Florence des prétextes sérieux pour se soustraire à ses engagements, tant qu'il ne se serait pas assuré lui-même tous les bénéfices de la campagne. Je crois avoir dit qu'il était de l'école de Frédéric II, et c'était une habileté de ce grand politique de ne

jamais prolonger la guerre au delà des strictes nécessités de son intérêt et d'affliger ses alliés par la brusquerie précipitée de ses traités de paix. M. de Bismarck ne fut pas infidèle à cette tradition. Il le prouva en acceptant immédiatement notre médiation et en s'empressant de fixer les préliminaires.

Le roi Guillaume mit une bonne grâce extrême à accueillir nos bons offices¹. Sa réponse, qui parvint à l'empereur dès le 6 juillet, ne contenait qu'une réserve : il entendait subordonner l'armistice aux conditions de la paix, et non pas, comme l'espérait le cabinet de Vienne, ne discuter les conditions de la paix qu'après la conclusion de l'armistice. Quant à ses conditions, il annonçait qu'il allait les faire connaître par un envoyé spécial, le prince de Reuss, qui serait chargé de les commenter par des explications verbales. C'était mettre l'Autriche à sa discrétion et rendre fort difficile la tâche qui nous incombait.

1. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Benedetti. Paris, le 6 juillet. « Le roi de Prusse accepte la médiation de l'empereur, mais il nous fera connaître par Goltz les conditions qu'il met à l'acceptation d'un armistice. Employez tous vos efforts pour obtenir du gouvernement prussien qu'il facilite à l'empereur l'accomplissement de la tâche que S. M. s'est imposée dans l'intérêt de l'Europe et de l'humanité. »

Le rôle du médiateur est de modérer les prétentions des parties, d'obtenir des sacrifices réciproques sous peine de voir son œuvre échouer, il doit aussi, pour ne pas compromettre le succès de ses efforts, donner avant tout l'exemple du désintéressement en abdiquant toute revendication personnelle. Ce n'était pas le cas de l'empereur; il n'avait pas la liberté d'esprit que demande ce rôle. Un souverain français ne pouvait envisager d'un œil impartial la transformation de l'Allemagne. Il lui aurait fallu une abnégation héroïque ou criminelle pour oublier son pays. Mais ce qui rendait sa tâche particulièrement délicate, c'étaient ses compromissions avec l'Italie. Le seul rôle qu'il aurait pu ambitionner était celui d'arbitre, appuyé par une armée capable d'imposer au besoin ses décisions. Il ne tarda pas à reconnaître tout ce que la médiation avait d'incompatible avec ses intérêts et sa dignité, et lorsque les négociations s'ouvrirent à Nikolsbourg, on eut soin de recommander à notre ambassadeur de n'intervenir qu'au simple titre d'intermédiaire, de ne participer à aucun acte et de ne se prêter à l'échange d'aucune note. Du reste, le parti de l'intervention ne se tenait pas encore pour battu.

Le prince de Metternich ne restait pas inactif; il rappelait le traité qu'on avait signé avec son gouvernement, et se fondant, sinon sur le texte de la convention, du moins sur la pensée qui l'avait inspirée, il réclamait la prompte exécution d'engagements implicitement contractés. Il y était d'autant plus autorisé, que l'empereur, au lendemain de Sadowa, l'avait informé, par un billet écrit de sa main, que l'ordre était donné à une escadre d'appareiller pour Venise. M. de Beust et M. de Dalwigh suppliaient l'empereur de marcher résolument¹ : toutes les ressources de l'Autriche n'étaient pas épuisées et les armées du sud étaient encore intactes. Il suffisait d'une centaine de mille hommes pour arrêter le cours désastreux des événements.

M. Drouyn de Lhuys appuyait ces demandes avec une grande énergie, persuadé que notre seule présence sur le Rhin nous assurerait de larges compensations. Les rapports qu'il recevait d'Allemagne ne pouvaient que le confirmer dans cette

1. On prétend que la crainte de compromettre le succès de l'Exposition universelle de 1867 fut le principal argument que l'empereur opposa aux instances de M. de Beust; il lui répugnait sans doute de révéler à un ministre étranger les causes secrètes qui le condamnaient à l'inaction.

conviction. « La Prusse est victorieuse, lui écrivait M. de Gramont, mais elle est épuisée. Du Rhin à Berlin, il n'y a pas 15,000 hommes à rencontrer. Vous pouvez dominer la situation par une simple démonstration militaire, et vous le pourrez en toute sécurité, car la Prusse est incapable en ce moment d'accepter une guerre avec la France. Ne lui offrez pas plus qu'elle ne demande, que l'empereur fasse une simple démonstration militaire, et il sera étonné de la facilité avec laquelle il deviendra, sans coup férir, l'arbitre et le maître de la situation ¹. » Les provinces rhénanes étaient en effet sans défense, elles étaient littéralement démenagées; on avait, dans un esprit de prévoyante économie, tout enlevé, dit-on, jusqu'à des baraquements et de vieux affûts de canons, comme si l'on s'était attendu à une prise de possession imminente.

La Prusse aurait-elle été en mesure de faire face à la fois aux réserves de l'armée autrichienne, aux armées encore intactes des États du midi et à 100,000 Français occupant la ligne du Rhin et Mayence, dont la garnison, insuffisante d'ailleurs,

1. Voir aux annexes la dépêche de M. le duc de Gramont.

composée de Hessois et de Bavarrois, nous aurait accueillis à bras ouverts? Cette éventualité avait dû s'imposer aux états-majors si prévoyants de la Prusse, et l'on peut admettre qu'un homme de la valeur du général de Moltke se serait trouvé à la hauteur de toutes les difficultés. Mais le roi aurait-il envisagé avec le même sang-froid la perspective d'une France, même incomplètement préparée, se joignant à ses adversaires? M. de Bismarck, dans les considérations rétrospectives qu'il émettait devant le parlement, dans la séance du 16 janvier 1874, a démontré à ceux qui lui reprochaient sa condescendance à Nikolsbourg, combien une intervention militaire de la France eût été périlleuse. « La France n'avait que peu de forces disponibles, disait-il, mais un faible appoint aurait suffi pour constituer une armée très-respectable avec les nombreuses troupes de l'Allemagne du sud. Cette armée nous aurait mis de prime-abord dans la nécessité de couvrir Berlin et d'abandonner tous nos succès en Autriche. »

La cour de Prusse, cet aveu l'indique, se serait vraisemblablement pliée aux nécessités du moment, et, pour ne pas perdre le bénéfice de ses

victoires, elle se serait prêtée à des concessions qu'elle n'avait plus aucun intérêt à nous faire lorsque, au lieu de procéder à une intervention armée, nous nous contentions du rôle de médiateurs sans formuler aucune demande de compensation. Mais il aurait fallu avant tout que la volonté du souverain fût assez forte pour imposer silence aux adversaires du ministre des affaires étrangères, et que le programme, un instant accepté par le conseil, fût exécuté sur l'heure avec une indomptable énergie, sans souci de considérations italiennes. Il aurait fallu aussi être assez clairvoyant pour adapter ses exigences aux circonstances nouvelles, et ne pas réclamer, en face de la puissance d'action révélée par la campagne de Bohême, des cessions territoriales qui répugnaient à la cour de Prusse avant la guerre, et que même au lendemain d'un désastre elle n'eût subies qu'à son corps défendant. Poursuivre l'annexion des provinces rhénanes sans avoir 300,000 hommes sous la main, c'était s'exposer aux plus amers ressentiments, et, dans un avenir prochain, à un retour offensif immanquable.

Où était l'intérêt de la France et que lui conseillait une politique sage et vigilante, dégagée

de toute influence étrangère et de toutes compétitions de pouvoirs ? Les vœux d'Auxerre s'étaient malheureusement réalisés : les traités de Vienne étaient déchirés. La conséquence qui en découlait nécessairement, c'était la rupture des liens fédéraux et l'Autriche expulsée de l'Allemagne. Ce résultat de la guerre nous affectait directement ; mais après des victoires aussi rapides et aussi décisives, il était difficile de ne pas l'accepter comme un fait accompli. Ce qui importait, c'était d'en atténuer la portée, d'obtenir du cabinet de Berlin qu'il procédât avec une sage mesure à la réorganisation du corps germanique plutôt que de lui arracher avec effort, au risque de nous compromettre aux yeux de l'Europe, quelques lambeaux de territoire pour raccommoder nos frontières de l'est. La sécurité permanente du pays devait passer avant les satisfactions d'amour-propre ; il était dans l'intérêt de notre système défensif d'exiger, en retour de la dissolution de la confédération germanique et de la prépotence de la Prusse dans le nord de l'Allemagne, l'évacuation immédiate de la forteresse de Luxembourg, et de nous prémunir par les garanties les plus positives, sinon par un démantèlement, contre

une occupation éventuelle de Mayence par les troupes prussiennes. Ce n'était plus une question d'ambition, mais de défense nationale; c'était demander au cabinet de Berlin de nous donner des gages, c'est-à-dire de désarmer les positions offensives qui ouvraient notre territoire à sa puissance agrandie. Ces conditions formulées amicalement, bien qu'en portant la main à la garde de notre épée, auraient maintenu à notre politique son caractère de modération et de désintéressement.

Mais notre impuissance militaire étant constatée dans une mesure à peine croyable, mieux encore eût valu s'en remettre à un congrès européen pour débattre les conditions d'un nouvel état de choses. C'est l'opinion qu'émettait à la fin de juillet, dans un de ses rapports, notre premier secrétaire à Berlin, M. Lefebvre de Béhaine; il croyait, frappé du langage hostile de la presse et des cercles officiels, que la France obtiendrait plus facilement de l'Europe que de la Prusse les sûretés qu'elle serait peut-être obligée de demander. C'était à l'Europe qu'en appelait officiellement et énergiquement la Russie dès le lendemain de Sadowa. On était fort irrité à Pétersbourg des procédés violents dont avaient

à souffrir des princes allemands alliés de la famille impériale. La presse russe s'exprimait en termes amers sur les succès des Prussiens; elle poussait à une intervention, disant qu'on ne saurait tolérer l'accroissement d'un tel voisin.

Le cabinet de Saint-Pétersbourg, à l'exemple du gouvernement français, avait laissé les événements se développer en Allemagne sans prendre ses précautions; comme nous, il croyait à la supériorité des armes autrichiennes¹, et il en paraissait si convaincu qu'après la bataille de Custozza il s'était empressé de faire parvenir ses félicitations à l'empereur François-Joseph. Lorsque l'envoyé du tsar, le comte de Stackelberg, arrivait à Vienne, aux débuts si brillants de la campagne d'Italie avaient déjà succédé des revers sanglants en Bohême. Le gouvernement russe reconnaissait tardivement qu'il avait été mal inspiré, et son mécontentement ne fit qu'augmenter lorsqu'il put craindre un accord secret entre le cabinet de Berlin et le gouvernement français. Il suivait, anxieux et jaloux, nos tête-à-tête avec M. de Bismarck, et,

1. L'Autriche lui avait fait croire qu'elle avait 370,000 hommes à la frontière prussienne, tandis qu'elle avait eu de la peine à en réunir 200,000. La Marmora.

pris au dépourvu, il ne voyait que dans une conférence internationale le moyen de conjurer le danger d'une entente séparée entre la France et la Prusse excluant la révision du traité de Paris.

Le prince Gortchakof, dont le baron de Talleyrand signalait l'irritation, trouvait que le silence n'était pas permis aux grandes puissances devant les prétentions formulées dans une circulaire de M. de Bismarck ; il demandait que les trois cours s'entendissent pour remettre à Berlin, le même jour, une note identique déniait à la Prusse le droit de prononcer la rupture de la confédération germanique et d'en former une nouvelle dans le nord de l'Allemagne ¹. L'empereur Alexandre s'adressa directement à l'empereur Napoléon pour le supplier de s'associer à ses protestations ² ; mais le gouvernement français demeura insensible à ces sollicitations, bien que l'attitude de l'Angleterre à Berlin ne fût guère plus approbative que celle de

1. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Benedetti, 7 juillet.

2. Dépêche télégraphique de M. Drouyn de Lhuys à M. Benedetti. « L'empereur a reçu récemment une lettre de l'empereur Alexandre dans laquelle ce souverain parle des avantages qu'offrirait une entente des puissances pour régler les questions pendantes et Budberg dans ses entretiens s'est placé dans un ordre d'idées analogues. J'écris à Talleyrand, me bornant à exprimer en termes généraux le désir de marcher d'accord avec les autres grandes puissances dans les questions d'ordre européen. »

la Russie, et que lord Loftus, son ambassadeur, refusât d'admettre « que la Prusse pût disposer d'une population de 30 à 40 millions d'âmes sans causer à droite et à gauche de légitimes inquiétudes ». Le cabinet des Tuileries se fiait aux déclarations de M. de Bismarck, qui, lors de la présentation de son projet de réforme, nous avait réitéré l'assurance de se concerter avec nous, si ses plans devaient entraîner des conséquences préjudiciables à nos intérêts. Il s'en tenait aussi aux promesses de M. de Goltz, qui nous avait déclaré itérativement et solennellement, après l'ouverture des hostilités, qu'aucun changement territorial ou politique intéressant l'équilibre européen ne pourrait devenir définitif sans une entente avec le gouvernement de l'empereur et avant d'avoir été soumis à une délibération commune des puissances. Comment mettre en doute des assurances dont la sincérité nous était confirmée par les échos de Florence, répercutant les entretiens de M. de Bismarck avec la diplomatie italienne? On pensait donc qu'il serait plus avantageux de s'autoriser de ces promesses, dont on se plaisait à ne pas suspecter la loyauté, pour débattre directement avec la Prusse les questions

territoriales qu'entraîneraient les résultats de la guerre, sauf à les faire ratifier ultérieurement par un congrès. « Vous avez reçu à l'occasion du projet de réforme présenté par M. de Bismarck, écrivait notre ministre des affaires étrangères, le 3 juillet, à l'heure même où se livrait la bataille de Sadowa, l'assurance de son intention de se concerter avec nous dans le cas où ses plans entraîneraient des conséquences qui seraient de nature à nous porter préjudice. Le comte de Goltz m'a tenu le même langage; il m'a déclaré directement qu'aucun changement territorial ou politique intéressant l'équilibre européen ne pourrait devenir définitif sans une entente préalable avec le gouvernement de l'empereur et sans être soumis à une délibération commune des puissances ¹. »

Ce sont ces considérations sans doute qui inspirèrent au cabinet des Tuileries la réponse que M. Drouyn de Lhuys adressait le 7 juillet au cabinet de Saint-Pétersbourg : « La tentative de médiation, disait-il, entre les puissances belligérantes, que fait en ce moment l'empereur Napo-

1. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Benedetti, 3 juillet 1866.

l'éon, exclut de notre part toute démarche pouvant revêtir un caractère comminatoire, et ne nous permet pas de donner suite, quant à présent, à la proposition du prince Gortchakof ¹. »

1. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron de Talleyrand, 7 juillet 1866.

II

LA QUESTION MILITAIRE.

Du moment qu'oublieuse de ses vieilles traditions, la France était prête à de tels bouleversements, elle n'avait pas à se préoccuper des défaites et des susceptibilités de l'Italie, ni à s'apitoyer sentimentalement sur les désastres que l'Autriche essuyait en Allemagne. Il ne fallait chercher que l'intérêt français, et cet intérêt, en présence d'événements qu'on n'avait su ni prévenir ni diriger, ne pouvait plus être défendu utilement que dans un congrès sur le terrain de l'équilibre européen. Il était pénible sans doute de devoir renoncer au rôle d'arbitre souverain qu'on s'était réservé; mais ce changement de

front, qui ne compromettait en rien la cession de la Vénétie, aurait eu l'incontestable avantage de contenir les convoitises prussiennes ; la réorganisation de l'Allemagne se serait faite dans des conditions acceptables pour notre système défensif et sous le contrôle de l'Europe. Il est probable d'ailleurs que la seule menace du congrès, que le cabinet de Berlin voulait éviter à tout prix, l'eût amené spontanément à nous faire des concessions. Malheureusement ce n'étaient pas là les considérations dont s'inspiraient les adversaires du ministre des affaires étrangères. Trop confiants dans les promesses dont le comte de Goltz était si prodigue, ils croyaient « qu'il importait de procéder vis-à-vis de l'Allemagne avec beaucoup de ménagements et qu'on obtiendrait d'elle plus par la douceur et l'habileté que par la violence et les menaces ¹. » Ils étaient certains que l'Italie ne fausserait pas compagnie à l'alliance prussienne, et la dépêche du général La Marmora à M. Nigra les autorisait à dire qu'au besoin elle se retournerait contre nous. Leurs appréhensions au sujet d'une entrée en

1. Note du prince Napoléon à l'empereur, 14 juillet. — *Papiers des Tuileries*.

scène de la Russie, qu'ils tenaient pour l'alliée secrète de la Prusse, étaient, par contre, nous venons de le constater, sans fondement; mais n'était-il pas à craindre que l'Autriche, qui déjà avant Sadowa, disaient-ils, avait fait des ouvertures secrètes à la Prusse, ne se préoccupât avant tout de ses propres intérêts, et que pour sauver son existence elle n'acceptât une paix que, dans l'imminence du danger, M. de Bismarck rendrait facile? Au surplus, qu'attendre des États du Midi dont les contingents avaient montré si peu d'empressement à se mesurer avec les troupes prussiennes? N'abandonneraient-ils pas la cause de la diète et de l'Autriche pour défendre contre nous, par un effort commun, la grande patrie allemande, surtout si M. de Bismarck devait proclamer la constitution de 1849? Mais ce qui impressionnait surtout et à juste titre ceux qui combattaient l'idée d'une intervention armée et même d'une démonstration militaire, c'étaient les conceptions de l'état-major prussien, exécutées avec un bonheur foudroyant par une armée admirablement disciplinée, dont le patriotisme exaltait le courage. N'était-ce pas en effet une révélation aussi inattendue qu'inquiétante pour qui pensait

au triste état de nos arsenaux et de nos effectifs, au relâchement de notre discipline, à l'ignorance où étaient nos généraux des conditions de la guerre moderne ¹?

C'était là le grand et sérieux argument des adversaires de la politique d'action, et qui, plus que les considérations italiennes dont ils exagéraient la gravité, peut servir de justification ou d'excuse au rôle déterminant qu'ils ont joué dans ce que j'appellerai le drame de Sadowa.

Le maréchal Randon, sous le coup d'une lourde responsabilité, a cru devoir consacrer dans ses Mémoires tout un chapitre à la défense de son administration. Il a essayé de démontrer, avec des chiffres à l'appui, que les défaillances de notre politique au mois de juillet 1866 ne lui sont point imputables. Il prétend qu'en un mois nous aurions pu réunir sous les drapeaux, par l'appel des réserves, 450,000 hommes, défalcation faite des armées d'Afrique, du Mexique et de Rome, et que des considérations politiques

1. Nos effectifs étaient réduits à la plus simple expression; dans bien des régiments les compagnies comptaient à peine quarante hommes. On craignait d'ailleurs que le soldat français ne se décourageât en sentant l'infériorité de son armement, car on attribuait alors plus au fusil à aiguille qu'aux causes morales le succès de la campagne de Bohême.

seules ont empêché la France « de prendre une part comminatoire à la guerre d'Allemagne ». — « Eh quoi ! s'écrie-t-il, une nation qui peut réunir sous les drapeaux en quelques semaines 600,000 soldats, qui a dans ses arsenaux 8,000 pièces de campagne, 1,800,000 fusils et de la poudre pour faire dix ans la guerre, ne serait pas toujours prête à soutenir par les armes son honneur compromis et son droit méconnu !... Notre armée n'a pas de fusils à aiguille, a-t-on dit ; mais nos voltigeurs du premier empire ont-ils été arrêtés par les carabines des Tyroliens et des *riflemen* anglais ? Rappelons les vertus militaires des temps passés, cela vaudra mieux que les fusils à aiguille. »

M. le maréchal Randon, en se justifiant de la sorte, méconnaissait les exigences de la guerre moderne et ne tenait aucun compte des fâcheuses expériences faites en Crimée et en Italie. Il ne pouvait ignorer cependant que, lorsque les troupes en temps de guerre ne sont pas divisées en corps d'armée ayant chacun en réserve dans sa circonscription des cadres et des soldats exercés, il arrive que pour former subitement une armée on enlève à tous les corps leur élite en officiers,

sous-officiers et soldats. On a un devant de rideau imposant, mais ce qui reste derrière, bien que nombreux, est incapable de constituer promptement une armée solide. On l'avait vu en 1854, en 1859, et, malgré ces épreuves significatives, on devait le revoir en 1866 et en 1870.

La guerre de 1854 avait été le premier avertissement ; elle avait démontré jusqu'à l'évidence que notre organisation militaire ne nous permettait pas de soutenir sans alliés une lutte européenne. Pour maintenir l'armée de Crimée au niveau de 200,000 hommes, il fallut, pendant trois années successives, élever le contingent à 140,000 hommes et enlever des régiments restés en France les meilleurs soldats.

En 1859, l'expérience avait été plus concluante encore. Nous étions censés avoir 350,000 hommes sous les drapeaux et 150,000 hommes en congés renouvelables, et l'on ne put envoyer au delà des Alpes qu'environ 200,000 hommes, bien que le contingent eût été porté à 140,000 hommes. Menacé d'une intervention éventuelle de la Prusse, l'empereur dut signer précipitamment la paix, faute de réserves et n'ayant que 150,000 hommes sous la main. Ce qui restait en France n'était pas assez

solide, les cadres étant écrémés, pour former une armée capable de résister à une invasion sur le Rhin. « J'ai fait la guerre à l'Autriche, et j'ai mis sur le pied de guerre et mobilisé une armée de 150,000 hommes », disait l'empereur au conseil d'État lorsqu'en 1867 il lui demandait une loi militaire permettant d'assurer à la France une armée de 800,000 hommes, « nous avons été vainqueurs, mais si la Providence avait voulu qu'il en fût autrement, je n'avais pas de seconde ligne¹ »

La moralité de ces épreuves échappa au pays, il ne vit que les succès remportés en Crimée et en Italie et les gros chiffres du budget, et il en conclut que l'armée était trop considérable. Quant aux états-majors, soit ignorance, soit insouciance, ils se prêtèrent de mauvaise grâce et sans conviction aux réformes projetées. L'empereur deman-

1. Paroles de l'empereur adressées au conseil d'État, novembre 1867 : « Voici ce qui m'a fait vous convoquer. Lorsqu'en 1859, j'ai fait la guerre à l'Autriche, j'ai mis sur le pied de guerre et mobilisé une armée de 150,000 hommes. Nous avons été vainqueurs. Si la Providence avait voulu qu'il en fût autrement, je n'avais pas de seconde ligne. Depuis, les événements de 1866 sont venus prouver qu'il était nécessaire que la France, non pas pour prendre l'offensive, mais même pour conserver son rang et sa position en Europe, eût une armée de 800,000 hommes. Ce sont ces 800,000 hommes que je vous demande. Tous les systèmes seront examinés, toutes les opinions peuvent se produire : la délibération est ouverte. »

daît le service obligatoire, l'augmentation de la durée du service, l'endivisionnement des régiments et la création de corps d'armée ¹. Mais il manqua de volonté et, disons-le, d'autorité pour vaincre les résistances de la chambre et même celles de la majorité de son conseil ². On se borna à voter un contingent régulier de 100,000 hommes, dont une partie alimenterait l'armée active et l'autre serait pendant quelques mois exercée dans les dépôts.

Les idées d'économie reprirent le dessus en 1865. Le gouvernement dut réduire les cadres, supprimer dans chaque régiment d'infanterie deux compagnies, dans les régiments de cavalerie le 6^e escadron. On licencia les deux régiments de carabiniers de ligne et la garde fut diminuée de 14 compagnies d'infanterie, de 9 escadrons de ca-

1. La France a mis à profit ses douloureuses expériences, et sa nouvelle organisation militaire lui donne aujourd'hui dix-huit corps d'armée, sans compter le corps d'armée algérien qui, se suffisant à eux-mêmes, permettraient la mobilisation immédiate de toute l'armée.

2. Moins heureux que le roi de Prusse, l'empereur n'eut à son service ni un général au niveau de la stratégie moderne, ni même un administrateur en état de procéder avec la rapidité voulue aux réformes que les tristes expériences faites en Crimée et en Italie rendaient impérieuses. Peut-être aussi lui manquait-il le don le plus précieux pour un souverain : celui de découvrir et de choisir les hommes.

valerie, de 4 batteries d'artillerie et de la division du génie. C'est au moment où ces réductions venaient d'être opérées que la guerre éclatait en Allemagne, et, à peine engagée, nous jetait dans la plus douloureuse alternative, laissant à ceux qui avaient présidé à la direction de notre politique extérieure et à l'organisation de notre armée une cruelle responsabilité.

M. Drouyn de Lhuys n'a pas jugé opportun de suivre l'exemple de son collègue et de se défendre ouvertement. Mais M. Pradier-Fodéré, sous son inspiration, a reproduit, à titre de pièce justificative, le rapport du maréchal Randon dans une brochure qui contient, sous forme de notes à l'empereur et d'explications inédites, une série de révélations dont le but manifeste est de rejeter sur le chef de l'État et sur les conseils funestes du ministre d'État aussi bien que du prince Napoléon et du marquis de La Valette l'insuccès de notre politique. S'il était prouvé en effet qu'en prévision des événements qui allaient surgir à nos portes toutes les précautions militaires avaient été concertées d'avance, entre le ministre de la guerre et le ministre des affaires étrangères, de façon à pouvoir parer victorieusement à toutes les exigen-

ces, la conclusion serait facile à tirer. La responsabilité de nos mécomptes retomberait tout entière sur ceux qui se sont jetés à la traverse de la politique d'action. Mais est-il permis de prendre à la lettre les justifications rétrospectives de M. le maréchal Randon et de croire que ses états de situation étaient conformes à la réalité? Je n'ai pas voulu m'en tenir aux réfutations de M. de Lachapelle, qui, sous l'inspiration de l'empereur, dans un livre annoté de sa main, a démontré tout ce qu'il y avait d'illusoire dans les calculs du ministre de la guerre. J'ai pensé qu'aucun point de l'histoire ne méritait une enquête plus sérieuse. J'ai questionné grand nombre d'officiers supérieurs pour arriver à la constatation exacte de nos forces à ce moment décisif pour le maintien de notre prépondérance en Europe, et ils ont tous reconnu, avec des nuances peu accentuées, que notre armée, en 1866, se trouvait dans un profond désarroi. Que devait-elle être en effet, puisqu'en 1870, malgré les efforts énergiques du maréchal Niel et les centaines de millions dépensés pour notre reconstitution militaire, nous n'avons pu, défalcation faite des non-valeurs, mettre en ligne qu'un effectif réel de 264,000 combattants, au

lieu des 400,000 promis dans le funeste rapport que le maréchal Lebœuf adressait à l'empereur le 6 juillet? Que devaient être nos arsenaux, qu'on disait regorger de matériel et de munitions?

Je puis invoquer à cet égard des souvenirs personnels. Je me rappelle le triste tableau que me faisait en 1867 M. le général Ducrot lors de l'affaire du Luxembourg. Il me disait en être réduit à fermer les portes de la citadelle de Strasbourg, sous prétexte de réparation aux ponts-levis, mais en réalité pour se mettre à l'abri d'un coup de main de la part des Allemands. La guerre était imminente, et il n'y avait pas un seul canon sur les remparts, toutes les batteries étaient démontées, les pièces et les affûts étaient entassés pêle-mêle à l'arsenal; il aurait fallu plusieurs mois pour mettre la place en état de défense¹.

La justification du maréchal Randon ne saurait donc avoir qu'une valeur contestable, quand on voit par l'exemple que je viens de citer que

1. L'événement a prouvé en 1870 que le péril que nous avions couru en 1867 n'avait pas servi d'enseignement. On avait reconnu cependant l'urgence de modifier le système de défense et de le reporter à une distance plus conforme au tir des canons rayés, au moyen d'une ceinture de forts détachés. Ce sont les Prussiens qui, quatre ans après, se sont servis des études préparées par notre génie militaire et qui ont transformé Strasbourg, avec une prodigieuse rapidité, en un vaste camp retranché.

l'administration de la guerre, sans se préoccuper de nos rapports si tendus avec le cabinet de Berlin, ni de la transformation militaire qui s'opérait en Allemagne avec une célérité menaçante, laissait nos frontières de l'est dans la plus déplorable condition. Je sais que les ministres de la guerre se retranchent volontiers derrière leur spécialité et allèguent que, n'étant pas juges de nos relations internationales, leur devoir se borne à exécuter les mesures que le gouvernement croit utiles dans l'intérêt de sa politique ; mais un ministre des affaires étrangères, pour justifier la témérité de ses combinaisons politiques, pourrait au même titre se retrancher derrière son ignorance des choses de la guerre et prétendre qu'il n'a pas à se soucier de l'état des forces qui devront se trouver en présence sur les champs de bataille. Ce sont des arguments spécieux qui ne tendent à rien moins qu'à détruire la solidarité entre les membres d'un même gouvernement et à leur permettre de dégager leur responsabilité personnelle. Je ne crois pas que de nos jours on puisse sans danger présider à la direction de notre politique extérieure sans se tenir soigneusement au courant des questions qui intéressent l'armée.

Nos ministres devraient pouvoir, au moyen d'un dynamomètre, si je puis m'exprimer ainsi, régler leur langage d'après la mesure exacte de nos forces et de celle des autres pays. M. de Bismarck avait si bien compris la corrélation entre l'action diplomatique et l'action militaire que, dès son entrée au pouvoir, il s'était mis en communauté d'idées incessante avec le grand état-major et le cabinet militaire du roi. Il savait que, pour faire de la grande politique, il fallait avant tout une grande armée, et il entendait n'engager la lutte qu'à bon escient, après s'être initié aux conceptions stratégiques du général de Moltke et s'être convaincu, par l'étude approfondie qu'il avait faite de l'organisation de ses adversaires, que tous les avantages seraient de son côté. Notre situation ne lui était pas inconnue, mais tout en étant renseigné sur l'état de nos places fortes et sur la faiblesse de nos effectifs, il ne pouvait soupçonner toute l'étendue de notre impuissance. Il préférerait d'ailleurs s'exagérer nos forces plutôt que de s'exposer à des surprises en dépréciant nos moyens d'action, et dans ses épanchements avec le général Govone il allait jusqu'à craindre d'être pris à revers par une armée française de 300.000 hommes. Son atta-

ché militaire à Paris le colonel de Loë, bien qu'il se rendit compte de nos imperfections, était lui-même loin de se douter que notre désorganisation en fût arrivée au point de ne pouvoir mettre en ligne qu'une quarantaine de mille hommes.

Il se trouvait cependant dans des conditions exceptionnelles pour être admirablement renseigné. Il était bien vu en cour, apparenté avec nos premières familles et lié d'amitié avec plusieurs de nos généraux. Mais il partageait dans une certaine mesure les illusions dans lesquelles on se complaisait autour de lui. Personne ne s'était donné la peine d'inspecter nos arsenaux, de compter nos effectifs, on se disait prêt, et cette confiance était partagée du bas de l'échelle jusque dans les bureaux du ministère de la guerre. Il y a des assertions qui, à force d'être répétées, deviennent des axiomes.

Quant à la guerre scientifique, à la stratégie des chemins de fer, aux télégraphes de campagne, au service des étapes, aux études topographiques, à l'impression des cartes, personne n'y songeait. On vivait sur les traditions du premier empire, sur les chances heureuses de la campagne d'Italie et sur le souvenir des expéditions d'Afrique. En

vain ceux qui revenaient d'Allemagne, pleins d'appréhensions patriotiques, appelaient-ils l'attention de nos états-majors sur les études et les préparatifs fiévreux de l'armée prussienne; on leur répondait avec dédain que la guerre ne se faisait pas théoriquement comme on se l'imaginait à Berlin, que toutes ces savantes combinaisons élaborées dans le cabinet militaire du roi seraient déjouées sur les champs de bataille, par l'imprévu de nos mouvements et par l'esprit débrouillard du soldat français.

Il était permis assurément au colonel de Loë, en présence d'affirmations si péremptoires et si universelles, de n'entrevoir qu'une partie de la réalité. Comment supposer que la France, initiée de longue date aux projets de la Prusse, se laisserait surprendre sans avoir 300,000 hommes sous la main pour imposer sa médiation et sauvegarder ses intérêts? Mais bientôt, dès le 5 juillet, l'attaché militaire prussien devait connaître la vérité tout entière. Notre impuissance lui fut révélée par des confidences plus inconsidérées que préméditées. Il put suivre heure par heure les péripéties du drame qui se déroulait à Saint-Cloud et il entendit les officiers, la veille encore

les plus confiants, incriminer avec le plus de violence l'impéritie du ministre de la guerre.

M. de Bismarck savait dès lors à quoi s'en tenir sur notre force offensive, et il n'était pas douteux pour lui que le jour où les préliminaires de paix seraient signés avec l'Autriche et les États du midi, nos moyens d'action seraient insuffisants pour appuyer nos revendications. Le gouvernement français, du reste, comme s'il était dit que dans ces moments de trouble et de confusion il subordonnerait ses intérêts les plus chers aux intérêts d'autrui, allait consacrer tous ses efforts, et, croyait-il, toute son habileté à se rendre impuissant en hâtant la conclusion d'un armistice.

Au lendemain de Sadowa, M. Drouyn de Lhuys n'en représentait pas moins dans les conseils de l'empereur les résolutions viriles dictées par les circonstances, et il ne faisait qu'interpréter le sentiment de la diplomatie française et de l'opinion publique lorsque, surpris par les événements et effrayé des conséquences qu'ils auraient pour la France, il recommandait à son souverain une démonstration militaire et la médiation armée.

Le langage qu'il tenait au comte de Goltz était conforme à ces résolutions; il ne pouvait laisser à

la Prusse que peu d'illusions sur nos intentions. La France s'opposerait aux annexions projetées par le cabinet de Berlin, si les garanties que sa sécurité réclamait sur le Rhin lui étaient refusées. Malheureusement, dans une épreuve aussi décisive pour sa politique, il ne suffisait pas d'être bien inspiré, il aurait fallu prévoir et neutraliser les influences occultes, engager la lutte corps à corps avec ses adversaires au sein du conseil et au besoin se démettre plutôt que de se soumettre.

On raconte que pendant ces jours de crise l'empereur se promenait, malade et accablé, dans le parc de Saint-Cloud, en proie aux plus cruelles perplexités ; il demandait conseil à tout le monde, il interrogeait anxieusement ses généraux, il supputait avec eux les ressources dont il pourrait disposer, et, au bout de ses calculs, il croyait voir apparaître une catastrophe. Il se flattait d'autre part, sa nature étant sujette aux illusions, que le roi Guillaume, lui sachant gré d'une neutralité qui causait à Berlin plus d'étonnement que de reconnaissance, lui tiendrait compte de son abnégation et que, sans réaliser toutes les belles promesses qui coûtaient si peu

M. de Bismarck, la Prusse donnerait cepen-

dant satisfaction aux inquiétudes jalouses de la France.

Un instant l'empereur voulut envoyer un de ses aides de camp au quartier général du roi de Prusse. Le général Fleury était indiqué pour cette mission. Il avait recueilli de la bouche de M. de Bismarck, en 1864, lorsqu'il traversait Berlin, pour se rendre à Copenhague, des assurances qu'il aurait pu lui rappeler avec l'autorité que lui donnait sa position auprès de l'empereur. « On se débrouillera, lui avait dit le ministre prussien, chacun prendra ce qui sera à sa convenance. » Mais l'idée fut combattue par les amis de M. Benedetti; ils prétendaient que l'apparition d'un général diplomate aurait le double inconvénient de froisser l'amour-propre prussien et d'affaiblir en la contrariant l'action de l'ambassadeur. C'était ce qu'insinuait M. de Goltz, tout en s'attaquant en présence du général Fleury à ceux qui combattaient sa mission.

Il fut question aussi, pendant quelques jours, d'envoyer le prince Napoléon en Italie; c'était la dernière carte sur laquelle on comptait pour vaincre les résistances de Victor-Emmanuel et de son gouvernement. On y renonça, soit que le

prince déclinât la mission, soit qu'on en reconnût l'inutilité. Dans le conseil des ministres tenu le 10 juillet, la politique d'assistance invoquée par le prince de Metternich et soutenue par le ministre des affaires étrangères succombait définitivement devant les considérations italiennes, plus encore que devant les préoccupations militaires. Cela est si vrai que nous verrons le ministre d'État, la question vénitienne une fois apaisée, se rallier et s'associer à la politique des compensations. Ce n'est que quelques jours plus tard, après un dernier et vigoureux effort du prince Napoléon ¹, que la politique d'intervention sur le Rhin succombait à son tour.

M. de Goltz et M. Nigra restaient mattres du terrain. Ils avaient l'un et l'autre bien mérité de leur pays.

1. Note du prince Napoléon à l'empereur en date du 14 juillet. — *Papiers des Tuileries*.

V

LA MÉDIATION DE LA FRANCE.

M. BENEDETTI AU QUARTIER GÉNÉRAL PRUSSIE.

Quand les premières émotions provoquées par les nouvelles de Bohême se furent un peu calmées et que les partisans d'une démonstration militaire immédiate eurent définitivement perdu leur cause, le cabinet des Tuileries, délivré du souci d'agir sans en avoir les moyens, reprit contenance d'autant plus vite, que la Prusse, sans qu'il eût été besoin d'élever la voix, acceptait notre médiation. A la vérité, elle avait soin d'écarter des préliminaires de la paix les questions qui nous intéressaient personnellement et qui d'ailleurs étaient incompatibles avec la médiation. C'était de sa part une preuve non équivo-

que de condescendance que de ne pas repousser notre intervention et de nous laisser présider en quelque sorte à ses arrangements avec l'Autriche ; mais elle avait besoin de respirer, de se reconnaître après de si grands résultats. Il s'agissait de gagner du temps, de ne pas rompre en visière à un voisin dont on n'ignorait pas les faiblesses, mais dont le prestige n'avait encore subi aucune atteinte effective.

Ce fut pour nous le dernier sourire de la fortune ; notre médiation acceptée par la Prusse nous permit de pallier les résultats désastreux de notre imprévoyance et de donner le change, momentanément du moins, à l'opinion publique. On put croire encore à notre puissance et à notre ascendant moral.

M. Drouyn de Lhuys ne crut pas devoir abandonner la direction des affaires à ceux qui avaient combattu et fait échouer son programme. Sur les instances de l'empereur, qui avait gardé un goût marqué pour sa personne, il resta au pouvoir avec la secrète espérance de réparer par l'habileté de sa diplomatie l'échec qu'il venait d'éprouver. La violence qu'il faisait à ses convictions ne devait qu'irriter ses adversaires, augmen-

ter les irrésolutions du souverain et enlever à notre politique sa dernière chance de salut : l'unité d'action. Représentant déclaré de l'alliance autrichienne qu'il avait en quelque sorte consacrée par la convention du 12 juin, mal vu à Florence et à Berlin, il se dévouait à la tâche ingrate d'arrêter la Prusse exaltée par la victoire et l'Italie exaspérée par la défaite, sans disposer d'une armée pour se faire écouter. Les instructions qu'il adressa à M. Benedetti s'écartaient sensiblement de celles qu'il avait soumises le 5 juillet au conseil des ministres, sous la première impression de la bataille de Sadowa. Notre ambassadeur devait rejoindre le quartier général, non plus pour intervenir avec l'autorité et l'assurance que nous aurait données une armée de 300,000 hommes, prête à s'ébranler au premier refus, mais pour recommander la modération au vainqueur, et l'arrêter dans sa marche par la persuasion.

Il n'avait pas mission, bien entendu, de formuler des demandes de compensation, car il en était même à ignorer les conditions de la paix. C'est avec le comte de Goltz, témoin de nos irrésolutions, qu'on entendait traiter. Au lieu de concer-

ter et d'arrêter un plan que notre ambassadeur, en contact direct avec le roi et son ministre, aurait pu faire prévaloir selon les circonstances et suivant les dispositions qu'il eût rencontrées, on préféra débattre les conditions de la paix à Paris avec un diplomate qui, merveilleusement renseigné sur notre force de résistance morale et militaire, nous endormait en se portant garant de promesses fallacieuses. Cependant le temps marchait, et les heures si précieuses pour l'action, dépensées en pourparlers infructueux, devaient fatalement nous conduire au bout de quelques semaines à la douloureuse alternative ou de faire la guerre après en avoir laissé échapper le moment, ou de renoncer à des revendications consacrées par des déclarations solennelles.

Sans doute, l'empereur était encore l'arbitre écouté, car de ses résolutions allait dépendre le sort de l'Europe. Par la force des choses, Paris était le centre où venaient converger les informations et s'exercer l'action diplomatique des puissances belligérantes. Mais les communications avec le quartier général n'étaient ni rapides ni faciles, et l'on s'exposait à de fâcheux mécomptes en prenant des déterminations sur des renseigne-

ments d'une sincérité douteuse. Mieux eût valu envoyer des instructions à notre ambassadeur qui se trouvait sur les lieux, à portée de Vienne, et s'en remettre à son initiative et à son habileté pour sauvegarder les intérêts de notre politique.

Le 9 juillet, M. Benedetti recevait l'ordre de se rendre sur-le-champ au quartier général. « Exposez au roi et au comte de Bismarck, lui télégraphiait M. Drouyn de Lhuys, que la cession de la Vénétie à l'empereur le place dans une position qui ne saurait se prolonger et dont il est résolu à ne sortir qu'honorablement. Nous devons remettre la Vénétie à l'Italie, mais il faut pour cela que l'Italie accepte un armistice, et son acceptation est subordonnée au consentement de la Prusse. Faites comprendre qu'un refus serait vivement ressenti et entraînerait les conséquences les plus graves ¹. »

1. M. Drouyn de Lhuys à M. Benedetti, 7 juillet 1866. « On ne s'expliquerait pas pourquoi l'Italie, qui a obtenu tout ce qui est pour elle l'objet de la guerre, n'accepterait pas un armistice. Il dépend du cabinet de Berlin d'exercer sur la détermination du cabinet de Florence une action décisive et de le détourner à poursuivre des opérations sans intérêt pour la Prusse qui a obtenu des succès qui ne laissent rien à désirer. Nous comptons sur la modération de la Prusse et nous espérons qu'elle acceptera pour elle et fera accepter par l'Italie l'armistice que l'Angleterre appuie à Florence et à Berlin et que la Russie appuiera de son côté. »

On commençait à s'apercevoir qu'on tournait dans un cercle vicieux ; le roi Victor-Emmanuel réclamait le quadrilatère à titre de gage et refusait de s'arrêter sans l'assentiment formel de son allié ; le roi Guillaume, de son côté, n'entendait consentir à un armistice et même à une courte suspension d'armes qu'à la condition qu'il se mettrait d'accord avec le cabinet de Florence et que l'Autriche accepterait les préliminaires de la paix. L'Italie espérait prendre une revanche de Custozza, et la Prusse voulait, comme l'écrivait le comte Usedom, « anéantir l'Autriche en la frappant au cœur ¹ . »

M. Benedetti quittait Berlin le soir même avec

1. Note du comte Usedom, Florence, 17 juin 1866. « Le système de guerre que la Prusse propose à l'Italie est celui d'une *guerre à fond*. La Prusse, sans se laisser arrêter par aucun obstacle, poussera ses succès vers Vienne et l'Italie ne devra pas se contenter de pénétrer en Vénétie ; il faut qu'elle se fraye le chemin vers le Danube, qu'elle se rencontre avec elle au centre même de la monarchie impériale, en un mot qu'elle marche sur Vienne. Pour s'assurer la possession durable de Venise il faut d'abord avoir *frappé au cœur* la puissance autrichienne. Le Gouvernement prussien a fait étudier la question hongroise. La Hongrie soutenue par l'Italie et la Prusse leur servira comme chaînon de ralliement et comme appui stratégique. Un corps volant (légion Hongroise commandée par Klapka) pénétrera en Hongrie et joindra les forces nationales qui se seront formées, et les coups qui seront portés à l'Autriche *ne frapperont plus alors ses extrémités, mais son cœur*. Le gouvernement prussien propose au cabinet florentin de pourvoir en commun aux frais nécessaires pour ces expéditions. »

son premier secrétaire. Il était livré à ses propres inspirations et ne connaissait la pensée de son gouvernement que par les instructions très sommaires que j'ai indiquées. Il ne devait être instruit des bases posées à notre médiation que par le bon vouloir de M. de Bismarck.

Son voyage fut lent et difficile ; les routes étaient encombrées de convois de blessés et de prisonniers. Le 10 juillet, il couchait à Koenigshof ; le 11, il traversait l'extrême droite du champ de bataille de Koeniggrætz. Il manqua le roi successivement à Pardubitz, où il passait l'Elbe, et à Hohenmauth, sur la route de Brünn, tant la marche de l'armée était rapide. Il ne l'atteignit que le 12 à Zwickau, à une heure avancée de la nuit. Il dut se faire indiquer par des factionnaires la demeure du premier ministre, qui s'était installé dans une habitation abandonnée par son propriétaire. M. Lefebvre de Béhaine, chargé de demander une entrevue, trouva M. de Bismarck devant son bureau, la plume à la main et deux revolvers à ses côtés. Comme d'habitude, et malgré les fatigues de la campagne, il consacrait la première partie de la nuit à sa correspondance.

L'arrivée de l'ambassadeur de France parut

causer au ministre une véritable surprise ; à l'en croire, il ignorait absolument que M. Benedetti eût quitté Berlin. « Il est vrai, ajoutait-il, que le télégraphe est en désarroi, que les fils sont coupés sans cesse par des mains inconnues ! »

M. de Bismarck ne remit pas l'entretien au lendemain ; il reçut l'ambassadeur sur l'heure, et, plein de courtoisie, il lui offrit, à la guerre comme à la guerre, de partager son campement.

La rencontre du comte de Bismarck et de M. Benedetti en pleine Moravie, dans une habitation abandonnée, à portée des champs de bataille, au milieu de la nuit, n'est pas un des incidents les moins émouvants de la guerre de 1866. Les derniers entretiens qu'ils avaient échangés à Berlin pouvaient-ils en effet permettre de supposer qu'ils se retrouveraient sitôt en présence et dans de pareilles conditions ? Il était évident que les rôles allaient être quelque peu intervertis. M. de Bismarck, animé de l'orgueil que donne le succès chèrement conquis, se sentait porté par la fortune. Il n'avait déjà plus à solliciter notre bon vouloir, mais la prudence lui commandait de nous ménager, car il avait encore quelques étapes périlleuses à franchir avant d'atteindre le

but. M. Benedetti, au contraire, venait de traverser des armées triomphantes, il était sans direction, et, pressentant nos défaillances, surpris par les événements, il s'inquiétait de sa responsabilité, bien qu'il eût la conscience de ne pas avoir failli à ses devoirs d'informateur. Il comptait néanmoins sur les ressources de son esprit délié, sur la finesse de sa pénétration, et aussi sur l'expérience qu'il avait du caractère et des procédés de son adversaire. Il ne lui manquait, pour réussir, que des instructions précises et une armée concentrée sur les frontières du Rhin. Dès les premiers mots, il put s'apercevoir que les circonstances étaient changées. Il dut élever la voix et faire entendre à son interlocuteur qu'on n'en était plus au temps de Frédéric le Grand, où « ce qui était bon à prendre était bon à garder ». Il lui représenta que l'empereur, en déférant au vœu de l'Autriche, avait accepté dans l'intérêt de la paix une tâche qui ne pouvait rester en suspens, et que Sa Majesté se trouvait placée, par les difficultés auxquelles elle se heurtait, dans une situation d'où elle entendait sortir avec honneur.

M. de Bismarck ne méconnaissait pas la diffi-

culté de la tâche qui nous était dévolue, mais il trouvait que l'intervention de l'empereur ne s'exerçait en réalité qu'au détriment de la Prusse et de l'Italie qui ne cessait de lui rappeler le traité du 8 avril. Il prétendait que notre médiation permettait à l'Autriche de se procurer le temps et les moyens de reconstituer son armée, quitte à débattre les propositions, à les rejeter et à reprendre les hostilités. « Les portes de Vienne, disait-il, nous sont ouvertes aujourd'hui, elles nous seront fermées avant peu, et nous serons forcés de combattre de nouveau, de courir les hasards d'une nouvelle bataille pour reconquérir la position que nous assure la victoire de Kœniggrætz. La cession de la Vénétie, ajoutait-il avec une pointe d'amertume, n'a pas d'autre objet, et, bien que notre confiance dans les dispositions de la France n'en soit atteinte à aucun degré, nous ne pouvons nous empêcher de regretter une interposition qui compromet nos avantages. »

C'était la loi des anciens temps, le vaincu livré à la merci du vainqueur, qu'invoquait le ministre prussien, sans souci des tiers; c'était la théorie de Frédéric II que la défaillance de l'Europe

devait consacrer en 1871. Mais on n'était pas encore en mesure de la faire prévaloir, on se trouvait aux prises avec un médiateur qu'il eût été dangereux d'éconduire. « De deux choses l'une, disait M. Benedetti ; ou vos exigences ne sont pas inconciliables avec les intérêts de l'équilibre européen que vous ne pouvez vous abstenir de respecter, ou vous prétendez tirer des revers de l'Autriche des résultats inquiétants pour les puissances dont la neutralité vous est indispensable et que vous ne sauriez contraindre à prendre des mesures préventives sans risquer de modifier sensiblement la position des belligérants. Dans l'un et dans l'autre cas, l'empereur vous rend service en vous offrant ses bons offices, car vous ne pouvez continuer la guerre et élever si haut vos revendications sans contraindre les États dont la neutralité vous est indispensable à prendre les mesures préventives que réclame leur sécurité. C'est une éventualité, ajoutait-il en appuyant, sur laquelle je me permets d'appeler toute votre attention. » Ce n'étaient pas les seuls arguments que faisait valoir notre ambassadeur pour émouvoir le cabinet de Berlin. Il démontrait que si des conditions inacceptables devaient pousser l'empereur François

Joseph à se retirer sur Pesth et Presbourg, l'occupation de Vienne deviendrait pour la Prusse le plus grand, le plus périlleux des embarras. Obligée d'assurer ses communications avec Berlin, elle serait affaiblie sur le Danube, condamnée à l'immobilité, elle ne pourrait songer à poursuivre les Autrichiens en Hongrie. Ses frontières restant ouvertes, toutes ses forces se trouveraient employées en Autriche et sur le Rhin.

C'était parler d'or et prêcher un converti. M. de Bismarck ne songeait déjà plus, en face de notre intervention, à réduire l'Autriche aux résolutions que suscite le désespoir; il ne se souciait pas de courir des aventures en Hongrie, et moins encore de se mesurer avec nous sur le Rhin. Il avait hâte, au contraire, de terminer la guerre, et d'assurer, dans les limites du possible, les résultats de ses victoires. Mais il entraînait dans sa tactique de nous impressionner, d'exploiter au profit de ses desseins l'ardeur belliqueuse de ses états-majors et les appétitions territoriales de son souverain. Le prince de Reuss venait d'arriver à Paris, et des rapports inquiétants partis du quartier général ne pouvaient que faciliter sa mission. N'était-il pas chargé officieusement de faire com-

prendre à l'empereur que le roi compromettrait sa popularité s'il n'assurait pas au pays et à l'armée, comme prix de leurs sacrifices, des agrandissements de territoire? Aussi M. de Bismarck, avant de prendre aucune résolution, aurait-il voulu connaître l'accueil qui serait fait aux conditions de l'armistice, développées dans les dépêches qu'il avait adressées au comte de Goltz; il aurait voulu savoir quel effet produiraient les ouvertures que le prince de Reuss était chargé de faire à l'empereur de la part du roi. C'était l'avis du ministre prussien, mais ce n'était pas celui de l'ambassadeur français, qui trouvait que rien n'empêchait l'armée d'arrêter ses mouvements en attendant les réponses de Paris.

Il était quatre heures du matin, et l'on se sépara sans rien conclure, peu satisfait l'un de l'autre, dans des dispositions qui ne semblaient pas rendre une entente facile.

M. de Bismarck était dérouté par une attitude en quelque sorte comminatoire, qui ne répondait guère au tableau que ses correspondants lui faisaient de la cour de Saint-Cloud. Tout l'avantage de cette première rencontre était resté à M. Benedetti. Il était sorti de l'entretien convaincu

qu'il suffirait d'être ferme et résolu pour donner à réfléchir à la cour de Prusse et l'amener à d'importantes et immédiates concessions. « Je ne crois pas devoir vous cacher, écrivait-il à M. Drouyn de Lhuys, en parlant de l'exaltation ambitieuse des généraux qui entouraient le roi, qu'à mon sens il est indispensable de tenir un langage plus ferme encore que celui que vous m'avez recommandé et que j'ai fait entendre dans la mesure que vous m'avez indiquée. » Mais, après avoir conféré avec le roi, il se voyait forcé de convenir qu'il était deux points sur lesquels la Prusse ne transigerait pas, à savoir la confédération du Nord et une extension territoriale suffisante pour unir dans des conditions convenables les deux grandes fractions de la monarchie. Il disait que le roi insistait particulièrement sur la nécessité d'obtenir un agrandissement territorial, et qu'il y subordonnerait toutes ses résolutions, car il recevait à chaque instant, et de tous côtés, des adresses qui démontraient que l'opinion publique était unanime à cet égard.

Il était évident qu'on n'avait accepté notre médiation qu'avec l'arrière-pensée d'en limiter l'exercice. On comprenait qu'il était indispensa-

ble de nous ménager, et au fond l'on ne demandait pas mieux que de se concerter avec nous ; mais on ne se souciait pas de laisser à l'empereur l'entière liberté que comporte en principe toute médiation. On était décidé à ne pas arrêter le mouvement offensif de l'armée et à ne pas signer l'armistice tant que la confédération du nord et la contiguïté des territoires ne seraient pas garanties, soit par la signature des préliminaires de paix, soit par une déclaration positive de la France. « La parole de l'empereur nous suffit, disait M. de Bismarck ; qu'il nous garantisse personnellement la contiguïté des territoires et le lien à établir entre la Prusse et les États du nord, et le roi sera satisfait. » Les négociations que le prince de Reuss poursuivait à Paris n'avaient pas d'autre objet que d'amener l'empereur à s'engager personnellement et à sortir de son rôle de médiateur.

Les prétentions que le cabinet de Berlin élevait à ce moment n'avaient rien d'exorbitant ; elles étaient conformes au programme impérial du 11 juin. L'empereur n'avait-il pas reconnu spontanément, comme une nécessité d'ordre et d'équilibre européen, le besoin qu'avait la Prusse de se

donner une configuration plus homogène? La Prusse n'en demandait pas davantage; son ambition, indépendamment des duchés d'Elbe et de la confédération du Nord, se bornait à s'annexer un peu plus de 300,000 habitants, dont la Saxe, le Hanovre et la Hesse-Électorale devaient faire les frais, juste de quoi combler les solutions de continuité du royaume.

Après d'aussi éclatants succès, une politique bien inspirée, exempte d'arrière-pensées que les circonstances ne comportaient plus, se serait hâtée de prendre acte des revendications prussiennes. Mais on était à Paris plus préoccupé de Florence que de Berlin; on subissait des influences contradictoires, on vivait au jour le jour, sans plan de conduite nettement arrêté, cédant à des impressions, comptant, pour sauvegarder les intérêts du pays, sur la fortune, qui déjà nous avait abandonnés.

La fermeté de l'ambassadeur ne devait pourtant pas rester sans effet. A la suite d'un conseil de guerre réuni à Czerna-Ora, en quelque sorte sous ses yeux, sur la terrasse du château, le roi l'informa que, pour avoir le temps de connaître les résolutions de l'Italie, il consentait, non pas

à un armistice, ou à une suspension d'armes incompatible avec le traité italien, mais à une abstention d'hostilités de trois jours. C'était un acte de déférence plutôt qu'une concession réelle; les propositions étaient telles que l'état-major autrichien dut les repousser ¹. La Prusse s'engageait à s'arrêter à trois milles d'Olmuz mais rien ne l'empêchait d'y cerner l'armée de Benedek et d'empêcher sa jonction avec l'armée du Sud, qui, déjà en marche, devait s'arrêter en route.

M. de Bismarck qui, dans l'entretien nocturne de Zwickau, s'était laissé aller à se plaindre de notre intervention, avait bientôt reconnu que le gouvernement de l'empereur n'en était pas encore à se laisser émouvoir par des essais d'intimidation. Il avait trop compté sur la mission du prince de Reuss, fort bien vu assurément aux Tuileries,

1. Le premier secrétaire de l'ambassade de France dut porter les propositions prussiennes aux avant-postes autrichiens, car on ne voulait pas qu'on pût soupçonner le roi d'en avoir pris l'initiative; elles étaient jointes à la note dont voici le texte : « Ne pouvant conclure sans le consentement de l'Italie l'armistice proposé par la France, mais voulant cependant donner à l'empereur Napoléon un témoignage de ses bons sentiments, le roi, afin de laisser le temps de constater les intentions du gouvernement italien, est prêt à ordonner à ses troupes, à titre réciproque, de s'abstenir de tout acte d'hostilité contre l'Autriche pendant trois jours. » M. Lefèvre de Behaine revint à Brünn, le 15, avec des contre-propositions jugées inacceptables par le roi.

mais dont l'action, bien qu'étayée par une lettre autographe du roi, n'était pas de celles qui décident du sort des empires.

Le prince de Reuss n'était pas un diplomate de grande envergure, mais c'était un grand seigneur qui, par le charme et la distinction de ses manières, atténuait les préventions qu'inspirait parfois la personnalité anguleuse du comte de Goltz. Il avait su capter la bienveillance de l'empereur, qui l'admettait volontiers dans l'intimité de sa cour, où il contre-balançait souvent avec succès l'influence du prince de Metternich. Si son nom est resté dans la pénombre, il n'en a pas moins été pour la politique prussienne un auxiliaire insinuant et utile. Mais à cette heure les intérêts étaient trop graves pour les subordonner à des questions de personnes. Bien que le parti de l'intervention eût perdu beaucoup de terrain, il était encore sur la brèche, et il ne négligeait aucun effort pour empêcher l'empereur de lâcher la bride aux convoitises que révélaient les communications du roi Guillaume, sans obtenir de lui des compensations équivalentes sur le Rhin.

Les hommes d'État les plus dangereux dans la pratique des rapports internationaux sont ceux

qui subordonnent les principes aux résultats.

« M. de Bismarck était sans préjugés; comme Frédéric II, il s'en remettait aux événements, à son intelligence et à la sottise humaine¹. » —

« Je n'ai jamais eu de plan arrêté d'avance, avait dit jadis ce grand politique, je me suis toujours réglé d'après la marche des événements et la conduite de mes adversaires. » Lorsque M. de Bismarck reprit ses entretiens avec l'ambassadeur de France, son langage n'était plus le même. Loin de récriminer de nouveau contre une intervention que la veille il trouvait entachée de partialité, il faisait en termes convaincus et à brûle-pourpoint un appel à notre ambition. Ce n'était plus Richelieu, c'était Mazarin. Il reconnaissait que les instructions données à l'ambassadeur du roi au sujet des annexions n'avaient rien d'absolu, que l'objet principal en était de combiner un accord avec le gouvernement de l'empereur, qu'en un mot, elles l'autorisaient à transiger, en proportionnant les conditions au prix que réclamerait la France pour s'entendre avec la Prusse. Il maintenait toutefois ses premières demandes, car il ajoutait

1. A. Sorel, *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*.

aussitôt, qu'un accord n'était possible, qu'autant qu'on agréerait à Paris certaines clauses dont le gouvernement du roi était résolu à ne pas se départir. Quelles étaient ces clauses? M. de Bismarck ne s'en expliquait pas. Elles pouvaient se rapporter au principe des annexions projetées dans le nord, voire à l'hégémonie de toute l'Allemagne, comme aussi à nos rectifications de frontières sur les bords du Rhin. M. Benedetti resta muet. Nous savons qu'il était sans instructions.

Dans une seconde entrevue, le président du conseil revint avec une nouvelle insistance sur l'intérêt qu'avaient les deux pays à se concerter et à s'unir. Il semblait attendre que notre ambassadeur voulût bien formuler ses demandes. M. Benedetti persista dans son silence.

Cette réserve n'impliquait-elle pas une arrière-pensée? M. de Bismarck pouvait le croire, et il devait en inférer que nous ne nous expliquerions qu'à coup sûr, devant des offres nettes et précises. Aussi, sans s'arrêter aux objections réitérées de notre ambassadeur, qui disait n'être muni ni d'instructions ni des pleins pouvoirs nécessaires, lui proposa-t-il de discuter et d'établir avec lui

les bases d'un armistice, qu'il se chargerait de faire accepter au roi. Il ne s'en tint pas là. Il essaya de lui démontrer qu'après les revers de l'Autriche, rien ne s'opposait plus à ce que la France et la Prusse modifiassent à elles seules leur état territorial, et qu'elles pouvaient dès ce moment résoudre d'un commun accord les difficultés qui étaient de nature à menacer la paix de l'Europe. M. Benedetti, toujours sur la défensive, eut beau rappeler qu'il existait des traités, et que la guerre serait la conséquence forcée d'une telle politique, M. de Bismarck insista. — « Vous vous méprenez, disait-il; la France et la Prusse unies, et résolues à redresser leurs frontières, en se liant par des engagements solennels, seraient en situation de régler toutes les questions, sans avoir à se préoccuper ni de la résistance armée de l'Angleterre, ni de celle de la Russie. »

Les dates ont leur importance. C'est le 15 juillet que M. Benedetti rendait compte dans un rapport d'ensemble écrit à Brünn des entretiens successifs qu'il avait eus avec le comte de Bismarck. Douze jours s'étaient écoulés déjà depuis Sadowa. Le 14 juillet, le parti de la guerre

luttait encore, nous l'avons vu par la note du prince Napoléon trouvée aux Tuileries. Il s'agissait donc de maintenir le gouvernement français dans ses illusions, de se montrer prêt à conclure avec lui un nouveau Tilsitt, et de lui laisser l'espoir d'importants agrandissements territoriaux, en échange des annexions déjà consommées de fait dans le nord de l'Allemagne¹. Aussi rien ne coûtait-il à M. de Bismarck pour nous convaincre qu'il tenait compte de nos intérêts dans la mesure la plus large et la plus sympathique. Il trouvait un autre avantage dans ces négociations, qui devaient prendre de plus en plus un caractère dilatoire. Elles lui permettaient d'échapper au contrôle de l'Europe. Il suffisait en effet de désintéresser la puissance qu'il avait particulièrement à redouter pour empêcher une intervention collective au nom de l'équilibre menacé.

Il n'avait donc plus à demander au destin que quelques jours de répit pour écraser les armées

1. Lettre de M. de Clermont-Tonnerre, Berlin, 20 juin 1866. ... « Le but actuel de M. de Bismarck paraît être de prolonger notre inaction par un mirage d'acquisitions territoriales, en rassurant en même temps l'Allemagne contre la réalité de ce danger. » — Voir à l'Appendice.

du midi, concerter les préliminaires avec l'Autriche, compléter ses effectifs et avoir les coudées franches. Ce répit, la fortune ne devait pas le lui refuser.

M. Benedetti continuait à suivre le roi d'étape en étape, fort embarrassé de son rôle, attendant des instructions qui n'arrivaient pas et ne sachant plus sur quel diapason régler son langage. Il sentait, malgré les attentions dont il était l'objet, que sa présence au quartier général froissait l'amour-propre prussien plus exalté que jamais. Il songeait sérieusement à retourner à Berlin, déjà il en avait demandé l'autorisation, lorsque le 15 juillet il reçut une dépêche datée du 9 ; elle était restée six jours en route ! M. de Bismarck n'avait-il pas eu soin de prévenir M. Benedetti, dès leur première rencontre, que les fils télégraphiques étaient coupés sans cesse par des mains inconnues ? On l'invitait à venir à Paris pour y faire connaître ses premières impressions. M. Drouyn de Lhuys comptait sans doute sur l'assistance de l'ambassadeur pour livrer un combat suprême à ses adversaires. Mais l'ambassadeur ne crut pas devoir répondre à cet appel : « Il craignait d'arriver trop tard pour

l'utilité des explications qu'il serait à même de donner¹. »

Le gouvernement de l'empereur se voyait débordé par les événements, il ne pouvait se dissimuler qu'il n'en était plus le maître. Il commençait à sentir tout ce que le rôle de médiateur, si hâtivement, si glorieusement revendiqué, avait d'ingrat et de périlleux. Arracher des concessions à l'Autriche, modérer les exigences de la Prusse, reprocher à l'Italie son ingratitude et refréner ses prétentions, c'était une tâche peu enviable. « Je suis frappé de ce fait, écrivait le duc de Gramont à la date du 17 juillet, que de tous les côtés on critique nos efforts de pacification, les uns, parce qu'ils se plaignent d'être arrêtés et gênés dans leur essor, les autres, parce qu'ils se voient abandonnés à leur destin. Notre œuvre accomplie dans de telles conditions ne nous laissera pas un ami. » N'eût-il pas mieux valu se borner au rôle plus effacé de simple intermédiaire, qui aurait permis à notre politique d'affirmer l'in-

1. M. Benedetti se ravisa le lendemain; il demanda si sa présence était toujours nécessaire. Son interpellation resta sans réponse; il était trop tard, déjà les préliminaires de la paix étaient concertés et arrêtés avec le comte de Goltz.

térêt français avec une liberté d'appréciation absolue? Mais il aurait fallu, dès le lendemain de Sadowa, je l'ai déjà dit, ou se rallier à l'idée du congrès, ou concevoir un plan, ne pas s'en départir, et s'en fier, pour l'exécution, à l'expérience et à l'énergie de notre diplomatie.

M. Drouyn de Lhuys sentait si bien qu'on s'était engagé, et pour le présent et pour l'avenir, dans une situation fautive et dangereuse, que dans une note destinée à l'empereur il cherchait à donner à notre intervention un caractère précis. Il estimait que la France ne devait pas s'interdire, par une participation trop directe aux négociations, la faculté de réagir contre les conséquences possibles du traité; selon lui, le rôle de notre représentant devait être celui d'un intermédiaire amical, se bornant à user de toute son influence pour amener les belligérants sur un terrain commun.

« Nous ne sommes ni des arbitres, disait-il, imposant aux deux parties des solutions, ni des négociateurs prenant une part directe aux arrangements. Nous n'aurons donc pas à signer des préliminaires et notre ambassadeur devra éviter autant que possible, dans ses communications

avec les négociateurs, l'usage des notes, des pièces écrites et des notifications officielles. »

On avait renoncé à faire venir M. Benedetti à Paris, mais par contre on lui donnait l'ordre de se rendre à Vienne pour s'assurer des dispositions du gouvernement autrichien et se concerter avec M. de Gramont, qui venait de recevoir le projet de préliminaires. M. de Goltz avait obtenu plus que ne demandait son gouvernement. « Les préliminaires, écrivait M. de Gramont, dépassent en quelques points ce que demande la Prusse; le cabinet de Vienne est informé que pour faire la paix elle exige moins que ce que nous lui offrons. »

M. Benedetti était parti pour Vienne le 16 juillet; le 18, une dépêche lui enjoignait de retourner au quartier général, qui venait de s'établir à Nikolsbourg, et de redoubler d'efforts pour amener un armistice. Le hasard avait voulu que le roi s'installât dans le château appartenant au comte de Mensdorf. Le ministre des affaires étrangères d'Autriche ne se doutait pas assurément, en déclarant la guerre à la Prusse, qu'avant deux mois les portraits de ses ancêtres présideraient à la signature de préliminaires qui devaient consacrer

la dissolution de la confédération germanique.

L'Autriche, en voyant l'empereur impuissant à Florence et incapable de lui prêter une assistance effective, s'était résignée à son sort. Elle souscrivait à toutes les exigences de la Prusse, sauf la perte de la Silésie et le sacrifice de la Saxe, qui, à l'encontre de ses autres alliées, s'était résolument et loyalement compromise pour elle. A son retour de Vienne, M. Benedetti trouva le président du conseil fort irrité contre son représentant à Paris. Il lui reprochait d'avoir méconnu ses instructions en accédant à nos préliminaires, sans avoir obtenu satisfaction sur une des conditions essentielles de la paix, la contiguïté des territoires, dont le roi n'entendait pas se départir. Et cependant il lui avait fait connaître les intentions de Sa Majesté, dès le 8 juillet, dans une dépêche datée de Pardubitz ; il ne lui avait pas laissé ignorer que le cabinet de Berlin se croyait autorisé par ses succès à réclamer un agrandissement important. Bien plus, il l'avait invité à s'en expliquer avec le gouvernement de l'empereur. Il lui avait prescrit d'indiquer comme maximum des prétentions de la Prusse l'annexion des pays occupés par ses armées dans le nord de l'Alle-

magne. Mais ces prescriptions n'étaient pas absolues, il était autorisé à réduire ses demandes successivement à un minimum qui devait se composer de l'un des quatre cercles de la Saxe; de deux fractions du Hanovre compromises, l'une à l'ouest du grand-duché d'Oldenbourg, l'autre au sud du Brunswick; enfin de la partie de la Hesse-Électorale enclavée dans le territoire prussien. Il était dit que M. de Goltz ferait le désespoir de son ministre; il avait pris le contre-pied de sa politique en 1864, il s'était montré équivoque en 1865, lors de l'incident de Gastein, et cette fois sa conduite était presque criminelle.

M. Benedetti n'avait pas à suivre M. de Bismarck sur le terrain des récriminations; il lui appartenait moins encore d'apprécier la conduite de son agent. Il aimait mieux faire ressortir tous les avantages que les préliminaires assuraient à la Prusse. C'était l'annexion des duchés de l'Elbe, la dissolution de la confédération germanique, et la création d'une confédération du nord, dont toutes les forces seraient placées sous le commandement du roi.

M. de Bismarck n'en disconvint pas, mais ces résultats, selon lui, touchaient peu le roi et satis-

feraient moins encore l'armée et l'opinion publique, qui ne comprendraient pas qu'on fit la paix pour restituer intégralement ce qu'on avait conquis, sans profiter de ses succès pour corriger l'étrange configuration de la monarchie. Aussi croyait-il que le roi serait forcé de continuer la guerre s'il ne lui était fait aucune concession territoriale¹.

Les conseils se succédèrent et ce n'est qu'à l'issue de la dernière séance que M. de Bismarck finit par déclarer qu'on ne déclinait pas notre médiation, qu'on négocierait sur les bases que nous avions libellées, bien que le roi se refusât à les envisager comme des conditions suffisantes pour la conclusion de la paix. Il ajoutait qu'il allait faire pressentir cette résolution à M. de Goltz, et qu'il lui prescrivait par l'ordre de son souverain de s'en ouvrir franchement avec l'empereur.

Ce fut un moment critique pour la cour de Prusse. Le roi avait fait mander le prince royal au quartier général : il ne voulait pas engager les des-

1. Au début de la guerre, la presse officieuse protestait contre l'intention de s'annexer le Hanovre et même la Hesse-Electorale contre la volonté des populations. On évitait avec le plus grand soin de proclamer la politique de conquête, de peur d'inquiéter l'opinion publique en Europe.

tinées de la monarchie sans connaître son avis. On dit qu'il manifesta l'intention d'abdiquer plutôt que de rentrer dans sa capitale sans apporter à son peuple le juste prix des succès de l'armée. On parle aussi de propos calculés, tenus dans une pièce voisine où se trouvait l'ambassadeur de France, d'une scène qui se serait passée à la cantonade, vague et lointaine réminiscence de la scène de Campo-Formio, où le casque aurait été substitué avec avantage au cabaret de Saxe. Les scènes historiques ont toujours prêté à la légende. Il n'en est pas moins certain que, s'il n'avait tenu qu'au roi, « les lois fatales de l'histoire et les décrets impénétrables de la Providence » ne seraient pas restés en suspens devant notre médiation. Le problème germanique eût été résolu sur l'heure : la Prusse se serait substituée à l'Allemagne. Déjà Saint-Simon avait constaté que, de tous les princes de l'Europe, les rois de Prusse étaient les plus attentifs à leur agrandissement. L'attention du roi Guillaume n'avait pas besoin d'être stimulée.

En se résignant, on tenait du moins à ne pas nous laisser ignorer qu'on subissait, le cœur ulcéré, les nécessités du moment, et qu'en persistant dans

notre attitude, nous nous exposions à perdre tous les bénéfices de notre neutralité. Des résultats considérables étaient acquis, mais il importait de ne pas les compromettre. On n'adhérait aux préliminaires qu'avec des réserves et des restrictions mentales, décidé à faire échouer les négociations, si la démarche prescrite à M. de Goltz devait rester infructueuse. Déjà, prévoyant notre résistance, on avait ordonné la mobilisation des quatrièmes bataillons, on résolut de former des cinquièmes bataillons, avec des levées supplémentaires et le grand état-major fut invité à reporter tout partiellement son attention vers le Rhin. Quelques jours plus tard, dès l'arrivée des plénipotentiaires autrichiens au quartier général, on put constater que les convois militaires se succédaient sur les lignes de l'ouest. L'armée commençait à opérer un mouvement de conversion.

II

L'ACTION DE M. DE GOLTZ A PARIS.

L'heure était solennelle. Tout allait dépendre du parti que l'ambassadeur du roi saurait tirer de l'état des choses à Paris. Bien renseigné comme il l'était sur notre force de résistance morale et militaire, M. de Bismarck avait lieu d'espérer que le dernier mot de la crise où se trouvait le cabinet des Tuileries resterait à la politique expectante¹. Le comte de Goltz en effet multiplait ses démar-

1. Le duc de Gramont, sous le pseudonyme d'*Andreas Memore*, raconte dans *l'Allemagne nouvelle*, que M. de Goltz était tenu au courant par M. Nigra et d'autres encore, de tout ce qui se passait, qu'il savait que le crédit de M. Drouyn de Lhuys était intermittent et s'ébranlait sous des efforts convergents d'un parti puissant et soutenu, qu'il était informé des moindres détails de la santé précaire de l'empereur et qu'il écrivait à M. de Bismarck que tout en France conspirait contre une politique énergique.

ches; il avait recours à tous les moyens, intimidant les uns, rassurant les autres. Il allait des Tuileries au Palais-Royal, du Palais-Royal au ministère d'État, évitant le quai d'Orsay, et, lorsqu'il trouvait porte close, poursuivait sa campagne la plume à la main. C'est aux indispositions alors si fréquentes de l'empereur et à l'amour de M. Rouher pour sa retraite de Cercey, que nous sommes redevables de quelques documents importants qui nous permettent aujourd'hui de reconstituer dans leur ensemble les négociations compliquées, si obscures et si mouvementées, qui se poursuivaient entre Paris et le quartier général établi victorieusement à Nikolsbourg. La mission de M. de Goltz eut pour notre politique des conséquences si graves qu'il ne sera pas sans intérêt de consacrer quelques lignes à l'esquisse de ce personnage.

Il était laid, d'un blond tirant sur le roux, l'œil petit et perçant; son rire bruyant et saccadé avait le caractère d'un tic; il cachait une grande pénétration sous une bonhomie vulgaire. Politique réaliste, il avait servi tous les partis. Sarcastique et médisant, mais avec à-propos, il ne décochait ses traits que contre les absents. Tout à la fois,

il affectait pour l'empereur le dévouement le plus respectueux, pour l'impératrice l'admiration la plus passionnée, et il affichait un certain dédain pour les conceptions aventureuses de M. de Bismarck, laissant entrevoir qu'un jour ou l'autre il pourrait être appelé à réparer ses fautes. En nous persuadant qu'il se constituait le défenseur dévoué de nos intérêts auprès de sa cour, il nous permettait d'espérer que, le jour de son avènement au pouvoir, nos rapports avec la Prusse ne laisseraient plus rien à désirer. C'était donc à tous égards un personnage à ménager, car on pouvait se flatter que les attentions qu'on lui témoignait ne seraient pas perdues. Il eut le talent de conserver jusqu'à la fin de sa mission la confiance qu'il avait su inspirer, et lorsque, atteint d'une cruelle maladie, un cancer à la langue, il alla mourir tristement à Berlin, il fut encore de notre part l'objet des marques de sympathie les plus touchantes.

Le 19 juillet, M. de Goltz arrivait dans le cabinet de M. Drouyn de Lhuys la figure défaite; il maugréait contre M. de Bismarck et ses exigences, se plaignait de ses procédés, et parlait de lui envoyer sa démission. La tâche qui lui incombait

était des plus fâcheuses ; il n'approuvait pas les demandes qu'il était chargé de formuler, elles étaient contraires à ses idées et en désaccord, il le reconnaissait, avec ses déclarations antérieures. Mais ses instructions lui venant d'ordre du roi, il ne pouvait pas, bien qu'il lui en coûtât, ne pas les exécuter. Sa cour, disait-il, était grisée par les succès inespérés et écrasants remportés en Bohême, et M. de Bismarck, — ce qui du reste n'était pas exact, — au lieu de réagir contre cet enivrement, nous demandait de reconnaître le principe de la contiguïté des territoires. Il espérait néanmoins que le gouvernement de l'empereur, tenant compte des circonstances, faciliterait au roi les moyens de satisfaire aux exigences impérieuses de son armée et de l'opinion publique, qui ne manquerait pas de se retourner avec une grande véhémence contre ceux qui disputeraient à la Prusse le prix de ses victoires et de ses sacrifices. — En somme, il ne s'agissait que de quelques lopins de territoire, comportant à peine 300,000 habitants, dont l'électeur de Hesse, un souverain peu intéressant ¹, exécré de ses

1. Il était le cousin-germain du roi.

sujets, serait particulièrement appelé à faire les frais. En même temps M. de Goltz tirait de sa poche une carte d'Allemagne pour démontrer au ministre des affaires étrangères qu'un peu de Hesse, un peu de Saxe et un peu de Hanovre, comblant les fâcheuses solutions de continuité qui existaient entre la vieille et la nouvelle Prusse, n'étaient certes pas de nature à préoccuper un grand pays comme la France ni à rompre l'équilibre de l'Europe.

— « Vous avez raison, répondit M. Drouyn de Lhuys : 300,000 âmes, c'est en effet peu de chose ; mais le transfert d'une population à un autre gouvernement est une mesure trop grave pour n'avoir pas besoin d'être sérieusement débattue et consacrée par l'Europe. D'ailleurs vous ne pouvez pas avoir oublié ce que je n'ai cessé de vous dire, que toute annexion sur la rive droite du Rhin provoquerait inévitablement une annexion sur la rive gauche. — Que voulez-vous ! dit M. de Goltz, les ordres du roi sont formels, il se refuse à toute cession de territoire. — S'il en est ainsi, répliqua M. Drouyn de Lhuys en se levant, nous n'avons plus rien à nous dire ; il ne me reste qu'à rendre compte de vos communications à l'empereur. »

M. de Goltz ne se le fit pas répéter ; mais, sans laisser au ministre le temps de rendre compte de l'entretien, il partait pour Saint-Cloud et se faisait, sans autre formalité, introduire par un chambellan dans le cabinet de l'empereur. Il savait que les réponses du quai d'Orsay n'avaient rien d'irrévocable, tant que le souverain ne s'était pas formellement prononcé ; il savait aussi que l'empereur, de plus en plus ébranlé dans ses résolutions par le parti italien, reculait devant la perspective d'une grande guerre continentale qui s'imposerait à la France dans les plus fâcheuses conditions militaires. Le lendemain, il revenait au quai d'Orsay, plein cette fois d'expansion et de jovialité. Il apprenait à M. Drouyn de Lhuys, surpris et déconcerté, que l'empereur non seulement avait reconnu le principe de la contiguïté des territoires, mais qu'il avait promis d'appuyer la reconnaissance des annexions du Hanovre, de la Hesse-Électorale, du Nassau et de la ville de Francfort, c'est-à-dire d'environ 4,500,000 habitants. Il ajoutait d'un air narquois que Sa Majesté s'en remettait à des négociations ultérieures pour déterminer les compensations qu'il serait équitable de nous donner. Ainsi M. de Bismarck avait

posé un minimum et un maximum ; M. de Goltz avait demandé d'abord le minimum, M. Drouyn de Lhuys l'avait refusé, et l'ambassadeur revenait de Saint-Cloud avec le maximum !

La démarche, incorrecte jusqu'à l'audace, que l'ambassadeur de Prusse avait faite à Saint-Cloud, n'eût été tolérée dans aucune autre cour, surtout en un pareil moment. L'usage impose partout aux chefs des légations, et même aux ambassadeurs, l'obligation de solliciter des audiences, et ils ne sont généralement admis par les souverains qu'en présence de leurs ministres des affaires étrangères. Cette étiquette, très strictement observée à Berlin, où elle a été introduite par Frédéric II, et que le prince de Bismarck semble aujourd'hui vouloir étendre jusqu'à sa personne, tant ses rapports avec le corps diplomatique sont devenus rares et difficiles, a l'incontestable avantage de ménager la parole royale, de garantir les souverains contre les surprises et de leur laisser le loisir nécessaire pour peser et discuter leurs résolutions. Malheureusement on avait rompu avec ces vieilles et prévoyantes traditions. Les idées cosmopolites et les habitudes hospitalières qui prédominent à Paris avaient permis à certains

agents étrangers de se créer une situation vraiment privilégiée, pour ne pas dire anormale. Comment ne pas les croire sur parole? A les entendre, la France était leur patrie de prédilection. Ils étaient heureux et fiers de sa prépondérance dans le monde, et il semblait qu'ils n'éprouvaient aucun scrupule à subordonner aux sympathies qu'ils affichaient les intérêts qu'ils avaient mission de défendre.. Aussi l'on s'exprimait librement devant eux sur les questions les plus délicates; on leur permettait de s'ingérer dans nos affaires intérieures, d'inspirer des journaux et d'entretenir ouvertement des relations suivies avec les adversaires⁴ déclarés du Gouvernement. Toutes les portes leur étaient grandes ouvertes. Ils étaient de toutes les fêtes, des petits lundis aussi bien que des chasses et des séries si recherchées de Compiègne et de Fontainebleau. Ils pouvaient ainsi, journellement, dans le contact de l'intimité, en choisissant bien leur moment, obtenir d'une nature aussi bienveillante que celle de l'empereur des assurances et des concessions parfois en opposition ouverte avec les intérêts que défendait notre politique officielle. Il en résultait aussi que notre langage au dehors, trop souvent

en contradiction avec celui des Tuileries, perdait beaucoup de son autorité. On a cité l'exemple du baron de Talleyrand protestant sur un ton de menace contre l'invasion des Marches, tandis que le comte de Cavour tenait dans sa poche le *fa presto* que M. Farini avait su arracher à l'empereur pendant les fêtes de Chambéry¹. On pourrait citer bien d'autres mésaventures du même genre pour montrer combien il est dangereux à un souverain, quelle que soit sa supériorité, d'être trop accessible aux étrangers et de traiter les affaires sans l'intermédiaire de ses conseils, surtout lorsqu'il a le cœur bon et l'esprit conciliant. Il était indispensable d'insister sur cette trop grande facilité de caractère de l'empereur; s'il eût été moins abordable, sa politique étrangère aurait été mieux garantie contre les illusions funestes et les cruels mécomptes.

C'est le 22 juillet que le roi apprenait de son ambassadeur à Paris que ses désirs étaient exau-

1. On avait abusé de la bonne foi de l'empereur en lui faisant accroire qu'on n'entrait dans les États romains que pour sauver le Pape, combattre Garibaldi et la révolution. M. Thouvenel, malgré ses sympathies pour la cause italienne, ne se méprit pas sur les arrière-pensées du comte de Cavour; il releva les procédés du cabinet de Turin en termes énergiques, dans une dépêche du mois d'octobre 1862.

cés. M. de Bismarck, qui prévoyait tant de choses, n'avait pas prévu assurément que l'empereur procéderait aussi grandement. « Nous aurons une paix qui en vaudra la peine, écrivait-il de Brunn le 9 juillet, dans une lettre familière, mais à la condition de ne pas exagérer nos demandes; de ne pas croire que nous avons conquis le monde, que nous sommes seuls en Europe, et que nous n'avons pas à compter avec nos voisins ¹. » — « Il nous faut être extrêmement modestes dans nos prétentions, » avait dit aussi le baron de Schleinitz, en apprenant que l'empereur s'interposait en médiateur, et M. de Keudell, le confident de M. de Bismarck, disait de son côté: « Il importe de ne pas froisser la France, il faut s'arranger avec elle, et si l'empereur veut prendre la Belgique, il peut compter sur l'alliance prussienne. »

M. de Goltz, comme au lendemain de Gastein, avait fait merveille; il s'était réhabilité au delà de toute attente!

C'était la politique du roi qui, cette fois, l'emportait sur les prévisions timorées du ministre,

1. Lettre à la comtesse de Bismarck, datée du quartier général de Hohenmauth, 9 juillet 1866.

tout prêt à transiger et à se contenter, en face de notre résistance officielle, d'un minimum modeste de 300,000 habitants. Enregistrer les bénéfices de la guerre aussitôt acquis, ne pas violenter la fortune et se méfier des incidents imprévus, tel était le système de Frédéric II. Mais le roi interprétait les traditions de sa maison en soldat, avec le sentiment de sa supériorité militaire, certain que désormais il saurait tenir la France en respect. Il ne se préoccupait ni des nécessités politiques, ni de l'engagement qu'il avait contracté en acceptant nos préliminaires; il n'avait en vue que le jugement de l'armée et la gloire de sa couronne. La Confédération du Nord était une conception politique¹ à laquelle il n'attachait qu'un prix secondaire,

1. La Confédération du Nord était une conception de Frédéric II. Ce grand politique, dont M. de Bismarck a été en quelque sorte l'exécuteur testamentaire, avait posé les jalons de toutes les routes qui devaient s'ouvrir à ses successeurs. Il leur légua dans ses *Correspondances*, dans l'*Histoire de mon temps*, dans ses *Œuvres militaires* et dans son *Testament politique*, des instructions, des préceptes et des procédés dont le roi Guillaume et son premier ministre devaient tirer un merveilleux parti. On peut dire que leur œuvre, sauf l'exécution, n'est que le produit de son inspiration. — Dès son avènement, il affirmait « la mission historique de la Prusse », il inaugurait « les propos » et « les négociations dilatoires ». Pour s'assurer l'opinion publique européenne, il stipendiait les gazettes et nouait commerce de lettres avec les encyclopédistes qui étaient les *reporters* du temps. Il prodiguait les flatteries les plus grosses et les plus épaisses au cardinal de Fleury qu'il appelait « l'Atlas de l'Europe », « l'homme

car elle laissait debout ceux qu'il avait à cœur de supprimer. Il était annexionniste de tempérament, et il considérait que son peuple, élevé traditionnellement dans l'esprit de conquête, se trouvait sur ce point en parfait accord de sentiment avec lui. « J'ai connu un jésuite, écrivait Frédéric II à Voltaire, qui m'assurait gravement qu'il s'exposerait au plus cruel martyre, ne pût-il

d'État le plus habile que la France ait eu ». « Rassurez et cajolez les Français, écrivait-il à ses agents : il faut faire la patte de velours avec ces b.....; fortifiez les Bavaois, intimidez les Saxons, flattez les Hollandais, donnez de l'encens aux Danois, jouez-vous des Hanovriens et f.....-vous des Autrichiens. » Il leur recommandait aussi d'amuser les ministres étrangers. « Voyons-les venir, disait-il, rien ne nous convient mieux que de recevoir des propositions de tous côtés et de choisir. Les lettres de Russie me font grand plaisir; celles de Paris nous sont favorables; les Anglais sont des sots et les Hollandais des gilles; profitons en attendant des conjectures et leurrons-les tous ensemble: *s'il y'a à gagner à être honnête homme, nous le serons, et s'il faut duper, soyons donc fourbes.* » — A Neisse, dans son entrevue avec Joseph II, il invoquait « le patriotisme allemand », un mot fort nouveau et fort étrange alors, et, dans ses entretiens avec Nugent, l'ambassadeur d'Autriche, il parlait avec assurance de la conquête de l'Alsace et de la Lorraine. Le plan de campagne qu'il arrêtait dans son esprit et qu'il rédigea dans un accès de goutte, avec la mention : *scriptum in dolore*, n'est autre que celui qui fut exécuté en 1870. Il se proposait d'attaquer la France, de l'envahir avec deux armées, l'une en Alsace et l'autre plus forte dans le Nord pour marcher sur Paris. « *Supposé, dit-il, dans ses Œuvres militaires, qu'on prit Paris, il faudrait bien se garder d'y faire entrer des troupes, parce qu'elles s'amolliraient et perdraient la discipline; il faudrait se contenter d'en tirer de grosses contributions.* » — Voir la *Question d'Orient au XVIII^e siècle*, par A. Sorel et la *Politique réaliste*, par Valbert (V. Cherbuliez, *Revue des Deux Mondes*, numéro du 1^{er} mars 1879).

convertir qu'un singe. Je n'en ferai pas autant; mais, quand on peut réunir et joindre des domaines entrecoupés pour faire un tout de ses possessions, je ne connais guère de mortels qui n'y travaillassent avec plaisir. » C'est au plaisir de réunir et de joindre ses domaines avec les dépouilles de ses adversaires que cédait le roi Guillaume, fier de ses victoires et convaincu que personne ne serait en état de l'empêcher de faire un tout de ses possessions. Il était persuadé d'ailleurs qu'il n'avait rien négligé pour conjurer la guerre, qu'il l'avait faite malgré lui, et il pensait qu'il était légitime d'exiger du vaincu des dommages-intérêts; les compensations en argent ne lui suffisaient point, il n'admettait pas que l'Autriche et ses alliés pussent se libérer sans s'imposer des sacrifices territoriaux. Il avait à cet égard des idées absolues et tenaces; elles se manifestèrent avec la même âpreté en 1871, et M. de Bismarck eut alors, comme à Nikolsbourg, de véritables luttes à soutenir, au point de devoir appeler le prince royal à son aide pour faire prévaloir les conseils d'une modération relative.

La joie fut grande au quartier général lorsqu'on apprit que le dernier mot de la crise était

resté au roi. Il se produisit à notre égard un revirement immédiat. C'était à qui ferait ressortir le mérite de la France et de son souverain. On parlait avec conviction de notre mission civilisatrice dans le monde, on se montrait jaloux de nous imiter, de marcher sur nos traces et de nous seconder dans cette belle œuvre de régénération matérielle et morale. On allait jusqu'à rappeler notre confraternité d'armes en 1812, et l'on montrait avec orgueil un régiment de uhlans qui avait fait campagne avec nous contre les Russes.

A Berlin aussi, le retour fut instantané. La cession de la Vénétie et l'annonce de notre médiation avaient provoqué une véritable consternation. On se voyait frustré des bénéfices de la victoire, et il en était résulté un déchaînement général contre M. de Bismarck. Les hommes les plus sages et les plus modérés envisageaient l'avenir avec appréhension, et M. de Schleinitz ne faisait qu'interpréter le sentiment public lorsqu'il rappelait ses amis à la modestie. Cet état des esprits avait fait place à une joie exaltée lorsqu'on apprit le refus de l'Italie, car on estimait que ce refus amènerait un revirement forcé dans

la politique française. Oubliant qu'on avait tremblé, on se permit d'avancer que la France s'était laissé intimider, et M. de Bismarck, la veille encore si impopulaire, fut proclamé un grand politique. De tous ses mérites, celui qu'on célébrait le plus, c'était d'avoir berné la France. Plus tard, en face de notre résistance aux projets d'annexion, le ministre de l'intérieur, M. le comte d'Eulenburg, avait réuni les hommes les plus marquants du parti libéral pour concerter avec eux une puissante agitation populaire contre l'intervention française dans les affaires allemandes. On disait que la France venait en arbitre imposer au vainqueur une volonté qu'il devait imposer au vaincu et l'organe du ministère des affaires étrangères affirmait ouvertement que la guerre n'avait été entreprise que pour constituer l'unité germanique. — « Pourquoi un armistice ? lisait-on dans un journal officieux, *le Publiciste*. Parce que cela convient à l'empereur des Français ? Que veut donc cet homme ? Aurait-il la prétention de jouer le rôle de dictateur en Europe ? Nous ne le souffrirons pas. » — Toute cette agitation, spontanée ou de commande, tomba comme par enchantement, ou comme par l'effet

d'une consigne, dès qu'on apprit que le cabinet des Tuileries se résignait généreusement au fait accompli.

Le Moniteur s'était chargé du reste de préparer l'opinion publique des deux pays à l'évolution qui venait de s'opérer dans notre politique. Il affirmait que le gouvernement français ne faisait aucun effort pour amener l'Italie à s'entendre séparément avec l'Autriche et qu'il ne songeait pas à exercer une médiation armée en Allemagne. Qu'avait-il besoin de recourir à des mesures comminatoires pour rehausser l'autorité de ses paroles ? Il puisait sa force dans le sentiment de profonde confiance qu'il inspirait à tous les belligérants.

M. de Goltz avait promis à l'empereur la conclusion d'un armistice immédiat. On trouva au quartier général qu'il s'était trop engagé. C'était un agent incorrigible : ou il restait en deçà de ses instructions, ou il les dépassait, mais, en fin de compte, c'était toujours à notre détriment. On ne consentit qu'à une suspension d'hostilités de cinq jours, à titre de mesure spontanée émanant du commandant de l'armée, et sans accord préalable avec le gouvernement autrichien. La con-

cession étant faite à la France, l'Italie n'était plus fondée dès lors à prétendre que la Prusse méconnaissait ses engagements. M. de Barral n'en jugea pas ainsi. Il voulut protester, mais le comte Usedom, qui avait su conquérir une grande situation à Florence, faisait bonne garde. C'était un esprit positif et idéologue à la fois, un diplomate savant doublé d'un poète et d'un artiste, un gentilhomme poméranien amoureux de la renaissance. Il était sous le charme de l'Italie, il en avait la passion, il était ce que nous appelions alors en France un *italianissime*, son culte s'étendait jusqu'à Garibaldi, on disait même jusqu'à Mazzini inclusivement. Il représentait son pays dans la péninsule depuis de longues années, et déjà à Rome en 1848, à Turin en 1861, il préconisait les avantages d'une alliance entre la Prusse et l'Italie. Il est vrai qu'il la concevait comme M. de Talleyrand entendait autrefois celle de la France et de l'Angleterre et comme M. de Bismarck devait la pratiquer. « Elle est aussi naturelle, me disait-il avec une légère pointe d'ironie à notre adresse, que l'union de l'homme et du cheval, seulement il s'agit de n'être pas le cheval. » Il la préparait

du reste en tenant maison ouverte et en prouvant par son érudition, par une connaissance profonde et variée du passé glorieux de l'Italie, que personne ne comprenait mieux que lui ses nécessités présentes. Il n'en fut pas moins, après que l'Italie eut réalisé ses destinées, rappelé à Berlin, victime de la politique qu'il avait servie avec tant de zèle et de bonheur, méconnu à la fois par M. de Bismarck et par le général de La Marmora. Mais, à ce moment si décisif pour les intérêts de son pays, il sut paralyser l'action de notre diplomatie et maintenir le baron Ricasoli, qui considérait l'obstination comme une vertu d'État, dans son attitude résistante. La résistance de l'Italie était pour la Prusse une force et une garantie tant que les annexions consenties par l'empereur n'étaient pas officiellement consacrées.

Le succès avait transformé M. de Bismarck. Son calme et sa sagesse frappaient tous ceux qui l'approchaient. Cet esprit, qui était ou semblait être si téméraire avant la guerre, était ramené subitement à la modération. M. de Bismarck inaugurait sa seconde manière. Il tenait les destinées de la Prusse pour accomplies. Il s'appliquait du moins à nous en convaincre.

Les vues qu'il exposait sur la situation créée par les événements étaient des plus rassurantes. Il espérait que tout serait réglé de façon à élever des barrières infranchissables entre le Nord, constitué sous l'égide de la Prusse, et les États du Sud. « Nous ne désirons qu'une chose, disait-il, c'est d'abandonner le reste de l'Allemagne à ses propres destinées et de rompre toute solidarité avec elle. » Il ne doutait pas que le roi n'en arrivât peu à peu aux mêmes conclusions, et il affirmait qu'en tout cas rien ne serait négligé pour le fortifier dans ses dispositions naissantes. Mais il ajoutait, sans doute dans la pensée d'écarter des demandes de rectifications de frontières, que pour résister aux tendances de l'opinion publique, il faudrait procéder avec une grande circonspection et apporter dans la séparation dont la Prusse reconnaissait la nécessité en Allemagne des soins attentifs et constants. Il ne paraissait du reste nullement effrayé de cette tâche. « La politique est une science profonde, disait-il ; nos calculs sauront paralyser ou retarder le triomphe des entraînements populaires. »

M. de Bismarck était sincère en s'exprimant de la sorte. La réalité avait dépassé ses espérances.

Plus prussien alors qu'allemand, il lui semblait que l'œuvre si laborieusement poursuivie était arrivée à son plein couronnement. Le roi, pénétré de foi et de reconnaissance envers la Providence qui l'avait si manifestement inspiré et secondé, n'était pas moins sincère lorsqu'il disait au ministre d'Italie que la grandeur militaire de la Prusse ferait oublier désormais la chimère de l'unité germanique. Mais le roi et le ministre, malgré leur sincérité, se rappelaient sans doute ce que Montaigne écrivait à Henri IV : « Les aspirations des peuples se mènent à ondées ; une fois la pente prise, elles vont de leur propre branle jusqu'au bout. »

VI

**LES DERNIÈRES NÉGOCIATIONS.
LES RESPONSABILITÉS.**

LES DEMANDES DE COMPENSATION.

Tandis que le comte de Bismarck, au milieu d'une armée triomphante, voyait la fortune le combler de ses prodigalités, M. Drouyn de Lhuys s'essayait avec une énergie nouvelle, en face des récriminations du sentiment public, à ressaisir les occasions perdues. Il était bouleversé des concessions faites à l'ambassadeur de Prusse ; elles enlevaient, à vrai dire, à sa politique les seuls moyens d'action qui lui restaient pour forcer le cabinet de Berlin à transiger avec nos intérêts. Il ne s'agissait plus en effet du principe de la contiguïté des territoires que, la veille encore, il refusait d'admettre, si le gouvernement prussien devait

repousser celui des compensations. C'était l'annexion pratiquée sur une vaste échelle, dépassant quatre millions d'habitants, concédée par surprise, sans restriction, sans autre garantie que des déclarations et des protestations. A la vérité, M. de Goltz, sous le masque du dévouement, avait surpris la religion de l'empereur. Il lui avait fait de l'exaltation de l'armée prussienne et de ses états-majors le tableau le plus inquiétant ; il avait placé sous ses yeux des lettres *confidentielles* du quartier général disant que M. de Moltke se faisait fort, malgré l'insuffisance de sa cavalerie, de mettre la France à la raison ; ces lettres ajoutaient qu'il était sérieusement question de bâcler la paix avec l'Autriche et de prendre l'offensive su le Rhin¹. M. de Goltz s'était aussi attaqué à

1. Les propos de M. de Moltke furent répétés à un de nos agents en Allemagne, par le général de Stülpnagel. C'était un mot d'ordre ; l'armée atteinte par le choléra n'était pas encore à ce moment suffisamment reconstituée pour se retourner du jour au lendemain contre la France. On affirmait aussi que M. de Bismarck cherchait à écarter la médiation française et que, pour la conjurer, il faisait dire à Vienne, par le bourgmestre de Brünn, M. Ghiskra, que si l'Autriche voulait s'entendre directement avec lui, il se contenterait de sa sortie de la Confédération, s'arrêterait à la ligne du Mein, lui permettrait de se relier par des traités les États du Sud et qu'enfin il renoncerait à toute indemnité de guerre. Mais ces ouvertures n'avaient à cette heure que peu de chances d'être écoutées. L'empereur François-Joseph n'était pas encore résigné à sa défaite, ni disposé à abandonner l'Alle-

la politique de M. Drouyn de Lhuys, qu'il taxait de brouillonne, car elle ne tendait à rien moins, disait-il, qu'à diviser deux pays faits pour marcher d'accord ; il avait ouvert à notre politique de larges horizons ; en un mot, il avait répété, en renchérissant encore, ce que M. de Bismarck disait le 14 et le 15 juillet à M. Benedetti du désir sincère de la Prusse de s'entendre avec la France et de procéder, avec elle, sans souci de l'Europe, à un grand partage territorial, sanctionné par des engagements solennels ; mais ce n'étaient malheureusement que de vaines assurances, tandis que la parole du souverain se trouvait engagée. Toutefois l'empereur, en promettant d'appuyer les annexions, avait eu soin de réserver l'assentiment de son gouvernement. C'était la dernière carte qui restait au ministre pour sauver une partie grandement compromise.

La situation de M. Drouyn de Lhuys, après le succès que venait de remporter une diplomatie peu scrupuleuse, ne laissait pas que d'être pénible. Il fallait un esprit aussi délié que le sien pour concilier les concessions impériales avec les

magne à la maison de Hohenzollern et l'archiduc Albert redoublait d'efforts pour se mettre en mesure de livrer une nouvelle bataille.

déclarations si catégoriques qu'il avait toujours faites à M. de Goltz lorsqu'il était question entre eux d'un remaniement territorial. Il maintint énergiquement le principe de la corrélation entre les annexions et les compensations, mais il transigea sur le fait accompli des conquêtes.

Le 5 juillet, il voulait s'opposer par les armes à tout agrandissement territorial sur la rive droite du Rhin qui n'aurait pas eu pour conséquence immédiate une concession équivalente sur la rive gauche. Le 20 juillet, il maintenait encore ses prétentions, mais il s'en remettait à une entente à l'amiable avec le cabinet de Berlin pour en assurer les effets. Nous examinerons plus tard si ces espérances étaient fondées.

M. de Goltz ne s'endormit pas sur son succès. Il lui restait à le faire officiellement consacrer. De quels arguments et de quels moyens fit-il usage pour arriver à ses fins ? Les lettres trouvées aux Tuileries nous le montrent aux prises, la plume à la main, avec M. Rouher et M. Drouyn de Lhuys, et même en correspondance directe avec le souverain.

Parmi ces lettres, il en est une qui est caractéristique ; elle contient des indices significatifs d'une méfiance réciproque qui n'ira qu'en aug-

mentant. Le sens en est assez difficile à démêler par le fait de la suppression dans le texte d'une dépêche télégraphique de M. de Bismarck¹. Mais on devine qu'un gros nuage s'est déjà élevé entre Saint-Cloud et le quartier général.

L'empereur a rencontré à Florence une résistance à laquelle il était loin de s'attendre ; il s'en inquiète, il s'en afflige ; il ne s'explique pas que le roi Victor-Emmanuel, toujours si empressé à déférer à ses conseils, persiste malgré ses instances à poursuivre les hostilités et à le paralyser dans ses démarches. Il appréhende que le cabinet de Berlin, au lieu de tenir sa promesse et de consacrer toute l'influence que nous lui avons laissé prendre à presser l'Italie de signer l'armistice, ne l'encourage au contraire secrètement à ne pas désarmer tant que les annexions ne seront pas officiellement consenties. Le prince Napoléon, qu'on avait envoyé à Florence, certain qu'il serait écouté, se voit lui-même éconduit. Les renseignements qu'il transmet ne sauraient plus laisser de doutes sur les menées du gouvernement prussien. L'empereur alors ne ménage plus ni

1. Voir à l'appendice.

les témoignages de sa méfiance ni l'expression de son mécontentement.

Le comte de Goltz devine d'où l'accusation est partie. Il soupçonne le prince Napoléon et ne s'en cache pas. Après avoir supplié l'empereur, qui « lui a témoigné tant de bienveillance et de confiance dans de délicates négociations, de ne mettre en doute ni ses sentiments personnels ni les tendances politiques de son gouvernement », il lui fait très-respectueusement observer que l'Italie a un plus grand intérêt que la Prusse à continuer la guerre, et qu'elle peut désirer, ainsi que *ceux qui sont dévoués à sa cause*, que la responsabilité ne retombe pas sur elle. En homme prudent, il ne se contente pas de protester contre de perfides insinuations, il se hâte de saisir l'occasion qui s'offre à lui pour prendre acte, en tout état de cause, des promesses impériales et pour conjurer tout retour. « M. de Bismarck, dit-il incidemment, avec une intention marquée, venait de recevoir le télégramme par lequel je lui avais annoncé que Votre Majesté appuierait les annexions dans le nord de l'Allemagne jusqu'au chiffre de quatre millions d'habitants¹. »

1. Voir à l'appendice.

Il était difficile, on en conviendra, de procéder avec plus d'à-propos.

Le rêve touchait à sa fin ; nous n'avions plus rien à attendre des événements. Les résolutions s'imposaient. Trois voies restaient ouvertes à notre politique. Elle pouvait, satisfaite de la cession de la Vénétie et d'avoir fait accepter notre médiation, remettre à des temps meilleurs, avec des alliances toutes prêtes, et l'armée énergiquement reconstituée, le règlement général du compte que nous avions *bona fide* ouvert à la Prusse sans prendre les garanties nécessaires, et auquel, bien des symptômes l'indiquaient déjà, elle espérait se soustraire. A la rigueur, on pouvait aussi, bien que l'on eût déjà atteint le 22 juillet, reprendre en sous-œuvre le programme du 5, et mettre le maréchal Randon en demeure de faire un effort suprême pour réunir nos dernières ressources et les porter sur le Rhin. La situation était déjà bien mauvaise, mais elle n'était pas désespérée, tant que les armées méridionales n'étaient pas défaites, ni la paix signée avec l'Autriche. D'ailleurs, si la Prusse était sincère, comme elle le prétendait, une démonstration ne pouvait qu'aider son gouvernement à faire entendre raison à l'opinion publique

et à la réconcilier avec les sacrifices qui nous seraient faits en Allemagne. On pouvait enfin s'associer à la Russie et réclamer un congrès pour y défendre les intérêts de la France au nom de l'équilibre européen méconnu. On préféra s'engager dans de périlleuses négociations, bien qu'on eût constaté notre impuissance militaire. On s'y décida sans avoir en main un titre régulier qui pût justifier nos revendications, en invoquant de simples assurances verbales et les déclarations qu'il nous avait plu de faire à la veille de la guerre¹. On s'en remettait donc en réalité à la sincérité et au bon vouloir de la Prusse, tout en conservant en apparence une attitude comminatoire.

Je ne sais s'il se produira plus tard des justifications autorisées qui nous permettront de saisir la pensée qui a présidé à cette seconde campagne diplomatique, alors que la première aurait dû suffire pour nous imposer la plus extrême circonspection. J'ai posé les questions. L'his-

1. Dépêche télégraphique de M. Drouyn de Lhuys à l'ambassadeur de France à Vienne. Paris, 19 juin 1866. « Nous n'avons aucune espèce d'engagement écrit avec la Prusse. Mais le comte de Bismarck et le comte de Goltz ont maintes fois déclaré dans des entretiens que rien ne serait définitivement réglé sans une entente avec la France. »

toire mieux éclairée les résoudra dans son impartialité.

C'est le 23 juillet qu'on arrêtait le nouveau programme. Il maintenait et même élargissait nos prétentions. Il ne différait de celui du 5 juillet, en dehors de la médiation armée, que par les circonstances dans lesquelles il se produisait et qui s'étaient, dans l'espace de quinze jours, si visiblement modifiées. Les préoccupations qui assiégeaient l'empereur avaient réagi sur sa santé. Le mal dont il souffrait s'était sérieusement aggravé. Le séjour de Vichy devenait nécessaire. Il dut quitter Paris au moment où la crise diplomatique allait entrer dans sa phase aiguë. M. Drouyn de Lhuys du reste avait repris la haute main. Déjà M. de Goltz s'en était ressenti, lorsque dans sa lettre du 26 juillet à l'empereur il jugeait opportun de protester de sa bonne foi et de la sincérité de son gouvernement. Ceux qui avaient fait campagne avec lui commençaient à s'inquiéter de ses allures; son langage devenait vague, incertain, dilatoire et fuyant; ils appréhendaient le débiteur peu scrupuleux, soulevant des questions de procédure, et cherchant à éluder ses engagements. Son collègue, le chevalier Nigra

lui-même, se tenait sur la réserve¹; ce qui lui revenait des rapports entre les deux quartiers généraux n'était pas de nature à l'édifier. M. de Goltz n'était pas homme à se décontenancer pour si peu; ce qui lui importait, c'était la reconnaissance officielle des annexions, et c'est à cette fin qu'il adressait au ministre des affaires étrangères une mise en demeure d'exécution, en se fondant sur les promesses de Saint-Cloud.

La réponse de M. Drouyn de Lhuys est trop importante pour n'être pas reproduite presque intégralement; elle déchire les voiles, parle haut et ferme; mais c'est le coup de canon de la déroute, qui ne saurait impressionner un ennemi resté maître des positions et en train de s'y fortifier.

« Il est bien vrai, écrivait M. Drouyn de Lhuys au comte de Goltz, puisque dans votre lettre vous vous référez à vos entretiens avec l'empereur, que Sa Majesté, en interposant ses bons offices pour le rétablissement de la paix, n'hésita pas à admettre que la Prusse, à la suite de ses succès, pouvait prétendre à une extension de territoire comportant de trois à quatre millions d'habitants. Il

1. Le général de La Marmora a fait ressortir dans son livre l'intimité qui existait entre ces deux agents.

ne pouvait d'ailleurs méconnaître que cet agrandissement modifierait gravement l'équilibre des forces. Mais Sa Majesté n'a pas voulu compliquer les difficultés d'une œuvre d'intérêt européen, en traitant prématurément avec la Prusse les questions territoriales qui touchent particulièrement la France. Il lui semblait suffisant de les avoir indiquées, et elle se réservait d'en poursuivre l'examen d'un commun accord avec le cabinet de Berlin, lorsque son rôle de médiateur serait terminé. Toutes les fois que, dans mes conversations avec vous, j'ai abordé la question des changements territoriaux qui pourraient avoir lieu au profit de la Prusse, je vous ai exprimé la confiance que le cabinet de Berlin reconnaîtrait l'équité et la convenance d'accorder à l'empire français des compensations de nature à augmenter dans une certaine proportion sa force défensive. Le 23 juillet, j'ai rappelé cette réserve à M. Benedetti dans une dépêche qui a reçu l'approbation de l'empereur. Cette dépêche a été confidentiellement communiquée par notre ambassadeur à M. le comte de Bismarck, qui, admettant l'équité de ce principe, a même échangé avec lui quelques idées concernant les moyens d'en réaliser l'application pratique.

Cet entretien, dont M. Benedetti me rend compte dans la lettre du 26 juillet, est antérieur à la signature des préliminaires et de l'armistice ; il devait être repris ultérieurement. En réponse à cette lettre, j'ai adressé à M. Benedetti, sous la date du 29, un télégramme, également approuvé par Sa Majesté, dans lequel je précise nos vues et que notre ambassadeur a dû recevoir soit à Nikolsbourg, soit par duplicata à Berlin.... »

Cette réponse mettait un terme aux équivoques. Il ne s'agissait plus de savoir si la Prusse était de bonne foi et animée de dispositions amicales ; le doute n'était plus permis : l'annexion des quatre millions d'habitants ne serait consacrée qu'en échange d'une compensation, c'est-à-dire d'une rectification de frontières. Il est vrai que, sur ce dernier point, on ne précisait rien, on se contentait de poser le principe, s'en remettant pour le reste aux entretiens de M. Benedetti avec M. de Bismarck.

Cette mise en demeure n'avait qu'un tort, celui d'être tardive et de pas s'appuyer sur une armée concentrée sur le Rhin dès les premiers jours de juillet. On était au 4 août, et la bataille de Sadowa s'était livrée le 3 juillet ; l'armistice était signé, les munitions et les approvisionne-

ments avaient été renouvelés, les réserves accouraient et doublaient la force numérique de l'armée prussienne; l'Italie nous échappait et les envoyés du midi allaient arriver à Berlin pour implorer la paix. D'ailleurs nos hésitations ne révélaient-elles pas nos défaillances morales et notre faiblesse militaire? M. de Goltz en savait long à ce sujet, et l'on peut croire qu'il n'effrayait pas sa cour sur les conséquences qu'aurait une fin de non-recevoir. Au surplus il ne se tenait pas pour battu, il lui restait un dernier recours; il prit le parti de s'adresser à M. Rouher, dans l'espérance que son intervention auprès de l'empereur serait décisive.

M. Rouher, par la nature de ses fonctions, avait acquis une prépondérance marquée dans la direction de la politique, et les diplomates, qui vont toujours chercher l'influence déterminante où elle est, ne faisaient souvent que traverser le cabinet du ministre des affaires étrangères, pour arriver plus vite dans celui du ministre d'État. M. de Goltz y mettait personnellement une affectation calculée, avec l'arrière-pensée de provoquer des tiraillements et d'établir un antagonisme dont il espérait tirer parti. M. Rouher, ayant à défendre la politique impé-

riale devant les Chambres, devait nécessairement être tenu au courant des négociations ; d'ailleurs la confiance toute particulière qu'il inspirait à l'empereur, et que justifiaient son grand talent et l'intégrité de son caractère, l'autorisait pleinement à se prononcer dans une occurrence aussi grave. Mais son action, s'exerçant en dehors du conseil, ne pouvait avoir que des inconvénients. C'était rendre le jeu facile aux agents étrangers, que de leur permettre de recourir aux influences si multiples qui travaillaient alors la cour des Tuileries. Il y avait là un déplacement, pour ne pas dire un éparpillement de responsabilités, dangereux pour notre politique, laquelle, sans qu'on s'en rendît compte, subissait tour à tour et souvent tout à la fois, la pression des diverses coteries. Notre diplomatie dut nécessairement en ressentir le contre-coup, si bien qu'elle en était arrivée à manifester des préférences, et que, faute d'une pensée dirigeante unique et résolue, ses sympathies se partageaient entre toutes les alliances. Ce n'est pas qu'elle perdit un seul instant le sentiment de ses devoirs, ni qu'elle négligeât d'interpréter ses instructions avec la plus scrupuleuse loyauté, mais elle était dévoyée, et en ce

qui touchait la politique générale, elle se trouvait livrée, la plupart du temps, à ses propres inspirations. D'ailleurs l'empereur, bien qu'il fût d'une bienveillance parfois touchante pour les personnes, n'avait aucun penchant pour elle; il s'en méfiait, car il savait qu'en dehors de la petite école qui se groupait autour du Palais-Royal, elle n'éprouvait, pour les déviations de notre politique, qu'une admiration réservée, et, qu'elle déplorait l'intervention dans nos affaires, de personnages étrangers, équivoques et parfois subalternes. Ses préventions dataient de loin. Déjà en 1854 il les manifestait dans ses épanchements avec le prince Albert. Il ne lui cachait pas le peu de confiance que lui inspirait « la capacité politique » de ses agents. — « Je ne lis pas les dépêches, lui disait-il, je me contente d'extraits », et il ajoutait qu'il trouvait une compensation suffisante à ne pas suivre la correspondance diplomatique, dans les rapports particuliers que lui adressaient, de chaque poste important, des hommes de confiance.

Une étude d'un intérêt saisissant, récemment publiée par la *Revue des Deux Mondes* ¹, nous

1. *Le Chevalier d'Éon*, par M. le duc de Broglie, dans la *Revue* du 1^{er} octobre 1878.

fait voir l'étrange spectacle d'un souverain de droit divin, se livrant au plaisir de la diplomatie occulte, se cachant de ses conseillers officiels et poursuivant par-dessus leur tête des projets chimériques ; mais, surpris dans ses menées secrètes par un ministre vigilant, soucieux de ses prérogatives, le souverain fit momentanément amende honorable devant la raison d'État et poussa la sincérité de son repentir, jusqu'à sacrifier ceux qui l'avaient servi. — Il est arrivé à l'empereur Napoléon III comme à Louis XV de poursuivre des projets chimériques, et de s'engager, à l'insu de ses conseils, dans des pourparlers mystérieux, mais il ne s'est trouvé dans ses entours personne d'assez autorisé, d'assez vaillant pour l'arracher à ses rêves et le ramener aux réalités de la politique française.

Du reste, dans ces tristes jours de l'été 1866, tous les esprits étaient défaillants, et rien n'était plus aisé que de nous surprendre, d'éveiller des craintes ou d'entretenir des illusions, de nous faire reculer ou de nous inciter à de compromettantes démarches. L'habileté de M. de Goltz fut à la hauteur de cette tâche. La jalousie que lui inspirait son ministre et le secret désir de

le supplanter, ne firent qu'exalter son patriotisme. Longtemps il avait cherché à contrecarrer ses desseins, mais, les événements une fois engagés, ce fut lui qui porta les coups décisifs. La Prusse ne saurait oublier son nom, il est inséparable de nos malheurs.

Toutefois en cette circonstance son habileté s'était dépensée en pure perte. M. Rouher avait bien voulu, une première fois, appuyer en termes généraux auprès de l'empereur les demandes de l'ambassadeur de Prusse, tout en ayant soin de faire remarquer que la question de la reconnaissance des annexions lui paraissait solidaire de celle de la rectification des frontières. Mais lorsque M. de Goltz revint pour lui soumettre la réponse de M. Drouyn de Lhuys, qui refusait de poursuivre les négociations si les deux questions n'étaient pas traitées simultanément, il resta muet. Il demandait à M. Conti qu'on lui déliât la langue. Sa Majesté voulait-elle que, dans son rôle officieux, il fût explicite ou non ? Devait-il ne réclamer que les frontières de 1814, ou commencer par demander davantage¹ ?

1. Papiers des Tuileries. — Voir à l'appendice.

Sur ces différentes questions, M. Rouher ne paraissait pas d'accord avec l'impératrice. Elle aurait voulu, comme elle l'écrivait, demander beaucoup ou ne rien demander, afin de ne pas réduire à l'avance nos prétentions définitives. L'avis était sage, car les grandes exigences, elle le sentait avec l'instinct qui caractérise parfois les femmes, n'étaient plus de saison un mois après Sadowa, et elle pensait que, puisqu'on avait laissé échapper l'occasion, il serait plus habile et plus digne de ne pas compromettre, par de mesquines revendications, le règlement définitif de nos comptes avec la Prusse. M. Rouher, à son point de vue spécial de ministre d'État, préoccupé comme il l'était avant tout des Chambres et des difficultés intérieures qui allaient s'aggraver de plus en plus, répondait à cela : « Pour demander beaucoup, il faudrait être au lendemain de grands succès, et, ne rien obtenir aujourd'hui, ce serait laisser en grande souffrance l'opinion publique. Le sentiment du pays, ajoutait-il, dirigé, entraîné et égaré par les habiletés des hommes de parti, réclame un agrandissement. C'est une mauvaise position qu'il faut faire cesser au plus vite. »

M. Magne n'avait pas attendu que la crise

arrivât à sa période aiguë pour demander à l'empereur d'aviser¹ : « Les grandes difficultés, lui écrivait-il spontanément, commenceront lorsqu'il s'agira d'arranger définitivement les choses. Plus l'empereur aura joué un rôle actif et prépondérant dans les négociations et plus on lui demandera compte des résultats au point de vue des intérêts français. Dans notre pays où le sentiment domine encore plus que les calculs, l'opinion a des retours subits auxquels il faut s'attendre. Tout ce que j'entends, en haut et en bas, dans le civil et le militaire, me donne la conviction que les rapides progrès et les prétentions présumées de la Prusse inquiètent, et que l'ingratitude injustifiable de l'Italie irrite les esprits les plus calmes. Malheureusement on dit beaucoup que la France n'est pas prête, et il est évident que plus cette opinion sera répandue, moins sa voix sera écoutée : la fortune ne sourit qu'aux forts et aux résolus. »

Esprit net et précis, peu enclin à l'optimisme, M. Magne n'était pas de ceux qui pensaient qu'il nous suffirait de formuler des demandes pour les faire accepter. Il suppliait l'empereur d'arrêter un

1. Papiers des Tuileries.

plan et, après avoir bien médité les concessions possibles, de déclarer nettement et clairement ce que la France voulait, ce qu'elle était résolue à obtenir et ce qu'elle était en état d'imposer. « Le sentiment national, ajoutait-il, serait profondément blessé si, en fin de compte, la France n'avait obtenu de son intervention que, d'avoir attaché à ses flancs deux voisins dangereux par leur puissance démesurément accrue. Tout le monde se dit que la grandeur est une chose relative, et qu'un pays peut être diminué, tout en restant le même, lorsque de nouvelles forces s'accumulent autour de lui. »

Le dévouement du ministre d'État à l'empereur ne le cédait en rien à celui de l'ancien ministre des finances. Mais M. Magne, dès la date du 20 juillet, jugeait que, notre politique étant mal engagée, il ne lui restait qu'à se recueillir, à réduire ses prétentions au niveau de nos ressources militaires, tandis que M. Rouher, plein de confiance dans les ouvertures qui nous arrivaient du quartier général aussi bien que dans les protestations dont nous accablait le comte de Goltz, croyait encore, à la date du 6 août, que notre ascendant moral suffisait pour nous ouvrir les portes de Mayence et pour nous procurer le

Palatinat. Ces deux hommes d'État s'inquiétaient, au même degré, de l'opinion publique, ils ne différaient que touchant la mesure des satisfactions que nous serions à même de lui assurer.

L'opinion publique, à cette heure avancée du règne, était en effet le grand souci du gouvernement impérial; c'est d'elle qu'il se préoccupait lorsque, pour faire oublier le Mexique, il autorisait en quelque sorte les puissances allemandes à se déclarer la guerre, et c'est elle qui, ne se souvenant plus de ses propres entraînements, irritée par tant de mécomptes, implacable et impérieuse, s'imposait aux résolutions de ceux qui avaient excité ses appétits sans réussir à les satisfaire.

L'esprit frondeur gagnait de proche en proche jusqu'aux entours du trône, et, comme il arrive toujours en France aux heures de crise, ceux-là mêmes qui avaient préconisé la politique des nationalités, renchérisaient sur l'opposition et lui fournissaient les arguments les plus dangereux. Les conseillers accouraient en foule; le gouvernement, ayant conscience de ses erreurs, tiraillé entre les avis les plus contradictoires, ne savait plus à quel parti s'arrêter. On disait la France humi-

liée, et les gens qui avaient protesté contre toute rectification de frontières, se sentaient pris tout à coup du désir de voir leur pays ressaisir ses anciennes délimitations. On demandait des compensations, territoriales et, sans se préoccuper des moyens d'action, on mettait le gouvernement en demeure d'aviser. On lui reprochait à la fois d'avoir sacrifié l'Autriche à la Prusse et cependant de n'avoir pas assez favorisé la Prusse, pour mériter sa reconnaissance.

A mesure que l'on approche du dénoûment, le cœur se serre et l'esprit s'irrite davantage. On cherche les responsabilités, on voudrait pouvoir les saisir et les préciser, mais elles fuient, s'abritant derrière le souverain qui se tait et qui, dans son exil, poussera l'abnégation jusqu'à laisser publier des rapports politiques et militaires dont les révélations atteignent sa prévoyance.

A ce moment décisif, il était à Vichy, incapable de s'occuper d'affaires, et après une syncope, qu'un instant on avait crue mortelle, il s'en remettait au patriotisme et à l'expérience de son ministre des affaires étrangères, pour sauvegarder les intérêts du pays. Lorsque M. Drouyn de Lhuys, de sa propre initiative et cette fois en parfait accord

de vues avec le ministre d'État, fit pressentir M. de Bismarck sur les compensations qu'il conviendrait d'assurer à la France, et rédigea les instructions qui prescrivaient à notre ambassadeur de réclamer Mayence et le Palatinat, il maintenait son programme du 4 juillet, en s'autorisant des assurances du cabinet de Berlin, qui n'avait cessé de déclarer qu'il ne serait procédé à aucun remaniement territorial en Allemagne, sans une entente préalable avec la France. Il s'appuyait aussi, a-t-il affirmé depuis, pour justifier sa politique, sur les appréciations et les instances de sa diplomatie, qui non seulement approuvait, mais provoquait en termes pressants des demandes de compensation auxquelles, disait-elle, on s'attendait à Berlin. Il faut laisser aux ministres déçus la consolation de se plaindre de ceux qui les ont bien ou mal servis et à l'histoire, le soin de déterminer la part qui revient à chacun.

.

II

LES PRÉLIMINAIRES DE NIKOLSBURG L'ATTITUDE DE LA RUSSIE.

Le 22 juillet, les plénipotentiaires autrichiens, le comte Karoly et le baron Brenner, arrivaient à Nikolsbourg ; notre ambassadeur les mit aussitôt en rapport avec M. de Bismarck et le général de Moltke, les deux négociateurs prussiens.

L'attitude de la Prusse s'était sensiblement modifiée, depuis qu'elle avait obtenu de notre condescendance bien au-delà de ce qu'elle espérait. Elle n'en était plus à discuter le caractère de notre intervention ni à en mesurer les limites. Son intérêt était maintenant de nous transformer en véritables médiateurs et de nous laisser la responsabilité de ce rôle. Aussi M. de Bismarck

demandait-il instamment à notre ambassadeur de prendre une part directe et officielle aux pourparlers qui allaient s'ouvrir. M. Benedetti s'y refusa. L'ironie du sort nous constituait les parrains de l'agrandissement de la Prusse ; il ne pouvait nous convenir d'en être les garants.

L'issue rapide des négociations parut bientôt certaine. Dès la première entrevue, on estimait que tout serait terminé avant l'expiration de l'armistice : l'Autriche était résignée, la Prusse était accommodante ¹. M. de Bismarck prévoyait le quart d'heure de Rabelais ; nous n'avions encore introduit aucune demande, mais ce qui lui revenait de Paris montrait que « nos prétentions initiales », suivant l'expression du ministre d'État, se reporteraient avant tout sur l'Allemagne. Il avait donc hâte de désintéresser l'Autriche et de s'assurer du côté du Rhin toute la liberté de ses mouvements. M. Drouyn de Lhuys multipliait ses efforts pour vaincre les dernières résistances de l'Italie ;

1. Le 12 juillet, M. Drouyn de Lhuys avait télégraphié à M. de Gramont que l'empereur pensait que la continuation de la lutte serait la ruine complète de l'Autriche, et le cabinet de Vienne avait fini par reconnaître qu'il n'obtiendrait la paix, qu'en renonçant à toute participation aux affaires allemandes des deux côtés du Mein. C'était le point essentiel pour la Prusse, elle était convaincue que le reste lui arriverait par surcroît.

il croyait bien faire en hâtant la conclusion de la paix, se flattant qu'une fois débarrassé des entraves de la médiation il pourrait se consacrer tout entier à l'intérêt français, que la surexcitation de l'opinion publique ne permettait pas de laisser plus longtemps en souffrance.

Dès la première heure, M. de Bismarck avait annoncé qu'il n'ouvrirait les négociations qu'avec l'Autriche seule; lorsqu'il fut convaincu que le cabinet de Vienne était franchement résigné à lui livrer la direction de l'Allemagne, ce qui pour lui était le point capital, il maintint d'une manière absolue son refus d'admettre aux conférences les représentants des États secondaires. Il en coûta peu à la cour de Vienne de les abandonner à leur sort; c'étaient des alliés équivoques et au demeurant peu dignes d'intérêt. Pendant la paix ils s'étaient épuisés en luttes stériles, entretenant de décevantes illusions à Paris et à Vienne, et, lorsque vint la guerre, ils ne surent prendre aucun parti décisif. Leur attitude n'avait servi qu'à fournir à M. de Bismarck les moyens de discréditer la Diète, de s'attaquer aux institutions fédérales et de précipiter la rupture de la confédération, qui était leur seule raison d'être, la garantie la plus précieuse de

leur existence. Aussi l'Autriche, malgré ses traités d'alliance¹, laissa-t-elle à la Russie le soin de défendre le roi de Wurtemberg et le grand-duc de Hesse, et à la France celui d'empêcher le démembrement de la Bavière. Mais sa résignation n'allait pas jusqu'à souscrire à un remaniement territorial dans le nord de l'Allemagne sans le concours ou l'adhésion des grandes puissances ; elle comptait sur une intervention diplomatique de l'Europe pour contenir ou modérer les vues ambitieuses de la Prusse.

M. de Bismarck ne laissa pas aux plénipotentiaires autrichiens le temps de protester ; il n'eut qu'à placer sous leurs yeux les dépêches du comte de Goltz pour les convaincre de l'inanité de leur résistance. La France impuissante n'interviendrait pas, si la lutte était reprise, et, pour se procurer un agrandissement, elle faisait litière de l'Allemagne du nord : telle était la moralité de la correspondance de l'ambassadeur du roi à Paris². C'était

1. Le traité austro-bavarois portait qu'aucune des parties ne conclurait ni paix, ni armistice, sans le consentement de l'autre.

2. Dépêche de M. Benedetti, Nikolsbourg, 24 juillet 1866 : « M. de Bismarck déclare aux plénipotentiaires autrichiens que si le cabinet de Vienne ne consent pas à l'agrandissement de la Prusse dans le nord de l'Allemagne il rompt les négociations. Il se prévaut, en produisant les dernières dépêches du comte de Goltz, de l'assentiment de la France. »

le vieux jeu de la diplomatie, toujours nouveau et toujours efficace dont s'était servi le ministre prussien, et dont l'Autriche, elle aussi, dans des temps plus heureux, avait fait un fréquent usage.

Le cabinet de Vienne, après ces révélations, céda sur toute la ligne. Il ne songea plus qu'à sauver l'intégrité de son territoire et le trône du roi Jean ¹. Le salut de la Saxe lui tenait autant à cœur que l'intégrité de l'empire d'Autriche; pour l'assurer, il serait allé jusqu'à sacrifier en Silésie les vingt-cinq milles géographiques que demandait M. de Bismarck à titre de transaction, si le roi de Prusse n'avait pas repoussé cette combinaison. Il tenait à prendre la Saxe. Lorsque son ministre en revint à ses demandes premières, il n'était plus temps; il n'y avait plus matière à transaction, la France s'était mise du côté de l'Autriche, se rappelant, elle aussi, la fidélité saxonne aux heures néfastes de son histoire.

1. Le 13 juillet, l'empereur François-Joseph avait déclaré au cabinet des Tuileries que l'Autriche préférerait courir la chance des armes et périr avec honneur, plutôt que d'acheter son salut au prix d'une cession de territoire. Aussi M. Drouyn de Lhuys télégraphiait-il à M. Benedetti : « Le prince de Metternich me dit que l'intégrité de l'Autriche et de la Saxe sont des conditions *sine qua non*. Le cabinet de Vienne demande l'appui de l'empereur pour faire réduire les frais de guerre et obtenir que la Saxe ne soit pas comprise dans la confédération du nord. »

Nikolsbourg réservait de douloureuses épreuves aux ministres dirigeants des cours secondaires, si glorieux et si pénétrés de leur importance, lorsqu'ils conféraient à Bamberg et à Würzburg. M. de Pfordten surtout eut à pâtir de la morgue du vainqueur, qui lui exprima en termes hautains sa surprise de le voir audacieusement pénétrer au quartier général, et lorsqu'il fit observer qu'il n'avait eu qu'à décliner son caractère officiel aux avant-postes prussiens pour arriver sans difficulté au château de Nikolsbourg, M. de Bismarck s'écria : « C'est pour cela que j'ai fait mettre aux arrêts l'officier qui commandait le premier avant-poste, car son devoir était de vous empêcher de passer. » Le baron de Pfordten, en face de cet accueil, se crut perdu. Bien que muni d'un sauf-conduit, on le menaçait, au mépris du droit des gens, de le considérer comme prisonnier de guerre, et, du même coup, on lui déclarait sur un ton qui ne comportait pas de réplique, que la Bavière serait exclue des pourparlers de l'armistice, frappée d'une grosse contribution et réduite à céder une partie importante de son territoire. Dans sa détresse il se plaça sous l'égide de la France. M. Benedetti intervint, mais il put, en cette cir-

constance, se convaincre une fois de plus, combien étaient mobiles et contradictoires les idées qui présidaient à notre politique. M. de Goltz télégraphiait en effet que l'empereur, avant de partir pour Vichy, avait bien voulu reconnaître avec lui, qu'au lieu de rattacher la Hesse septentrionale à la confédération du nord, il serait préférable de l'annexer à la Prusse et d'indemniser le grand-duc de Darmstadt dans le Palatinat bavarois ¹. L'empereur espérait par cette combinaison consolider la ligue du Mein et empêcher la Hesse d'être le trait d'union entre la confédération du nord et celle du midi. C'est le 25 juillet que cet avis partait de Paris à l'heure même où M. Drouyn de Lhuys, tout entier à la réalisation de son programme, enlevait à l'empereur, de moins en moins enclin aux revendications territoriales, l'autorisation de faire présenter le cabinet de Berlin sur la cession de Mayence et du Palatinat. Jamais politique ne fut marquée de plus de contradictions. Tandis que l'ambassa-

1. Dépêche de M. Benedetti, Nikolsbourg, 25 juillet 1866. « M. de Bismarck me montre une dépêche de Goltz, mandant que l'empereur reconnaît la difficulté de rattacher la Hesse septentrionale à la confédération du Nord et qu'il vaudrait mieux l'engager à renoncer à cette partie de ses possessions, en l'indemnisant dans le Palatinat. »

deur défendait, suivant ses instructions générales, l'intégrité de la Bavière, le souverain, préoccupé de la ligne du Mein et de ses rapports futurs avec le cabinet de Berlin, faisait du Palatinat l'objet d'une combinaison d'échange au profit de la Hesse et de la Prusse, alors que le ministre, sans tenir compte de notre impuissance militaire et des répugnances prussiennes le revendiquait pour le compte de la France. La combinaison échoua au grand regret de M. de Bismarck, car elle avait pour lui le double avantage d'assurer un nouvel accroissement à la Prusse, et d'écarter nos revendications. Le grand-duc de Hesse, qui avait derrière lui l'appui de son beau-frère l'empereur Alexandre, se refusa d'admettre que les exigences du vainqueur pussent aller jusqu'à l'atteindre dans son honneur et l'obliger à s'indemniser au détriment de l'un de ses alliés.

Après quatre jours de pourparlers, le cabinet de Berlin tomba d'accord avec les plénipotentiaires autrichiens sur les conditions principales, et la paix pouvait être considérée comme conclue. Il ne restait plus qu'à débattre des questions de détail. M. de Bismarck s'était montré aussi prévoyant qu'expéditif. Il avait expres-

sément stipulé que les engagements seraient ratifiés sans retard par les souverains, tout comme s'il s'était agi de l'instrument définitif. Il craignait des retours imprévus, et il lui importait d'être entièrement à couvert du côté de l'Autriche, avant d'être appelé à régler ses comptes avec la France.

Le 26 juillet, il signait à la fois les préliminaires¹ et un armistice de quatre semaines, sans s'arrêter aux réclamations du ministre d'Italie, qui n'était autorisé à adhérer que sous trois conditions : 1^o la remise directe de Vérone ; 2^o la renonciation de l'Autriche à tout dédommagement pour l'abandon de la Vénétie ; 3^o la cession du pays de Trente.

M. de Bismarck, tant que les conditions de la paix n'étaient pas assurées, n'avait rien négligé pour encourager l'Italie dans ses prétentions et dans la résistance qu'elle opposait à la France. Il en convint avec M. Benedetti, tandis que M. de Goltz s'indignait à Paris contre de « perfides insinuations². » Mais, une fois d'accord

1. Voir à l'appendice.

2. Dép. de M. Benedetti à M. Drouyn de Lhuys, Nikolsbourg, 28 juillet 1866. « M. de Bismarck est convenu avec moi que pendant qu'il sollicitait de l'empereur son assentiment à l'agran-

avec l'Autriche, il reconnut subitement que l'attitude de son allié était pour le moins étrange et ses exigences injustifiables. Il lui reprochait d'élever des prétentions nouvelles et inattendues ; il déclarait que l'acquisition de la Vénétie remplissait amplement les conditions de l'alliance, et il se refusait à admettre que la Prusse fût obligée de continuer la guerre pour procurer aux Italiens des avantages excédant leurs engagements respectifs. « Vos réclamations, ajoutait-il ironiquement, seraient à peine admissibles si votre armée s'était emparée du quadrilatère et avait conquis ce que vous revendiquez. » M. Benedetti, de son côté, ne cachait pas à M. de Barral, combien il trouvait étrange d'exiger de l'Autriche qui nous avait cédé la Vénétie, la remise directe et immédiate de Vérone. Il n'aurait dépendu alors que de la France de faire regretter à l'Italie les amers ennuis qu'elle lui causait ; mais l'empereur, au contraire, bien qu'atteint dans son amour-propre et dans ses intérêts, et malgré les défis et les insolences de langage de la presse italienne,

dissement de la Prusse, il demandait au cabinet de Florence de décliner tout arrangement. Il se montre très-mécontent des exigences italiennes ; il a signé avec l'Autriche sans s'entendre avec le comte de Barral et sans lui donner avis. »

mettait les soins les plus délicats à calmer les colères. Il intervenait à Vienne et obtenait des concessions que l'Autriche, en paix avec la Prusse et autorisée à se prévaloir du mécontentement exprimé par M. de Bismarck, n'avait plus aucun motif de faire¹. La cession de la Vénétie restait en suspens; la mission du général Leboeuf, chargé de remettre les forteresses, essuyait de perpétuels retards, et, pendant ce temps, la France, irritée de tant de ménagements et de mansuétude, récriminait avec violence contre son gouvernement.

La diplomatie russe n'avait pas abandonné

1. Le comte de Bismarck avait déclaré formellement au comte Karoly que le roi n'appuierait pas les prétentions du cabinet de Florence, sur le Tyrol méridional, dont les troupes italiennes occupaient les parties frontières évacuées par l'Autriche, après la cession de la Vénétie. Aussi le comte de Mensdorf se refusait-il d'admettre l'*uti possidetis* militaire; il exigeait préalablement à toute signature d'armistice, l'évacuation du Tyrol, repoussait toute rectification de frontières en dehors de la Vénétie, et déclarait que les hostilités seraient reprises, si l'Italie maintenait ses prétentions. Le roi Victor-Emmanuel s'adressa à l'empereur Napoléon, qui, toujours désireux de lui complaire, s'appropriä ses demandes et les recommanda à l'empereur François-Joseph. Mais l'Autriche persista dans son refus et l'archiduc Albert notifia au général de La Marmora que, si dans les vingt-quatre heures, le Tyrol n'était pas évacué, il reprendrait l'offensive. L'empereur fit de nouvelles démarches; le comte de Mensdorf répondit par le télégraphe: « L'armistice sera signé dès que le Tyrol sera évacué. » Devant cette réponse le cabinet de Florence dut s'exécuter; mais sans notre intervention, dont la cour de Vienne fut péniblement impressionnée, la guerre eût infailliblement recommencé, dans les plus fâcheuses conditions pour l'Italie.

l'idée du congrès. Elle savait que le roi, dans une lettre écrite à la reine, avait formulé, avec l'assurance d'un conquérant victorieux, un vaste programme d'agrandissement. Ses inquiétudes ne faisaient que s'accroître en se voyant systématiquement exclue des pourparlers mystérieux qui se poursuivaient à Paris et au quartier général. Elle cherchait à éveiller nos défiances, elle nous dénonçait M. de Bismarck, nous mettait en garde contre les équivoques de sa politique et prétendait qu'en nous *amusant* avec le Palatinat, il n'avait qu'un but, celui de mettre un *coin* entre la France et la Russie. Les négociations de Nikolsbourg touchaient à leur terme lorsque le ministre de Russie à Berlin, M. d'Oubril, vint déclarer à M. de Werther, le secrétaire général du ministère des affaires étrangères, que son gouvernement tiendrait pour non avenues les modifications politiques et territoriales que la Prusse entendait faire subir à l'Allemagne, si elles n'étaient pas soumises à la libre discussion d'une conférence internationale dont le cabinet de Berlin avait reconnu l'autorité avant la guerre. « Quant au pillage dont Francfort est menacé, ajoutait-il, je ne vous en parle même pas, car c'est évidem-

ment une mauvaise plaisanterie. Je connais trop les sentiments du roi de Prusse pour admettre qu'il ait pu ordonner un pareil acte de brigandage ¹. »

M. de Werther, pris au dépourvu par une dé-

1. Le général de Manteuffel, en se présentant devant Francfort avec son corps d'armée, avait déclaré que la ville serait livrée au pillage si, dans les vingt-quatre heures, elle ne payait pas une rançon de 25,000,000 de florins, indépendamment de six millions déjà livrés. « Payez, aurait-il dit au baron Ch. de Rothschild qui s'était présenté au quartier général, ou je serai votre duc d'Albe. » La consternation fut si grande, que l'un des bourgmestres, M. Felner, dans un accès de désespoir, mit fin à ses jours. On craignait que M. de Bismarck, en souvenir du médiocre accueil qu'il avait trouvé du temps de la Diète, auprès de banquiers trop disposés à méconnaître la puissance et le crédit de la Prusse, n'eût inspiré ces menaces et ne voulût satisfaire ses ressentiments. Sous l'empire de la terreur, on avait imploré l'assistance de la diplomatie russe et un sénateur, M. Bernus, était parti en toute hâte pour Paris réclamer l'intervention du gouvernement français. L'empereur s'était empressé d'écrire au comte de Goltz pour le prier d'intercéder au plus vite au quartier général. — Francfort s'était alarmée à tort, les vieilles rancunes de M. de Bismarck n'étaient pour rien dans les menaces du général de Manteuffel. Dès le lendemain, 22 juillet, il télégraphiait à M. de Goltz. « Francfort ne sera pas pillée par une raison très simple, c'est que les soldats prussiens refuseraient de profiter de la permission. Elle sera frappée d'une contribution pour s'être permis des violences contre des sujets prussiens et parce que bien avant toute déclaration de guerre elle a violé la convention télégraphique. Quant au chiffre, il y a erreur : les vingt-cinq millions de florins représentent la totalité de la contribution, ce qui, en vérité, ajoutait-il prestement, peut être considéré comme extrêmement modeste pour la ville des Rothschild. » — Papiers des Tuileries. Voir à l'appendice.

Cet incident n'eut pas d'autre suite, si ce n'est l'annexion de la ville et de son territoire, bien que M. de Bismarck eût dit peu de jours auparavant : « La ligne du Mein est élastique, mais il n'entre pas dans nos convenances de l'étendre jusqu'à Francfort. »

marche aussi péremptoire, était troublé et hésitant. Il ne se souciait pas de prendre acte d'une déclaration de cette gravité. — « Si une communication verbale ne vous suffit pas, lui dit sèchement le ministre de Russie, qu'à cela ne tienne, je vous passerai une note. »

Le cabinet des Tuileries n'ignorait pas cet incident; M. de Budberg s'évertuait d'ailleurs à l'associer aux protestations de son gouvernement. La fortune semblait ne nous abandonner qu'avec regret; elle s'offrait à nous une dernière fois. Il eût suffi à ce moment décisif d'un peu de clairvoyance et de décision pour tirer un merveilleux parti de l'irritation du cabinet de Saint-Petersbourg et de l'effet produit par ses déclarations. Mais on s'obstinait à croire que de bons procédés, une confiance sans réserve, serviraient mieux les intérêts de notre politique qu'une démarche collective. Ne serions-nous pas dupes, si au lieu de tenir compte à la Prusse de ses sacrifices et de nous entendre avec elle, nous mettions dans la balance de l'Europe « des petits États sans consistance, des ombres qui ne pesaient plus rien ¹ » ?

1. Papiers des Tuileries. Lettre de M. Rouher.

M. de Goltz ne reconnaissait-il pas la légitimité de nos prétentions? n'exprimait-il pas le désir de satisfaire nos vœux et de contracter avec notre pays une alliance nécessaire et féconde? Toutefois notre diplomatie ne laissa pas ignorer à M. de Bismarck les incitations dont elle était l'objet de la part du cabinet de Saint-Pétersbourg, mais ce fut pour lui apprendre que nous les avions déclinées. « Le gouvernement russe revenant à la charge, » télégraphiait M. Drouyn de Lhuys à M. Benedetti, à l'occasion d'une nouvelle démarche de M. de Budberg, « nous propose la réunion d'un congrès à Paris. Notre intention est de faire, par les mêmes motifs, la même réponse qu'à la première communication ¹. »

Fort de notre refus, le cabinet de Berlin répondit sur un ton dégagé au prince Gortschakof que, si, au mois de juin, il s'était rallié à l'idée

1. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Benedetti: « La Russie a proposé la réunion à Paris d'un congrès des puissances signataires du traité de Paris. Nous avons décliné cette ouverture qui nous paraît incompatible avec notre rôle de médiateur ainsi qu'avec les rapports amicaux qui existent entre nous et la Prusse. Le cabinet de Pétersbourg revenant à la charge invite la France et l'Angleterre à déclarer avec lui que, comme puissances signataires des transactions qui ont organisé l'Allemagne, elles réservent en principe leur droit de participation aux changements qui s'accomplissent. Notre entretien est de faire par les mêmes motifs la même réponse qu'à la première communication.

du congrès, c'était pour prévenir un conflit, mais que, la guerre ayant éclaté, son engagement était sans valeur. Il revendiquait hautement le droit de régler avec les États qui l'avaient combattu, les conditions de la paix, et, de stipuler les avantages qui lui étaient conquis par la victoire. Il était convaincu sans doute, en répondant de la sorte, que plus il exaspérerait le cabinet de Saint-Petersbourg, plus aisément il le ramènerait à lui lorsque, avant peu, il serait à même de lui administrer la preuve, que ses pourparlers avec la France n'avaient eu qu'un caractère dilatoire et que ses infidélités à l'alliance russe n'étaient qu'un jeu de la politique commandé par de périlleuses circonstances.

Le roi quitta Nikolsbourg le 29 juillet, après avoir refusé aux ministres de Hesse et de Wurtemberg la faveur humblement sollicitée d'une audience. Quant à M. de Bismarck, il n'attendait, pour rentrer glorieusement à Berlin, que l'échange des ratifications consacrant l'agrandissement de la Prusse et sa suprématie en Allemagne.

Rien ne retenait plus notre ambassadeur au quartier général ; sa mission était terminée. Il s'était conformé strictement aux instructions de son gouvernement, subordonnant les questions qui

nous étaient personnelles à la défense de l'Autriche et de ses alliés. Aussi M. Drouyn de Lhuys approuvait-il ses démarches et son langage; il reconnaissait que les clauses de la convention de Nikolsbourg étaient dans leur ensemble aussi favorables à nos intérêts qu'il était permis de l'espérer dans l'état des choses, et qu'elles reproduisaient fidèlement l'esprit et la substance de nos préliminaires. Mais il constatait dans l'acte une lacune importante; il y manquait une disposition essentielle: la faculté réservée aux États du midi de constituer une union internationale indépendante, et cet oubli lui donnait à réfléchir. Il devait quelques semaines plus tard trouver matière à de nouvelles réflexions en relevant une négligence non moins significative dans le traité de Prague: l'oubli de l'article assurant au Danemark la rétrocession des populations d'origine danoise. « Je ne puis croire, télégraphiait M. Drouyn de Lhuys à M. Benedetti, que le cabinet de Berlin veuille méconnaître un des engagements formels consacrés dans la convention de Nikolsbourg ¹. »

Deux programmes avaient été émis à la veille

1. M. de Bismarck affirma que les omissions étaient « involontaires et nullement intentionnelles », et il donna l'ordre de réta-

de la guerre; l'un, sous la forme modeste d'une circulaire, exposait les vues et les aspirations de la Prusse; l'autre, plus solennel, s'adressait à l'Europe et traçait en quelque sorte aux futurs belligérants la limite posée à leur ambition. Toutes les prévisions de la circulaire prussienne étaient dépassées, mais le programme des Tuileries était loin d'être rempli. L'Autriche, au lieu de conserver sa grande situation en Allemagne, en était exclue, et les États secondaires, loin d'avoir conquis, suivant la lettre impériale du 11 juin¹, plus de force et d'importance, ou disparaissaient, ou subissaient des conditions d'existence équivalant à un complet assujettissement aux volontés de la Prusse. Il est vrai que les préliminaires coupaient l'Allemagne en deux tronçons, mais la ligne du Mein, imposée par la France, loin d'entraver l'unité, ne devait servir qu'à la précipiter. La Prusse, au lieu d'être épuisée par la lutte, comme on s'y attendait, sortait d'une courte et prodi-

blir les articles dans l'instrument définitif. Si la France, après avoir revendiqué le rôle de médiateur, ne s'était pas refusée ensuite à participer officiellement à la conclusion de la paix, le consentement de l'Autriche n'eût pas été suffisant pour abroger la clause relative à la rétrocession des populations danoises, insérée dans le traité de Prague, sur les instances formelles et réitérées du Cabinet des Tuileries.

1. Voir à l'appendice.

gieuse campagne avec un sentiment tout nouveau de sa force, grisée de ses triomphes, pleine de confiance dans ses hommes de guerre et dans l'armement qui lui avait valu la victoire.

Dans une pareille situation, il y avait du mérite à être modéré. Ce mérite ne manqua pas à l'homme qui dirigeait la politique prussienne. Il sut avec des habiletés infinies, tant qu'il pouvait craindre notre intervention, ménager nos susceptibilités. Il arrêta, sur notre demande, l'armée à quelques kilomètres de Vienne, il s'inclina avec bonne grâce devant notre médiation, nous en laissant, au détriment de son amour-propre, tout le bénéfice moral. Il accepta les bases de nos préliminaires. L'Autriche conservait l'intégrité de son territoire moyennant une indemnité de guerre de 75 millions de francs, qu'on pourrait appeler dérisoire en la comparant à celle qui nous fut imposée après nos propres revers. M. de Bismarck se montrait clément à l'égard des États du midi ; il s'arrêtait à la ligne du Mein, n'imposant à la Bavière qu'une légère rectification de frontières, et il consentait à la formation d'une union méridionale indépendante. Si au nord la Prusse s'annexait quelques États, sur nos instances elle respectait la

Saxe, l'objet de ses vieilles convoitises et, conformément à nos désirs, elle s'engageait à restituer dans les duchés les populations d'origine danoise.

« Je vais, je crois, jouer votre jeu », avait dit Frédéric II au marquis de Beauvau, l'envoyé de Louis XV, au moment où il allait envahir la Silésie, et il avait ajouté : « Si les as me viennent, nous partagerons. » C'est le langage que M. de Bismarck nous avait tenu à Biarritz et qu'il tenait encore la veille de Sadowa. Nous avions refusé obstinément et itérativement d'entrer dans son jeu. Il avait engagé la partie seul à ses risques et ses périls. Les as lui étaient venus, et il lui semblait que, n'ayant pas été à la peine, il n'y avait pas lieu de nous convier au partage des bénéfices. Il ne se considérait pas moins comme un beau joueur, et il croyait nous payer largement le prix d'une neutralité discutable, en subissant notre médiation et en s'offrant à rechercher avec nous les moyens de nous dédommager, partout où il nous conviendrait, — pourvu que cela ne fût pas à ses dépens, — et tant qu'il ne se serait pas mis d'accord avec la Russie.

III

LES INSTRUCTIONS DE VICHY RELATIVES A MAYENCE.

Le gouvernement de l'empereur, paralysé par l'exercice de sa médiation, attendait avec impatience le terme des négociations de Nikolsbourg pour régler ses comptes personnels avec le cabinet de Berlin. Il n'avait pas voulu jusque-là, disait-il, compliquer les difficultés d'une œuvre d'ordre européen, en traitant prématurément avec la Prusse la question des compensations territoriales. Mais, les préliminaires de la paix étant signés, rien ne devait plus s'opposer à de franches et cordiales explications. — Les rôles étaient renversés. Ce n'était plus à M. de Bismarck de s'enquérir du maximum de nos prétentions, son

ambition était amplement satisfaite. C'était au gouvernement français de faire appel à l'équité du vainqueur et de débattre avec lui le prix d'une neutralité désormais périmée.

L'ambassadeur se trouvait cette fois d'accord avec son ministre. Il était d'avis qu'en présence des agrandissements excessifs de la Prusse, un remaniement territorial était indispensable à notre sécurité ¹. Il sentait que c'en était fait du prestige de l'empire, si nous ne pouvions obtenir le redressement de nos frontières de l'Est, et, interrogé par M. Drouyn de Lhuys sur l'opportunité et les chances d'une pareille demande, il se plaisait à en espérer le succès sans le garantir toutefois. Il rappelait les répugnances du roi Guillaume à céder du territoire allemand, et ajoutait que, pour réussir à les vaincre, il importait d'être en mesure « d'exiger, de tenir un langage ferme et d'avoir une attitude résolue ».

M. de Bismarck ne déclina pas la discussion, il n'était pas encore entièrement maître de ses

1. Dans les commentaires sur les papiers de Cercey, publiés par le *Moniteur* prussien, M. de Bismarck affirme que M. Benedetti lui aurait déclaré que ses convictions s'opposaient à recommander à l'empereur la renonciation à nos demandes, parce qu'il croyait que la dynastie serait en danger si l'opinion publique en France n'était pas apaisée par des concessions territoriales.

2. Benedetti, *Ma Mission en Prusse*.

mouvements : les préliminaires étaient signés, mais ils n'étaient pas ratifiés. Il reconnut qu'il était juste et convenable de nous accorder quelque chose ; il admettait l'équité du principe des compensations et il allait même « jusqu'à échanger des idées sur les moyens d'en réaliser l'application pratique¹ ». Mais lorsque M. Benedetti parla des pays situés entre la Moselle et le Rhin, il se retrancha catégoriquement derrière la répugnance du roi à céder une portion quelconque du territoire prussien. S'il ne repoussa pas l'idée de nous procurer des compensations dans le Palatinat, il nous proposa franchement la Belgique, « s'offrant à nous entendre avec lui ». C'était la combinaison favorite de cet homme d'État, celle qu'il préconisait déjà à Paris et à Biarritz, et à laquelle il revenait sans cesse. Il allait même, dans ses heures d'expansion, jusqu'à guider notre inexpérience en matière d'annexion, en nous exposant les procédés dont il s'était servi lui-même pour s'assurer la conquête des duchés de l'Elbe. « Votre situation est bien simple, disait-il à M. Lefèvre de Béhaine ; vous n'avez qu'à dire au roi des Belges que les inévitables

1. Lettre de M. Drouyn de Lhuys au comte de Goltz. — Papiers des Tuileries.

agrandissements de la Prusse vous paraissent inquiétants; qu'il n'y a guère qu'un moyen de parer à des éventualités dangereuses, et de rétablir l'équilibre dans les conditions convenables pour l'Europe et pour votre propre sécurité. Ce moyen, c'est d'unir les destinées de la Belgique à celles de la France par des liens si étroits que cette monarchie, dont l'autonomie serait d'ailleurs respectée, deviendrait, au nord, le véritable boulevard de la France, rentrée dans l'exercice de ses droits naturels¹. »

S'il répugnait au roi Guillaume de céder du territoire prussien, il ne répugnait pas moins à l'empereur de recourir à des procédés violents, pour river les destinées de la Belgique à celles de la France. Il sentait qu'on lui offrait là un présent dangereux, et qu'en l'acceptant il s'exposerait à soulever les protestations de l'Europe et à rompre à jamais l'entente avec l'Angleterre qui lui était précieuse à plus d'un titre. Mais dans ses entours, les combinaisons suggérées par M. de Bismarck ne rencontraient déjà plus les résistances d'autrefois. Les esprits les plus sagaces étaient troublés, ils s'aveuglaient sur notre

1. Dépêche de M. de Gramont, juillet 1870 (extrait de la correspondance de M. Lefèvre de Béhaine).

situation et s'inspiraient des résolutions les plus hasardées. Il leur en coûtait de s'avouer déçus par les événements. On s'attaquait à leur imprévoyance, on les accusait d'avoir subordonné l'intérêt français à l'intérêt italien, et, pour échapper à ces reproches, ils formulaient tardivement, « avec les illusions qui sont propres aux hommes d'État français »¹, des demandes qui n'avaient plus aucune chance d'être agréées. Au risque d'être inconséquents, en portant atteinte au principe des nationalités que notre politique se faisait gloire de soutenir en Europe, ils désiraient tout d'abord effacer les conséquences de Waterloo, et rendre à la France ses frontières de 1814, afin de donner à l'opinion publique, comme le disait le ministre d'État « un aliment et une direction ». Cette rectification du reste n'était considérée que comme un acompte : on n'admettait pas qu'elle pût servir de quittance pour l'avenir ; mais on ajournait la réalisation des combinaisons imaginées et préconisées par le ministre prussien ; on la remettait à d'autres temps, au jour où se produiraient des faits nouveaux. On spéculait sur

1. Circulaire de M. de Bismarck, juillet 1870.

les oscillations nombreuses que l'Allemagne aurait à subir avant de trouver son assiette, et sur les convoitises que déjà M. de Goltz laissait entrevoir, à l'égard du groupe de confédérés au sud du Mein ¹. « Nous serions des dupes, disait-on, si nous dépensions l'influence de la France pour maintenir des fantômes de souverains, et si nous comptions comme des sacrifices de la part de la Prusse des concessions qui ne lui coûteraient absolument rien. Quand nous nous serions donné beaucoup de mal, pour maintenir sur leurs trônes de carton des préfets prussiens, nous serions bien avancés ! Il faut nous réserver et nous tenir prêts pour de meilleures occasions. » Aussi, tandis qu'officiellement on se constituait le défenseur de l'intégrité des États au sud du Mein, on les réservait secrètement « comme matière à transaction ». « L'extension de la Prusse, disait une note trouvée dans les papiers de Cercey, sera une occasion toute naturelle et presque obligatoire de nous emparer de la Belgique ». C'est sous ces impressions, et dans cet ordre d'idées, bien que M. Drouyn de Lhuys fit des réserves explicites au

1. Papiers des Tuileries.

sujet de la Belgique, que furent arrêtées et rédigées, non sans objections de la part de l'empereur, les instructions de Vichy. Il était opposé à la politique des revendications : il appréhendait un refus et redoutait un conflit. Mais l'état de sa santé lui faisait un devoir de s'en rapporter à la sagesse de ses conseils, et en particulier à l'expérience de son ministre des affaires étrangères. L'ambassadeur était invité à soumettre au gouvernement prussien un projet de traité « assurant à la France la rive gauche du Rhin jusques et y compris la forteresse de Mayence ».

— « Je préférerais disparaître de la scène politique, avait dit M. de Bismarck avant la guerre, dans une de ses heures les plus critiques, plutôt que de céder Mayence ¹ », et c'était la cession de Mayence qu'on se proposait de lui réclamer, au lendemain de sa rentrée triomphale à Berlin ! M. Benedetti savait mieux que personne combien cette prétention avait peu de chance d'être accueillie. Il était si convaincu des difficultés qu'il rencontrerait ²,

1. Dépêche de M. Benedetti, 4 juin 1866. — « Il a cependant échappé au président du conseil de dire que « si la France » revendiquait Cologne, Bonn et même Mayence, il préférerait disparaître de la scène politique plutôt que d'y consentir. »

2. Interpellé tardivement, à la veille de la déclaration de guerre, sur les dispositions de l'opinion publique allemande à

qu'avant de communiquer le projet de traité il demanda l'autorisation d'en venir conférer avec le ministre. « Je vous autorise à venir à Paris, lui répondait M. Drouyn de Lhuys de Vichy, le 4 août, lorsque vous jugerez que la prolongation de votre présence à Berlin n'est plus utile à la conclusion de l'affaire traitée dans mon télégramme du 29 juillet. » — On dit qu'en face de cette réponse, M. Benedetti hésita et qu'un instant il eut la pensée de laisser ses instructions en souffrance et de partir pour s'en expliquer avec M. Drouyn de Lhuys. Il eut tort de se méfier de ce premier mouvement qui était dicté par la sagesse même; s'il l'avait suivi, il eût épargné de douloureuses épreuves à son pays.

l'égard de la France, M. Benedetti se prononça, dans une dépêche datée du 8 juin, de façon à enlever toute illusion au gouvernement de l'empereur, sur le bon vouloir de la Prusse à nous faire des sacrifices territoriaux. Il constatait que les appréhensions que nous inspirions à l'Allemagne s'étaient apaisées par notre attitude, mais il ne cachait pas qu'elles se réveilleraient unanimes et violentes, au moindre indice qui laisserait soupçonner notre intention de nous étendre sur le Rhin. « Je ne connais que M. de Bismarck, écrivait-il, qui se soit familiarisé avec la pensée que la Prusse pourrait avoir intérêt à nous faire une concession territoriale. On ne saurait prévoir les nécessités auxquelles la guerre pourrait réduire le gouvernement prussien. Mais le roi, comme le plus humble de ses sujets, ne supporterait pas en ce moment qu'on lui fit entrevoir l'éventualité d'un sacrifice de cette nature. Le prince royal préférerait la guerre à l'annexion des duchés de l'Elbe, si on devait les acquérir au prix du comté de Glatz. »

« Venez promptement », écrivait l'abbé de Bernis, dans une crise analogue, au comte de Stainville, le futur duc de Choiseul, l'ambassadeur du roi à Vienne, « venez mettre ce qui manque ici, le système et la décision. Les responsabilités sont éparpillées, la désunion est partout, la lutte est engagée entre M. d'Argenson, M. de Machaut et le prince de Conti, qui tient le département universel, sans être ministre. Le roi, tiraillé en tous sens, cherche en vain à tenir la balance égale au milieu de ces divisions ; — nulle vraie lumière dans le conseil, aucun courage de citoyen à la cour, nuls généraux de terre et de mer, des milices réduites et indisciplinées, des places fortes mal réparées et mal pourvues.....¹ »

Le spectacle qu'offrait la cour des Tuileries en 1866 n'était certes pas aussi désolant, mais sous le rapport des dissentiments au sein du Conseil, il n'était pas sans quelque analogie avec le tableau que présentait la cour de Versailles en 1756, à la veille de la guerre de Sept ans. Ce qui manquait en 1866, ce n'était ni le talent, ni

1. F. Masson. *Lettres et Mémoires du cardinal de Bernis*.

l'intégrité, mais le caractère et l'énergie qu'inspirent les fortes convictions, c'était « la flamme ardente du bien public », ce que Voltaire appelait familièrement « *le diable au corps* ». On se reposait sur l'empereur, sur ses inspirations si heureuses aux débuts du règne ; on croyait à son étoile, à la durée de son pouvoir ; on s'endormait dans la quiétude du lendemain. « A chaque jour sa peine ! », disait un ministre opportuniste ; — « on aimerait assez ignorer les choses si graves que vous mandez ! », m'écrivait, du ministère des affaires étrangères, un correspondant officieux, lors de l'affaire du Luxembourg ¹.

On se complaisait dans ce que j'appellerai la politique de l'autruche, et ceux qui signalaient les nuages menaçants qui s'élevaient à l'horizon, passaient pour des esprits chagrins, et, ce qui est pire encore, pour des natures agitées et nerveuses. La vérité n'entrait plus aux Tuileries que par des fissures, et, lorsqu'elle se manifestait au sein du conseil, elle était certaine d'y ren-

1. « Votre correspondance est d'un haut intérêt ; M. de Moustiers s'en émeut et le maréchal Niel nous remercie avec effusion de vos rapports militaires si instructifs et si abondants que nous lui transmettons régulièrement. Mais vous le dirai-je ? Il est des personnes qui aimeraient assez ignorer les choses si graves que vous mandez ! » X..., 25 mars 1867.

contrer des contradicteurs, toujours disposés à rendre la confiance et la sécurité, à un souverain qui ne demandait qu'à être rassuré. — D'ailleurs, les ministres ne délibéraient pas en commun, en dehors de l'empereur ; il n'existait entre eux aucune solidarité. « L'empereur, écrivait le prince Albert, en 1854, après l'entrevue de Boulogne, ne permet pas à ses ministres de se réunir et de discuter des sujets importants ensemble en dehors de sa présidence. C'est avec lui seul qu'ils font les affaires ; il dit rarement à l'un ce qu'il a décidé avec l'autre. » — De là, des tiraillements, des froissements, des divergences de vue, des compétitions de pouvoir dont notre ambassadeur à Berlin, en raison de ses attaches, éprouvait forcément le contre-coup.

Les regrets sont stériles ! mais du moins est-il permis de croire que les événements eussent suivi un cours bien différent si, à ces heures décisives pour les destinées de la France, le patriotisme de celui qui dirigeait notre politique et de celui qui était chargé de l'interpréter, au lieu d'être contrarié par des défiances réciproques, s'était fortifié dans une absolue communauté de vues et de sentiments. Le ministre engagé dans

une crise dont la direction lui échappait, se serait, dès le 4 juillet, adressé à son ambassadeur à Berlin ; comme le secrétaire d'État de Louis XV, il aurait fait appel à son assistance et l'ambassadeur serait accouru, au lieu d'attendre à son poste des ordres qui furent lents à venir et qu'il ne devait exécuter, que dans la mesure étroite d'une consigne. Les résolutions se seraient imposées, soit que M. Benedetti se prononçât comme le ministre des affaires étrangères pour une démonstration armée, soit que, soucieux au même degré que ses amis, de l'Italie et de notre situation militaire, il eût recommandé comme le faisaient le prince Napoléon, M. Rouher et le marquis de Lavalette, une entente à l'amiable avec le cabinet de Berlin. De toute façon, son opinion eût impressionné le gouvernement, on eût concerté un plan et au lieu de se présenter au quartier général sans directions, livré à ses propres inspirations, il y serait arrivé, pénétré de la pensée de l'empereur, muni d'instructions précises, lui permettant d'agir au mieux de nos intérêts, selon les circonstances et suivant les dispositions qu'il rencontrerait... — Aussi, faute de confiance et d'entente avant la guerre et de résolutions dé-

battues et concertées en commun, au lendemain de Sadowa, M. Benedetti se trouvait-il réduit, le 5 août, alors que l'occasion était passée, à faire au cabinet de Berlin des communications dont le succès n'était rien moins que certain. Il désapprouvait le projet de convention qu'il avait pour tâche de faire accepter, et cependant il reconnaissait la nécessité de réclamer de la Prusse, démesurément agrandie, les compensations qu'elle nous avait permis d'entrevoir avant ses victoires. Ne rien demander, sortir des événements les mains vides, c'était soulever l'opinion publique en France contre le gouvernement de l'empereur et l'imprévoyance de sa diplomatie ; — demander et ne rien obtenir, c'était ajouter à nos mécomptes une blessure d'amour-propre et nous condamner, dans un avenir prochain, à rétablir par la force l'équilibre rompu à notre préjudice.

La situation était pathétique, assurément ! Qui n'eût pas hésité ? — M. Benedetti lut et relut la dépêche du ministre, — elle n'impliquait ni un refus ni une autorisation ; — il pesa le pour et le contre ; il dut croire que nos ressources militaires étaient au niveau de nos prétentions, il se rappela les protestations dont la Prusse était si prodigue

avant la guerre, et, se faisant fort des assurances qu'il venait de recevoir à Zwickau et à Brunn, il se résolut, en dernière analyse, esclave de ses instructions, à faire ce qu'on lui demandait.

Sa résolution arrêtée, il estima que la vigueur était la seule chance de succès. « Je ne négligerai aucun effort, écrivait-il, quelque vive que puisse être la résistance que je suis certain de rencontrer, car j'estime que dans cette négociation la fermeté est le meilleur, je dirais volontiers l'unique argument. Convaincu que le gouvernement de l'empereur se montre modéré, en se bornant à stipuler, devant les agrandissements désormais acquis de la Prusse, les sécurités libellées dans votre projet, je me déterminerai difficilement à recevoir, même pour vous être uniquement référées, des modifications de quelque importance. ¹ » Toutefois, « en raison du tempérament de M. de Bismarck, » il jugea utile de le préparer à la communication que ses instructions lui prescrivaient de faire. Il pensa qu'il serait plus sage « de ne pas assister à la première impression que produirait sur son esprit la certitude

1. Papiers de Cercey. Voir à l'appendice.

que nous réclamions les bords du Rhin, jusques et y compris la forteresse de Mayence » et, « voulant agir avec prudence, » il se fit précéder chez le président du conseil par la copie du projet de traité qu'il joignit à quelques lignes explicatives¹. Un adversaire sans scrupule se trouvait ainsi en possession d'une arme qui devait porter à notre politique un coup irréparable.

« Profondément pénétré des résistances que rencontreraient nos propositions, a dit M. Benedetti dans le livre consacré à sa défense, j'avais voulu, en procédant de la sorte, prévenir autant qu'il dépendait de moi l'effet immédiat des premières impressions, et me ménager la certitude d'aborder un si grave sujet sans m'exposer à des explications regrettables. »

Après une longue campagne diplomatique, ouverte et poursuivie froidement et systématiquement, sans nourrir la moindre illusion sur les

1. Lettre de M. Benedetti au comte de Bismarck: « Mon cher président, en réponse aux communications que j'ai transmises de Nikolsbourg à Paris, à la suite de notre entretien du 26 du mois dernier, je reçois de Vichy le projet de convention secrète que vous trouverez ci-joint en copie. Je m'empresse de vous en donner connaissance afin que vous puissiez l'examiner à votre loisir. Je suis du reste à votre disposition pour en conférer avec vous, quand vous en jugerez le moment venu. Tout à vous, Benedetti. Dimanche 6 août 1866. »

tendances secrètes du cabinet de Berlin, M. Benedetti, en arrivait, par la fatalité des circonstances, à perdre en un seul jour tout le bénéfice de sa réserve et de sa clairvoyance.

M. de Bismarck a cherché depuis à dramatiser devant le parlement allemand l'entretien qui, le 7 août, suivit cette communication. « Je vis entrer l'ambassadeur de France dans mon cabinet, a-t-il dit, tenant un ultimatum à la main, nous sommant ou de céder Mayence, ou de nous attendre à une déclaration de guerre immédiate. Je n'hésitai pas à répondre : Fort bien, alors nous aurons la guerre. » M. de Bismarck prétendait avoir ajouté : « Faites bien observer à S. M. l'empereur qu'une guerre pareille pourrait devenir une guerre à coups de révolutions, et qu'en présence de dangers révolutionnaires, les dynasties allemandes prouveraient qu'elles sont plus solidement établies que celle de l'empereur Napoléon. »

L'entretien n'eut pas ce caractère comminatoire, M. Benedetti l'affirme, et tout autorise à l'admettre ¹. La conversation ne cessa pas d'être courtoise. M. de Bismarck se retrancha derrière la

1. M. de Bismarck oubliait devant le parlement que, dans sa circulaire du mois de juillet 1870, il avait dit que le projet du

répugnance invincible du roi à céder de la terre allemande après ses grandes victoires ; il prévoyait un refus certain et, pour en éviter les conséquences, il pria l'ambassadeur de vouloir bien retirer sa note, lui promettant de la considérer comme non avenue et de n'en pas parler à Sa Majesté. M. Benedetti répliqua que les ordres de son gouvernement étaient formels et que, s'il refusait de porter à la connaissance de son souverain les réclamations autorisées de la France, il se verrait contraint de demander une audience. La réponse du roi fut conforme aux prévisions du ministre : il déclara que, dans l'état des esprits en Allemagne, il ne lui était pas permis de céder un pouce de territoire. L'ambassadeur, on le voit, fut « ferme et pressant ». M. de Bismarck refusa Mayence, mais il songea si peu à provoquer la France, qu'il offrit de prendre avec nous « d'autres engagements qui seraient de nature à satisfaire les intérêts respectifs des deux pays ». Le moment n'était pas encore venu de nous enlever nos dernières

traité lui avait été communiqué accompagné d'une lettre particulière. M. Benedetti n'est donc pas venu dans son cabinet tenant un ultimatum à la main ; sa lettre d'envoi prouve que, loin de vouloir violenter les résolutions du ministre, il tenait à « lui laisser tout loisir pour les méditer ».

illusions. Il lui importait, avant de nous donner « la mesure exacte de son ingratitude », de fermer à notre politique les issues qui lui restaient encore ouvertes pour sortir de l'impasse où il nous avait acculés. Avec le document laissé entre ses mains, rien n'était plus facile ; il nous tenait à sa discrétion ; il ne nous était plus permis d'invoquer l'intérêt européen, et de nous reprendre, en désespoir de cause, à l'idée du congrès. Dès le surlendemain, le général de Manteuffel, appelé d'urgence de son quartier général à Berlin, partait pour Pétersbourg, muni du projet de traité et de la lettre d'envoi de M. Benedetti. M. de Bismarck avait hâte de se réconcilier avec la cour de Russie, qui ne cessait de protester et de réclamer une conférence internationale, et nous étions appelés à faire les frais de la réconciliation ! — Ce sont des procédés que la morale réprouve, et qu'absout malheureusement une politique qui ne se préoccupe que du résultat. Ces procédés étaient fort en usage au dix-huitième siècle ; Frédéric II ne se faisait pas faute de communiquer au cabinet de Versailles les lettres de l'empereur Joseph II, et la cour de Vienne, pour s'assurer des conditions avantageuses, ne manquait pas de confier

au roi de Prusse, à Breslau, les propositions du cardinal de Fleury. A une époque où la politique échappait au contrôle de l'opinion publique et où les secrets d'État débattus dans les boudoirs étaient livrés souvent au plus offrant, la méfiance était pour la diplomatie le premier des devoirs. Elle poussait alors les précautions jusqu'à l'extrême, surtout lorsqu'il s'agissait de conventions secrètes, stipulant des remaniements territoriaux au détriment de tiers. Les traités étaient copiés et signés en partie double, de la main des négociateurs, et l'échange immédiat des deux exemplaires garantissait réciproquement les deux gouvernements contre toute perfidie. On raconte que lors de l'entrevue de Neisse, en 1756, Frédéric II éprouva une véritable panique lorsque Joseph II, auquel il venait de remettre la lettre qui consacrait leurs engagements de neutralité, lui dit que la sienne n'était pas prête. Ce n'est que le lendemain, non sans l'avoir fait languir, que l'empereur s'exécuta. « Je remarquai fort bien, écrivait-il à Kaunitz, en parlant de cet incident, l'inquiétude dans laquelle il se trouvait, bien qu'il n'osât pas le faire paraître, d'avoir lâché

sa lettre avant d'avoir la mienne¹. » M. Benedetti n'éprouva pas la panique de Frédéric II en se désaisissant de son document. Il représentait une cour qui se piquait de droiture et de courtoisie et qui certes n'eût pas abusé d'un excès de confiance. M. de Bismarck, au contraire, bien que chevaleresque dans la vie privée, était le disciple d'un politique réaliste qui recommandait à ses négociateurs « de faire de leur mieux pour se procurer quelque chose d'écrit² ». M. Benedetti était si loin de soupçonner les arrière-pensées de M. de Bismarck, que, quelques jours après, il laissait entre ses mains, avec une absolue confiance en sa loyauté, le projet de traité relatif à la Belgique tout entier écrit de sa main. Il n'a pas hésité du reste à reconnaître qu'il avait eu tort de ne pas prévoir l'usage que le ministre prussien devait faire du document qu'il lui confiait. « J'aurais dû me montrer plus méfiant, a-t-il dit, mais je préfère cependant, même à l'heure qu'il est, mon rôle à celui qu'il s'est donné dans ce triste incident. »

1. *La Question d'Orient au XVIII^e siècle*, par A. Sorel.

2. *Politische correspondenz Friederich's des grossen*. Erster Band. Berlin, 1879.

Il en coûtait à M. Benedetti de rester sous le coup d'un refus. Il revint à la charge le lendemain, mais sans plus de succès ; l'occasion était passée. « Les victoires de la Prusse, disait M. de Bismarck, étaient devenues un obstacle aux avantages qu'on aurait pu nous concéder avant la guerre. Mais il restait d'autres combinaisons auxquelles il était tout disposé à se prêter, car il lui fallait *une grande alliance*, celle de la France, pour se prémunir contre le mauvais vouloir des autres gouvernements. » M. de Loë allait du reste partir pour Paris, ajoutait le ministre, avec des instructions longuement développées, pour soumettre à l'empereur les considérations qui s'opposaient à ce qu'on acceptât notre projet de convention, et M. de Goltz serait autorisé à rechercher avec nous les moyens de nous satisfaire. Interpellé au sujet de la mission « si soudainement confiée à un général commandant des troupes en campagne », le président du conseil prétendait en avoir parlé à l'ambassadeur. Il disait en avoir en tout cas informé M. de Goltz pour qu'il eût à nous en entretenir. Il affirmait que cette mission n'avait aucun rapport avec nos pourparlers, que le roi avait uniquement à cœur

d'apaiser la cour de Russie au sujet du refus qu'il opposait au congrès. Ce qu'il évitait de dire, c'est qu'il répugnait au roi Guillaume de rompre avec les traditions de sa maison pour s'unir avec la France impériale et révolutionnaire, et que son penchant autant que son intérêt le portait vers la Russie, qui, au lieu de sacrifices sur le Rhin, ne lui demandait qu'une action commune en Pologne et la main libre en Orient.

M. Benedetti le pressentait ; il ne fut pas convaincu par les explications de M. de Bismarck ; il insista et demanda si M. de Manteuffel avait reçu communication de nos ouvertures. M. de Bismarck répondit que, pour sa part, il avait évité de lui en parler, mais qu'il ne pouvait garantir que le roi ne lui en eût pas fait connaître la substance. « Je n'en constate pas moins, télégraphiait M. Benedetti, que j'ai remis copie de notre projet à M. de Bismarck, dans la matinée du dimanche 6 août et que le général de Manteuffel, qui venait à peine de reporter son quartier général à Francfort, a été appelé à Berlin dans la nuit. »

D'autres surprises étaient réservées à notre ambassadeur. M. de Bismarck l'avait engagé à développer de vive voix à l'empereur les motifs

qui s'opposaient à la cession de Mayence et à rechercher avec lui des combinaisons qui se concilieraient mieux avec le sentiment germanique. Il lui avait recommandé instamment le secret le plus profond sur leurs entretiens, et le 10 août, le jour même de son arrivée à Paris, il pouvait lire dans le *Siècle* que la France, en prévision d'un agrandissement considérable de la Prusse, avait ouvert avec le cabinet de Berlin des pourparlers au sujet des provinces du Rhin, et que ces propositions avaient été repoussées. La dépêche était de M. Vilbort, que le *Siècle* avait attaché à la personne de M. de Bismarck en qualité d'historiographe pendant la campagne de Bohême. M. Vilbort avait conféré, le 8 au matin, avec le ministre prussien, d'autres disent avec M. de Keudell, sans en instruire l'ambassadeur, et, le soir même, il était parti précipitamment pour Paris, se prêtant sans le savoir à un stratagème¹, en jetant le mot de *frontières du Rhin* au milieu des esprits surexcités. Le lendemain, dans une correspondance datée de Berlin, le *Siècle* complétait ses renseignements : il

1. Le procédé était d'autant plus regrettable que M. Vilbort avait été présenté à M. de Bismarck par M. Benedetti. Lettre de M. de Clermont-Tonnerre. Voir à l'appendice.

disait que l'ambassadeur de France avait eu avec le président du conseil deux entretiens, dont l'un s'était prolongé de dix heures à minuit, que la question des frontières du Rhin était officiellement posée, que M. de Bismarck s'était montré peu enclin à suivre la France dans la voie des compensations territoriales, et que des exigences françaises qui blessaient le sentiment national des Allemands les mettraient tous debout autour du roi de Prusse. Interpellé par les membres du corps diplomatique, M. de Bismarck simula l'étonnement; mais son organe habituel, la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, prit l'offensive : « Le premier sentiment que nous éprouvons, disait-elle, est celui du regret en voyant livrer de telles questions à la publicité; mais nous constatons avec satisfaction que ce n'est pas la presse allemande qui, au début de cette nouvelle phase des complications diplomatiques, a révélé les pensées du cabinet français. Il est du reste caractéristique, ajoutait ce journal, que ce soit précisément le *Siècle*, l'organe des cercles *chauvinistes* de France, qui ait été appelé à répandre le premier cette nouvelle et à encourager des espérances inadmissibles et irréalisables ».

On disait à Berlin du général Manteuffel, qu'on appelait un « templier fanatique », « un chevalier-moine du moyen âge », que, pour procurer un agrandissement à la Prusse, il irait jusqu'au « crime politique ». Le patriotisme de M. de Bismarck n'était pas moins féroce : ce grand esprit ne reculait devant aucun moyen, si petit qu'il fût ; avec l'astuce d'un chasseur indien, il nous tendait des pièges, nous attirait dans des chausse-trapes et, le moment venu, nous étranglait sans pitié.

Certain de l'effet que ses révélations produiraient à Saint-Pétersbourg, M. de Bismarck ne respectait plus aucune convenance. Il ameutait contre nous les passions germaniques et nous mettait en suspicion aux yeux de l'Europe.

Il ne s'en tint pas là, il décréta des mesures militaires dont la signification ne pouvait nous échapper. Les régiments partaient à toute vapeur des provinces orientales, pour se concentrer sur le Rhin, et une ordonnance insérée au *Moniteur* prussien, en date du 8 août, enjoignait à la commission du recrutement des dépôts la reprise immédiate et rapide de ses travaux. Ces avertissements n'étaient pas les seuls qui auraient dû frapper le

gouvernement français et lui révéler le danger ; les appréhensions les plus vives se faisaient jour dans les correspondances de notre diplomatie. « Pris dans leur ensemble, écrivait un de nos agents ¹, tous ces symptômes prouvent que le gouvernement prussien est bien résolu à se refuser à toute transaction. Il a usé dans ces deux dernières années d'une rapidité souvent foudroyante dans ses manœuvres contre l'Autriche, et il agit aujourd'hui comme s'il était bien résolu à procéder éventuellement de même vis-à-vis du gouvernement de l'empereur. L'impulsion est donnée maintenant ; grâce au concours d'un journaliste français, la question est livrée aux commentaires passionnés de la foule, et partout retentit comme un mot d'ordre, *pas un pouce de terre allemande, plutôt la guerre.* »

Mais on semblait frappé de cécité, on ne tenait plus compte que d'une opinion publique nerveuse et jalouse, et pour la satisfaire on passait d'une combinaison à une autre, sans en peser les conséquences. Le rideau était à peine tombé sur la question de Mayence, qu'il devait se relever sur

1. M. Lefèvre de Béhaine

la question belge. Toutefois, avant de s'arrêter aux propositions de M. de Bismarck, qui, au dire de son ambassadeur, étaient de nature à consacrer l'alliance indissoluble des deux pays, on revint à l'idée que l'empereur caressait de préférence, celle d'un royaume neutre sur les bords du Rhin. M. Drouyn de Lhuys envoya à Berlin un personnage officieux, M. Hansen, toujours bien accueilli par M. de Bismarck, avec un mémoire dans lequel il développait longuement l'avantage d'un État neutre, interposé entre la France et la Prusse, sous la souveraineté du roi de Saxe ou d'un prince de la maison de Hohenzollern. « La formation d'un tel État, disait-il, en reculant un voisinage facilement redoutable, permettrait à la France de renoncer aux revendications territoriales et de rester dans une ligne de conduite plus conforme aux principes comme aux intentions de son gouvernement. » L'intermédiaire fut renvoyé à M. de Keudell, qui, dans un langage hautain et plein d'aigreur, révéla combien était profond le ressentiment laissé par notre médiation¹. « La Prusse n'ayant pas demandé l'inter-

1. M. de Bismarck ne s'est pas réconcilié à l'heure qu'il est avec notre intervention, car naguère encore il en évoquait amè-

vention de la France, disait-il, elle n'avait pas de salaire à lui payer. Cette intervention lui avait imposé la ligne du Mein, l'intégrité du territoire autrichien et du territoire saxon, ainsi que la clause relative au Slesvig du nord ; sans la France il eût été possible de garder la Bohême et la Moravie, qui ne demandaient pas mieux que de devenir prussiennes. » M. de Keudell parlait de l'alliance italienne avec dédain, disant qu'on aurait pu s'en passer. Il ajoutait d'un air suffisant que la Prusse, malgré son désir de maintenir ses rapports avec la France, préférait chercher le point d'appui de sa politique en Allemagne, et que, pour sa part, il ne reculerait pas devant une nouvelle guerre plutôt que de nous accorder une compensation quelconque.

Après ce dernier échec, M. Drouyn de Lhuys estima que toutes les chances de remettre notre politique à flot étaient irrévocablement perdues. Le ministère des affaires étrangères, qui avait

rement le souvenir devant le parlement. « Je rappellerai, disait-il, la tentative pacifique de Napoléon immédiatement après la bataille de Sadowa, dont les détails ne sont pas très connus. Ce que j'en ai pensé, je le sais, et ne l'ai point oublié. J'ai gardé note de ce qui s'est passé alors ; et il aurait été peut-être utile aux intérêts français que la France ne se fût pas posée en agent de la paix. »

tant de charme pour lui, devenait un pesant fardeau, qui s'augmentait chaque jour d'une responsabilité nouvelle. Le 12 août il envoya sa démission à la grande joie de ses adversaires¹. On reprochait à ce ministre d'avoir, par l'exagération de ses sympathies autrichiennes, empêché tout arrangement avec la Prusse. C'était en effet le côté faible de sa politique. Il ne prévoyait dans ses combinaisons que le succès de l'Autriche. Les esprits chagrins prétendaient que M. Drouyn de Lhuys, bien qu'élevé dans les saines traditions de la politique française et tout en s'inspirant des plus sages résolutions, manquait des qualités indispensables pour en assurer le succès. « Son premier mouvement, disait-on, est toujours bon ; malheureusement il s'en méfie. » On se demandait comment le 4 juillet, après la lutte qu'il avait soutenue au conseil, il avait pu pendant vingt-quatre heures abandonner l'empereur, inquiet et irrésolu, à des influences occultes, ardentes et passionnées, et pourquoi il n'avait pas surveillé de sa personne, avec la sollicitude que comportaient les circonstances, l'insertion au

1. Il garda l'intérim du ministère jusqu'au 1^{er} septembre.

Moniteur du décret de convocation des chambres. Ce n'est que le lendemain, en se faisant donner par son chef de cabinet le journal officiel, qu'il devait constater que le décret n'avait pas été publié, que l'intérêt italien avait prévalu sur l'intérêt français. On s'étonnait aussi que le 20 juillet il eût permis à M. de Goltz de le devancer à Saint-Cloud. N'avait-il pas le télégraphe et des estafettes sous la main, pour rendre compte à l'empereur, ne fût-ce que sommairement, des demandes de l'ambassadeur de Prusse et des refus catégoriques qu'il lui avait opposés? M. de Bismarck faisait meilleure garde autour du roi Guillaume; bien qu'il n'eût pas à stimuler son ambition, il tenait les diplomates à distance, paralyisait le « cousinage » et surveillait soigneusement lui-même les avenues du palais ¹ ». « Un ministre habile, disait un homme d'État, sait faire d'un million de petites choses une chaîne

1. Dépêche de M. Benedetti, 23 mai 1866 : « M. de Bismarck s'abstiendra de participer personnellement au congrès. Son dessein est de ne pas quitter le roi, le caractère de Sa Majesté lui en fait un devoir. Il craint de faciliter par son absence le succès d'influences occultes, qui n'ont pas renoncé à amener un rapprochement avec l'Autriche. S'il s'éloignait, on pourrait parvenir à surprendre le consentement du roi à une entrevue avec l'empereur François-Joseph et il lui importe de surveiller soigneusement lui-même les avenues du palais. »

qui mène aux grandes. » — La lettre que l'empereur adressa au ministre démissionnaire était fort laconique, elle aurait pu passer pour une disgrâce : « Je regrette que les circonstances m'obligent à accepter votre démission, lui écrivait-il sèchement. » Mais M. Drouyn de Lhuys était nommé membre du conseil privé : c'était un correctif.

Le gouvernement recouvrait tardivement l'unité d'action qui lui avait manqué jusqu'alors. La démission de M. Drouyn de Lhuys fut suivie d'une évolution. On devait avant peu inaugurer la politique des grandes agglomérations prédites à Sainte-Hélène¹. En attendant, on renonçait momentanément à rien obtenir en Allemagne pour « se replacer hardiment sur le terrain des nationalités² ».

« Dans le cours d'une conversation entre mon ambassadeur et M. de Bismarck, écrivait l'empereur au marquis de la Valette, *M. Drouyn de*

1. « Je ne pense pas, a dit Napoléon à Sainte-Hélène, qu'après ma chute et la disparition de mon système, il y ait en Europe d'autre équilibre possible que l'agglomération et la confédération des peuples. Cette agglomération arrivera tôt ou tard par la force des choses. »

2. Note trouvée aux Tuileries. Voir à l'appendice.

Lhuys a eu l'idée d'envoyer à Berlin un projet de convention. Cette convention, dans mon opinion, aurait dû rester secrète, mais on en a fait du bruit à l'extérieur. Les journaux vont jusqu'à dire que les provinces du Rhin nous ont été refusées. Il résulte de mes conversations avec Benedetti que nous aurions toute l'Allemagne contre nous pour un très petit bénéfice ¹. Il est important de ne pas laisser l'opinion publique s'égarer sur ce point. Le véritable intérêt de la France n'est pas d'obtenir un agrandissement de territoire insignifiant, mais d'aider l'Allemagne à se constituer de la façon la plus favorable à nos intérêts et à ceux de l'Europe. »

Cette lettre est d'une haute importance, au point de vue des responsabilités si difficiles à saisir et à fixer. Le prince Albert, dans les notes qu'il dictait en 1854², au retour de l'entrevue de

1. Après le rejet de nos demandes au sujet de Mayence, M. Benedetti eut le mérite de conjurer la guerre; il démontra à l'empereur qui disait qu'en six semaines il aurait cent mille hommes sur le Rhin pour appuyer nos réclamations, qu'avant un mois la Prusse serait en état de prendre l'offensive avec une armée de quatre cent mille hommes, exaltée par la victoire.

2. Th. Martin, *Vie du prince Consort*. « Les moyens de gouverner lui font défaut et il est obligé de vivre au jour le jour. Il est désireux du bien de ses sujets, mais il a une mince opinion de leur capacité politique. Il sera exposé à un danger dans

Boulogne, prévoyait déjà que l'empereur, « en voulant gouverner tout par lui-même, finirait par être accablé sous la masse des détails sans importance, tandis que la véritable direction des affaires lui serait soustraite par des ministres irresponsables ». Toute cette phase si décevante de la politique impériale n'a que trop justifié ces prévisions. L'empereur seul était responsable, du chef de la constitution de 1852, qui ne prévoyait ni sa maladie ni ses défaillances. Ses ministres avaient tous les avantages du pouvoir sans en connaître les inconvénients¹. Souvent ils désapprouvaient ou ne comprenaient pas les plans qu'ils étaient chargés d'exécuter. Ne relevant que de l'empereur, ils n'avaient, à vrai dire, souci que de la cour, de ses désirs ou de ses exigences. Leur tâche se réduisait à concilier les nécessités

cette tentative de tout gouverner par lui-même, celui d'être accablé sous la masse des détails sans importance, tandis que la véritable direction des affaires lui sera soustraite par des ministres irresponsables. La conversation étant tombée sur un point délicat, la moralité des fonctionnaires, l'empereur prétendait répondre de l'intégrité de ses ministres, mais pas de celle des autres hommes politiques, et c'était là, disait-il, une des difficultés les plus grandes pour lui. »

1. M. Drouyn de Lhuys, dans un communiqué qui parut au *Moniteur*, rappelait aux journaux qui l'avaient pris à partie à propos des affaires de Pologne, qu'aux termes de la constitution l'empereur était seul responsable.

du service avec la pensée des Tuileries. Il n'en était pas de même du ministre d'État ; sa situation était exceptionnelle et sans précédents. Par la nature de ses fonctions, il ne répondait que de sa parole. Il avait à défendre devant la représentation du pays les actes de ses collègues et la politique impériale. Il était l'esclave de l'opinion publique, il en subissait les fluctuations multiples, capricieuses, et il s'évertuait à satisfaire ses désirs changeants. Il se préoccupait moins de l'avenir que des nécessités présentes. Il était amené à subordonner tout aux dispositions des Chambres, à ses succès oratoires qui lui permettaient de vaincre les résistances et d'assurer la majorité aux demandes du gouvernement. — Ces compromissions incessantes avec l'opinion publique étaient dangereuses, appliquées à la politique extérieure. L'intervention du ministre d'État dans de délicates négociations, alors que la suite et l'unité d'action étaient la première condition du succès, ne se serait justifiée tout au plus que si elle s'était exercée parallèlement, en parfait accord de vue et de sentiments avec le ministre des affaires étrangères. Mais les dissentiments étaient pro-

fonds au sein du cabinet, et M. Rouher, malgré la supériorité incontestable de son esprit, en était réduit, pour suppléer à son inexpérience des choses de la diplomatie, à prendre des informations douteuses et à s'inspirer de conseils discutables. C'est ainsi qu'il en arriva, n'ayant en vue que le bien et la grandeur du pays, à soutenir dans le courant du mois d'août la politique des revendications, tandis que dans les premiers jours de juillet, préoccupé de l'Italie, trop confiant en M. de Goltz, il méconnaissait l'avantage du congrès et s'opposait à une démonstration militaire qu'imploraient l'Autriche et ses alliés, et qui était la seule chance d'être écouté.

Le départ de M. Drouyn de Lhuys ne devait pas avoir pour effet de calmer les ressentiments. L'insuccès a toujours provoqué des récriminations. La lettre adressée au marquis de la Valette, le 12 août, parut inopinément en 1867 dans le *Pall Mall*, et elle fut reproduite par quelques journaux français. M. Drouyn de Lhuys en fit ses plaintes à l'empereur. Il voyait dans cette publication une manœuvre perfide ; on le rendait seul responsable des cruelles déceptions de notre politique, Il se défendit, et peut-être sa défense excéda-t-elle

la mesure. Il ouvrit ses portefeuilles, relut ses correspondances, classées à tout événement, et mit l'empereur personnellement en cause. Il protesta contre « les inductions » que ses adversaires entendaient tirer de la lettre impériale du 12 août. Il affirma, ses papiers sous la main, que les communications qu'il avait faites au cabinet de Berlin, au sujet de Mayence et du Palatinat, n'avaient pas eu lieu sans la participation de Sa Majesté et à son insu, qu'Elle les avait lues, corrigées et agréées, et que les demandes de compensation, loin d'avoir été combattues par notre ambassadeur, avaient été au contraire provoquées par lui en termes pressants. Voici du reste le texte même de la protestation de M. Drouyn de Lhuys, telle qu'elle a paru en 1871 dans le livre de M. Pradier-Fodéré¹ :

« Champvallon par Joigny (Yonne), 12 octobre 1867.

» Sire, j'ai l'honneur de vous adresser un numéro de la *France*, qui publie une lettre attribuée à Votre Majesté par le journal anglais le *Globe*.

1. La lettre n'a pas été retrouvée dans les papiers des Tuileries, elle a été reproduite d'après le brouillon conservé par M. Drouyn de Lhuys.

Je ne veux pas chercher l'origine de cette singulière confidence, faite à une feuille étrangère, d'une lettre intime de l'empereur à son ministre de l'intérieur. Je ne ferai à ce sujet qu'une simple observation. Cette lettre pourrait prêter à deux inductions mal fondées. Elle semble donner à entendre : 1° Que les communications que je fis à Berlin en août 1866 auraient eu lieu sans la participation et presque à l'insu de Votre Majesté; 2° Que M. Benedetti aurait combattu la pensée de demander à la Prusse des compensations ou des garanties pour la France.

» Or, il résulte de ma correspondance avec Votre Majesté, et des lettres de M. Benedetti, que je relisais encore ce matin, la preuve manifeste :

» 1° Que les instructions envoyées alors à Berlin ont été lues, corrigées et agréées par Votre Majesté.

» 2° Que M. Benedetti, dans quatre lettres écrites à cette même époque ¹, non-seulement approuvait, mais provoquait en termes pressants, une demande de compensations, à laquelle, disait-il,

1. Ni M. Drouyn de Lhuys ni M. Benedetti n'ont cru devoir, jusqu'à présent, produire le texte et la date de ces quatre lettres.

on s'attendait à Berlin, et dont il garantissait le succès, pourvu que notre langage fût net et notre attitude résolue. Il n'a pas tenu à moi que cette condition fût remplie.

» Telle est, Sire, la vérité. Je regretterais qu'elle fût altérée par des commentaires attribuant à Votre Majesté, ainsi qu'à moi, un rôle peu digne de l'un et de l'autre.

» Je suis, Sire, etc., etc.

» DROUYN DE LHUYS. »

M. Benedetti s'est défendu. J'ai reproduit ses arguments. L'empereur s'est-il incliné devant le langage quelque peu irrévérencieux de son ancien ministre, membre de son conseil privé? A-t-il reconnu le bien fondé de ses protestations indignées? On a négligé de le dire. Mais tout le monde sait qu'à Vichy, dans les premiers jours d'août, sa santé inspirait les plus vives inquiétudes, et s'il a agréé et même amendé les instructions rédigées par son ministre, dont la responsabilité demandait à être constitutionnellement couverte par la signature du chef de l'État ¹, il n'a pu le faire en

1. M. Sidney Renouf, qui avait à cette époque des rapports suivis avec le ministère des affaires étrangères, a dit dans les

tout cas que dans la mesure d'une volonté altérée par le mal cruel dont il souffrait. « En vérité, je n'ai plus à qui parler ! » disait M. Drouyn de Lhuys à ses entours, en sortant de chez l'empereur qu'il laissait accablé par la souffrance.

L'empereur peut être diversement apprécié dans son caractère et dans sa politique, mais il était chevaleresque ¹ et il avait à un haut degré le sentiment de sa responsabilité ; jamais il n'est descendu à récriminer contre ceux qui l'ont servi, et jamais il n'a refusé à ses ministres l'approbation écrite que toujours ils réclamaient pour se couvrir. Lorsqu'il disait, le 12 août, dans une lettre confidentielle au marquis de la Valette, que *M. Drouyn de Lhuys avait eu l'idée d'envoyer un projet de convention à Berlin*, ce

Coulisses diplomatiques que l'empereur consentit sur les pressantes instances de *M. Drouyn de Lhuys* à demander des compensations territoriales. M. Pradier-Fodéré a confirmé cette assertion en la reproduisant dans sa brochure. Nous avons vu d'ailleurs que le 25 juillet, le jour même où M. Drouyn de Lhuys chargeait M. Benedetti de pressentir M. de Bismarck au sujet de la cession du Palatinat, l'empereur se montrait disposé sur les instances de M. de Goltz, à en faire l'objet d'une combinaison d'échange au profit de la Hesse.

1. George Sand, dans un portrait écrit sous l'émotion de 1870, et avec les ressentiments non effacés de 1852, a été forcée de reconnaître que l'empereur était « chevaleresque, sans haine ni ressentiment » ; « il n'avait pas de rancune, a-t-elle dit, pas d'amertume, peu de courroux ; trop contemplatif pour être passionné, aimable, aimant, fait pour être aimé dans l'intimité, désintéressé de tout pour son compte. » — (*Dernières Pages*.)

n'était certes pas avec l'arrière-pensée de rendre son ministre des affaires étrangères responsable d'une faute aux yeux de l'histoire. Il constatait simplement un fait, et tenait à bien faire comprendre au ministre de l'intérieur, afin de lui permettre de réagir énergiquement contre les tendances de l'opinion publique, que sa politique n'était pas celle des revendications territoriales. On ne saurait s'étonner au reste que M. Drouyn de Lhuys ait tenu à restreindre sa part de responsabilité dans les demandes de compensations adressées à la Prusse : elles ont été une des causes primordiales des événements de 1870. Mais on n'en est pas moins contristé en voyant un souverain, trahi par la fortune, rappelé au sentiment de sa responsabilité par ceux qu'il avait investis de sa confiance. Ce fut le spectacle que donna, au commencement de ce siècle, le prince de Hardenberg : il publia et inspira des opuscules, tout en rédigeant un mémoire justificatif, pour démontrer que si son système avait prévalu sur celui de M. d'Haugwitz, la Prusse serait sortie, sinon glorieuse, du moins indemne des événements de 1866. Il se défendit au détriment de son roi, auquel il reprochait d'avoir, par « ses hésitations, ses ambitions con-

tradictaires et son absence de vues européennes », préparé la ruine de la politique prussienne, bien que les causes qui amenèrent la catastrophe d'Iéna remontassent toutes à son ministère ¹.

1. Le prince de Hardenberg, a dit M. Sorel, se crut de force à conjurer la crise dont toutes les causes étaient posées sous son ministère, et il espéra maintenir la Prusse dans une neutralité équivoque qui lui permettrait de réprimer la curée, tout en y participant. Il succomba dans cette tâche impossible, mais il rencontra la bonne fortune de disparaître à temps et de pouvoir faire porter à Haugwitz toute la responsabilité publique des fautes, en démontrant, avec les documents dont il avait fait provision, que, tant qu'il était resté au pouvoir, ses conseils avaient toujours été sages, corrects, prudents et énergiques.

IV

LES INSTRUCTIONS DU 16 AOÛT RELATIVES A
LA BELGIQUE.
LES PAPIERS DE CERCEY.

L'ambassadeur revint à Berlin avec l'ordre de déclarer au gouvernement prussien que l'incident au sujet de Mayence était clos et qu'il pouvait considérer comme non avenu le projet de traité qu'il lui avait communiqué le 5 août. M. de Bismarck n'avait pas attendu notre renonciation pour se mettre en mesure de rattacher Mayence au système défensif de la Confédération du nord¹, bien que M. de Werther eût déclaré le 24 juillet

1. Il avait exigé de M. de Pfordten et de M. de Dalwigk, dès leur arrivée à Berlin, la remise immédiate de Mayence, avant l'expiration de l'armistice.

à notre chargé d'affaires que la Prusse ne songeait aucunement à s'en emparer. Les traités de Vienne étaient déchirés ; il ne pouvait les invoquer ; mais, fertile en expédients, il affirmait son droit de garnison en s'appuyant sur les stipulations d'ordre européen du mois de novembre 1815, indépendantes de l'acte constitutif de la confédération germanique. Il allait jusqu'à prétendre, ironiquement il est vrai, que s'il devait plaire à l'Autriche, quoique exclue de l'Allemagne, de bénéficier, au même titre que la Prusse, des ressources du droit public, il serait forcé de l'admettre à la cooccupation de la place.

Le 16 août, de nouvelles instructions furent arrêtées en partie sous l'inspiration du comte de Goltz. Ce diplomate était plus écouté que jamais. Il était ce qu'on appelle l'homme de la situation. Il se sentait, disait-il avec contrition, personnellement atteint par la résistance imprévue que nous avions rencontrée à Berlin ; il se rendait compte des embarras qui en résultaient pour notre politique intérieure ; il trouvait nos prétentions sur la Belgique « légitimes en principe », et il considérait que satisfaction devait être donnée à notre vœu de constituer entre la France et la

Prusse « une alliance nécessaire et féconde ». Il rendait hommage à notre modération et nous remerciait d'avoir renoncé successivement à la Moselle et à Mayence. Le roi, après ses grandes victoires, ajoutait-il, ne se serait malheureusement jamais résigné à céder du territoire prussien, et M. de Bismarck aurait perdu sa popularité si, par la cession de Mayence, il avait porté atteinte au sentiment national; mais du moment qu'on ne leur demandait plus aucun sacrifice direct, qu'il ne s'agissait que de laisser prendre ce qui ne leur appartenait pas, tout devait convier le roi et son ministre à s'assurer une puissante alliance qui leur servirait de garantie contre la Russie, et leur offrirait la consécration des faits accomplis.

Comment suspecter ce langage et ne pas croire que M. de Goltz interprétait fidèlement la pensée prussienne? Ne savait-on pas, par les entretiens de M. Benedetti avec M. de Bismarck, que l'ambassadeur de Prusse était muni d'instructions longuement développées, qui devaient lui permettre de s'entendre avec l'empereur sur de nouvelles combinaisons? Les demandes que notre ambassadeur recevait l'ordre de formuler ne paraissent pas, on le voit, de notre seule initiative.

Elles reflétaient en quelque sorte le langage du représentant du cabinet de Berlin, dûment autorisé, et, « il aurait fallu se faire de la sincérité de M. de Bismarck la plus étrange idée, pour soupçonner qu'il n'avait en tout cela d'autre objet que d'entretenir nos illusions¹ ». — Il négociait sérieusement, mais non sans arrière-pensée. Il se promettait de rompre, si le marché qu'il offrait à la Russie était agréé.

Quoi qu'il en soit, nos demandes, suivant les chances qu'elles rencontreraient, devaient parcourir trois phases successives. L'ambassadeur devait réclamer, par un traité public, la cession de Landau, de Saarlouis, de Saarbrück et du Luxembourg, et, par un traité d'alliance offensive et défensive qui resterait secret, la faculté de nous assurer ultérieurement la Belgique. Si ces bases étaient jugées excessives, on lui laissait la faculté de renoncer à Saarlouis, à Saarbrück et même à Landau, « une vieille bicoque dont la possession pouvait soulever contre nous le sentiment allemand », et il était autorisé à borner ses conventions publiques au Luxembourg et ses conventions

1. Albert Sorel. *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*.

secrètes à la Belgique. Enfin, si la réunion de la Belgique à la France devait rencontrer de trop grands obstacles, M. Benedetti pouvait, pour apaiser le courroux de l'Angleterre, consentir à la neutralisation d'Anvers, constituée en ville libre¹.

Ainsi, traité ostensible, qui au minimum nous attribuerait le Luxembourg; traité secret, stipulant une alliance offensive et défensive; faculté pour la France de s'annexer la Belgique, au moment où elle le jugerait opportun; promesse de concours, même par les armes, de la part de la Prusse, telles étaient les bases du traité à intervenir en échange de la consécration des faits accomplis en Allemagne et de l'extension éventuelle de la Prusse au delà du Mein. Si M. de Bismarck, ajoutaient ces instructions, devait, demander quels avantages lui offre un pareil traité, réponse serait simple: — « Il s'assure une alliance puissante, il consacre toutes ses acquisitions d'hier, en ne consentant qu'à laisser prendre ce qui ne lui appartient pas et en ne s'imposant aucun sacrifice sérieux en échange des avantages qu'il obtient. »

1. Papiers de Cercey. Voir à l'appendice.

C'est le 20 août que M. Benedetti soumit au cabinet de Berlin, sous la forme d'un traité d'alliance, les demandes du gouvernement de l'empereur, concertées avec le comte de Goltz. M. de Bismarck fit des objections, il réclama des changements plus conformes aux exigences de sa politique. Il parlait avec chaleur, avec conviction, sans trahir aucune arrière-pensée. Il pria l'ambassadeur d'amender le projet ; il ne pouvait, céder en face de l'exaltation de l'opinion publique, ni Landau, ni Saarbrück¹ ; il considérait comme une immixtion dans les affaires allemandes la clause réservant aux États du midi la garde exclusive de leurs places fortes. Il demandait, au lieu de deux traités distincts, un acte unique, en transformant en un article additionnel et secret, les clauses consacrant la garantie de la Belgique et les conditions de l'alliance offensive et défensive. Sur ses instances M. Benedetti prit la plume et sous sa dictée introduisit dans sa minute les modifications réclamées et débattues

1. « Je vous envoie à l'état d'ébauche, écrivait M. Benedetti à M. Rouher, la rédaction ci-jointe ; je me suis convaincu qu'en insistant sur Landau et Saarbrück nous nous heurterions contre des difficultés insurmontables ; je m'en suis tenu au Luxembourg et à la Belgique. » — Papiers de Cercey.

d'un commun accord. Il transcrivit ensuite de sa main, sur une feuille de papier officiel, le projet amendé et raturé et le remit, avec une absolue confiance, au président du conseil, qui demandait à le soumettre à l'examen et à l'approbation de son souverain ¹. Le projet de traité, tel qu'il fut remis à M. de Bismarck, contenait les dispositions suivantes :

« ARTICLE PREMIER. — S. M. l'empereur des Français admet et reconnaît les acquisitions que la Prusse a faites à la suite de la dernière guerre.

ART. 2. — S. M. le roi de Prusse promet de faciliter à la France l'acquisition du Luxembourg.

ART. 3. — S. M. l'empereur des Français ne s'opposera pas à une union fédérale de la Confédération du nord avec les États du midi de l'Allemagne, à l'exception de l'Autriche, laquelle union serait basée sur un parlement commun, tout en respectant dans une juste mesure la souveraineté desdits États.

1. M. Benedetti affirme que voulant, dans un de ses entretiens avec M. de Bismarck, se rendre un compte exact de ses combinaisons, il consentit à les transcrire en quelque sorte sous sa dictée. M. de Bismarck prétend, au contraire, en s'appuyant sur les papiers de Cercey, que le projet de traité fut apporté de Paris, tout libellé par M. Chauvy, attaché au ministère d'État et que c'est sur ce document que s'engagea le débat entre lui et l'ambassadeur.

ART. 4. — De son côté, le roi de Prusse, au cas où S. M. l'empereur des Français serait amené par les circonstances à faire entrer ses troupes en Belgique ou à la conquérir, accordera le concours de ses armes à la France.

ART. 5. — Pour assurer l'entière exécution des dispositions qui précèdent, S. M. le roi de Prusse et S. M. l'empereur des Français contractent par ce présent traité une alliance offensive et défensive ¹. »

C'est ce document, qu'il eût été prudent de réclamer après la rupture des pourparlers, que M. de Bismarck fit reproduire par la photographie en 1870, qu'il soumit après la déclaration de guerre à l'examen du corps diplomatique accrédité à Berlin et qu'il joignit à sa circulaire du 29 juillet. Quant à la minute première, M. Benedetti l'envoya au ministre d'État. Son odyssée est connue; elle revint quatre années plus tard à Berlin dans les caisses de Cercey avec les annotations marginales de l'empereur et de M. Rouher et elle figure aujourd'hui dans les archives

1. D'après le fac-simile de l'autographe de M. Benedetti, *Archives diplomatiques* de 1871-1872.

prussiennes comme une triste dépouille remportée sur la bonne foi de la diplomatie française.

Les papiers de Cercey, dont M. de Bismarck n'a encore publié que quelques pages, ont jeté sur cette phase de nos pourparlers avec le cabinet de Berlin une affligeante lumière. Ils ont révélé toute l'étendue de nos illusions et de notre imprévoyance. J'ai dit dans quelles conditions et par quels moyens le gouvernement prussien s'est trouvé détenteur des documents qui, pendant de longues années étaient venus s'accumuler au ministère d'État et qui constituaient les parties les plus secrètes et les plus importantes de notre correspondance extérieure. C'est une perte irréparable pour notre histoire diplomatique, perte d'autant plus grande qu'une partie des papiers trouvés aux Tuileries, et qui auraient pu combler bien des lacunes, ont péri pendant la Commune, dans l'incendie de l'Hôtel-de-Ville, où s'était installée la commission chargée de les classer. Si la perte est regrettable pour nos archives, elle pourrait bien l'être aussi pour l'empire, car, si dans les révélations livrées au public tout n'a pas été accablant, tant s'en faut, il est permis aux esprits impartiaux d'en inférer que dans les papiers disparus on aurait

pu relever, à la justification du souverain et de ceux qui l'ont servi, plus d'une page atténuante.

Atteint par la défense de M. Benedetti ¹, qui s'appuyait sur sa correspondance déposée et enregistrée au ministère des affaires étrangères, M. de Bismarck a oublié le premier devoir du vainqueur, la grandeur d'âme. Il tenait la vengeance sous la main. Il croyait n'avoir qu'à puiser dans les caisses de M. Rouher pour nous accabler ; il y puisa sans relire, et en tout cas sans méditer les pièces qui devaient confondre son adversaire et stigmatiser la France ; mais l'arme dont il s'est servi s'est retournée contre lui ; dans sa précipitation, il ne s'est pas aperçu que parmi les documents livrés au *Reichsanzeiger*, il s'en trouvait qui le mettaient en contradiction flagrante avec ses assertions. M. Benedetti, qui

1. Le livre de M. Benedetti, écrit fiévreusement au lendemain de 1870, sous le coup d'attaques passionnées, contenait des lacunes et n'était pas exempt d'erreurs. Il avait un tort plus grave aux yeux du prince-chancelier, celui de contredire des légendes en train de s'accréditer ; il révélait le dessous des cartes. L'ancien ambassadeur de France à Berlin nous montrait, à l'encontre des historiographes allemands, M. de Bismarck implorant le bon vouloir de la France, sollicitant son concours et tout disposé à de certaines heures à subordonner ses sentiments germaniques à l'ambition prussienne. M. Benedetti se défendait, mais tout, en se défendant, il n'en rendait pas moins hommage à l'indomptable énergie et au génie politique du ministre prussien.

ignorait la soustraction, opérée à Cercey, de la correspondance qu'il avait échangée avec le ministre d'État, après la démission du ministre des affaires étrangères, avait évité de s'expliquer sur les négociations dont la Belgique avait fait l'objet. Il s'était borné à opposer aux réquisitoires que, sous forme de circulaires, M. de Bismarck avait dirigés en 1870 contre la politique impériale dont il dénonçait les convoitises, des dépêches et des lettres d'où il ressortait que l'initiative des pourparlers revenait tout entière à la Prusse, et que le projet de traité avait été communiqué au mois d'août 1866, et non en 1867, comme on l'affirmait. Les papiers de Cercey, loin de contredire les affirmations de M. Benedetti, n'ont servi qu'à les confirmer. Il suffit de comparer les instructions françaises du 16 août, publiées par le *Moniteur* prussien, pour voir qu'elles concordent en tout point avec le texte et l'esprit du projet de convention communiqué à la Prusse en 1866.

M. de Bismarck avait un intérêt évident à postdater le traité. Il était essentiel pour lui de le reporter à 1867, car il avait à cœur de démontrer à l'Europe, et plus particulièrement à l'Angleterre, que, même après l'affaire du Luxembourg, le

gouvernement de l'empereur persistait à se leurrer d'illusions et à poursuivre des revendications territoriales avec une obstination qu'aucun mécompte ne devait lasser. Il n'a pas craint d'ailleurs de faire ressortir, avec sa franchise habituelle, la moralité de cette intervention. Il a dit, pour justifier ses circulaires de 1870, qu'au début de la guerre il lui importait avant tout de se concilier les sympathies des autres puissances, dont l'attitude bienveillante était pour les deux belligérants de la plus haute importance. Cette tactique n'a que trop réussi. Tout le monde, en 1870, était convaincu, en face de la circulaire prussienne, illustrée par l'autographe de M. Benedetti, que le gouvernement de l'empereur n'avait pas cessé de harceler le cabinet de Berlin au sujet de la Belgique, et qu'irrités du refus persistant de la Prusse d'accéder à un marché que réprouvait son honneur politique, nous avions secrètement poursuivi et préparé la guerre. « La France n'a pas cessé de nous tenter par des offres, disait M. de Bismarck, aux dépens de l'Allemagne du midi et de la Belgique. Je négociais *dilatatoirement* sans jamais faire de promesses. Après l'affaire du Luxembourg, la France me renouvela ses

propositions concernant la Belgique, et *c'est alors qu'eut lieu la communication du manuscrit de M. Benedetti.* »

Les dépêches du général Govone et les papiers de Cercey sont venus tardivement révéler la vérité des faits. Ils sont loin assurément de justifier notre politique, mais ils démontrent du moins jusqu'à l'évidence que l'annexion de la Belgique est une conception éminemment prussienne, qu'elle nous a été présentée en toute occasion, développée sous toutes les formes, que le gouvernement de l'empereur l'a repoussée d'abord obstinément et souvent avec indignation, et que notre politique, surprise et déconcertée par les événements, ne s'y est arrêtée qu'au mois d'août 1866, en désespoir de cause, en face des agrandissements de la Prusse, et sur de formelles incitations ¹.

Le plaisir des dieux n'est pas toujours sans

1. Le prince de la Tour-d'Auvergne a raconté maintes fois que, lors de son ambassade à Berlin, M. de Bismarck ne cessait de lui parler de la Belgique et des combinaisons qu'il y rattachait. Il ne se décida qu'après des instances réitérées et pressantes à se rendre l'interprète de ces ouvertures. Sa dépêche resta sans réponse, et il dut s'abstenir du silence du département qu'il répugnait au gouvernement de l'empereur d'entrer dans cet ordre d'idées.

amertume. La publication des papiers de Cercey en est la preuve, elle a atteint l'homme dans son caractère et le politique dans sa grandeur.

Les gouvernements n'ont rien à gagner à se reprocher réciproquement et publiquement des actes condamnables et des procédés qui ne sont plus de ce temps. Il se dégage de ces récriminations une moralité qui donne à réfléchir aux peuples.

A la fin d'août, M. de Bismarck n'avait plus rien à demander à la fortune ¹. Ses prévisions les plus ambitieuses étaient dépassées. La clause des préliminaires assurant aux États du midi une existence indépendante n'était plus qu'une lettre morte avant même d'être insérée dans le traité de Prague, et il tenait « la grande alliance dont il avait besoin pour se prémunir contre le mauvais vouloir des autres puissances ». Pour obtenir ces deux grands résultats qui devaient peser si lourdement sur nos destinées, il lui avait suffi

1. Le 17 août il présentait à la Chambre un projet de loi annexant le Hanovre, la Hesse électorale, le duché de Nassau et Francfort au royaume de Prusse. Les duchés de l'Elbe étaient incorporés à la monarchie, l'Autriche avait signé son exclusion de l'Allemagne et tous les États en deçà du Mein étaient entrés dans la Confédération du Nord.

d'abuser de notre confiance. Ni le cabinet de Saint-Pétersbourg, ni les ministres dirigeants de Bavière et de Wurtemberg n'avaient hésité devant les preuves constatant d'une manière irréfragable notre défection à la cause de l'équilibre européen. Ils étaient convaincus que désormais ils n'avaient plus rien à attendre de la France et qu'elle les sacrifiait à ses intérêts particuliers. Aussi, tandis qu'à Prague on s'appliquait à tracer la ligne du Mein, et que M. Drouyn de Lhuys se félicitait, dans une dépêche à notre envoyé auprès de la cour de Munich, des résultats de son intervention en faveur de la Bavière ¹, les ministres des États du midi allaient signer les traités d'alliance offensive et défensive qui mettaient, en cas de guerre, leurs forces militaires à la disposition du roi de Prusse ².

1. « Je suis heureux de penser, écrivait M. Drouyn de Lhuys en réponse aux remerciements chaleureux de M. de Pfordten, que notre dernière démarche n'a pas été sans influence sur le résultat d'une négociation qui se termine d'une manière plus satisfaisante que le cabinet de Munich ne pouvait l'espérer. » — Dépêche de M. Drouyn de Lhuys du 14 août 1866.

2. Bade signait le 17, la Bavière et le Wurtemberg le 21 et le 22 août. Les contractants se garantissaient réciproquement l'intégrité de leurs territoires respectifs et le traité posait virtuellement le principe d'une série de conventions militaires destinées à en assurer l'exécution.

L'histoire de ces traités n'a pas encore été écrite; elle mériterait de l'être. On a prétendu que le gouvernement français fut longtemps à les ignorer, et qu'il n'en connut l'existence que par une sortie de M. de Bismarck au parlement du Nord, dans la séance du 17 mars 1867, contre la théorie des trois tronçons proclamée par M. Rouher et en réponse à un discours agressif de M. Thiers ¹. Sa diplomatie les lui révélait, je suis à même de l'affirmer, le 20 novembre 1866, d'une manière certaine, avec les détails les plus circonstanciés ². Ils ne furent signés qu'après

1. M. Thiers établissait dans son discours que la vraie politique était d'admettre ce qui était fait, mais de déclarer hautement qu'on ne souffrirait pas qu'on allât plus loin. « C'est non pas de vouloir réagir contre les événements, disait-il, mais de les arrêter, de les suspendre, de les ralentir du moins. » Le texte des traités fut publié bientôt après dans la pensée la plus provocante par le *Moniteur* prussien. On ne tenait plus compte des susceptibilités de la France, on lui notifiait publiquement que le traité de Prague était violé et que les limites marquées aux aspirations allemandes étaient franchies depuis longtemps.

2. Dépêche de M. Rothan, Francfort, 20 novembre 1866. — M. de X... avec la persévérance et l'esprit d'investigation qui caractérisent ce diplomate, est arrivé peu à peu, frappant à toutes les portes et procédant à la façon d'un juge d'instruction, à réunir tout un faisceau de preuves qui ne sauraient laisser aucun doute sur l'existence de traités secrets d'alliance offensive et défensive que la Prusse aurait imposés successivement aux quatre cours méridionales. C'est par voie d'affirmation qu'il a procédé, se servant des propos et des confidences des uns pour arracher des aveux aux autres. Le ministre des affaires étrangères de Bavière m'a-t-il dit, a rougi, le ministre de Wurtemberg a balbutié, le

une résistance désespérée, opposée à de cruelles exigences. On comptait sur notre intervention, et on la sollicitait secrètement. On se refusait à croire que la France pût permettre à la Prusse d'abuser de ses victoires, et d'anéantir impunément l'œuvre séculaire de notre politique. On nous certifiait qu'une armée, débouchant dans le Palatinat supérieur, produirait un effet irrésistible; on nous disait que l'Allemagne du midi n'était qu'étourdie par les succès de la Prusse, et l'on ne doutait pas que « à l'apparition des pantalons rouges » elle ne retrouvât le courage et la force de résister à l'envahisseur. C'était le langage du désespoir bien justifié par les procédés du vainqueur.

C'est à la Bavière surtout qu'on en voulait à Berlin ¹. Elle avait poursuivi le rêve ambitieux

ministre de Hesse n'a pas nié, et celui de Bade a tout avoué. — D'après M. de X..., ces traités, dont l'existence ne saurait plus être mise en doute, seraient la reproduction d'une partie de la convention qui a servi de type aux États du nord, et la Prusse se réserverait d'y ajouter, *lorsqu'elle n'aura plus à ménager la France*, les clauses qui lui assureront le commandement suprême et qui stipuleront en même temps la transformation des armées du Midi sur le modèle de sa propre organisation.

1. M. de Bismarck lui avait offert une situation privilégiée en Allemagne : le partage du commandement militaire. On a dit aussi qu'il lui aurait proposé le Tyrol autrichien tandis qu'il offrait à l'Autriche les Alpes bavaoises. « Si la Bavière entraît

d'un de ses ministres, M. de Mongelas, et au lieu de sortir des événements comme elle l'espérait, en arbitre écouté, entre les deux grandes puissances allemandes, elle avait soulevé, par les équivoques de sa politique, à la fois les ressentiments de la Prusse et ceux de l'Autriche ¹. Aussi lui demandait-on 75 millions de francs d'indemnité de guerre, autant qu'à l'Autriche, et huit cent mille habitants, le cinquième de sa population, dont trois cent mille à prendre dans le Palatinat supérieur. On entendait s'arrondir à ses dépens, s'annexer la Franconie, et s'étendre jusqu'à Kissingen, dont les riches salines formaient une partie importante de son revenu.

M. de Bismarck déployait dans ces pourparlers toutes les qualités de son génie, si multiple; il

dans les vues de la Prusse, écrivait M. Nigra, en suite de ses entretiens avec M. de Goltz, elle s'enrichirait d'une partie des dépouilles autrichiennes telles que le Tyrol allemand. » Dép. du 15 mars 1866.

1. Dépêche de M. Benedetti. « La Bavière va comme le balancier d'une pendule de droite à gauche, sans savoir où elle s'arrêtera. On ne le saura que lorsque les événements la forceront à prendre un parti.

» Il serait possible que son plan fût déjà arrêté, mais dans ce cas qui trompe-t-elle? Fournira-t-elle 80,000 hommes à l'Autriche ou bien se laissera-t-elle séduire par la perspective de la seconde place en Allemagne? M. de Bismarck est d'autant plus disposé à le croire que la maison de Wittelsbach pourrait *espérer plus tard les provinces allemandes de l'Autriche.* »

se montrait tour à tour implacable et débonnaire ; il mêlait l'ironie à ses exigences. Il ne contestait pas que ses demandes ne fussent excessives, et il plaignait la cour de Munich, moins heureuse que celles de Darmstadt, de Bade et de Stuttgart, de se trouver sans l'appui d'une grande puissance pour la protéger contre les rigueurs du roi et du parti militaire. « Que voulez-vous, disait-il philosophiquement à M. de Pfordten, personne ne s'intéressant à votre sort, il est équitable que vous payiez pour tout le monde », et il ajoutait orgueilleusement, en faisant allusion à son entente avec la Russie, « la Prusse se trouve aujourd'hui, comme Napoléon à Tilsitt, en état d'imposer sa loi ! »

Ce ne fut qu'après avoir fait passer les quatre ministres vaincus par toute la gamme des émotions et s'être donné l'âpre plaisir de leurs angoisses et de leurs humiliations, que M. de Bismarck se départit subitement de ses rigueurs. Notre projet de convention en main, et dans un langage à la fois pathétique et plein de mansuétude, il leur laissait le choix ou de disparaître à peu de chose près de la carte d'Allemagne, ou d'obtenir une paix relativement clémente en signant des traités qui permettraient à leur patriotisme de

se repentir et de s'associer contre l'ennemi héréditaire pour la défense d'une même patrie. M. de Bismarck, à la date du 22 août, était arrivé à ses fins avec une habileté peu commune, et il est permis d'ajouter, secondé par un bonheur sans précédent ¹.

En s'assurant du même coup, pour une guerre désormais inévitable avec la France, le concours armé de l'Allemagne méridionale et les moyens de tenir l'Autriche en respect par la Russie, il se trouvait en mesure de nous éconduire ; il n'avait plus à se préoccuper de notre courroux ; notre ressentiment, au lieu d'être un danger, allait devenir l'élément principal d'une politique nouvelle ². Les victoires de l'armée et les habiletés

1. M. Benedetti télégraphiait le 21 : « Les États du midi sont tombés d'accord avec la Prusse sur les conditions de la paix qui sera signée ce soir avec la Bavière. M. de Bismarck a tenu à me faire croire que l'intervention du gouvernement de l'empereur n'avait pas été étrangère au succès de la mission de M. de Pfordten. Le baron de Pfordten m'en a paru également convaincu et il se propose de vous en faire témoigner sa gratitude. » Le même jour M. Drouyn de Lhuys télégraphiait à M. Benedetti : « Le cabinet de Munich nous demande de faire une nouvelle démarche en sa faveur. Vous connaissez l'intérêt que l'empereur porte à la Bavière. » Cette demande aurait été conseillée, a-t-on dit, à M. de Pfordten par M. de Bismarck afin d'ajouter au secret de leurs arrangements et de laisser à l'amour-propre du cabinet des Tuileries, la satisfaction d'avoir obtenu de la Prusse le salut de la Bavière.

2. Lettre de M. de Clermont-Tonnerre : « Les complications

de sa diplomatie autorisaient désormais toutes les combinaisons et tous les procédés. Convaincu de sa force, il devait en user sans scrupule au gré de son ambition.

J'ai dit, au début de cette étude, en parlant de l'entrevue de Biarritz, que M. de Bismarck se flattait qu'en graduant ses concessions d'après la marche des événements et les résultats de la guerre, il pourrait les concilier avec le sentiment national et régler nos avantages suivant l'assistance que nous lui aurions prêtée. C'est ainsi qu'il avait procédé. Jusqu'à la veille de la guerre, il n'eût tenu qu'à nous de nous assurer, comme prix de notre neutralité et de l'alliance italienne, la Belgique, le Luxembourg, le Palatinat et peut-être même, à certains moments, le pays de la Moselle¹. Au lendemain de Sadowa, il ne pou-

extérieures ne tarderont pas à naître, mais M. de Bismarck compte sur ces complications même pour servir de dérivatif aux haines intestines de l'Allemagne. Tourner contre la France l'exaltation qui survivra à la guerre actuelle, lui sera une tâche facile.

1. « M. de Bismarck m'a dit spontanément qu'il ne croyait pas impossible de décider le roi à nous abandonner les bords de la Moselle, la province de Trèves, qui jointe au Luxembourg redresserait notre frontière de manière à nous donner toute satisfaction. » (Benedetti, dépêche de juin 1866.)

— « M. de Bismarck s'est finalement décidé à concéder à la France le territoire compris entre la Moselle et le Rhin, mais

vait plus être question de territoire prussien, ni même de Mayence, à moins d'une action diplomatique rapide et décidée, soutenue par une armée d'au moins cent mille hommes, concentrée sur le Rhin.

Si notre ambassadeur, le 12 juillet, au quartier général de Zwickau, eût été muni d'instructions et des pouvoirs nécessaires, M. de Bismarck eût encore signé sur l'heure un traité d'alliance nous assurant la Belgique et le Luxembourg; il ne nous demandait en échange que de reconnaître le principe de la contiguïté des territoires; peut-être même eût-il été jusqu'à concéder le Pa-

sans Coblenz ni Mayence, en échange d'une alliance offensive et défensive. Je le tiens de source sûre. » — Dépêche de M. Nigra, Paris, 31 mai.

— « Je demandai à M. de Bismarck si, sans parler de toute la rive gauche du Rhin, il n'y aurait pas moyen de mettre en avant le principe des frontières naturelles. « Il y aurait la Moselle, » répondit M. de Bismarck et il ajouta : « Je suis moins Allemand » que Prussien et je ne verrais aucune difficulté à consentir la cession à la France de tout le pays compris entre le Rhin et la Moselle : le Palatinat, l'Oldenbourg, une partie du territoire prussien. Mais le Roi... éprouverait de grands scrupules et ne pourrait s'y décider que dans un moment suprême, s'il s'agissait de tout perdre ou de tout gagner. De toutes façons pour amener l'esprit du roi à un arrangement quelconque avec la France, il serait nécessaire de connaître le minimum des prétentions françaises. Mais s'il était question de céder toute la rive gauche du Rhin, Mayence, Coblenz, Cologne, mieux vaudrait s'entendre avec l'Autriche et renoncer à tout, même aux duchés de l'Elbe. » — Dépêche du général Govone. Berlin, 3 juin 1866.

latinat, si nous avions laissé la Prusse libre de franchir le Mein et d'user de ses victoires en Allemagne au gré d'une ambition qui n'eût respecté ni la Saxe, ni même la Bohême et la Moravie. Il avait alors l'intérêt le plus pressant à s'entendre avec nous ; il redoutait le congrès et prévoyait que sa situation deviendrait périlleuse si la France, désabusée, devait brusquement se retourner vers la Russie. Les sacrifices s'imposaient, et son langage montrait qu'il était prêt à les subir. « Les revers de l'Autriche, disait-il, permettent à la France et à la Prusse unies et résolues à redresser leurs frontières, de modifier à elles seules leur état territorial », et il ajoutait qu'en se liant par des engagements solennels, elles seraient en situation de régler toutes les questions sans se préoccuper ni de la résistance armée de l'Angleterre ni de celle de la Russie. Il n'a pas dépendu de lui qu'il ne fût pris au mot.

A Nikolsbourg, M. de Bismarck était déjà en mesure de résister et de négocier dilatoirement. Il était assuré de la résignation de l'Autriche et de notre impuissance en Italie. Il n'avait plus d'illusion sur notre situation morale et militaire,

d'ailleurs il se trouvait en possession de la promesse arrachée à l'empereur par M. de Goltz, d'appuyer les annexions jusqu'à concurrence de quatre millions d'habitants. Il ne lui restait plus qu'à conjurer un dernier péril : le congrès.

Mais ce qui était possible au quartier général ne devait plus l'être après le retour à Berlin. Les préliminaires étaient signés et ratifiés ; l'armée, pour se reconstituer, avait largement profité des longs répités que lui avaient laissés les pourparlers de la diplomatie, et déjà elle se portait vers le Rhin ; le général de Manteuffel était parti pour Pétersbourg avec notre projet de traité, et l'exaltation du patriotisme prussien, habilement entretenue, devenait pour M. de Bismarck une force et un argument sans réplique.

Sa sincérité, je l'ai dit, se régla d'après les circonstances, sans parti pris à l'avance de nous tromper. Elle eut plusieurs phases à parcourir avant de sombrer. Absolue et forcée à Biarritz, elle était encore obligatoire à la veille de Sadowa. Elle ne s'altéra qu'avec le succès. Déjà à Zwickau elle n'était plus que relative et intermittente, à Nikolsbourg elle devint équivoque, et à Berlin elle subit un complet naufrage.

La négociation traîna plusieurs jours. Le traité, amendé sur les instances du président du conseil, fut renvoyé à Paris. L'empereur et ses ministres le discutèrent avec M. de Goltz ; il fut modifié en plusieurs points. La confiance dans le succès était encore si grande qu'on demandait pour le roi de Hollande du territoire prussien en échange du Luxembourg. On voulait bien renoncer à Landau et à Saarbrück, mais on se plaisait à ne pas douter que la Prusse ne fît acte de courtoisie, en enlevant à ces deux places, par le démantèlement, tout caractère agressif. On demandait enfin, pour consolider la souveraineté des États du midi, qu'on leur réservât exclusivement la garde de leurs places fortes respectives, que déjà, par leurs traités d'alliances, ils avaient livrées à la Prusse ¹. « Ces combinaisons, écrivait-on de Paris, avec un inaltérable optimisme, concilient tout, elles détendent l'opinion publique en France par l'obtention d'une satisfaction immédiate et l'orientation qui en résulte pour les esprits vers la Belgique. »

1. Lettre de l'empereur à M. Rouher, 26 août 1866. — « Je vous envoie le projet de traité avec mes observations en marge. Il faudrait ajouter comme conversation, que la Confédération germanique ayant cessé d'exister, les forteresses fédérales élevées

Cependant les renseignements qui arrivaient de Saint-Pétersbourg n'étaient pas tranquilisants. Ils confirmaient les appréhensions que le départ subit de M. de Manteuffel avait inspirées à M. Benedetti. Le baron de Talleyrand n'était pas certain que la mission de ce général-diplomate eût réellement pour unique objet, comme ne cessait de l'affirmer M. de Bismarck, de rassurer le gouvernement russe sur les agrandissements de la Prusse et les tendances de sa politique, ni que les explications qu'il était chargé de fournir à l'empereur Alexandre ne se rapportassent qu'au congrès et au sort réservé à quelques souverains allemands, apparentés avec la famille impériale. M. de Talleyrand parlait des plaintes qu'on lui faisait entendre depuis l'apparition de l'envoyé prussien, au sujet de l'isolement auquel la Russie s'était vue condamnée, pendant le cours des derniers événements,

contre la France ne doivent plus appartenir à la Confédération, mais à chaque État qui les possède dans son territoire. D'un autre côté, je crois que la Prusse soulève bien des chicanes à la Saxe. Ne vaudrait-il pas mieux que la Prusse s'annexât la Saxe, pays protestant, et placât le roi de Saxe sur la rive gauche du Rhin, pays catholique. Mais tout cela ne doit être insinué qu'amicalement. Le traité doit rester secret. La question du Luxembourg se fera jour d'elle-même, dès que les négociations seront entamées; ce sont celles-là qui pressent le plus. — P.-S. Benedetti peut donc, sauf quelques petits changements, accepter en principe. »

et il n'augurait rien de bon de ces récriminations. Mais ce qui le frappait surtout, c'était l'intention hautement manifestée par le vice-chancelier de se renfermer désormais, après tant de mécomptes, dans une politique exclusivement russe. — « J'ai beau consulter, disait-il à notre ambassadeur, le bilan de nos rapports avec le cabinet des Tuileries, le nom de la France ne se retrouve nulle part, tandis qu'à chaque colonne, je vois figurer à l'actif le nom de la Russie. » Le prince Gortschakof prenait sa revanche. Il nous donnait à comprendre qu'il était édifié sur la nature de nos pourparlers avec la Prusse, et il nous signifiait à mots couverts que nous n'aurions plus lieu de compter désormais sur les arrangements concertés entre les deux empereurs lors de l'entrevue de Stuttgart ¹.

1. L'entrevue eut lieu dans les derniers jours de septembre 1856. L'empereur fut l'objet d'ovations chaleureuses, depuis son entrée en Allemagne jusqu'à son retour en France. A Stuttgart toute l'attention, toutes les sympathies se reportèrent sur lui; c'est à peine si l'on se doutait de la présence de l'empereur de Russie et de celle du roi de Wurtemberg. Le czar paraissait étonné, sinon froissé du rôle effacé que lui ménageait l'engouement populaire. Les premiers entretiens se ressentirent de ces préoccupations; la glace ne se rompit, à vrai dire, que le troisième jour. Sur les instances du prince Gortschakof, l'empereur Alexandre se décida à envoyer un train spécial à Darmstadt pour chercher l'impératrice Marie, qui était restée chez son frère le grand-duc de Hesse,

Ses griefs étaient fondés, bien qu'il les exagérât à plaisir pour colorer l'évolution qu'il venait d'opérer. Il avait lieu d'être froissé de nos *apartés* avec M. de Bismarck et des refus secs et persistants que M. Drouyn de Lhuys avait opposés à la proposition du congrès. Mais en produisant son inventaire qui, disait-il, se soldait tout à son désavantage, il oubliait la conduite de la France, lors de la guerre de Crimée. Elle méritait cependant de figurer dans son bilan. Jamais un pays mal-traité par le sort des armes ne s'était trouvé, comme la Russie, en 1856, en face d'un vainqueur plus préoccupé de la seule pensée de ménager sa dignité, de le relever à ses propres yeux, et d'atténuer les conséquences de sa défaite. Puisse la Russie n'être jamais aux prises avec de plus dures exigences, et puisse le prince Gortschakof, dans les comptes courants qu'il a ouverts à d'autres

affectant une attitude dédaigneuse. L'empereur Napoléon redoubla de prévenances, il séduisit par son tact, sa modestie et le charme de ses causeries. Les préventions s'effacèrent et le jour du départ, à la villa du prince royal, les deux souverains, après un long et cordial entretien, ratifièrent l'entente qu'avaient préparée le prince Gortschakof et le comte Walewski. Ils s'engagèrent à ne rien entreprendre sans se concerter et à s'appuyer diplomatiquement dans toutes les éventualités, laissant à l'avenir et aux circonstances le soin de compléter l'entente par une alliance offensive et défensive.

puissances, n'avoir jamais à constater de déficits plus graves que ceux qu'il relevait si amèrement en 1866 !

Vers la fin d'août, M. d'Oubril, qu'on avait mandé à Saint-Pétersbourg, revenait à Berlin. Dès son retour, il témoignait, par son attitude et par son langage, du revirement qui s'était opéré à sa cour. L'entente était consommée; M. de Bismarck ne cherchait plus qu'un prétexte pour rompre avec nous. Il avait retiré de ses *négo-ciations dilatoires* bien au delà de ce qu'il pouvait espérer. Il manifesta par ses allures qu'il avait hâte d'en finir, et, comme il nous en coûtait de comprendre le motif secret de ses hésitations à signer le traité, il prit texte de notre insistance pour exprimer des méfiances et mettre en doute notre sincérité. Il se demandait si l'empereur n'abuserait pas des engagements qu'on voulait imposer à la Prusse pour la brouiller avec l'Angleterre !

Ce mot cruel fut le mot de la fin. « Quel degré de confiance écrivait M. Benedetti au sortir de ce pénible entretien, pouvons-nous accorder à des interlocuteurs accessibles à de pareils calculs ? » Et il ajoutait : « Si l'on se dispense de compter

avec nous, et si l'on décline notre alliance, c'est qu'on est pourvu ailleurs. »

Quelques jours après, M. Benedetti était autorisé à partir pour les eaux de Carlsbad ; on lui recommandait, tant nos illusions étaient persistantes, de se tenir prêt à retourner à son poste au premier appel télégraphique que lui adresserait le Président du conseil. — Mais le télégraphe resta muet ; M. de Bismarck s'était retiré dans son domaine de Varzin, laissant à M. de Goltz le soin de nous payer « de paroles veloutées » et de nous leurrer avec de nouvelles espérances.

Le mois d'octobre s'écoula en vaines attentes. — La plage de Biarritz ne devait plus revoir le ministre prussien... « Les beaux jours d'Aranjuez étaient passés ¹ ! »

1. SCHILLER. *Don Carlos*.

APPENDICE

- I. Extraits du discours de M. Thiers prononcé au Corps législatif, dans la séance du 3 mai 1866.
- II. Le manifeste de l'empereur du 13 juin 1866.
- III. Rapport de M. le chevalier Nigra, à S. A. R. le prince de Carignan. Juin 1866.
- IV. Les préliminaires de la paix recommandés à l'acceptation de la Prusse et de l'Autriche par le gouvernement de l'empereur. 14 juillet 1866.
- V. Dépêche de M. le duc de Gramont, ambassadeur de France à Vienne, à M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères. Vienne, 17 juillet 1866.

PAPIERS DES TUILERIES

DOCUMENTS RELATIFS AUX ÉVÉNEMENTS DE 1866.

- VI. Lettre de M. Clermont-Tonnerre, attaché militaire à l'ambassade de France en Prusse. Berlin, 7 mai 1866.
- VII. Lettre du prince Napoléon (Jérôme) à l'empereur. Paris, Palais-Royal, 12 juin 1866.
- VIII. Lettre de M. Clermont-Tonnerre. Berlin, 20 juin 1866.
- IX. Lettre du prince Napoléon à l'empereur. 14 juillet 1866.
- X. Lettre de M. le comte de Goltz, ambassadeur de Prusse en France, à l'empereur. Paris, juillet 1866.

- XI. Lettre de M. Magne, membre du conseil privé, à l'empereur. Paris, 20 juillet 1866.
- XII. Lettre de M. le comte de Goltz à l'empereur. Paris, 26 juillet 1866.
- XIII. Lettre de M. Rouher, ministre d'État, à M. Conti. Cercey, 6 août 1866.
- XIV. Note trouvée dans les papiers de l'empereur.

PAPIERS DE CERCEY

- XV. Publiés le 21 octobre 1871 par le *Moniteur* de l'empire allemand.

**EXTRAITS DU DISCOURS DE M. THIERS
PRONONCÉ AU CORPS LÉGISLATIF DANS LA SÉANCE
DU 3 MAI 1866.**

... « Il faut, pour me bien faire comprendre, que je remonte à l'origine de la situation actuelle ; il faut que je vous fasse voir comment on est arrivé à cette situation ; il faut que je vous montre en quoi le droit a été odieusement violé, afin que la France sache avec qui elle pourrait se trouver en faisant choix de certaines alliances ; il faut enfin que je vous montre les erreurs de principes qu'on a commises en Europe depuis quelques années, et qui ont amené le spectacle étrange et douloureux auquel nous assistons, et puis, que je recherche avec vous quel moyen il peut rester encore, sinon de sauver la paix elle-même, de diminuer au moins la gravité des conséquences de la guerre.

J'entre dans l'exposé des faits.

Oui, il s'est passé depuis quelques années des choses

bien étranges en Europe. Vous vous rappelez tous le mot de ce Romain qui, au milieu des proscriptions, disait : « Ah ! maudite maison d'Albe ! maudite maison d'Albe ! Elle me coûtera la vie ! » Eh bien, messieurs, aujourd'hui c'est le langage que peuvent tenir bien des États en Europe.

Avez-vous, par exemple, un territoire fertile, mais peu étendu qui, sans vous rendre ni fort, ni redoutable, arrondirait cependant le territoire d'un voisin puissant et ambitieux ? Avez-vous quelque port aux eaux profondes qui pourrait donner asile à de grandes flottes, ou bien occupez-vous la tête d'un canal qui réunirait deux grandes mers, et, pour comble de malheur, vos sujets parlent-ils la même langue que celle des sujets de ce voisin puissant et ambitieux près duquel le sort vous a placés ? Ah ! malheur, malheur à vous !

C'est ce qui est arrivé à l'infortuné Danemark ; il avait tout cela : un territoire fertile, qui pouvait convenir à un voisin avide ; un beau port, celui de Kiel ; un grand canal, celui de l'Eider, qui peut réunir deux mers, la Baltique et la mer du Nord ; il avait enfin des sujets qui parlaient la langue allemande, la langue de ses voisins les Prussiens !

.....

Eh bien, si, au nom de cette patrie allemande, on avait laissé ces duchés à la Confédération, c'eût été, je le répète, une étrange violation du droit des gens, pas plus grande cependant que celle que nous avons vu commettre en Italie. Mais après avoir pris les duchés au nom de la patrie allemande, on les a gardés pour soi ; après les avoir pris de moitié avec l'Autriche, on lui a dit : « Laissez-les moi ou je fais la guerre ! » Voilà la question de fait réduite à son terme

le plus simple ; et il importe aux yeux de la France et de toute l'Europe qu'elle éclate avec toute son évidence.

.....

La Prusse voudrait se servir des idées allemandes pour aboutir à un résultat qu'il est facile de voir, qui est connu, publié de toutes parts et en cent façons. Si la prochaine guerre lui était heureuse, elle voudrait s'emparer, non pas de cinquante millions d'Allemands, oh non ! elle en compte quatorze millions et pour arriver de quatorze à cinquante, quelque fougueux qu'on soit, il faut mettre quelques relais sur la route.

Ce qui est certain, c'est que si la guerre, je le répète, lui est heureuse, elle s'emparera de quelques-uns des États allemands du Nord ; et ceux dont elle ne s'emparera pas, elle les placera dans une diète qui sera sous son influence.

Elle aura donc une partie des Allemands sous son autorité directe, et l'autre, sous son autorité indirecte ; et puis on admettra l'Autriche, comme protégée, dans ce nouvel ordre de choses.

Et alors, permettez-moi de vous le dire, il se passera un grand phénomène, vers lequel on tend depuis plus d'un siècle ; on verra refaire un nouvel Empire germanique, cet empire de Charles-Quint, qui résidait autrefois à Vienne, qui résiderait maintenant à Berlin, qui serait bien près de notre frontière ; qui la presserait, la serrerait ; et pour compléter l'analogie, cet empire de Charles-Quint, au lieu de s'appuyer, comme dans les xv^e et xvi^e siècles sur l'Espagne, s'appuiera sur l'Italie !

Voilà, messieurs, l'avenir que l'on réserve à la politique européenne et à la politique française ; il était facile de le prévoir.

L'unité italienne, c'est là le reproche que je lui ai toujours adressé, devait inévitablement conduire à l'unité allemande. L'unité italienne et l'unité allemande devaient se donner la main par-dessus les Alpes; et vous voyez aujourd'hui la réalisation de ce phénomène que je vous annonçais comme infaillible, il y a deux ans.

Voilà ce que vous avez devant vous; voilà ce qui frappe tous les hommes éclairés, voilà ce qui est pour tous un sujet de grandes et de profondes inquiétudes.

Peut-il nous convenir, je vous le demande, de favoriser, à quelque degré que ce soit, une politique pareille?

Malgré l'intérêt que l'Italie peut inspirer à quelques Français, allez partout en France, allez dans les moindres bourgades, et vous verrez si cette politique, qui tendrait à refaire l'ancien Empire germanique, en plaçant la puissance de Charles-Quint au nord au lieu du sud de l'Allemagne, si cette puissance, s'appuyant sur l'Italie, serait populaire en France.

Non, il y a trop de bon sens en France pour qu'une pareille politique pût être accueillie et, permettez-moi d'ajouter que lors même qu'elle vous apporterait un accroissement de territoire quelconque, cette politique n'en deviendrait que plus honteuse, car elle aurait consenti à recevoir un salaire pour la France indignement compromise dans un prochain avenir.

Vous avez le droit de vous opposer à cette tendance au nom de l'intérêt de la France, qu'une révolution pareille menacerait gravement. Et lorsqu'elle a lutté deux siècles, depuis la grande journée de Marignan en 1515 jusqu'à celles de Villaviciosa et d'Almanza en 1707 et 1710, pour séparer en deux la couronne de Charles-Quint en jetant une moitié vers Madrid une autre vers Vienne, lorsqu'elle a lutté deux



siècles depuis Marignan jusqu'à Almanza, pour détruire ce colosse, elle se prêterait à le voir réédifié sous ses yeux ! Non, non, messieurs, ce serait trahir indignement les intérêts de la France.

.....

Mais quelle conduite faut-il donc tenir vis-à-vis de la puissance qui menace la paix de l'Europe ? Je ne vous dis pas de lui faire la guerre. Mais n'y a-t-il donc aucun moyen de lui faire comprendre qu'elle n'a à compter que sur l'indignation générale, et qu'elle ne pourra trouver aucun complice intéressé pour l'aider dans l'accomplissement de sa folle tâche.

.....

Qu'est-ce qu'il y a de plus juste que de dire à la Prusse : Vous menacez l'équilibre de l'Europe, vous menacez le repos de tout le monde ; il est connu que c'est vous et point l'Autriche. Eh bien, nous ne le souffrirons pas ! Je conviens que c'est une forme dure, je ne la conseille pas à mon pays, mais enfin, croyez-vous qu'en Europe quelqu'un vous blâmerait ?

.....

On pourrait sans inconvenance dire à la Prusse : Votre ambition est connue ; les conséquences de ce que vous allez entreprendre sont faciles à prévoir ; vous réussirez peut-être à changer l'équilibre de l'Europe ; eh bien, nous ne pouvons vous dissimuler qu'une telle entreprise, dangereuse pour toute l'Europe, est contraire à la politique de la France qui, dans aucun cas, ne saurait s'y associer

Ou bien je me serais tu, mais en me taisant je me serais conduit de manière à ne pas laisser une espérance, pas une seule. J'en aurais ôté une surtout, une qui, j'en suis

sûr, est le motif déterminant de celui que j'ai appelé le Ministre entreprenant de la Prusse. Je ne crois pas l'avoir offensé en l'appelant ainsi.

J'avoue que cette espérance, j'aurai tout fait pour la lui ôter. — Cette espérance, la voici :

Le ministre prussien voit l'Italie entrer dans ses projets, se lier avec lui, accepter de faire campagne commune. Est-ce que le ministre de Prusse peut croire que l'Italie agit sans votre consentement? Il n'est donc pas étonnant que M. de Bismarck compte dans certaines éventualités sur la France, quand il voit l'Italie s'unir à lui. Est-il en cela bien imprudent? Je dois dire que moi, qui l'accuse de témérité, tout en reconnaissant son esprit — car j'ai l'honneur de le connaître, je ne suis pas son ennemi, je ne suis pas l'ennemi de sa gloire, s'il ne devient pas l'ennemi de mon pays et de l'Europe. — je me dis donc que s'il est quelquefois imprudent, quelquefois téméraire, ce n'est vraiment pas quand il fait ce raisonnement : « Puisque l'Italie est aujourd'hui avec moi, il est probable que la France y sera un jour »

. Pour moi, je n'aurais pas souffert, je n'hésite pas à employer ce mot, je n'aurais pas souffert que l'Italie fût son alliée, et alors il aurait compris.

Mais, me dira-t-on, vous voulez donc attenter à l'indépendance de l'Italie? Comment, messieurs, vous nous aviez dit, pour excuser cette création, car je suis de ceux qui croient qu'elle n'est pas bonne pour notre pays, vous nous aviez dit que vous vous étiez ménagé un fidèle allié, et lorsque nos plus grands intérêts sont à la paix, lorsque la politique qui se dessine vers le Nord est si évidemment redoutable pour vous, vous vous donnez un allié qui ne vous écoute pas, qui s'allie à cette politique si dangereuse et qui

vient troubler la paix, que vous souhaitez, dont vous avez besoin? Ah! c'est un étrange allié!

A un pareil allié on a le droit de parler du ton que je viens d'employer; on a le droit de parler haut à un allié pour lequel on a versé le sang de 50,000 Français, pour lequel on a dépensé 400 millions, pour lequel vous bravez à Rome une immense révolution religieuse; on a le droit de lui dire: J'exige que vous ne compromettiez pas la politique française.

Et permettez-moi d'ajouter que quand vous vous serez borné à lui dire que c'est à ses risques et périls qu'il agit, vous n'aurez point encore assez fait.

Que se passe-t-il, en effet, depuis quelques années, entre la France et l'Italie? L'Italie envahit les États de Toscane, vous la blâmez; elle envahit les États de Naples, vous la blâmez; et dans l'un et l'autre cas elle continue. Elle envahit les États du Saint-Siège, vous la blâmez, elle continue. Vous allez jusqu'à retirer un moment votre ambassadeur, et elle continue, ce qui ne vous empêche pas de le lui renvoyer bientôt après.

Vous avez signé avec elle une convention dans laquelle vous avez dit que vous entendiez qu'elle se fixerait à Florence et qu'elle ne prétendrait plus à Rome. Elle répond à la tribune de Turin, et, depuis, à celle de Florence: « Non, je ne me suis pas engagée à rester à Florence, et, quant à Rome, je ne me suis pas engagée à y renoncer; j'ai pris l'engagement de renoncer à la force violente, mais je n'ai pas renoncé à occuper Rome. » Et elle vous déclare tous les jours, à votre face, au démenti de ce que vous dites dans cette enceinte, qu'elle prétend à Rome. Vous la blâmez, elle continue!

Eh bien, messieurs, voici l'opinion de l'Europe, et je

dois vous avouer bien humblement que je la partage: c'est que l'Italie a pris l'habitude, tout en étant blâmée par vous de se conduire comme il lui convient, et reste convaincue qu'en définitive elle ne sera pas brouillée avec vous, et qu'elle n'aura pas lieu de renoncer à vos secours quand elle en aura besoin.

C'est là ce que je crains, c'est là qu'est le danger, c'est là qu'est le nœud des événements. Il faut faire plus que vous ne faites à l'égard de l'Italie, il faut lui dire ceci: Non, je ne me borne pas à ne pas vous garantir les événements, et je vous déclare que si vous encourez la guerre, vous en supporterez toutes les conséquences; que si l'Autriche veut vous les faire subir, je ne prendrai pas les armes pour l'en empêcher.

Ah! si votre langage acquiert cette netteté, peut-être ces ingrats alliés commenceront-ils à vous comprendre davantage, et peut-être alors aussi M. de Bismarck comprendra la situation dans laquelle il s'engage.

Messieurs, je puis déplaire à quelques esprits, à qui l'Italie est chère, je le reconnais; mais il y a quelqu'un qui m'est plus cher que l'Italie, c'est la France, et de beaucoup!

Mais cette politique nette, franche; cette politique haute, non pas hautaine, pourrait permettre, si la paix est impossible, de se réserver au moins les moyens de limiter les conséquences et les désastres de la guerre, et, si on ne sauve pas la paix, on rendra la guerre moins dangereuse.

C'est pour cela que je me suis levé, et c'est pour cela que je suis venu, malgré mes forces épuisées, faire cette dernière tentative en faveur de la paix, pour le bien de mon pays et pour l'honneur de mon gouvernement. »

(Moniteur universel du 4 mai 1866.)

II

LE MANIFESTE DU 13 JUIN.

LETTRE DE L'EMPEREUR A M. DROUYN DE LHUYS, EN DATE
DU 11 JUIN, LUE A LA TRIBUNE DU CORPS LÉGISLATIF,
SÉANCE DU 13 JUIN 1866.

« Monsieur le Ministre,

» Au moment où semblent s'évanouir les espérances de paix que la réunion de la conférence nous avait fait concevoir, il est essentiel d'expliquer par une circulaire aux agents diplomatiques à l'étranger les idées que mon gouvernement se proposait d'apporter dans les conseils de l'Europe et la conduite qu'il compte tenir en présence des événements qui se préparent. Cette communication placera notre politique sous son véritable jour.

» Si la conférence avait eu lieu, notre langage, vous les avez, devait être explicite ; vous deviez déclarer en mon nom que je repoussais toute idée d'agrandissement territorial (*Très bien, très bien!*) tant que l'équilibre européen ne serait pas rompu. (*Mouvement.*) En effet nous ne pourrions songer à l'extension de nos frontières que si la carte de l'Europe

venait à être modifiée au profit exclusif d'une grande puissance, et si les provinces limitrophes demandaient par des vœux librement exprimés leur annexion à la France. En dehors de ces circonstances, je crois plus digne de notre pays de préférer à des acquisitions de territoire, le précieux avantage de vivre en bonne intelligence avec nos voisins, en respectant leur indépendance et leur nationalité. Animé de ces sentiments et n'ayant en vue que le maintien de la paix, j'avais fait appel à l'Angleterre et à la Russie pour adresser ensemble aux parties intéressées des paroles de conciliation. L'accord établi entre les puissances neutres resta à lui seul un gage de sécurité pour l'Europe. Elles avaient montré leur haute impartialité en prenant la résolution de restreindre la discussion de la Conférence aux questions pendantes. Pour la résoudre, je crois qu'il fallait les aborder franchement, les dégager du voile diplomatique qui les couvrait et prendre en sérieuse considération les vœux légitimes des souverains et des peuples.

» Le conflit qui s'est élevé a trois causes : la situation géographique de la Prusse mal délimitée, le vœu de l'Allemagne demandant une constitution politique plus conforme à ses intérêts généraux, la nécessité pour l'Italie d'assurer son indépendance nationale. Les puissances neutres ne pouvaient vouloir s'immiscer dans les affaires intérieures des pays étrangers. Néanmoins les cours qui ont participé aux actes constitutifs de la Confédération germanique avaient le droit d'examiner si les changements réclamés n'étaient pas de nature à compromettre l'ordre établi en Europe. Nous aurions, en ce qui nous concerne, désiré pour les États secondaires de la Confédération une union plus intime, une organisation plus puissante, un rôle plus important ; pour la Prusse, plus d'homogénéité et de force dans le nord ;

pour l'Autriche, le maintien de sa grande position en Allemagne. Nous aurions voulu en outre que, moyennant une compensation équitable, l'Autriche pût céder la Vénétie à l'Italie; car, si de concert avec la Prusse, et sans se préoccuper du traité de 1852, elle a fait au Danemarck une guerre au nom de la nationalité allemande, il me paraissait juste qu'elle reconnût en Italie le même principe, en complétant l'indépendance de la Péninsule.

» Telles sont les idées que, dans l'intérêt du repos de l'Europe, nous aurions essayé de faire prévaloir. Aujourd'hui il est à craindre que le sort des armes seul en décide. En face de ces éventualités, quelle est l'attitude qui convient à la France? Devons-nous manifester notre déplaisir parce que l'Allemagne trouve les traités de 1815 impuissants à satisfaire ses tendances nationales et à maintenir sa tranquillité? Dans la lutte qui est sur le point d'éclater nous n'avons que deux intérêts: le maintien de l'équilibre européen et le maintien de l'œuvre que nous avons contribué à édifier en Italie. Mais pour sauvegarder ces deux intérêts, la force morale de la France ne suffit-elle pas? Pour que sa parole soit écoutée, sera-t-elle obligée de tirer l'épée? Je ne le pense pas. Si, malgré nos efforts, les espérances de paix ne se réalisaient pas, nous sommes néanmoins assurés par les déclarations des cours engagées dans le conflit que quels que soient les résultats de la guerre, aucune des questions qui nous touchent ne sera résolue sans l'assentiment de la France. Restons donc dans une neutralité absolue et, forts de notre désintéressement, animés du désir sincère de voir les peuples de l'Europe oublier leurs querelles et s'unir dans un but de civilisation, de liberté et de progrès, demeurons confiants dans notre droit et calmes dans notre force. »

●

III

LES NÉGOCIATIONS DE 1866.

RAPPORT CONFIDENTIEL DE M. LE CHEVALIER NIGRA
A S. A. R. LE PRINCE DE CARIGNAN.

Le Courrier d'Italie publie la lettre suivante :

« 8 février 1877.

» Monsieur le directeur,

» Dans le nouveau livre qu'il vient de publier : *I Segreti di Stato nel governo costituzionale*, S. Exc. le général La Marmora fait allusion, page 104, à un rapport sur les événements de 1866, qu'un diplomate italien avait adressé au chef de l'État à Florence; rapport qui, d'après l'honorable général, n'avait pas le droit d'entrer aux archives du ministère des affaires étrangères.

» La sévérité avec laquelle le général La Marmora parle de ce rapport autorise à supposer qu'il n'en a eu sous les yeux

que des passages détachés. Je me fais un plaisir de vous envoyer ce document, qu'il me serait agréable de vous voir publier. La publication des faits exposés dans ce rapport ne peut aujourd'hui présenter aucun inconvénient.

» NIGRA. »

A cette lettre est joint le texte italien du rapport suivant:

« Paris, le ... juin 1866.

» Altesse Royale,

» Au moment où les hostilités sont sur le point de commencer, je crois de mon devoir de rendre compte le plus succinctement possible à Votre Altesse Royale des négociations confidentielles qui ont donné origine à la situation actuelle des choses et mis le gouvernement de Sa Majesté en mesure d'entreprendre sous les meilleurs auspices la solution de la grande question de l'achèvement de l'indépendance italienne.

» Le 24 février 1866, on recevait à Paris la nouvelle de la révolution de Bucharest contre le prince Couza. Prenant occasion de cet événement, je m'empressai d'appeler, par un télégramme et par un rapport politique spécial, l'attention du gouvernement du roi sur l'opportunité que ce fait pouvait nous offrir de résoudre la question vénitienne avec l'aide de l'empereur.

» Déjà, antérieurement à cette date, dans une lettre confidentielle que j'avais adressée le 19 janvier 1866 à Son E. le général La Marmora, discutant les divers moyens auxquels on pouvait recourir pour mettre la question vénitienne sur le tapis, j'avais résumé les réponses que le

comte Pasolini avait reçues en 1863 de la France et de l'Angleterre relativement au projet, remis à cette époque sur le tapis par le gouvernement du roi, d'un échange de principautés contre la Vénétie.

» La chute du prince Couza, en obligeant l'Europe à s'occuper diplomatiquement des provinces roumaines, devait nous fournir l'occasion de faire accepter cette idée à Paris et à Londres. Je proposais donc au général La Marmora de faire sonder directement les dispositions du cabinet de Vienne, car j'étais certain que, si l'Autriche se décidait à accepter cet échange, la France et l'Angleterre adhèreraient à ces propositions.

» Par un télégramme du même jour (24 février), le général La Marmora m'autorisait « à planter sans retard des » jalons et même à agir aussi activement que possible dans » le sens d'un échange entre Vénétie et principautés ». Il ajoutait que, « à Berlin, on se montre très belliqueux; on » nous fait même de nouvelles ouvertures. »

» A la suite de ce télégramme, j'obtins de l'empereur une audience dont je rendis compte à S. E. le général La Marmora par une lettre confidentielle du 1^{er} mars. Sa Majesté Impériale, à qui je démontrai que le projet dont il s'agissait alors serait l'accomplissement de ses deux programmes de Crimée et d'Italie, accueillit très-favorablement ma proposition.

» Elle reconnut avec moi que l'idée de la cession des principautés ne pourrait pas convenablement être proposée d'une manière officielle par le gouvernement italien, et m'objecta que l'Autriche donnerait difficilement son assentiment à cette combinaison. « Pour l'y contraindre, ajouta » Sa Majesté, vous devez accepter les propositions de la Prusse » et la pousser à conclure une alliance offensive et défensive

» avec vous. Je me chargerai, moi, de proposer confidentiellement au gouvernement autrichien la combinaison caressée par vous. »

» Sur ce programme concerté avec l'empereur et le ministre d'Italie, S. E. le général La Marmora accueillit les ouvertures du ministre de Prusse et chargea le général Govone de se rendre à Berlin et d'engager, d'accord avec le comte de Barral, les pourparlers nécessaires pour conclure secrètement un traité d'alliance offensive et défensive avec la Prusse.

» Entre temps, l'empereur faisait faire, par le prince de La Tour d'Auvergne à Londres et par le duc de Gramont à Vienne, la proposition confidentielle de l'échange. L'accueil fait à ce projet par lord Clarendon ne fut pas ce qu'on aurait pu attendre d'après les réponses que lord Palmerston et lord John Russel avaient données trois ans avant au comte Pasolini. A Vienne, la proposition fut, sinon repoussée absolument, du moins écoutée avec une défiance visible et une très grande répugnance. La Russie, ayant eu vent du projet, déclara qu'elle s'y opposerait de toutes ses forces. — La conférence pour les principautés s'ouvrait sur ces entrefaites, et l'Italie y défendait, avec la France, l'élection du prince étranger. Mais le peu de succès des démarches faites à Vienne et à Londres ne découragea pas l'empereur, qui continua à conseiller au gouvernement du roi de pousser la Prusse à la guerre et de se préparer de son côté à la faire avec énergie, s'il était besoin.

» Mais la Prusse ne voulait pas entendre parler d'un véritable traité bilatéral d'alliance offensive et défensive. Le comte de Bismarck renvoyait la réalisation de cette idée à l'époque où l'organisation de l'Allemagne serait soulevée par la convocation d'un parlement allemand;

il proposait donc de conclure seulement un traité de paix et d'amitié, à transformer éventuellement en un autre acte plus efficace. S. E. le général La Marmora me chargea de demander l'avis de l'empereur sur cette proposition qui, à côté de quelque avantage, présentait de nombreux inconvénients. Elle nous liait aux destinées de la Prusse, tout en laissant à celle-ci toute liberté de s'entendre avec l'Autriche; elle nous compromettait vis-à-vis de notre puissant ennemi et barrait la route à une solution de la question vénitienne par les moyens d'arrangements directs entre la France, l'Autriche et nous.

» L'empereur, à qui j'exposai tout cela, crut, toutefois, si avantageuse pour nous l'existence d'un traité, même éventuel et générique avec la Prusse, qu'il s'arrêta peu aux inconvénients signalés par moi. Sa Majesté me déclara qu'un arrangement direct avec l'Autriche au sujet de la Vénétie était tout à fait improbable; que l'Italie, dans le choix de ses alliances, n'était tenue à aucun égard envers le cabinet de Vienne; qu'il était, au contraire, grandement désirable que le comte de Bismarck eût, dans ses arrangements avec nous, un moyen efficace pour pousser le roi Guillaume à la guerre.

» Mais quels étaient les rapports entre la Prusse et la France? Toute l'Europe croyait à l'existence d'arrangements directs entre l'empereur et le comte de Bismarck, et le général La Marmora désirait naturellement de connaître avec précision la vérité. Ma lettre du 23 mars répondait à cette question. Le comte de Bismarck avait caressé d'abord l'idée que l'empereur pensait plus à la Belgique qu'au Rhin. La mort du roi Léopold semblait devoir rendre facile à la France l'annexion de ce petit royaume.

» Mais cette mort précisément et le danger qu'elle créait

pour la Belgique avaient décidé les partis politiques à faire trêve à leurs dissensions et à se réunir autour du nouveau roi. Dans un colloque qu'il eut avec le comte de Goltz, l'empereur déclara qu'il ne pensait pas à la Belgique et fit une légère allusion à la frontière française de 1814. Mais, estimant que la neutralité de la France en Allemagne et son appui moral en Italie suffisaient pour faire à l'Autriche une très mauvaise situation dans la prochaine guerre, la Prusse n'accueillit pas cette ouverture et n'y donna pas de suite pour le moment.

» Sur ces entrefaites, le comte de Bismarck proposait au comte de Barral et au général Govone un traité secret, dont le texte m'était transmis par le télégraphe. Je le communiquai à Sa Majesté Impériale. Bien que les clauses du projet laissassent beaucoup à désirer, l'empereur nous conseilla franchement de le signer et d'accepter la clause qui en limitait la durée à trois mois. « Vous pourrez tous » jours le renouveler », me dit Sa Majesté.

» Dans un entretien qu'il eut avec le prince Napoléon, l'empereur déclara que la question vénitienne lui tenait toujours à cœur, et qu'en aucun cas il ne permettrait que l'Autriche et la Prusse s'entendissent entre elles au préjudice de l'Italie; mais qu'il nous dissuadait absolument de prendre, nous, l'initiative des hostilités et qu'il ne pouvait nous promettre aucune aide de la France dans ce cas. Son Altesse Impériale et moi nous insinuâmes, alors et postérieurement à plusieurs reprises, l'idée d'une triple alliance entre l'Italie, la France et la Prusse; mais la perspective d'avantages territoriaux considérables ne parvint pas à décider l'empereur à entrer immédiatement en guerre contre le vœu général du pays, prévalant en France et plus spécialement dans le Corps législatif.

» Le comte Arese vint à Paris avec une mission confidentielle du général de La Marmora pour se rendre mieux compte des dispositions personnelles de l'Empereur. Arrivé ici le 1^{er} avril, le comte Arese, dans ses entretiens répétés avec l'empereur, put s'assurer de son vif et profond intérêt pour la Vénétie, mais il se convainquit aussi que Sa Majesté ne nous conseillait, en aucun cas, de prendre l'initiative des hostilités, et que, sans exclure tout à fait l'idée d'une intervention militaire de la France dans la guerre, l'empereur était inébranlable dans sa résolution de ne s'y décider que lorsque les deux puissances allemandes seraient aux prises. Le texte original du traité signé par le comte de Bismarck fut de nouveau présenté par le comte Arese à Sa Majesté Impériale qui ne fit aucune observation contraire et parut satisfaite de cette communication.

» Le 31 mars, écrivant au général La Marmora, je résumais la situation en ces termes : 1^o l'Empereur désire que la guerre éclate, 2^o il ne veut s'engager ni avec la Prusse, ni avec l'Autriche, ni avec l'Italie ; 3^o il conseille à l'Italie le traité d'alliance avec la Prusse. C'est un conseil d'ami, mais il n'implique aucun engagement de la part de la France ; 4^o son but est d'obtenir la rectification de frontière sur le Rhin sans tirer l'épée. Il la tirera, s'il est nécessaire, lorsque la guerre sera engagée ; 5^o si l'Autriche, la première, attaquait l'Italie, il s'opposerait à cette attaque.

» Telle était la situation au commencement d'avril, lorsque de nouveaux incidents vinrent créer d'autres complications. La Prusse avait lancé sa proposition d'un Parlement allemand et commencé son débat avec l'Autriche à propos de la priorité des armements. L'Autriche, de son côté, avait eu vent d'un arrangement entre la Prusse et

l'Italie. Mise sur ses gardes par le langage des journaux italiens et par l'état de l'esprit public dans la Vénétie, elle avait fait tout à coup des préparatifs de guerre du côté de notre frontière. L'empereur aurait désiré — et il me le dit ouvertement — que l'Italie ne répondît pas à ces provocations, et que, confiante dans son bon droit et dans l'appui de la France, elle mit de son côté l'opinion de l'Europe, en ne faisant aucun préparatif d'attaque ni de défense. Ce conseil ne put être suivi, et l'Italie arma, en déclarant toutefois que ses armements n'avaient qu'un caractère défensif. L'Autriche consentit à prendre l'initiative du désarmement en Allemagne, mais elle refusa de faire de même dans la Vénétie; ce qui fournit au comte de Bismarck le prétexte qu'il désirait pour refuser la proposition de désarmement en ce qui concernait la Prusse ¹.

» Alors, le cabinet de Vienne changea brusquement de tactique et chercha à isoler la Prusse en la séparant de la France et de l'Italie. Tandis que les soudains armements dans la Vénétie et dans les États de Sa Majesté émouvaient l'opinion; pendant que M. Rouher, pour calmer l'inquiétude générale, déclarait publiquement au Corps législatif que l'Italie n'avait pas l'intention d'attaquer l'Autriche la première ²; au moment même où, d'un autre côté, le roi

1. Le général La Marmora cite ces lignes dans son livre : *I Segreti di Stato* (p. 105), et les fait suivre de cette observation :

« Ne dirait-on pas, en lisant ce rapport, que l'Autriche a déclaré vouloir maintenir ses armements dans la Vénétie, après notre déclaration d'armer, tandis que c'est précisément le contraire qui est arrivé, c'est-à-dire que c'est nous qui avons déclaré, le 27 avril, d'armer parce que l'Autriche, avec sa Note Mensdorff du 26, soutenait la nécessité d'armer dans la Vénétie? »

2. Le général La Marmora m'avait autorisé à déclarer que l'Italie ne prendrait pas l'initiative de la guerre. Cette déclaration, transmise par moi au ministre impérial des affaires étrangères,

de Prusse faisait déclarer par le comte de Bismarck au général Govone qu'il n'entendait pas se laisser entraîner par l'Italie dans une guerre contre l'Autriche, S. M. l'Empereur me faisait appeler chez lui le 4 mai, et me communiquait la proposition autrichienne de céder la Vénétie, à condition que l'Italie et la France, restant neutres, laisseraient l'Autriche s'indemniser sur la Prusse par la conquête de la Silésie.

» La cession aurait été faite à la France, qui nous aurait rétrocédé la Vénétie. Les deux faits de la cession et de la conquête de la Silésie devaient être simultanés, l'un étant la condition de l'autre.

» L'Empereur me déclara que la proposition était formelle, et me demanda si le gouvernement du roi était en mesure de se délier des engagements pris avec la Prusse.

» En communiquant, dans la forme la plus secrète, cette proposition au général de La Marmora, je ne lui cachai pas, dans une lettre du 5 mai, que, malgré l'interprétation équivoque donnée alors au traité par le gouvernement prussien, nous ne pourrions accepter la proposition de l'Autriche sans encourir le reproche de mauvaise foi. J'ajoutai qu'il me paraissait peu séant pour la dignité du roi et d'un État de 22 millions d'habitants de contracter une nouvelle obligation de reconnaissance envers la France pour la cession de la Vénétie.

donna lieu à la communication faite par M. Rouher au Corps législatif. Mais les termes dont se servit M. Rouher ne sont pas exactement conformes à ceux dont j'avais fait usage; il dit, en effet, que l'Italie n'attaquerait pas l'Autriche la première, tandis que j'avais déclaré seulement que l'Italie *ne prendrait pas l'initiative de la guerre*. J'eus soin de faire observer à S. E. M. Drouyn de Lhuys que si la guerre éclatait en Allemagne, l'Italie entendait jouir d'une complète liberté d'action.

» S. E. le général la Marmora chargea le général Govone de se rendre à Paris pour conférer avec moi relativement à l'interprétation donnée au traité par la Prusse. Mais, dans l'intervalle, le comte de Bismarck avait obtenu du roi de Prusse la promesse de faire la guerre à l'Autriche, si elle attaquait l'Italie: de sorte que le gouvernement du roi n'avait plus aucun prétexte pour dénoncer le traité, dont l'échéance était fixée au 8 juillet.

» L'empereur, toujours bienveillant pour nous, n'accepta pas la proposition autrichienne de la Silésie; il s'appropriait au contraire l'idée émise simultanément à Londres et à Saint-Petersbourg, de réunir un congrès auquel assisteraient, avec la France, l'Angleterre et la Russie, les trois puissances contendantes.

» Une sorte d'accord préliminaire était conclu entre les trois puissances neutres; il avait pour base la cession de la Vénétie à l'Italie; de sorte que la recherche des compensations devait être, en substance, la mission du congrès. Dans une conversation privée que j'eus ces jours-là avec M. Layard, je pus me convaincre par moi-même de l'adhésion du cabinet anglais à cette base des négociations. Je ne pourrais pas affirmer avec certitude celle de la Russie, qui aurait pour le moins désiré que la question vénitienne fût posée d'une façon diplomatique et sur le terrain des traités, et non pas uniquement sur le principe des vœux des populations et du droit des nationalités. Ce fut pour donner une satisfaction au moins apparente à ces objections et pour pousser jusqu'aux dernières limites les égards de convenance envers l'Autriche, que la question vénitienne fut désignée sous l'expression générique de différend italien.

» La convocation au congrès partit de Paris dans la soirée du 24 mai. On sait que l'Italie et la Prusse l'acceptèrent.

L'empereur me dit à plusieurs reprises qu'il espérait aussi une réponse affirmative du côté de l'Autriche.

On sait qu'une grande partie des ministres autrichiens étaient pour l'adhésion. Le duc de Gramont, qui se trouvait précisément à Paris ces jours-là et que je vis aux Tuileries, m'affirma que l'Autriche ne cherchait qu'un moyen honorable de se débarrasser de la Vénétie et qu'elle accepterait le congrès. Ces espérances furent trompées. L'empereur François-Joseph exigea, comme condition préliminaire et *sine qua non* de son adhésion, qu'aucune modification ne pût être apportée par le congrès à la situation territoriale des puissances contendantes. On ne pouvait exclure plus explicitement toute solution de la question vénitienne; et les cabinets des puissances neutres furent unanimes à déclarer que la réunion d'une conférence ne pouvait plus avoir désormais aucun résultat pratique. La conduite de l'Autriche en Allemagne ne laissait, du reste, aucun doute à cet égard. Elle avait déferé à la Diète la question des duchés et convoqué les États de Holstein, sachant que la Prusse considérerait ces actes comme une violation des traités de Vienne et de Gastein. La guerre était donc devenue inévitable aussi bien en Italie qu'en Allemagne.

» Il me reste à indiquer quels ont été, dans cette dernière phase, les rapports de la France avec la Prusse, avec l'Autriche et avec l'Italie.

» Une dernière tentative pour décider l'empereur à conclure d'ores et déjà une triple alliance contre l'Autriche fut faite, d'accord avec moi, par S. A. I. le prince Napoléon.

» Bismarck, personnellement, ne se montrait pas contraire à l'idée de céder à la France les territoires compris entre la Moselle et le Rhin, Coblençe excepté, pour obte-

nir la coopération militaire de la France ; mais il affirmait que le roi de Prusse ne voudrait pas entendre parler de cessions de territoires allemands à la France, aussi longtemps du moins qu'il aurait l'espérance de mener à bien, sans aucune aide de la France, la guerre qu'il entendait faire à l'Autriche. De son côté, l'empereur préférerait, comme je l'ai dit plus haut, ne pas s'engager et attendre l'issue des premières batailles. Je citerai à ce propos ce que j'écrivais au général La Marmora dans ma lettre du 24 mai :

« La Prusse paraît décidée à ne demander l'alliance française que dans le cas d'une première défaite. Cette combinaison qui, à mes yeux, est la meilleure parce qu'elle est la plus sûre, devra donc être renouvelée à un moment plus favorable. Du reste, l'empereur lui-même répugne à annexer des provinces allemandes et à créer ainsi une Vénétie rhénane. Cette répugnance, toutefois, ne serait pas invincible. »

« Le refus d'intervenir au congrès ne fit pas cesser, comme on avait pu le croire, les négociations confidentielles entre la France et l'Autriche. J'ai dit que le duc de Gramont se trouvait à Paris lorsque la réponse de l'Autriche arriva. Avant de repartir pour Vienne, il eut une longue conférence avec l'empereur et avec M. Drouyn de Lhuys, qui le chargèrent de faire au cabinet de Vienne la proposition suivante :

« L'Autriche promètrait la cession de la Vénétie dans le cas où elle serait victorieuse contre la Prusse. De son côté, l'empereur promettait la neutralité de la France. Quant à l'Italie, elle ferait la guerre comme s'il n'y avait rien, car l'empereur ne prendrait d'engagement que pour lui-même.

» A ce qu'il paraît (j'emploie cette expression parce que je crus de mon devoir de ne pas demander officiellement le résultat de ces négociations) l'Autriche, sans accepter ni repousser formellement cette proposition, promit que, dans tous les cas, elle respecterait le *statu quo ante bellum* pour l'Italie. Mais, d'après quelques mots dits par Sa Majesté Impériale dans l'entretien que j'ai eu avec elle le 15 juin, il paraît que l'Autriche espère conquérir la Silésie et obtenir ainsi par la guerre, en cédant la Vénétie, l'échange qu'elle avait proposé à la France avant le congrès.

» A mon avis, il n'est pas de bonne politique pour l'empereur d'accroître la puissance de l'Autriche au préjudice de la Prusse. Quand même de cette façon nous obtiendrions la Vénétie, ce serait selon moi un grand danger pour l'Italie d'avoir derrière elle l'Autriche rendue plus forte par ses nouvelles possessions et par sa nouvelle influence en Allemagne, sans que la Prusse pût, comme auparavant, lui faire équilibre. Nous devons donc non seulement ignorer les dernières propositions franco-autrichiennes et faire la guerre comme si elles n'existaient pas, mais désirer de cœur la victoire de la Prusse et l'aider à vaincre. Mais, en même temps, il est impossible de ne pas reconnaître, s'il ne s'est pas décidé jusqu'à présent à faire la guerre, que l'empereur a fait toutefois, en notre faveur, tout ce qu'il pouvait faire sans la guerre. Et puisque l'aide militaire de la France n'était pas désirée maintenant en Italie, c'est avec beaucoup de raison que l'opinion publique en Europe a jugé très favorable pour nous la dernière lettre de l'empereur ; car, dans cette lettre, il montre un vif désir que la Vénétie soit réunie à l'Italie et une ferme volonté de ne pas permettre, en cas de revers, que l'unité italienne soit détruite. La guerre ne pouvait donc être inaugurée sous de meil-

leurs auspices, et si la fortune des armes sourit à la Prusse et à l'Italie... le bénéfice de notre victoire sera d'autant plus grand que nous l'aurons obtenu sans l'aide des fusils et des canons français.

» L'Italie ne pourrait assurément s'augurer une plus heureuse fortune que d'obtenir la Vénétie sans l'aide de la France, mais sans avoir la France contre elle, avec la faveur, au contraire, et l'appui moral de la France.

» Dans cet horizon qui s'ouvre devant nous avec de si belles perspectives, je dois toutefois signaler quelques points noirs. L'Autriche a promis de respecter l'œuvre de la France en Italie. Il est donc probable que, même dans la pire des hypothèses, l'Autriche ne touchera pas à la Lombardie ou que, si elle y touche, elle ne la gardera pas. Mais il peut arriver que Benedeck, vainqueur des prussiens, détache de l'armée autrichienne du Nord 100,000 hommes frais, encouragés par leur récente victoire, les jette sur l'armée italienne arrêtée sous les murs de Vérone, remporte une victoire, passe le Pô, nous enlève les Légations et les Marches et les restitue au pape. Dans ce cas, il serait très difficile à la France d'envoyer ses troupes en Italie pour reprendre au pape les provinces qui lui auraient été restituées par l'Autriche.

» Un autre danger consistera dans la situation qui sera faite aux volontaires après la guerre; il sera assez difficile de rendre une assiette normale à tous ces éléments venus à la surface pendant la tempête. L'empereur s'en montra inquiet à cause de Rome. J'ai fait le possible pour le rassurer; mais je ne me flatte pas d'être parvenu à faire pénétrer la confiance dans son esprit. Si la campagne se prolongeait jusqu'à une autre année, nous serions exposés, non-seulement à une ruine financière, mais aussi au

danger de voir naître des obstacles à l'évacuation de Rome par les troupes françaises. Il est donc de la plus haute importance que la guerre soit conduite rapidement et avec énergie.

» J'espère qu'il en sera ainsi.

» De toute façon, je le répète, la guerre commence sous de bons auspices et la situation politique ne pourrait être meilleure. Le rôle de la diplomatie, pour cette première phase, est maintenant fini. Celui du soldat commence. J'ai foi que cette nouvelle phase aura une issue favorable et que Dieu bénira les armes prises en main pour la juste cause que le Roi défend aujourd'hui sur les champs de bataille.

» Je prie Votre Altesse Royale de vouloir bien tenir ces choses pour tout à fait confidentielles.

» Que Votre Altesse Royale veuille agréer, etc.

» Signé : NIGRA.

» A S. A. R. le prince de Carignan, régent,
Florence. »

IV

**LES PRÉLIMINAIRES DE LA PAIX RECOMMANDÉS A
L'ACCEPTATION DE LA PRUSSE ET DE L'AUTRICHE
PAR LE GOUVERNEMENT DE L'EMPEREUR 14 JUIL-
LET 1866.**

1. Intégrité de l'empire autrichien, sauf la Vénétie.
2. Reconnaissance par l'Autriche de la dissolution de l'ancienne confédération germanique. Elle ne s'opposera pas à une nouvelle organisation de l'Allemagne.
3. La Prusse constitue l'Union du Nord, comprenant les États situés au nord du Mein. Elle sera investie du commandement des forces militaires.
4. Les États du Sud sont libres de former entre eux une Union du Midi qui jouira d'une existence internationale indépendante.
5. Les liens nationaux à conserver entre les deux unions seront réglés par une entente commune.

6. Les duchés de l'Elbe seront réunis à la Prusse, sauf les districts nord du Slesvig dont les populations librement consultées désireraient être rétrocédées au Danemark.

7. L'Autriche et ses alliés restitueront à la Prusse une partie des frais de guerre.

Si ces bases étaient adoptées par les parties belligérantes, un armistice pourrait être conclu immédiatement et la voie serait ouverte au rétablissement d'une paix solide et durable.

Paris, le 14 juillet 1866.

V

COPIE D'UNE DÉPÊCHE ÉCRITE PAR LE DUC DE
GRAMONT LE 17 JUILLET 1866 SUR LA NÉCES-
SITÉ ET LA POSSIBILITÉ DE S'OPPOSER AUX
ENVAHISSEMENTS DE LA PRUSSE.

LE DUC DE GRAMONT, AMBASSADEUR DE FRANCE A VIENNE,
A M. DROUYN DE LHUYS,
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

« Vienne, le 17 juillet 1866

» Monsieur le ministre,

» J'ai reçu dans la soirée du 12 de ce mois, les deux télégrammes que Votre Excellence m'avait expédiés le même jour, l'un à 2 h. 1/4 après midi et l'autre à 7 h. 3/4 du soir, pour me recommander d'insister auprès du Cabinet de Vienne, afin qu'il acceptât comme principale condition de l'armistice la sortie de l'Autriche de la Confédération germanique.

» Le 13, j'ai répondu à Votre Excellence que l'Autriche ne pouvait se prononcer, sans connaître l'ensemble des préli-

minaires à l'acceptation desquels l'armistice et la paix paraissaient subordonnés.

» Le 14 au matin, M. Lefèvre de Béhaine est arrivé à Vienne, porteur de propositions que le roi de Prusse avait consenti à faire à l'Autriche pour une abstention d'hostilités de trois jours. Votre Excellence en trouvera la copie ci-jointe.

» Ces propositions n'ont pas été acceptées par le gouvernement autrichien, parce qu'elles étaient impraticables en ce qui concernait l'armée du sud déjà en route, et qu'il était impossible d'arrêter, et parce qu'elles permettaient aux Prussiens, tout en restant à trois milles d'Olmütz, d'y cerner l'armée du général Benedeck et d'empêcher définitivement sa jonction avec les corps de l'armée du sud, et les autres forces qui sont près de Vienne. Le Cabinet de Vienne y a substitué un contre-projet traçant une ligne de démarcation comme limite infranchissable de part et d'autre et laissant à chacun en deçà de cette ligne la liberté de ses mouvements. M. le comte de Mensdoff ne pensait pas que la Prusse acceptât ses propositions et, en effet, on a appris le 16 qu'elle les refusait. M. Lefèvre de Béhaine les avait emportées au quartier général, le 14 à midi.

» Le 15, j'ai reçu, à 3 heures du matin, votre télégramme du 14 (3 h. 36 m. du soir) contenant les préliminaires de paix dont l'empereur recommande très fortement l'acceptation à la cour de Berlin.

» Je les ai communiqués le même jour au gouvernement autrichien et j'ai répondu par le télégraphe à Votre Excellence que l'Autriche attendait, pour se prononcer, de savoir si la Prusse les acceptait. Le Cabinet de Vienne veut éviter de prendre des engagements éventuels, en vue d'un résultat qui lui échapperait, tout en laissant subsister le sacrifice qu'il aurait consenti conditionnellement, ainsi qu'il

est advenu quand il a cédé la Vénétie pour avoir un armistice en Italie.

» J'ai dit à Votre Excellence que mon impression personnelle était que l'Autriche accepterait les préliminaires recommandés par Sa Majesté à la Prusse; je le crois toujours en principe, mais les entretiens postérieurs que j'ai eus avec les ministres dirigeants qui sont le comte de Mensdorff et le comte Esthérazy, me font prévoir des résistances au sujet de l'indemnité des frais de guerre. Le Gouvernement croit qu'il ne pourra pas les obtenir de la nation, surtout en ce moment où elle est surexcitée au plus haut degré par la conduite des armées prussiennes envers les populations. Partout où elles ont passé, elles n'ont plus rien laissé derrière elles, et d'après les bruits qui circulent, il faudrait remonter aux temps reculés des invasions barbares pour trouver des exemples de ce qui s'est fait en Bohême et en Moravie.

» M. Benedetti est arrivé hier matin du quartier général prussien où il se trouvait dans l'impossibilité de se mettre directement en communication avec Votre Excellence. J'ai eu l'honneur de vous adresser les télégrammes qu'il vous a envoyés, et le courrier anglais qui porte cette dépêche, porte aussi sa correspondance. Je lui ai communiqué ce matin le télégramme de Votre Excellence daté d'hier soir, et il va repartir pour le quartier général où il pressera l'acceptation des préliminaires de paix. D'après ce que nous croyons savoir ici, ces préliminaires dépasseraient en quelques points ce que la Prusse demande, et, il serait possible d'obtenir pour l'Autriche des conditions moins désavantageuses. Si, comme il est permis de le croire, le cabinet de Vienne est informé que la Prusse exige pour faire la paix moins que ce que nous lui offrons, il ne faudrait pas s'étonner qu'il fit quelque difficulté au premier abord,

mais il sera toujours facile dans le cours de la négociation d'arriver à la limite réelle des conditions prussiennes.

» En ce moment, il se fait des deux côtés des mouvements de troupes assez considérables. L'armée autrichienne qui était à Olmütz et présente environ un effectif de 112,000 hommes (d'après les rapports qui m'ont été cités) se replie sur Vienne, dans le but d'opérer sa jonction avec les corps de l'armée du sud qui arrivent ou qui vont arriver. Il y en a déjà 30,000 à Saint-Polten, et comme on a organisé de 10 à 12 trains par jour, on pourra avoir 80,000 hommes avec le matériel correspondant dans quatre jours. Des divisions de cavalerie observent la marche des Prussiens, et on disputera le passage du Danube. Il est également probable qu'il se livrera une bataille entre Vienne et Presbourg.

» L'empereur d'Autriche ne paraît pas devoir se rendre à Pesth, il restera à Vienne jusqu'au dernier moment, et si la ville est prise par les Prussiens, Sa Majesté ne quittera pas le quartier général de son armée, la lutte, dans ce dernier cas, devant être continuée à outrance.

» Du côté des Prussiens, l'armée du prince Frédéric-Charles était avant-hier en possession de la ligne de la Thaya et portant sa gauche sur Lundenbourg dont il devait s'emparer le plus tôt possible. L'armée du prince Royal ayant reconnu que l'armée de Benedeck se portait sur Vienne, s'est mise en route pour prendre la gauche de l'armée du prince Frédéric-Charles et toutes deux se portent sur les frontières de la Basse-Autriche, hésitant encore si elles marcheront sur Vienne ou sur Presbourg.

» Tout ce que la Prusse possède de forces militaires est aujourd'hui engagé dans cette campagne, en sorte que les derrières de l'armée commencent à se dégarnir à mesure qu'elle avance et c'est une cause d'affaiblissement qui

devient d'un certain poids, surtout si la guerre se prolonge encore quelque temps. De telle sorte qu'en ce moment on peut dire avec raison que si la Prusse tient l'Autriche, l'Autriche de son côté et sous un autre point de vue, tient la Prusse, car jamais la Prusse n'a été et ne sera plus désarmée chez elle et sur le Rhin qu'elle ne l'est aujourd'hui. Cela est si vrai que les Prussiens en conviennent eux-mêmes et que du Rhin à Berlin il n'y aurait pas quinze mille hommes à rencontrer.

» Si j'insiste sur ce point et si j'appelle l'attention de Votre Excellence sur cet état de choses exceptionnel qui ne se représentera peut-être plus d'ici à longtemps, c'est qu'avec les informations que j'ai et la conviction qui m'anime, je croirais manquer à mon devoir et me reprocherais comme une faute, de ne pas faire ressortir aux yeux de mon gouvernement les avantages incalculables qu'il recueillerait d'une simple démonstration militaire vers les provinces rhénanes pour appuyer sa médiation. — La guerre avec la Prusse est complètement impossible. Le Cabinet de Berlin ne peut à aucun prix en risquer les chances, car il ne peut se placer entre deux armées comme celles de la France et de l'Autriche. Une démonstration militaire, l'envoi d'un corps d'armée sur le Rhin est positivement une mesure que l'empereur *peut exécuter sans le moindre danger et dont l'effet est certain*. Je crains, monsieur le Ministre, et Votre Excellence me pardonnera de lui parler avec cette franchise que la solennité du moment peut seule excuser, je crains que les préliminaires de paix proposés à la Prusse ne portent pas à un degré suffisamment voisin de la réalité, l'empreinte de la force que les circonstances donnent à la médiation de la France. J'ai des raisons sérieuses de croire qu'en faisant une dé-

monstration militaire, sans même lui donner un caractère agressif, l'empereur sera étonné de l'effet qu'elle produira, et qu'à l'instant même il ne tiendra plus qu'à lui de dicter les conditions de la paix au lieu de les soumettre. Je ne parle pas de prendre les Provinces Rhénanes, ce qui peut se faire en ce moment sans coup férir, et ce qui pourra se faire encore de même pendant quelques semaines, mais seulement d'en faire naître l'idée, et je le répète, sans guerre, sans combat, sans danger et sans perte, la médiation de l'empereur aujourd'hui hésitante et presque compromise, devient triomphante et efficace. Je suis frappé de ce fait que de tous les côtés on critique nos efforts de pacification, les uns, parce qu'ils se plaignent d'être arrêtés et gênés dans leur essor, les autres parce qu'ils se voient abandonnés à leur destin; notre œuvre de paix accomplie dans de telles conditions ne nous laissera pas un ami et cela me fait croire qu'il y aurait quelque avantage à les modifier dans le sens que j'ai pris la liberté d'indiquer. Il va sans dire je n'ai pas la prétention d'être à l'abri des erreurs dans mes appréciations générales, mais je le répète, de même qu'il y a quelque temps, j'affirmais devant Sa Majesté que l'Autriche céderait la Vénétie avant la guerre, ce qu'elle a fait par la convention secrète du 12 juin, de même j'affirme avec la même confiance aujourd'hui qu'une démonstration militaire sérieuse est nécessaire à mes yeux pour appuyer la médiation de l'empereur et lui donner l'autorité dont, à vrai dire, elle paraît manquer depuis qu'elle s'est produite.

» J'ajoute aussi, et c'est là le point le plus important, qu'il est absolument impossible que la Prusse s'expose à une guerre avec nous, que M. de Bismarck n'admet pas même cette éventualité, bien résolu à l'éviter à tout prix,

et que par conséquent la démonstration militaire est sans dangers ultérieurs.

» Veuillez agréer, etc.,

» GRAMONT. »

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE VIENNE
DU 17 JUILLET 1866.

CONDITIONS PROPOSÉES PAR LA PRUSSE POUR UNE
ABSTENTION D'HOSTILITÉS PENDANT 3 JOURS

Ne pouvant conclure sans le consentement de l'Italie l'armistice proposé par la France, mais voulant cependant donner à l'empereur Napoléon un témoignage de ses bons sentiments, le roi afin de laisser le temps de constater les intentions du gouvernement italien, est prêt à ordonner à ses troupes, à titre réciproque, de s'abstenir de tout acte d'hostilité contre l'armée austro-saxonne pendant trois jours, sous les conditions suivantes :

1° Le terrain situé entre la position actuelle de l'armée prussienne et la Thaya sera évacué immédiatement par les troupes autrichiennes.

2° En dehors du cas prévu dans l'article 1^{er}, toutes les troupes prussiennes, toutes les troupes autrichiennes de l'armée du nord, et du sud, et les troupes saxonnes ainsi que leurs convois d'artillerie et de munitions s'arrêteront à l'endroit où ils se trouveront le jour de la signature du présent arrangement, et s'abstiendront de tout mouvement.

3° Les troupes prussiennes, jusqu'à l'expiration du délai convenu, se tiendront à trois milles de distance d'Olmütz.

4° Le chemin de fer entre Dresde et Prague sera ouvert aux transports du matériel d'approvisionnement en vivres à l'armée prussienne.

VI

LETTRE DE M. DE CLERMONT-TONNERRE ATTACHÉ MILITAIRE A BERLIN.

« Berlin, le 7 mai 1806.

» Monsieur,

» Il est de petites choses qui ne méritent cependant pas moins d'être connues. Vous classerez, je l'espère, avec moi dans cette catégorie celle dont je viens vous entretenir ici.

» Le colonel de Schweinitz, aide de camp du roi, repart pour Saint-Petersbourg où il est attaché militaire, emportant une lettre de Sa Majesté pour l'empereur de Russie. Le roi lui a dit, en lui remettant la lettre : « Je ne sais pas pourquoi » l'on m'importune avec ces prétendus arrangements italiens ; » il n'y en a pas. J'écris à l'empereur que je n'ai pas de traité » avec l'Italie. » Je tiens ces détails de source certaine.

» Je ne puis douter non plus que semblable assurance n'ait été donnée par le roi lui-même à M. d'Oubril, ministre de Russie à Berlin.

» Le fait que je signale est peu important en lui-même. Comment cependant se défendre d'une impression pénible, en voyant jusqu'où peut conduire une situation embarrassante aux prises avec un caractère faible? Une si petite finesse et envers un parent dont on n'a qu'à se louer!!!... Quelle explication le roi donnerait-il de sa signature reniée, si demain elle était mise sous ses yeux, si l'on imprimait le traité à Vienne où il est connu!... Quelle confiance placer dans un esprit capable de pareille petitesse! Qui pourrait répondre qu'après un premier échec, le même homme ne souscrira vingt fois pis qu'Olmütz ¹?

» Si vous jugez comme moi, monsieur, que ce détail puisse intéresser près de vous, veuillez lui faire faire son chemin. Laissez-moi, à l'avance vous remercier, etc.

» COMTE DE CLERMONT-TONNERRE.

» Il est difficile maintenant de douter de l'imminence des événements. La mobilisation de l'armée entière tient aujourd'hui du fait accompli, et cette fois il est difficile de ne pas croire que la mobilisation soit la guerre. »

1. Un traité secret perdrait son caractère s'il n'était pas nié. Le roi de Prusse aurait manqué à l'Italie et à la raison d'État, si, par ses réponses, il avait avoué ce que son devoir politique lui imposait de cacher. — *Note de l'auteur.*

VII

LETTRE DU PRINCE NAPOLÉON (JÉRÔME) A L'EMPEREUR.

« Paris, Palais-Royal, le 12 juin 1866.

» Sire,

» J'ai communiqué à mon beau-père ce que Votre Majesté m'a écrit. Je crois, comme je vous l'ai dit hier soir, à de l'exagération de la part de Gramont et à *peu de sincérité* de la part de l'empereur d'Autriche, dont le but évident est de séparer l'Italie de la Prusse pour en venir à bout séparément. C'est dans ce but qu'il laisse entrevoir la Vénétie, qu'il ne cédera pas, ou à des conditions impossibles; mais, en attendant, il aura gagné du temps, ce qui est tout en politique et à la guerre. Il espère affaiblir ses ennemis en les rendant hésitants : c'est bien là le but de la politique autrichienne.

» Le roi de Prusse est faible, indécis, mais non traître; du reste, cela se verra par sa conduite. Votre Majesté verrait-elle de l'inconvénient à ce que le roi d'Italie provoque une

explication du roi de Prusse sur ce que l'empereur d'Autriche a dit ?

» D'après les dépêches d'Italie, il est clair qu'ils y sont *très inquiets*; ils savent la mission de Gramont par le bruit public; le roi désire la connaître, et Votre Majesté ne lui dit rien; il est tourmenté de voir les affaires d'Italie traitées *en dehors de lui* sans qu'il en soit informé; de là ses *demandes pressantes*. Le langage des personnes influentes de votre gouvernement n'est pas fait pour rassurer l'Italie, étant tout à fait favorable à l'Autriche. *M. de Goltz m'en a parlé hier soir*. Le roi d'Italie *ne sachant rien* doit craindre que la France ne veuille lui faire abandonner l'alliance prussienne pour un mirage vénitien garanti par rien; votre silence sur la réponse de l'Autriche surtout l'inquiète. Je ne puis l'éclairer, ne sachant *rien* moi-même sur cette réponse. Je le lui ai écrit en transmettant *textuellement* la réponse confidentielle de Votre Majesté, qui ne contient pas un mot de ce qu'elle traite sur l'Italie à Vienne. Nigra écrit au général La Marmora qu'il est dans la même ignorance; ils ne veulent pas le croire à Florence. Les ténèbres ne peuvent qu'agiter le gouvernement italien et avoir de graves conséquences.

» Veuillez agréer, etc., etc.

» NAPOLEON (JÉROME). »

VIII

LETTRE DE M. DE CLERMONT-TONNERRE.

« Berlin, le 20 juin 1866.

» Monsieur,

.....
..... » L'imminence de la guerre impose la nécessité d'assurer la neutralité du parti avancé, on s'y résigne. On s'assure même de la presse: un rédacteur du *Siècle*, M. Villebort, a été attiré à Berlin et présenté à M. de Bismarck par l'ambassadeur de France. On serait tenté de croire à une conversion... Mais le premier ministre ne se convertira pas; il est né dans l'absolutisme, et il ne resterait pas un jour au pouvoir si les féodaux qui l'entourent soupçonnaient le fond de son cœur d'avoir le moindre attrait pour les idées libérales.

» Quant à la guerre présente, personne n'a d'illusion sur les haines profondes qui en seront le fruit. Le gouvernement prévoit tout le premier que, au lendemain d'une paix heureuse pour la Prusse, les complications extérieures ne

tarderont pas à naître; mais il compte sur ces complications mêmes pour servir à cette époque de dérivatif aux haines intestines de l'Allemagne. Tourner contre la France l'exaltation qui survivra à la guerre actuelle sera une tâche facile pour les vainqueurs, ou au moins telle est leur conviction. Je ne crois pas pouvoir mieux faire, pour mettre ce point en lumière, que de citer, au lieu d'impressions personnelles, un mot dont *je garantis l'authenticité*.

» Le roi disait il y a quelques semaines à un diplomate allemand, chef de mission et militaire : « Si nous avons maintenant la guerre entre nous, nous nous réconcilierons plus tard en faisant une autre guerre en commun... » Le mot n'a pas besoin de commentaire. Nous en sommes aujourd'hui à la réalisation de la première partie du plan. Après avoir cherché en vain à provoquer une initiative de la part de la France pour appuyer les États secondaires, M. de Bismarck commence à y renoncer. Son but actuel paraît être de prolonger notre inaction par un mirage d'acquisitions territoriales, en rassurant en même temps l'Allemagne contre la réalité de ce danger. De là, la forme ambiguë du manifeste royal, qui, pour l'Allemagne, est un appel véritable aux passions de 1813, mais qui sera sans doute intelligemment présenté à Paris comme un morceau de littérature forcé, simplement inspiré de souvenirs militaires et ne s'adressant, dans la partie comminatoire, qu'à l'Autriche et à ses alliés.

» L'impression générale que je constate depuis quelques heures est mauvaise. On est désagréablement affecté presque partout de la violence du langage du manifeste.

» On se demande beaucoup à Berlin, en voyant la Russie

mettre des troupes en mouvement à proximité de ses frontières, de quel côté penchent les sympathies de cette puissance. Je remarque que tous les ministres étrangers, dont le jugement a créance dans le corps diplomatique, ne doutent pas qu'en dépit de maussaderies affichées, de paroles violentes contre la Prusse, en dépit peut-être d'un mécontentement réel, motivé par la politique du gouvernement, la Russie ne se soit toujours maintenue en *entente secrète* avec le cabinet de Berlin. La guerre présente, l'avènement du prince de Hohenzollern dans les principautés ne seraient considérés que comme des maux nécessaires, qu'il faudrait subir pour ne pas compromettre des biens plus sérieux. La Prusse seule a été correcte, disent les Russes, dans la question de Pologne.... Le temps me manque et je ne puis insister sur ce point.

» COMTE DE CLERMONT-TONNERRE. »

IX

LETTRE DU PRINCE NAPOLÉON A L'EMPEREUR.

« 14 juillet 1866.

» Dans sa précipitation à rédiger sa note à l'empereur sur la situation actuelle, le prince Napoléon croit ne pas avoir insisté assez sur la situation fâcheuse que ferait à l'empereur une politique pouvant amener une rupture avec la Prusse et l'Italie. Avec l'Italie, ce serait la négation de toute la politique impériale, ce serait défaire ce que l'empereur a si glorieusement fait en 1859, ce serait rejeter l'Italie mutilée et exaspérée aux pieds de l'Autriche et de ses anciens souverains qui n'étaient que des préfets autrichiens.

» Cette politique serait désastreuse, il n'y a même pas à la discuter. Vis-à-vis de la Prusse la question est beaucoup plus délicate. Sans doute, une partie de l'opinion publique serait très facilement entraînée à une guerre avec les Prussiens, mais d'un autre côté, il faut s'attendre à ce que M. de Bismarck menacé sérieusement sur ses derrières par

la France, jouerait son va-tout et, cessant d'être Prussien, se faisant tout à fait Allemand, ferait un appel aux passions militaires de *toute* l'Allemagne; et pour cela il y a un moyen qui s'offre tout naturellement à lui, c'est de proclamer la constitution de 1849, votée par le parlement révolutionnaire de Francfort. Quelles conséquences terribles entraînerait un tel acte, et dans quelle position il nous mettrait! Sans doute, la France est forte, et l'Empereur peut beaucoup obtenir d'elle; mais en envisageant froidement la situation, quel serait le motif de la guerre contre la Prusse et toute l'Allemagne? Ce serait au nom de l'équilibre européen que l'empereur marcherait contre un peuple qui ne veut rien nous prendre, qui ne veut que s'organiser *à l'intérieur* comme il l'entend. Ce serait donc pour une guerre contre le principe des nationalités, contre les principes libéraux, contre la volonté de l'Allemagne de s'organiser *intérieurement* comme elle le veut, que l'empereur prendrait les armes?

» Rappelons-nous que l'histoire nous montre que c'est au nom des anciens principes d'équilibre européen, de dangers provenant de la conduite de voisins qui avaient fait une révolution, que la coalition européenne s'est formée en 1792 contre la France, et que le duc de Brunswick a lancé son fameux manifeste.

» Sans doute, il faut obtenir dans l'intérêt français, que la Prusse, mais surtout l'Allemagne restent divisées; mais il faut le faire avec beaucoup de ménagement, de douceur, de savoir-faire; la violence et la menace ne mèneraient qu'à une fâcheuse situation qu'il faut éviter.

» L'Empereur ayant jusqu'au 5 juillet suivi une politique de neutralité, il faut ménager l'Allemagne dans ce brusque revirement, dans cette médiation qu'il a acceptée, qu'il

faut faire triompher, mais par la persuasion et en ménageant les susceptibilités allemandes. L'empereur, qui a été élevé en Allemagne, connaît mieux que qui que ce soit ce pays; qu'il se rappelle ses souvenirs de jeunesse à Augsbourg.

» Pour ceux qui rêvent pour l'empereur le rôle de représentant de la réaction et du cléricalisme européen à faire triompher par la force, ils doivent pousser à une alliance avec le cadavre autrichien et à une guerre contre l'Allemagne, la Prusse et l'Italie; mais ceux qui voient dans Napoléon III, non le modérateur de la Révolution, mais son chef éclairé, ne désertant jamais les grands principes de nationalité et de liberté qu'il a pour mission de faire triompher en Europe et qui seront sa véritable grandeur dans la postérité, ceux-là seraient bien inquiets le jour où il entrerait dans une politique qui, même dût-elle triompher par la force, serait le renversement de la véritable grandeur et de la gloire de Napoléon III.

» Ces raisonnements doivent naturellement rester très secrets et surtout ils ne doivent pas être avoués vis-à-vis de la Prusse et de l'Italie, mais il est indispensable que l'empereur les envisage vis-à-vis de lui-même. »

X

LETTRE DE M. DE GOLTZ, AMBASSADEUR DE PRUSSE EN FRANCE, A L'EMPEREUR.

Paris, juillet 1866.

« Sire,

» Par la gracieuse lettre du 22 courant, Votre Majesté a bien voulu me communiquer deux télégrammes d'après lesquels la ville de Francfort aurait été menacée de pillage si elle ne payait pas en vingt-quatre heures 25 millions de florins qui lui auraient été imposés, *outre une contribution* de 6 millions déjà payée par elle.

» Je me suis empressé de demander, tant à Berlin qu'au quartier général du Roi, des renseignements à ce sujet. Des deux réponses il résulte :

» 1^o Que c'est la totalité de la contribution qui s'élève à 25 millions de florins (34 millions de francs), somme qui, pour la ville des Rothschild, serait considérée comme extrêmement modérée;

» 2^o Que cette mesure a été provoquée par des actes de violence, commis par la ville de Francfort contre des sujets prussiens et leurs propriétés, ainsi que par la violation, avant toute déclaration de guerre, d'un traité existant entre cette ville et la Prusse, par rapport à une station télégraphique;

» 3^o Qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de pillage.

» Quant à ce dernier point sur lequel la généreuse attention de Votre Majesté s'était portée particulièrement, le gérant du ministère des affaires étrangères m'avait répondu qu'il ignorait le mode pour faire rentrer les contributions, mais qu'il n'avait pas besoin de me dire qu'on n'avait pas menacé de piller la ville.

» M. de Bismarck me mande qu'il ne savait pas si l'on avait menacé de piller, mais que naturellement une pareille menace ne pourrait pas être exécutée, par cette bonne raison que des soldats prussiens refuseraient de profiter d'une pareille permission.

» Pour ce qui concerne les observations que Votre Majesté a bien voulu faire dans la même lettre, au sujet de l'armistice, cette affaire doit être maintenant en bonne voie. Dès que nous avons accepté les propositions de Votre Majesté, toutes les communications nécessaires ont été faites au gouvernement italien, tant par l'organe de notre ministre à Florence, que par celui du ministre d'Italie qui se trouve au quartier général du roi, et nous pressions le cabinet de Florence de munir son représentant, aussi vite que possible, des instructions nécessaires. Je suis, etc.

» GOLTZ. »

XI

RAPPORT DE M. MAGNE A L'EMPEREUR.

« Paris, le 20 juillet 1866.

» Sire,

» Je n'ose pas, malgré le vif désir que j'en aurais, demander à Votre Majesté, au milieu de ses préoccupations, l'honneur de la voir pour prendre congé d'elle.

» Mais voudrait-elle me permettre, avant de quitter Paris, de lui communiquer les impressions que j'ai pu recueillir dans le public sur deux points de la politique actuelle. Certainement ce n'est pas le public qui doit décider les affaires; mais les tendances de l'opinion sont un élément qu'il est essentiel de bien connaître, et je ne crois pas sortir de mes devoirs de membre du Conseil privé en apportant à Votre Majesté le contingent de mes informations.

» Il existe dans l'opinion plusieurs petits courants plus ou moins favorables les uns à la Prusse et à l'unité allemande,

les autres à l'Italie et à ses agrandissements; les autres à l'Autriche.

» Mais le grand courant de l'esprit public n'est ni prussien, ni italien, ni autrichien, il est essentiellement national; il se préoccupe avant tout des intérêts français. A aucune époque peut-être cette disposition ne s'était montrée avec une égale énergie.

» Comme la grande masse de la nation vit du travail et des affaires, elle désire sincèrement la paix; elle est très-reconnaissante envers l'empereur de ses efforts pour nous conserver ce grand bien; elle tient compte des difficultés, et, quand une suspension des hostilités pourra être annoncée, les démonstrations publiques prouveront à l'empereur, j'en suis sûr, que, malgré ces retards, il n'a pas perdu le bénéfice de sa médiation.

» Il ne faut cependant pas se dissimuler que l'attitude des puissances et leur lenteur à se prononcer en présence de l'article du *Moniteur* ont causé un sentiment pénible; on aurait voulu que la voix de la France fût plus promptement entendue, cela est certain.

» Mais on a parfaitement compris que l'empereur n'ait pas pris les armes pour procurer à l'Autriche l'avantage de les déposer plus tôt. L'Autriche n'inspire aujourd'hui que cet intérêt, si voisin de l'indifférence, qui s'attache aux forts devenus faibles par leur faute, n'ayant su rien prévoir et rien préparer. Jusqu'ici tout est pour le mieux.

» A mon sens, les grandes difficultés commenceront lorsqu'il s'agira d'arranger définitivement les choses. Plus l'empereur aura joué un rôle actif et prépondérant dans les négociations, plus on lui demandera compte des résultats au point de vue des intérêts français. Dans notre pays, où le sentiment domine encore plus que le calcul, l'opinion a des

retours subits auxquels il faut s'attendre. Tout ce que j'ai entendu en haut et en bas, dans le militaire et dans le civil, me donne la plus profonde conviction que les rapides progrès et les prétentions présumées de la Prusse inquiètent et que l'ingratitude injustifiable de l'Italie irrite les esprits même les plus calmes. Le sentiment national serait profondément blessé, cela me paraît hors de doute, si en fin de compte la France n'avait obtenu de son intervention que d'avoir attaché à ses deux flancs deux voisins dangereux par leur puissance démesurément accrue. Tout le monde se dit que la grandeur est une chose relative et qu'un pays peut être diminué, tout en restant le même, lorsque de nouvelles forces s'accroissent autour de lui.

» Pour empêcher une telle dérogation au programme de l'empereur, le pays, qui jusqu'ici s'est passionné pour la paix, se montrerait tout aussi ardent pour les mesures extrêmes. Il ne tarderait pas à pousser à la guerre, ce qui serait un malheur affreux.

» Je ne vois qu'un moyen plausible de l'éviter, c'est, après avoir bien médité le plan des concessions possibles, de déclarer nettement, clairement, ce que la France veut, ce qu'elle est résolue à faire prévaloir, ce qu'elle est au besoin en état d'imposer.

» Or, il se dit beaucoup trop, depuis quelque temps, que la France *n'est pas prête*. Il est évident que sa voix sera d'autant moins écoutée que cette opinion sera plus répandue. Dans les congrès, comme à la guerre, la fortune aime à sourire à ceux qui sont forts et résolus.

» Voilà pourquoi, plus on est partisan de la paix, plus on doit désirer que l'empereur use de tous les moyens qui sont en son pouvoir pour se mettre en état d'appuyer ses prétentions, lorsque le moment sera venu de les préciser.

Alors il ne serait plus temps d'y songer. Rien ne nous excuserait d'être pris au dépourvu au milieu de complications qu'il est si naturel de prévoir. Rien, d'ailleurs, n'est contraire à l'esprit d'économie comme l'imprévoyance qui s'expose, à un moment donné, à subir l'urgence et la précipitation des préparatifs »

XII

AUTRE LETTRE DE M. DE GOLTZ.

« Paris, le 26 juillet 1866.

» Sire,

» La nature de la communication que Votre Majesté a daigné me faire faire aujourd'hui par son ministre des affaires étrangères, justifiera à ses yeux que je m'adresse directement à Elle. La haute bienveillance dont Votre Majesté n'a cessé de m'honorer et la confiance qu'elle a bien voulu me témoigner dans des négociations difficiles me font doublement désirer qu'Elle ne doute ni des sentiments personnels ni de la loyauté et des tendances politiques du gouvernement du roi.

» Je viens d'adresser des télégrammes à M. de Bismarck et à notre ministre à Florence pour tirer au clair ce que la situation peut avoir d'obscur. En attendant, je copie ici textuellement ce que M. de Bismarck m'a télégraphié le 23 à 12 heures 30 minutes de l'après-midi.

?

» Apparemment M. de Bismarck venait de recevoir le télégramme par lequel je lui avais annoncé que Votre Majesté appuierait les annexions dans le nord de l'Allemagne, jusqu'au chiffre de quatre millions d'habitants.

» Je ferai, en outre, très respectueusement observer, à Votre Majesté que l'Italie a un plus grand intérêt que nous à continuer la guerre et qu'elle peut désirer, ainsi que ceux qui sont dévoués à sa cause, que la responsabilité n'en retombe pas, aux yeux de Votre Majesté, sur elle.

» J'ose espérer, Sire, que Votre Majesté daignera encore me recevoir avant son départ et que je serai alors à même de la persuader, mieux que par ces lignes, de la bonne foi avec laquelle nous sommes entrés dans les négociations amenées par la médiation de l'Empereur.

» Je suis, etc., etc.

» GOLTZ. »

XIII

LETTRE DE M. ROUHER A M. CONTI.

« Ministère d'État. — Cabinet du Ministre.
Cercey, le 6 août 1866.

» Mon cher ami,

» Il y a trois jours, le comte de Goltz vint me voir pour me dire que M. de Bismarck désire obtenir la reconnaissance officielle immédiate des annexions acceptées par la Prusse jusqu'à concurrence de quatre millions d'habitants, et me pria d'appuyer télégraphiquement auprès de l'empereur la démarche privée qu'il avait faite dans ce but auprès de M. Drouyn de Lhuys.

» Je me prêtai à son désir et j'adressai à l'empereur une dépêche télégraphique. Toutefois, je fis observer à M. de Goltz, que cette question me semblait solidaire de celle de la rectification de nos frontières, et que probablement on lui manifesterait la volonté de les traiter simultanément. Mes prévisions se sont réalisées; hier, l'ambassadeur de Prusse

m'a communiqué la réponse de notre collègue; celui-ci expose qu'une communication dans ce sens a été faite par Benedetti à M. de Bismarck, et qu'on croit devoir attendre une réponse à cette suggestion avant d'aller plus avant dans les négociations. M. de Goltz trouve notre prétention légitime en principe; il considère que satisfaction doit être donnée au seul vœu de notre pays, pour constituer, entre notre pays et la Prusse, une alliance nécessaire et féconde; mais il est un peu blessé de ce que les communications qui lui sont faites laissent notre dessein dans le vague le plus complet, et de ce qu'on semble ne pas vouloir lui faire connaître les conditions qu'on pense remplir auprès de M. de Bismarck. Je lui ai fait observer que M. de Bismarck avait dû l'instruire : il m'a répliqué que non, et il s'étonne d'autant plus d'être laissé en dehors de cette partie importante des négociations.

» Je confesse que je ne vois pas grande utilité à cette réserve, de notre part, vis-à-vis d'un ambassadeur qui se déclare spontanément favorable à nos idées. Je serais assez d'avis de lui en dire au moins autant qu'à M. de Bismarck, sous une forme officieuse, sinon officielle. Toutefois, je suis resté muet, et ce filandreux exposé n'a pour objet que de savoir si je dois ou non délier ma langue. Sa Majesté veut-elle que dans mon rôle officieux, je sois ou non explicite à l'égard de M. de Goltz? Faut-il ne demander que les frontières de 1814? Ne faut-il pas avoir une prétention initiale plus vaste? Exprimer une opinion purement personnelle, je peux, sans inconvénient sérieux, afficher de grandes exigences. Étant l'écho de la pensée impériale, je dois avoir un langage rigoureux et correct. Éclairez-moi sur l'attitude que j'ai à tenir, après avoir pris les ordres de Sa Majesté.

» Et maintenant voici quelques impressions que je crois

convenable de vous livrer : 1° Le sentiment public se prononce de plus en plus dans le sens d'un agrandissement à notre profit ; il est chaque jour dirigé, entraîné, égaré par les habiletés des hommes de parti. La presse favorable au gouvernement ne peut pas modérer ce sentiment, parce qu'elle n'ose le partager dans une mesure quelconque. Or c'est là une mauvaise position qu'il faut faire cesser le plus vite possible. Si demain nous pouvions dire officiellement : la Prusse consent à ce que nous reprenions les frontières de 1814 et à effacer ainsi les conséquences de Waterloo, l'opinion publique aurait un aliment et une direction ; on ne se débattrait plus que sur une question de qualité à laquelle les masses resteraient indifférentes ; 2° je ne crois pas que cette rectification obtenue vaille quittance pour l'avenir. Sans doute, il faudra que de nouveaux faits se produisent pour que de nouvelles prétentions s'élèvent, mais ces faits se produiront certainement ; l'Allemagne n'en est qu'à la première des oscillations nombreuses qu'elle subira avant de trouver sa nouvelle assiette. Tenons-nous plus prêts à l'avenir à profiter mieux des événements ; les occasions ne nous manqueront pas. Les États du sud du Mein, notamment, seront, d'ici à peu d'années, une pomme de discorde ou une matière à transaction. M. de Goltz ne dissimule pas, dès à présent, des convoitises vis-à-vis de ce groupe de confédérés. Aussi je tiens qu'à l'avenir nous pourrions stipuler pour notre alliance le prix que nous jugerons convenable.

» Sa Majesté l'impératrice vous a écrit, et a bien voulu m'exprimer des pensées toutes contraires. Elle voudrait demander beaucoup ou rien, pour ne pas compromettre nos prétentions définitives. Mais, pour demander beaucoup, il faut être au lendemain de grands succès, et ne rien

obtenir aujourd'hui, c'est laisser en grande souffrance l'opinion publique.

» Je n'entends plus parler de l'acquisition des fusils à aiguille.

» Or, je vous ai dit ma pensée à cet égard; il est essentiel, pour l'armée, soit comme garantie, soit comme expérience, qu'un décret de virement mette à la disposition du ministre de la guerre une somme considérable pour commencer cette transformation. On ne l'utilisera que dans la mesure du possible; mais l'effet moral sera produit. Voyez en Angleterre, on n'a pas perdu vingt-quatre heures.

.....

» ROUHER. »

Note. — « Certaines confidences nous entraîneraient à penser que la Prusse pousse à la demande du Tyrol. Est-ce encore là une manœuvre souterraine pour se conserver les apparences de la modération, et donner à l'Italie l'attitude de l'opiniâtreté ? »

XIV

NOTE TROUVÉE DANS LES PAPIERS DE L'EMPEREUR.

(Sans date.)

Si la France se place hardiment sur le terrain des nationalités, il importe d'établir, dès à présent, qu'il n'existe pas une nationalité belge et de fixer ce point essentiel avec la Prusse. Le cabinet de Berlin semblant, d'autre part, disposé à entrer avec la France dans les arrangements qu'il peut convenir à la France de prendre avec lui, il y aurait lieu de négocier un acte secret qui engagerait les deux parties. Sans prétendre que cet acte fût une garantie parfaitement sûre, il aurait le double avantage de compromettre la Prusse et d'être pour elle un gage de la sincérité de la politique ou des intentions de l'empereur. Il convient de ne pas se dissimuler, quand on connaît le caractère du roi de Prusse et celui de son premier ministre, que les derniers incidents diplomatiques, comme les dispositions actuelles du sentiment public en France, ont dû les raffermir dans

la conviction que nous n'avons pas renoncé à revendiquer la frontière du Rhin. Pour être certain de trouver à Berlin une confiance qui est nécessaire au maintien d'une entente intime, nous devons nous employer à dissiper les appréhensions qui ont été réveillées et même surexcitées par nos dernières communications. Ce résultat ne peut être obtenu par des paroles, il faut un acte, et celui qui consisterait à régler le sort ultérieur de la Belgique de concert avec la Prusse, en prouvant à Berlin que l'empereur cherche décidément ailleurs que sur le Rhin l'extension nécessaire à la France, depuis les événements dont l'Allemagne vient d'être le théâtre, nous vaudra du moins une certitude relative que le gouvernement prussien ne mettra pas d'obstacle à notre agrandissement dans le nord.

XV

LES PAPIERS DE CERCEY PUBLIÉS ET COMMENTÉS
PAR LE MONITEUR DE L'EMPIRE ALLEMAND
(*REICHSANZEIGER*), LE 21 OCTOBRE 1871.

L'office des Affaires étrangères, au moment où éclata la guerre avec la France, a livré à la publicité quelques fragments de négociations secrètes antérieures, notamment des propositions françaises qui avaient trait au royaume de Belgique. C'était là une façon d'agir à laquelle la diplomatie ne recourt que dans des circonstances exceptionnelles et impérieuses. Telles, en effet, elles étaient au moment de la publication de ces pièces, puisqu'il s'agissait, en présence de la guerre offensive déclarée par une si grande puissance que la France, de conjurer, à l'aide de tous les moyens licites, les dangers qui naissaient de cette guerre pour l'Allemagne et surtout d'empêcher que l'agresseur ne se conciliât les sympathies d'autres puissances, à l'attitude bienveillante desquelles les deux parties belligérantes devaient attacher une égale importance.

Aujourd'hui l'ex-ambassadeur français comte Benedetti continuant les publications sur le même terrain, dans le but de prouver à qui incombent les fautes de la politique française, ce procédé, dont la responsabilité est laissée à celui que l'emploi, donne lieu de rectifier lesdites publications, tout au moins sur le point où elles tendent à mettre en question la véracité des communications faites l'an dernier par l'office des Affaires étrangères.

Le comte Benedetti évidemment n'a pas su quelle partie des archives secrètes françaises était tombée, pendant la guerre, entre les mains des troupes allemandes ; autrement, il eût été plus circonspect dans ses publications, et surtout il n'aurait pas essayé de maintenir encore aujourd'hui les démentis que le gouvernement impérial français opposa, l'année dernière, aux communications allemandes sur le projet connu d'acquisition de la Belgique pour la France. Le comte Benedetti dit à la page 197 de son livre :

On se rappelle que le 3 août j'avais remis à M. de Bismarck le projet de traité concernant Mayence et la rive gauche du haut Rhin, et je n'ai pas besoin de dire que M. Rouher fait, le 6, allusion à cette communication dans le second paragraphe de sa lettre. Mais ce qu'elle démontre également, et ce qu'il importe d'établir, contrairement aux assertions de M. de Bismarck, c'est *que personne à Paris ne songeait à faire de la Belgique l'appoint des concessions nécessaires à la France, et qui lui étaient dues, au dire même de l'ambassadeur de Prusse.*

Il essaye de cette manière et dans les explications qu'il donne ensuite, de mêler deux phases différentes des négociations dilatoires que le ministre-président prussien a suivies avec lui durant plusieurs années. Confondant la demande d'une cession de territoire allemand, Mayence y compris, qu'il adressa, le 5 et le 7 août, au ministre-prési-

dent, avec la demande ultérieure de la Belgique, il cherche à rapporter exclusivement les lettres trouvées aux Tuileries et déjà publiées — à la première demande, tandis que celle-ci s'était trouvée close par la lettre (qu'il cite lui-même page 181), de l'empereur au marquis de la Valette. Que les deux phases furent très distinctes dans la pensée également du comte Benedetti, c'est ce qui ressort d'un rapport de lui, lequel se trouve en la possession de l'office des Affaires étrangères. L'ambassadeur français écrivit tout d'abord, le 5 août 1866, sur l'épisode de Mayence, un rapport, dont la première partie est ainsi conçue :

Monsieur le Ministre,

J'ai trouvé en arrivant à Berlin la dépêche télégraphique par laquelle vous me faites connaître le texte de la convention secrète que vous me prescrivez de proposer à l'acceptation du gouvernement prussien. Votre Excellence peut être assurée que je ne négligerai aucun effort pour en faire agréer les dispositions intégralement, *quelque vive que puisse être la résistance que je suis certain de rencontrer*. Convaincu que le gouvernement de l'Empereur se montre modéré, en se bornant à stipuler, devant des agrandissements désormais acquis à la Prusse, les sécurités libellées dans votre projet, je me déterminerai difficilement à recevoir même pour vous être uniquement référées, des modifications de quelque importance. J'estime que, dans cette négociation, *la fermeté* est le meilleur, je dirai volontiers, l'unique argument qu'il convienne d'employer, et je me montrerai nettement résolu à décliner toute proposition que je ne saurais accepter, en ayant soin, toutefois, de démontrer, ce qui me paraît aisé, que la Prusse méconnaîtrait ce que commandent la justice et la prévoyance, et qu'elle nous donnerait, en même temps, la mesure de son ingratitude, si elle nous refusait les garanties que l'extension de ses frontières nous place dans l'obligation de revendiquer. Voulant cependant agir avec prudence, j'ai pensé qu'il convenait, avec le tempérament du président du conseil, de ne pas assister à la première impression que produira sur son esprit la certitude que

nous réclamons les bords du Rhin jusques et y compris la forteresse de Mayence. Dans ce but, je lui ai envoyé ce matin une copie de votre projet, en lui écrivant la lettre particulière que vous trouverez ci-jointe en copie. Je tâcherai de le voir demain et je vous ferai connaître la disposition dans laquelle je l'aurai trouvé.

Cette communication par écrit fut suivie bientôt après d'un entretien, que le comte Benedetti mentionne dans son livre superficiellement et en évitant autant que possible de se faire parler lui-même. Autrement, il n'aurait pas pu dissimuler qu'il recommanda *personnellement* la demande française avec chaleur et énergie. Sur l'observation du ministre-président qu'une telle demande était la guerre et que le comte Benedetti ferait bien de se rendre lui-même à Paris pour empêcher cette guerre, celui-ci répondit alors qu'il se rendrait à Paris, mais que, d'après sa propre conviction, il ne pourrait pas recommander à l'empereur le maintien de sa demande, parce qu'il croyait lui-même que l'existence de la dynastie serait en danger si l'opinion publique en France n'était pas apaisée par une concession semblable de l'Allemagne. La dernière observation du ministre-président, ses dernières paroles, que le comte Benedetti emportait à Paris, furent à peu près celles-ci :

Faites bien observer à Sa Majesté l'empereur qu'une guerre pareille pourrait devenir dans certaines éventualités *une guerre à coups de révolution*, et qu'en présence de dangers révolutionnaires les dynasties allemandes feraient preuve d'être plus solidement établies que celle de l'empereur Napoléon.

A la suite de cet entretien vint la lettre du 12 août, déjà mentionnée, où l'empereur Napoléon reculait. C'est seulement après que cette lettre eut fait tomber le rideau sur la

question de *Mayence*, que s'ouvrit — dès le 16 août — le second acte, concernant la *Belgique*.

Nous n'avons, comme il a été dit en commençant, nul penchant, — si l'on ne nous y provoque encore, à publier au delà des besoins de notre propre politique, les négociations secrètes de l'État, — uniquement dans un but personnel et en vue de nuire à quelque personne particulière. Pourtant nous devons donner la substance d'une lettre du 16 août 1866 qui fut apportée de Paris au comte Benedetti par M. Chauvy et qui contenait « *le résumé le plus succinct et le plus précis possible* » de ses instructions. Celles-ci portaient :

- 1° La négociation doit avoir un caractère amical;
- 2° Elle doit être essentiellement confidentielle.

Suit la désignation des personnes entre lesquelles cette négociation doit se renfermer.

3° Suivant les chances de succès que vous rencontrerez, vos demandes doivent parcourir trois phases successives; en premier lieu, réunissant dans une même pensée les questions des frontières de 1814 et de l'annexion de la Belgique, vous devez réclamer par un traité public la concession de Landau, Sarrelouis, Sarrebruck et du duché de Luxembourg, et la faculté, par un traité d'alliance offensive et défensive, qui serait secret, de nous annexer ultérieurement la Belgique.

En second lieu, si ces bases ne vous paraissent pas pouvoir être obtenues, vous devez renoncer à Sarrelouis et à Sarrebruck, même à Landau, vieille bicoque dont la possession surexciterait contre nous le sentiment allemand, et borner vos conventions publiques au duché de Luxembourg, vos conventions secrètes à la réunion de la Belgique à la France.

En troisième lieu. Si la réunion de la Belgique à la France, purement et simplement, *rencontrait de trop grands obstacles*, acceptez un article par lequel on conviendrait que, pour apaiser

les résistances de l'Angleterre, on pourrait constituer Anvers en état de ville libre. Mais, en aucun cas, vous ne devez accepter la réunion d'Anvers à la Hollande et de Maestricht à la Prusse,

M. de Bismarck demanderait-il quels avantages lui offre un pareil traité? La réponse serait simple : — il s'assure une alliance puissante ; il consacre toutes ses acquisitions d'hier, il ne consent à laisser prendre que ce qui ne lui appartient pas, — il ne s'impose aucun sacrifice sérieux en échange des avantages qu'il obtient.

Ainsi : traité ostensible qui, au minimum, nous attribue le Luxembourg ; traité secret stipulant une alliance offensive et défensive, faculté pour la France de s'annexer la Belgique au moment où elle le jugera opportun, promesse de concours, même par les armes, de la part de la Prusse — voilà les bases du traité à intervenir.

A ces instructions reçues, le 16 août, de Paris, le comte Benedetti a répondu, le 23 août, de Berlin, par une lettre, tout entière écrite de sa propre main (elle se trouve aussi à l'office des Affaires étrangères), où il présente le projet de traité qu'il a été chargé de préparer. Ce projet, écrit également de sa main, et portant en marge les remarques autographes par lesquelles il avait été amendé à Paris, est en la possession de l'office des Affaires étrangères ; et ainsi modifié, comme il l'a été par les remarques en marge, il se trouve conforme — et seulement alors — à l'exemplaire que le comte Benedetti remit, bientôt après, à M. de Bismarck et que celui-ci a fait publier l'année dernière.

La lettre du comte Benedetti du 23 août commence ainsi :

J'ai reçu votre lettre et je me suis conformé de mon mieux aux intentions qu'elle développe.

Je vous envoie à l'état d'ébauche la rédaction que vous trouverez ci-jointe. Je n'ai pas besoin de vous dire pourquoi il n'y est pas fait mention de Landau et de Sarrebruck ; je me suis

convaincu qu'en insistant, nous nous heurterions à des difficultés insurmontables et je m'en suis tenu au Luxembourg et à la Belgique.

Dans un autre passage de la lettre :

Il est convenu que je vous envoie un premier projet que nous remanierons s'il le faut.

Plus loin :

Vous remarquerez que nous avons préparé un traité unique au lieu de deux. J'ai dû reconnaître en passant à la rédaction qu'il eût été difficile de combiner pour le Luxembourg des dispositions qu'on aurait pu publier. Je pourrai cependant proposer de donner à l'article IV, concernant la Belgique, le caractère et la forme d'un article additionnel et secret, en le reportant à la fin ; mais ne pensez-vous pas que l'article V ne doit pas moins n'être connu que des contractants ?

Nous avons sous les yeux l'ébauche de la réponse à cette lettre, — également sur papier officiel, — réponse qui prouve que l'impression produite par le projet Benedetti était favorable, mais qu'on se proposait de prendre quelque temps pour peser l'affaire. Il y est dit que le roi de Hollande devait obtenir pour le Luxembourg une compensation en territoire prussien, et l'on calcule les sacrifices d'argent que le traité pourrait exiger ; conjointement est exprimée cette idée que le droit de garnison dans les forteresses de la Confédération, valable d'après l'ex-constitution fédérale se trouve éteint avec elle, et que son maintien dans l'Allemagne méridionale devient incompatible avec l'indépendance des États allemands du sud. On renonce à Landau et à Saarbrück, mais on indique que ce serait un *acte de courtoisie* de la Prusse, si elle voulait par le démantèlement de ces deux places leur enlever le caractère agressif

vis-à-vis de la France. En même temps on marque qu'à Paris l'on considère l'unification de l'Allemagne comme une éventualité inévitable *dans un temps prochain* :

Cependant l'on ne saurait solidariser l'article IV avec l'article III; — il est bien évident que l'extension de la suprématie de la Prusse au delà du Mein nous sera une occasion toute naturelle, presque obligatoire, pour nous emparer de la Belgique; mais d'autres occasions peuvent se présenter — nous devons en rester les juges exclusifs; — la rédaction très claire et très précise du projet nous maintient à cet égard une liberté précieuse.

Itérativement l'acquisition de Luxembourg est posée comme le but immédiat de la convention, celle de la Belgique comme le but éventuel, et ce dernier, ainsi que l'alliance offensive et défensive, doit rester secret. Il est dit ensuite :

Cette combinaison concilie tout, elle détend l'opinion publique en France par l'obtention d'une satisfaction immédiate et l'orientation qui en résulte pour les esprits vers la Belgique. Elle maintient un secret nécessaire sur le traité d'alliance et sur les annexions en projet. Si vous pensiez que la cession même du Luxembourg doit rester secrète jusqu'au moment (sic) de la main mise sur la Belgique, je vous prierais de justifier cette appréciation par des observations détaillées. Car la suspension plus ou moins indéfinie des échanges de territoires pourrait même être une cause de précipitation malencontreuse de la question belge.

A la fin de la lettre le comte Benedetti est autorisé, s'il le juge nécessaire, à se rendre pour quelque temps à Carlsbad.

Le comte Benedetti a répondu, le 29 août, à cette lettre qu'il avait reçue de Paris. Dans sa réponse, l'ambassadeur français met en doute pour la première fois que l'on puisse compter sur la sincérité de la Prusse en cette affaire; il dit avoir rencontré une certaine méfiance chez le comte de

Bismarck, qui se demande si l'empereur Napoléon ne servirait pas d'une telle négociation pour créer des ombrages entre la Prusse et l'Angleterre. Sur quoi M. Benedetti fait cette observation :

Quel degré de confiance pouvons-nous, de notre côté, accorder à des interlocuteurs accessibles à de pareils calculs ?

Il parle de la mission que le général de Manteuffel remplit à Saint-Petersbourg et exprime ses craintes à ce sujet en supposant :

Que si l'on refuse de nous écouter, c'est qu'on a obtenu ailleurs des assurances qui dispensent de compter avec nous. Il faut à la Prusse, comme M. de Bismarck prétend l'avoir dit au roi, l'alliance d'une grande puissance ; si l'on décline celle de la France, c'est qu'on est déjà pourvu ou à la veille de l'être.

Pour attendre un éclaircissement à cet égard, le comte Benedetti croit opportun d'aller passer quinze jours à Carlsbad où il se tiendra prêt, au premier télégramme que lui adressera M. de Bismarck, à retourner à Berlin. — Pendant son absence le ministre-président s'était absenté, aussi lui, et, comme nous croyons nous le rappeler, il ne revint à Berlin qu'au mois de décembre de la même année.

Les négociations secrètes eurent donc ici nécessairement un temps d'arrêt de quelques mois, ce qui, comme nous en sommes certains, ne les a pas empêchées d'être reprises plus tard à différentes époques, — et, si le comte Benedetti avance, à la page 185 de son livre, que le comte de Bismarck fait erreur quand il transporte en 1867 les négociations relatives à la Belgique, qui ont eu lieu en 1866, il n'y a qu'une chose à inférer de là, c'est que l'ambassadeur français a renoué à nouveau en 1867, après l'échec de la tentative faite à l'égard du Luxembourg, et en les réduisant

alors à la Belgique, les *négociations dilatoires* interrompues l'année précédente. L'attitude de la France lors du différend au sujet des chemins de fer belges, n'interdit pas de croire — après ce qui vient d'être exposé — que, même à cette époque, la France n'avait pas encore renoncé à l'espérance d'obtenir pour son projet favori l'assentiment de l'Allemagne.

Nous n'avons pas l'intention, d'ailleurs, de faire des révélations qui excéderaient le but de la défense. Nous nous bornons à rectifier les fausses interprétations sur la politique allemande auxquelles l'exposé du comte Benedetti pourrait donner lieu. Jusqu'à ce que nous soyons de nouveau forcé de nous imposer cette tâche, nous résisterons à la tentation de faire plus amplement usage des abondants et très instructifs matériaux qui sont à notre disposition.

FIN

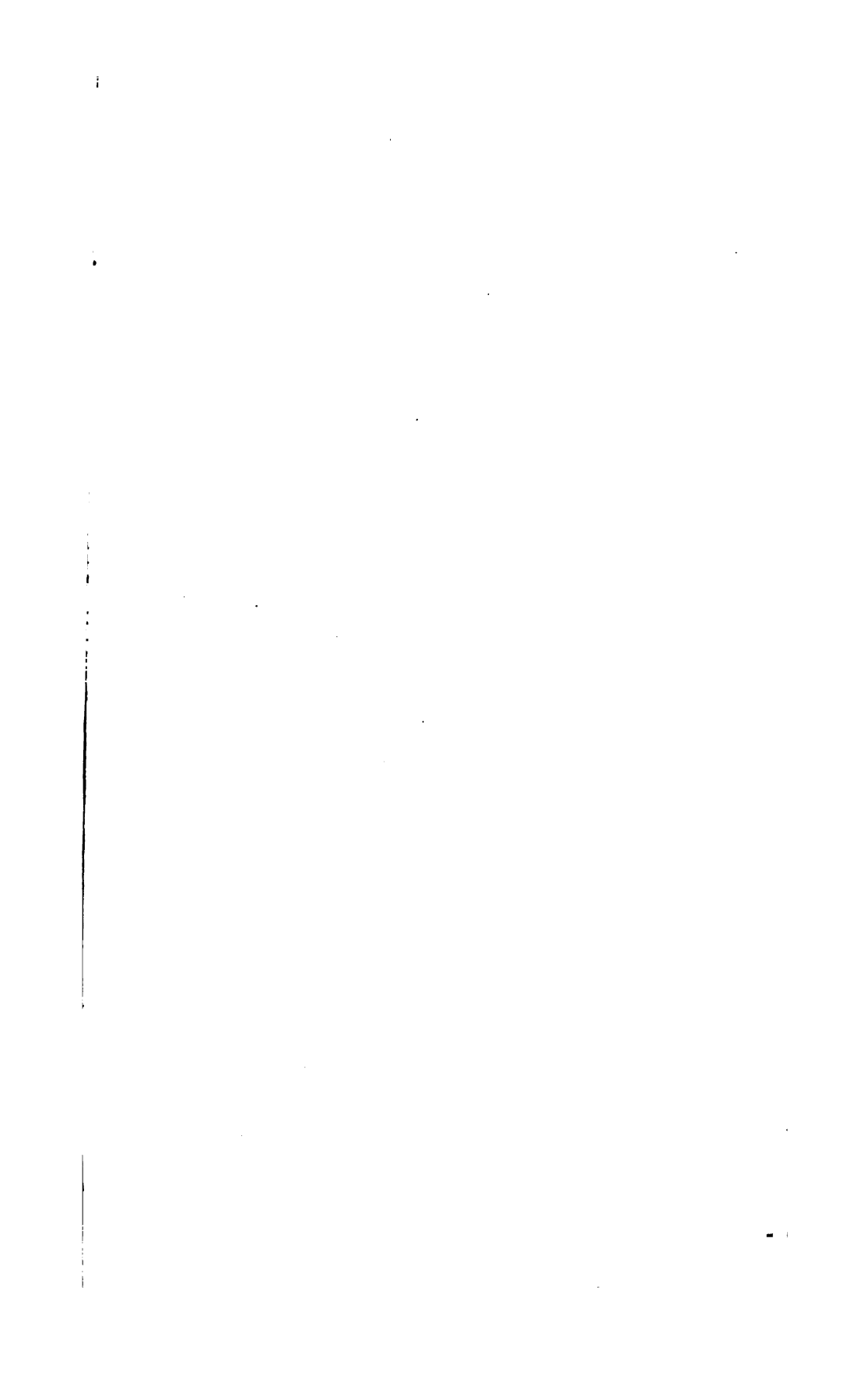
TABLE.

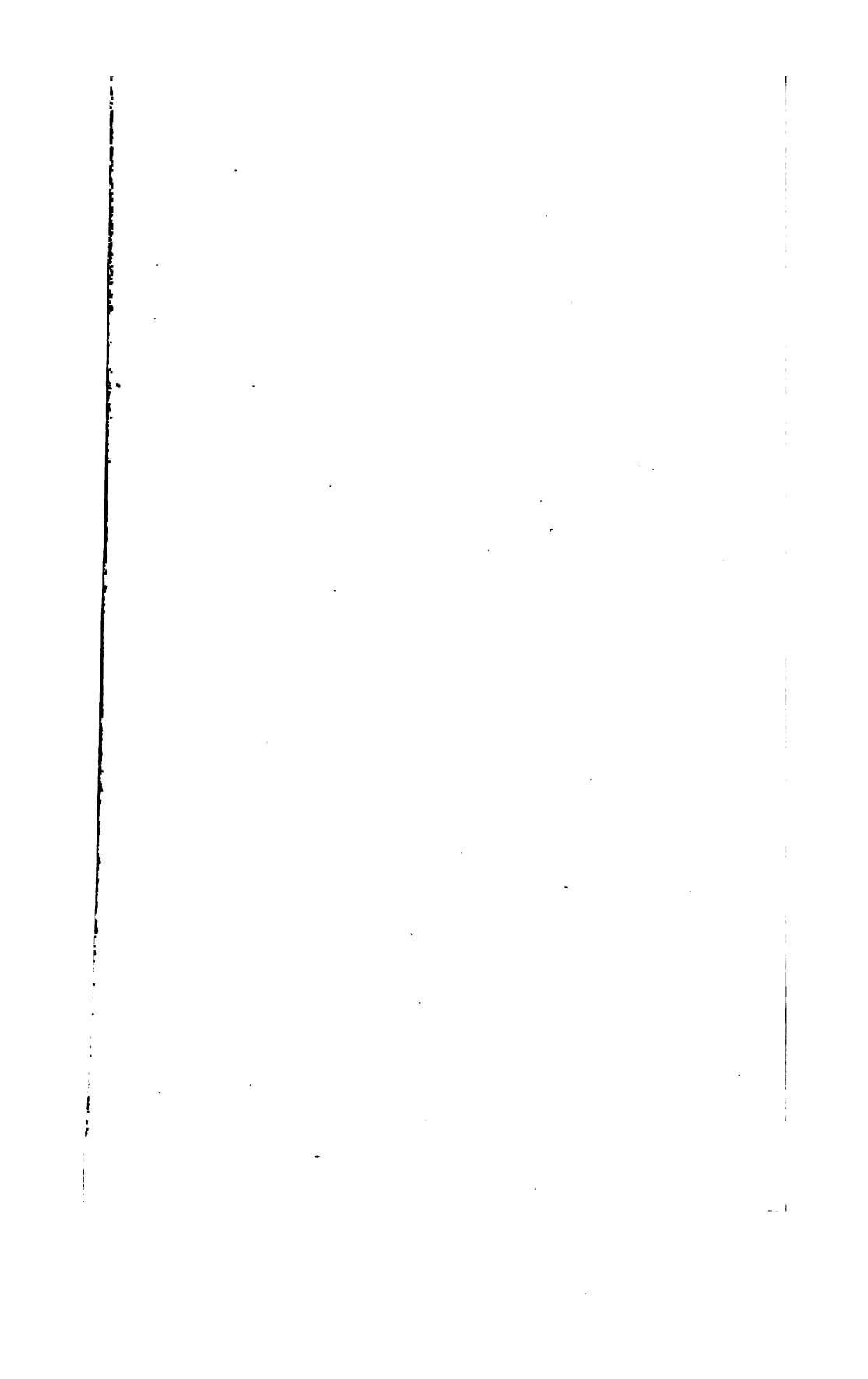
	Pages.
I. AVANT-PROPOS. — LA QUESTION DANOISE. — L'ENTREVUE DE BIARRITZ	1
I. La Question danoise	16
II. L'Entrevue de Biarritz	32
II. L'ALLIANCE DE LA PRUSSE ET DE L'ITALIE	65
I. Les Négociations entre Paris, Berlin et Florence.	67
III. LES DERNIÈRES NÉGOCIATIONS AVANT LA GUERRE.	97
I. Les Préliminaires de la guerre et l'opinion publique en France	99
II. Les Négociations relatives au congrès.	127
III. Le Manifeste du 13 juin	165
IV. LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU LENDEMAIN DE SADOWA	185
I. Les Embarras de la politique impériale	187
II. La Question militaire.	216
V. LA MÉDIATION DE LA FRANCE.	237
I. M. Benedetti au quartier général prussien.	239
II. M. de Goltz et son action à Paris.	270
VI. LES DERNIÈRES NÉGOCIATIONS. — LES RESPONSABILITÉS	291
I. Les Demandes de compensation.	293
II. Les Préliminaires de Nikolsbourg. — L'attitude de la Russie.	316
III. Les Instructions de Vichy relatives à Mayence.	336
IV. Les Instructions du 16 août relatives à la Belgique. — Les papiers de Cercey	377



	Pages.
APPENDICE	407
I. Extraits du discours de M. Thiers prononcé au Corps législatif dans la séance du 3 mai 1866	411
II. Le Manifeste du 13 juin	419
III. Rapport de M. Nigra au prince de Carignan, juin 1866.	422
IV. Les Préliminaires de la paix recommandés à l'accep- tation de la Prusse et de l'Autriche par le gou- vernement de l'empereur, 14 juillet 1866.	437
V. Dépêche de M. le duc de Gramont, à M. Drouyn de Lhuys, 17 juillet 1866.	439
PAPIERS DES TUILERIES RELATIFS AUX ÉVÉNEMENTS DE 1866.	
VI. Lettre de M. de Clermont-Tonnerre, attaché mili- taire à Berlin.	447
VII. Lettre du prince Napoléon (Jérôme) à l'empereur	449
VIII. Lettre de M. de Clermont-Tonnerre.	451
IX. Lettre du prince Napoléon à l'empereur.	454
X. Lettre de M. de Goltz, ambassadeur de Prusse en France, à l'empereur	457
XI. Rapport de M. Magne à l'empereur	459
XII. Autre lettre de M. de Goltz.	463
XIII. Lettre de M. Rouher à M. Conti	465
XIV. Note trouvée dans les papiers de l'empereur.	469
XV. LES PAPIERS DE CERCEY publiés et commentés par le <i>Moniteur</i> de l'empire allemand (<i>Reichsanzeiger</i>), le 21 octobre 1871	471

213





14 DAY USE
RETURN TO DESK FROM WHICH BORROWED

LOAN DEPT.

This book is due on the last date stamped below, or
on the date to which renewed.

Renewed books are subject to immediate recall.

30 JAN 1960	
REC'D LD	
JAN 18 1960	

LD 21A-50m-4,'60
(A9562s10)476B

General Library
University of California
Berkeley

Yr176195

175015

DC
292
RG

THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY